Agriculture et Agroalimentaire Canada
Agriculture and Agri-Food Canada

Vue d'ensemble du système agricole et agroalimentaire canadien

2007

Canada

Vue d'ensemble du système agricole et agroalimentaire canadien

Chargée de projet
Kathleen Kittson

Équipe de projet
Samuel Bonti-Ankomah
Margaret Zafiriou
Shuhua Gao
Nasreen Islam

La présente publication renferme des données et des analyses provenant des quatre divisions de la Direction de la recherche et de l'analyse, ainsi que d'autres divisions et directions générales d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, principalement le Bureau de la chaîne de valeur des aliments.

Mai 2007

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques
Agriculture et Agroalimentaire Canada

Note aux lecteurs
La présente publication renferme les plus récentes données disponibles au mois de mai 2007.
Comme les montants ont été arrondis, il se peut que les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des éléments.

AVIS IMPORTANTS

Droits d'auteur ou de copie
Les documents présents dans cette publication ont été produits ou rassemblés par Agriculture et Agroalimentaire Canada pour offrir aux Canadiens et Canadiennes un accès direct à l'information sur les programmes et les services offerts par le gouvernement du Canada.

Les documents présents sur ce site sont protégés par la Loi sur le droit d'auteur, par les lois, les politiques et les règlements du Canada et des accords internationaux. Ces dispositions permettent d'identifier la source de l'information et, dans certains cas, d'interdire la copie de documents sans permission écrite.

Copie non commerciale
L'information présente dans cette publication y a été fournie afin qu'elle y soit facilement disponible pour une utilisation personnelle ou publique non commerciale et peut être copiée, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais ou autre permission de l'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Nous demandons seulement :

que l'utilisateur fasse preuve d'une diligence raisonnable en s'assurant de l'exactitude des documents copiés; que l'Agriculture et Agroalimentaire Canada soit identifié comme le ministère source; et que la copie ne soit pas présentée comme une version officielle des documents copiés, ni comme une copie faite en affiliation avec l'Agriculture et Agroalimentaire Canada ou avec son aval.

Reproduction à des fins commerciales
La reproduction à de multiples exemplaires des documents figurant dans cette publication, en tout ou en partie, pour diffusion à des fins commerciales est interdite, sauf avec la permission écrite de l'administrateur des droits d'auteur du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). En autorisant la reproduction, TPSGC cherche à s'assurer que les personnes ou les organisations qui désirent copier des documents du gouvernement du Canada à des fins commerciales ont accès aux versions les plus exactes et à jour. Pour obtenir la permission de copier toutes parties de cette publication à des fins commerciales, veuillez contacter TPSGC à l'addresse ci-dessous.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Éditions et Services de dépôt
350, rue Albert, 4e étage
Ottawa (Ontario), Canada
K1A 0S5

Documents d'une tierce partie
Certains documents et éléments graphiques présents dans cette publication du gouvernement du Canada sont assujettis aux droits d'auteur d'autres organisations, en particulier dans le cas de sites exploités conjointement par une institution du gouvernement du Canada et une organisation externe, dans le cadre d'un accord de collaboration. Dans de tels cas, certaines restrictions sur la reproduction de documents ou d'éléments graphiques peuvent s'appliquer et il peut être nécessaire d'obtenir la permission du détenteur des droits d'auteur avant de faire la copie.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2007

Publication 07-033-RB
ISSN 1708-4164
ISBN 978-0-662-07765-7
Catalogue A38-1/1-2007F-PDF
Project 07-033-r

Vous pouvez obtenir une version électronique des publications de la Direction de la recherche et de l'analyse dans l'Internet, à l'adresse suivante : http://www.agr.gc.ca/pol/index_f.php

Also available in English under the title :
An Overview of the Canadian Agriculture and Agri-food System

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos ..... ***xi***

Faits saillants ..... ***xiii***

Sommaire ..... ***xv***

Section A ***Caractéristiques spéciales*** ***1***
A1. Résumé du Recensement de l'agriculture 3
A2. Nouvelles utilisations industrielles des produits agricoles 19

Section B ***Le système agricole et agroalimentaire et l'économie canadienne*** ***29***
B1. Le PIB et l'emploi 31
B2. Le commerce international et la situation mondiale 37
B3. Compétitivité, croissance de la productivité et innovation 47

Section C ***Les éléments du système agricole et agroalimentaire*** ***63***
C1. Consommateurs 65
C2. Distribution alimentaire (Vente au détail ou en gros et services alimentaires) 73
C3. Transformation des aliments, des boissons et du tabac 81
C4. Agriculture primaire 89
C5. Fournisseurs d'intrants et de services agricoles 121

Section D ***L'État et le système agricole et agroalimentaire*** ***127***
D1. Les dépenses publiques au Canada 129
D2. Estimation du soutien aux producteurs (ESP) et politiques agricoles en vigueur au Canada et dans d'autres pays 135

Glossaire ***139***
Acronymes 140
Les composantes du système 141
Secteurs d'activité non financiers 144
Types de fermes 145
Définitions du commerce 146
Catégories d'aide gouvernementale 147
Mesures d'aide gouvernementale 148
Termes de nature économique et statistique 149

Sources de données et références ***153***

LISTE DES GRAPHIQUES

Section A Caractéristiques spéciales

A1 Résumé du Recensement de l'agriculture

A1.1 Nombre de fermes au Canada et taille de celles-ci, 1941-2006 4
A1.2 Taille moyenne du cheptel, 1971-2006 4
A1.3 Nombre de fermes et taille de celles-ci, 2006 5
A1.4 Nombre de fermes par province, 2001 et 2006 6
A1.5 Revenu agricole brut par province, 2001 et 2006 6
A1.6 Nombre et pourcentage de fermes de recensement ayant des revenus agricoles bruts de 250 000 $ ou plus, 1981-2006 7
A1.7 Nombre et pourcentage de fermes de recensement ayant des revenus agricoles bruts d'au moins un million de dollars, 1981-2006 7
A1.8 Proportion de fermes et revenus agricoles bruts selon la taille de la ferme, 1996 8
A1.9 Proportion de fermes et revenus agricoles bruts selon la taille de la ferme, 2006 8
A1.10 Nombre de fermes utilisant un ordinateur pour leurs opérations, 1986-2006 9
A1.11 Utilisation d'une application informatisée, 2001 et 2006 9
A1.12 Utilisation des terres, 1971-2006 10
A1.13 Utilisation des terres, 2006 10
A1.14 Pratiques de conservation des sols, 2001 et 2006 11
A1.15 Méthodes de travail du sol au Canada, 1991-2006 11
A1.16 Répartition de la superficie en fonction des cultures, 1976-2006 12
A1.17 Répartition de la superficie en fonction des cultures, 2006 12
A1.18 Utilisation pour les principaux fruits, 2006 13
A1.19 Utilisation pour les principaux légumes, 2006 13
A1.20 Serres au Canada, 2001 et 2006 14
A1.21 Superficie des serres par province, 2001 et 2006 14
A1.22 Fermes biologiques, selon le type de culture, 2006 15
A1.23 Nombre de fermes biologiques par province, 2006 15
A1.24 Mode d'occupation des terres au Canada, 1968-2006 16
A1.25 Mode d'occupation des terres, en pourcentage des terres totales par province, 2006 16
A1.26 Répartition des exploitants agricoles selon l'âge et la catégorie de revenu, 2006 17
A1.27 Âge moyen des exploitants agricoles selon le type de ferme, 2006 17

A2 Nouvelles utilisations industrielles des produits agricoles

A2.1 Vue d'ensemble de la bioéconomie et des bioressources 20
A2.2 Demande mondiale en matière de bioproduits, 2003 20
A2.3 Disponibilité de la biomasse 21
A2.4 Facteurs à l'origine des biocarburants 21
A2.5 Consommation mondiale d'énergie primaire, 1980-2004 22
A2.6 Prix annuel moyen du pétrole brut aux États-Unis, 1949-2006 22
A2.7 Coût de production de l'éthanol et de l'essence, 2006 23
A2.8 Rendement en biocarburant de certains aliments fabriqués à partir d'éthanol et de biodiésel, 2006 23
A2.9 Production mondiale d'éthanol, 1975-2005 24
A2.10 Prix du maïs aux É.-U., septembre 2003-mai 2007 24
A2.11 Entreprises de bioproduits, 2003 25

A2.12 Entreprises de bioproduits par province, 2003 25
A2.13 Revenu d'exportation des entreprises de bioproduits, 2003 25
A2.14 Nombre de produits par catégorie de bioproduits, 2003 26
A2.15 Entreprises d'aliments fonctionnels et de produits neutraceutiques au Canada, 2004 26
A2.16 Dépenses en R-D par entreprise de bioproduits et par province 27
A2.17 Contrats de sous-traitance signés par des entreprises de bioproduits, 2003 27
A2.18 Obstacles au développement, 2003 28
A2.19 Sources de financement des entreprises de bioproduits, 2003 28
A2.20 Importance des allégations sur le plan de la santé pour les entreprises d'AFPN, 2004 28

Section B Le système agricole et agroalimentaire et l'économie canadienne

B1 Le PIB et l'emploi
B1.1 Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB et à l'emploi, 2005 32
B1.2 Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB, 1991-2005 32
B1.3 Contribution du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire au PIB provincial, 2005 33
B1.4 Contribution provinciale au PIB du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Canada, 2005 33
B1.5 Taux d'emploi provincial dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, 2005 34
B1.6 Part de l'emploi provincial dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, 2005 34
B1.7 Facteurs de multiplication de l'économie pour le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire 35

B2 Le commerce international et la situation mondiale .....
B2.1 Part des exportations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays d'origine, 2006 38
B2.2 Part des importations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays de destination, 2006 38
B2.3 Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (BICO), 1990-2006 39
B2.4 Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (BICO), 1990-2006 39
B2.5 Augmentation de la valeur du taux de change et exportations de produits agricoles et agroalimentaires, 1992-2006 40
B2.6 Nature des ventes à l'exportation, 1991 et 2006 41
B2.7 Nature des ventes à l'importation, 1991 et 2006 41
B2.8 Ventes à l'exportation de bovins et de bœuf sur pied, 1991-2006 42
B2.9 Ventes à l'exportation de porcs et de viande de porc, 1990-2006 42
B2.10 Ventes à l'importation de porcs et de viande de porc, 1990-2006 42
B2.11 Part des exportations de produits agricoles et agroalimentaires en Amérique du Nord 43
B2.12 Valeur des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires selon le pays de destination, 1990 et 2006 43
B2.13 Pays de destination des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 2006 43
B2.14 Exportations de produits agricoles et agroalimentaires en Amérique du Nord et dans le reste du monde, 1990-2006 44
B2.15 Importations de produits agricoles et agroalimentaires en provenance de l'Amérique du Nord et du reste du monde, 1990-2006 44
B2.16 Balance commerciale du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire en Amérique du Nord et dans le reste du monde, 1990-2006 44
B2.17 Valeur des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires vers les pays émergents, 1991-2006 45
B2.18 Augmentation du nombre de consommateurs de classe moyenne, 1996-2006 45
B2.19 Nombre de personnes vivant avec moins de 1 $US et de 2 $US par jour, 2004 45
B2.20 Valeur des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires selon le pays d'origine, 2006 46
B2.21 Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires selon le pays d'origine, 2006 46

B3 Compétitivité, croissance de la productivité et innovation
B3.1 Part canadienne du commerce mondial de produits agricoles et agroalimentaires, 1990-2004 48
B3.2 ACR dans le cas des bovins sur pied, 1995-2005 49

B3.3 ACR dans le cas des porcs sur pied, 1997-2005 . . . 49
B3.4 ACR dans le cas du bœuf, 1995-2005 . . . 50
B3.5 ACR dans le cas du porc, 1995-2005 . . . 50
B3.6 ACR dans le cas des produits de mouture du grain, 1997-2005 . . . 50
B3.7 Coûts de production par rapport aux ventes d'aliments transformés, Canada-États-Unis, 2003 . . . 51
B3.8 Taux de rémunération horaire dans le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac, 1992-2004 . . . 51
B3.9 Croissance de la productivité totale des facteurs dans le secteur de l'agriculture primaire, 1987-2005 . 52
B3.10 Croissance de la productivité totale des facteurs dans le secteur de la transformation des aliments et le secteur manufacturier, 1987-2005 . . . 52
B3.11 Comparaison internationale de la croissance de la productivité totale des facteurs dans le secteur de l'agriculture primaire, 1989-2003 . . . 53
B3.12 Comparaison internationale de la croissance de la productivité totale des facteurs dans le secteur de la transformation des aliments et des boissons, 1989-2003 . . . 53
B3.13 Rendement en blé, 1960-2004 . . . 54
B3.14 Rendement en porc, 1995-2005 . . . 54
B3.15 Étendue de l'innovation dans l'industrie de la transformation des aliments, 2001-2003 . . . 55
B3.16 Étendue de la collaboration avec les partenaires de la chaîne d'approvisionnement, 2001-2003. . . . 55
B3.17 Dépenses en R-D du secteur privé dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, 1980-2005 . 56
B3.18 Dépenses en R-D du secteur privé par rapport au PIB, par secteur d'activité, 1980-2005 . . . 56
B3.19 Taux de rendement par rapport aux dépenses publiques en R-D dans le secteur de l'agriculture . . . 57
B3.20 Dépenses publiques en R-D dans le secteur de l'agroalimentaire en termes de valeur ajustée de la production, 1990-2006 . . . 57
B3.21 Dépenses en R-D du secteur privé en termes de valeur ajustée de la production dans le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac dans les pays membres de l'OCDE, 1994-2000 . . . 58
B3.22 Nature et étendue des dépenses en R-D dans le secteur de la transformation des aliments, 2001-2003 58
B3.23 Obstacles à l'innovation dans le secteur de la transformation des aliments, 2001-2003. . . . 59
B3.24 Taux d'utilisation des programmes gouvernementaux, 2001-2003. . . . 59
B3.25 Capital social dans le secteur de la transformation des aliments, 1961-2006. . . . 60
B3.26 Infrastructures publiques du Canada, 1961-2006. . . . 60
B3.27 IED accumulés dans le secteur de la transformation des aliments au Canada, par pays d'origine, 1990-2003 . . . 61
B3.28 IED accumulés dans le secteur de la transformation des boissons au Canada, par pays d'origine, 1990-2003 . . . 61
B3.29 Investissements dans le domaine de la transformation des aliments, par pays de destination, 1990-2003 . . . 62
B3.30 Emplacement des installations internationales de McCain Foods, 2006 . . . 62

Section C Les éléments du système agricole et agroalimentaire

C1 Consommateurs

C1.1 Dépenses personnelles consacrées à l'alimentation, 1961-2005 . . . 66
C1.2 Dépenses personnelles consacrées à l'alimentation par rapport aux dépenses totales, 1961-2005 66
C1.3 Part des dépenses des ménages canadiens consacrées aux aliments, aux boissons et au tabac dans les pays membres de l'OCDE sélectionnés, 2004 . . . 66
C1.4 Indice des prix à la consommation (IPC) pour les aliments et l'ensemble des biens et services, 1981-2006 . . . 67
C1.5 Facteurs pris en considération pour les repas pris à la maison et au restaurant, 2006. . . . 68
C1.6 Niveau de confiance des consommateurs en ce qui a trait à la salubrité de la chaîne alimentaire, 2004-2007 . . . 68
C1.7 Estimations des ventes au détail de produits biologiques dans les magasins de détail, 2006 . . . 69
C1.8 Estimations des ventes de produits biologiques dans les supermarchés canadiens, 2006 . . . 69
C1.9 Différences de prix entre certains produits biologiques et aliments traditionnels, janvier 2004 . . . 70
C1.10 Préférences des consommateurs en ce qui a trait à l'achat de repas importés plutôt que de repas faits au Canada. . . . 71

C1.11 Taux de croissance annuelle moyenne des ventes au détail de produits emballés, 2002-2006 71

C2 Distribution alimentaire (vente au détail ou en gros et services alimentaires)

C2.1 Dépenses personnelles consacrées aux biens, 2005 74
C2.2 Dépenses personnelles consacrées aux services, 2005 74
C2.3 Nombre de magasins d'alimentation au Canada et ventes moyennes, 1990-2006 75
C2.4 Part de marché des cinq plus gros détaillants en alimentation de certains pays, 1997-1999 75
C2.5 Ratio moyen de marge bénéficiaire des détaillants d'aliments et de boissons, 1991-2005 76
C2.6 Part de marché des différents points de vente au détail d'aliments, 2004 77
C2.7 Part de marché des produits de marque maison au Canada, 1999-2005 77
C2.8 Endroits où les Canadiens prennent leurs repas, 2005 78
C2.9 Dépenses des ménages consacrées à l'alimentation, par province, 2005 78
C2.10 Ventes des services alimentaires et nombre d'établissements, 1990-2005 79
C2.11 Part de marché des services alimentaires, 2006 79
C2.12 Part de marché des 50 principaux établissements de services alimentaires, 1998-2004 80
C2.13 Nombre de faillites de restaurants, 1991-2005 80

C3 Transformation des aliments, des boissons et du tabac

C3.1 Composition des intrants utilisés pour la transformation des aliments et répartition des extrants, 2003 82
C3.2 Répartition du PIB dans l'industrie manufacturière, par secteur, 2005 83
C3.3 Répartiton des emplois dans l'industrie manufacturière, par secteur, 2005 83
C3.4 Valeur des ventes du secteur de la transformation ABT, 1992-2006 84
C3.5 Valeur des ventes du secteur de la transformation ABT, 2006 84
C3.6 Croissance de la valeur des ventes réalisées par le secteur de la transformation ABT, en dollars réels, 1995-2006 84
C3.7 Répartition des ventes du secteur de la transformation ABT et nombre d'établissements en fonction du nombre d'employés, 2005 85
C3.8 Ratios de concentration dans le secteur de la transformation des aliments, 1999 et 2003 85
C3.9 Marges bénéficiaires imposées dans les prix dans le secteur de la transformation et de la vente au détail d'aliments, bœuf, 1979-2003 86
C3.10 Marges bénéficiaires imposées dans les prix entre le secteur de la transformation des aliments et la ferme et la vente au détail d'aliments, blé, 1979-2005 86
C3.11 Taux d'exportation dans le secteur de la transformation ABT, pays membres de l'OCDE, 1991-2002 .. 86
C3.12 Taux d'exportations dans le secteur de la transformation ABT, par sous-secteur, 2006 87
C3.13 Taux d'importation dans le secteur de la transformation ABT, par sous-secteur, 2006 87
C3.14 Ratio de marge bénéficiaire dans l'industrie alimentaire et dans le secteur manufacturier en général, 1999-2006 88
C3.15 Rendement des capitaux propres de certaines industries, 1999-2006 88
C3.16 Ratio d'endettement dans l'industrie alimentaire et le secteur manufacturier en général, 1999-2006 . 88

C4 Agriculture primaire

C4.1 Répartition de la valeur de la production agricole, 2003 90
C4.2 Terres agricoles et fermes dans chaque province, 2006 91
C4.3 Nombre de fermes et taille de celles-ci, 2006 91
C4.4 Consommation et importation de maïs, 1991-2006 92
C4.5 Le prix du blé au Canada et à l'étranger, 1991-2006 92
C4.6 Le prix des céréales fourragères au Canada et à l'étranger, 1991-2006 93
C4.7 Le prix du canola et des fèves de soya au Canada, 1991-2006 93
C4.8 Le cycle des prix du bétail, 1980-2006 94
C4.9 Commercialisation des bovins d'abattage, 1980-2006 94
C4.10 Prix du porc et stocks, 1990-2006 95
C4.11 Commercialisation du porc et marges bénéficiaires, 1990-2006 95
C4.12 Disparition de la volaille et importations, 1990-2006 95
C4.13 Recettes des marchés agricoles par produit, en 2006, par rapport à la moyenne quinquennale 96

C4.14 Recettes des marchés agricoles par région, en 2006, par rapport à la moyenne quinquennale 96
C4.15 Recettes des marchés agricoles par produit, 1990 et 2006 97
C4.16 Recettes des marchés agricoles régionaux par catégorie de produit, 2006 97
C4.17 Évolution des recettes des marchés agricoles dans la région des Prairies, par produit, 1988 et 2006 ... 98
C4.18 Évolution des exportations des Prairies, par produit, 1988 et 2006 98
C4.19 Part des recettes agricoles provenant des exportations 99
C4.20 Part des recettes des marchés agricoles provenant des exportations, au Canada, aux États-Unis et dans les pays membres de l'UE, 1999-2005 99
C4.21 Paiements de programme, 1994-2006 100
C4.22 Revenu monétaire net, 1994-2006 100
C4.23 Valeur ajoutée à l'agriculture, 1991-2006 101
C4.24 Répartition de la valeur ajoutée nette, 2006 101
C4.25 Répartition des fermes selon leur taille, 2006 102
C4.26 Répartition des fermes dont le montant des revenus agricoles bruts est égal ou supérieur à 10 000 $, selon le type de ferme, 2005 103
C4.27 Principaux objectifs des exploitants agricoles canadiens, 2004 104
C4.28 Revenu d'exploitation net moyen, par catégorie de revenu, 2005 104
C4.29 Revenu d'exploitation net par province, 2005 105
C4.30 Revenu d'exploitation net moyen selon le type de ferme, 2005 105
C4.31 Revenu moyen des exploitants agricoles, selon la source de revenu et la province, 2005 106
C4.32 Revenu moyen des exploitants agricoles, selon la source de revenu et le type de ferme, 2005 106
C4.33 Données liées à la typologie des fermes, 2005 107
C4.34 Revenu moyen du marché et paiements de programme dans le cas des fermes ayant un revenu brut de 250 000 $ ou plus, 1990-2005 108
C4.35 Revenu moyen du marché, moins la DPA et les paiements de programme, dans le cas des fermes ayant un revenu brut de 250 000 $ ou plus, 1990-2005 108
C4.36 Revenu net des producteurs de céréales et d'oléagineux de la Saskatchewan dont le revenu se situe entre 250 000 et 500 000 $, 2001-2005 109
C4.37 Revenus et dépenses des fermes laitières, 2005 110
C4.38 Dépenses moyennes des producteurs de céréales et d'oléagineux de la Saskatchewan dont le revenu se situe entre 250 000 $ et 500 000 $, 2001-2005 110
C4.39 Ratios de marge bénéficiaire brute des fermes les plus rentables et les moins rentables, selon le type de ferme, 2005 111
C4.40 Valeur nette moyenne des fermes, 1995-2005 112
C4.41 Valeur nette moyenne des fermes, par province, 2003-2005 112
C4.42 Actif, passif et valeur nette moyens selon le type de ferme, 2005 113
C4.43 Valeur moyenne du contingent des fermes soumises à la gestion de l'offre, 1993-2005 113
C4.44 Ratio d'endettement des fermes du Canada 114
C4.45 Ratio d'endettement, par province, 2005 114
C4.46 Ratio d'endettement selon le type de ferme, 2005 114
C4.47 Ennuis financiers, 2005 115
C4.48 Revenu moyen des familles agricoles selon la catégorie de revenu, 2004 116
C4.49 Revenu moyen des familles agricoles, par province, 2004 116
C4.50 Revenu moyen des familles agricoles selon le type de ferme, 2004 116
C4.51 Revenu moyen des familles agricoles par source de revenu, pour quatre catégories de revenu, 2005 . 117
C4.52 Revenu d'appoint et revenu net d'exploitation des familles agricoles, par province, 2004 117
C4.53 Revenu d'appoint et revenu d'exploitation net des familles agricoles, selon le type de ferme, 2004 .. 117
C4.54 Revenu agricole net négatif et revenu familial peu élevé, 1983-2003 118
C4.55 Répartition des familles agricoles, 2004 118
C4.56 Nombre d'années durant lesquelles les familles agricoles ont déclaré un revenu peu élevé entre 1994 et 2003 119
C4.57 Revenu familial moyen, 2004 119

C5 Fournisseurs d'intrants et de services agricoles

C5.1 Chaîne de valeur des fournisseurs d'intrants et de services agricoles 120
C5.2 Prix des intrants agricoles et prix des produits agricoles, 1971-2005 121
C5.3 Dépenses d'exploitation nettes et amortissement, 2006 121
C5.4 Dépenses agricoles liées au carburant pour la machinerie, 1980-2006 122
C5.5 Prix de l'ammoniac azoté et du gaz naturel, 1996-2006 122
C5.6 Utilisation des produits chimiques dans le secteur de l'agriculture, 1971-2005 122
C5.7 Part de marché des coopératives en ce qui a trait aux fournitures agricoles, 1986-2004 123
C5.8 Ventes des coopératives, 2004 123

Section D L'État et le système agricole et agroalimentaire

D1 Les dépenses publiques au Canada

D1.1 Aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, par province, entre 1985-1986 et 2006-2007 128
D1.2 Aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, par province, en 2006-2007 128
D1.3 Aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire par rapport au PIB, dans chaque province, en 2006-2007 128
D1.4 Aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, par catégorie principale, en 2006-2007 129
D1.5 Aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, par catégorie principale, en 2006-2007 129
D1.6 Dépenses publiques consacrées à la recherche dans le secteur de l'agriculture, entre 1990-1991 et 2006-2007 130
D1.7 Dépenses publiques en R-D dans le secteur de l'agroalimentaire en termes de valeur ajustée de la production, 1990-2006 130
D1.8 Volume total d'infrastructures publiques au Canada, 1961-2006 131
D1.9 Part de l'infrastructure des transports attribuable à chaque palier de gouvernement, 1961-2000 131
D1.10 Aide gouvernementale accordée aux producteurs agricoles sous forme de remboursements de taxes et d'exemptions fiscales, entre 1990-1991 et 2006-2007 132
D1.11 Taux d'imposition fédéral-provincial combiné des sociétés œuvrant dans le secteur de la fabrication et de la transformation en Ontario et au Québec, 1960-2005 132

D2 Estimation du soutien aux producteurs (ESP) et politiques agricoles en vigueur au Canada et dans d'autres pays

D2.1 Estimation du soutien aux producteurs, 1986-2006 134
D2.2 ESP par produit, Canada 134
D2.3 ESP par produit, UE (25) 135
D2.4 ESP par produit, É.-U. 135

AVANT-PROPOS

Le présent rapport donne un aperçu économique du système agricole et agroalimentaire canadien pour 2007. Il débute par deux sections spéciales renfermant des données provenant du Recensement de l'agriculture de 2006 et portant sur les nouvelles utilisations des produits agricoles à des fins industrielles. Il poursuit en examinant la contribution du système à l'économie dans son ensemble, puis examine chaque segment du système en remontant la chaîne agroalimentaire : le consommateur, la distribution alimentaire, la transformation des aliments, des boissons et du tabac, l'agriculture primaire et, enfin, l'offre d'intrants. Il se termine par un examen des dépenses gouvernementales à l'appui de l'agriculture.

Des graphiques, des schémas et des tableaux accompagnés d'explications succinctes résument l'information et fournissent des indicateurs de base du rendement.

Ce rapport a été conçu comme un document de référence polyvalent qui :

- constitue une introduction au système agricole et agroalimentaire;
- fournit un aperçu des transformations structurelles qui surviennent en réaction à différents facteurs;
- renferme des données et des renseignements généraux visant à orienter les discussions publiques sur les défis et possibilités dans le secteur de l'agriculture du Canada.

Le présent rapport décrit le système agricole et agroalimentaire canadien comme une chaîne d'approvisionnement très complexe, intégrée et concurrentielle sur le plan international, dont l'importance au sein de l'économie canadienne va en augmentant. C'est un système souple, en perpétuelle évolution, qui doit relever d'importants défis pour s'adapter aux exigences des consommateurs, aux progrès technologiques, à l'intégration nord-américaine et à la mondialisation.

FAITS SAILLANTS

- Le système agricole et agroalimentaire englobe le marché des intrants agricoles, l'agriculture primaire, la transformation des aliments, des boissons et du tabac, ainsi que les secteurs de la vente en gros et au détail. Il continue de jouer un rôle important dans l'économie du Canada et des provinces, puisqu'il contribue dans une large mesure au produit intérieur brut (PIB) et à l'emploi. En 2005, il fournissait un emploi sur huit et représentait 8 % du PIB total.

- Les possibilités d'exportation jouent un rôle primordial dans la croissance de la plupart des industries du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire. En 2006, le Canada était le quatrième plus gros exportateur et le cinquième plus gros importateur de produits agricoles et agroalimentaires dans le monde, avec des exportations et des importations évaluées à 28 milliards de dollars et 22 milliards de dollars respectivement.

- Le système est de plus en plus axé sur l'étranger puisque la part des échanges mondiaux de produits agricoles et agroalimentaires du Canada a augmenté au cours des 15 dernières années, en raison de la libéralisation du commerce. La nature des échanges a également changé puisqu'il y a depuis quelques années de plus en plus d'exportations de produits à valeur ajoutée répondant à des exigences internationales changeantes.

- Les exigences changeantes des consommateurs entraînent des modifications pour l'ensemble du système agricole et agroalimentaire. Les consommateurs veulent de plus en plus de variété et de commodité, ainsi que des aliments plus sains et une garantie de qualité et de salubrité. Par ailleurs, c'est au Canada que le coût des aliments est le moins élevé puisque les ménages ne consacrent que 10 % de leur budget à l'alimentation.

- En réponse aux défis à relever et aux conditions changeantes du marché, le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire a subi une transformation majeure; ainsi, il y a de moins en moins de fermes et d'entreprises, mais elles sont plus grosses et plus concentrées. Il y a également de plus en plus de fermes et d'entreprises qui diversifient leur production, qui offrent des produits de culture biologique et qui adoptent des méthodes de production respectueuses de l'environnement.

- La demande en matière de biocarburant a également créé des débouchés et des défis pour les producteurs agricoles puisque la demande en matière d'intrants pour les produits agricoles a augmenté, tout comme le prix des matières premières.

- Le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire cherche constamment des produits novateurs comme les bioproduits et les aliments fonctionnels et produits neutraceutiques (AFPN), susceptibles d'offrir d'excellents débouchés en matière de diversification et de permettre de relever les défis sur un marché mondial concurrentiel.

- La prospérité du secteur dépend de sa productivité et de sa compétitivité. Le Canada est de plus en plus compétitif pour certains produits agricoles et agroalimentaires, mais il est moins compétitif que ses principaux concurrents sur le plan des prix en ce qui a trait à plusieurs produits.

- L'innovation est un facteur déterminant pour la compétitivité et la recherche-développement (R-D) est un intrant majeur pour l'innovation. Les dépenses en R-D dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire ont augmenté au fil des ans. Cependant, l'intensité des activités de R-D dans le domaine de la fabrication de produits alimentaires est inférieure à celle du secteur manufacturier en général.

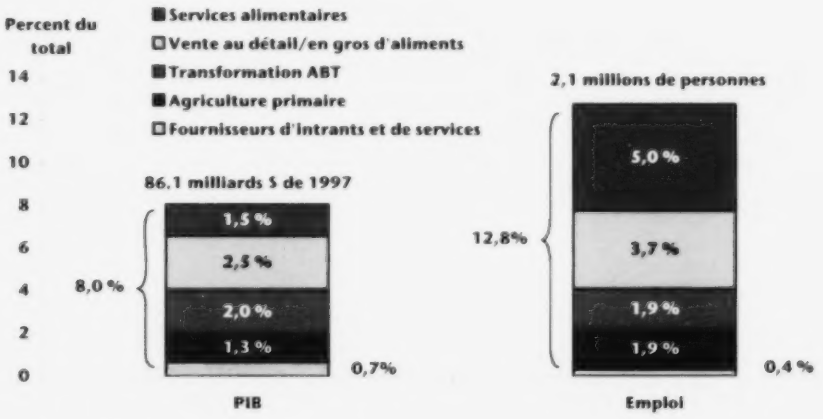
- L'agriculture primaire représente une faible proportion de l'économie totale, mais elle est au cœur du système agricole et agroalimentaire. Toute modification apportée sur les marchés de produits peut donc avoir une incidence sur le rendement de l'agriculture primaire et sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement.
- Il y a plusieurs types de fermes au Canada et elles varient en fonction de leur taille, de leur champ d'activité, de leur capacité de gestion et de leurs stratégies commerciales. Cette diversité peut expliquer les différences sur le plan du rendement des fermes.
- Les revenus agricoles varient selon le secteur, la région et le type de ferme. Généralement, les fermes très rentables exercent un meilleur contrôle des coûts, ce qui, en plus des programmes et mesures de l'État, les aide à éviter les ennuis financiers.
- Un autre défi important dans le secteur de l'agriculture primaire est le vieillissement des exploitants agricoles. Ainsi, la proportion d'exploitants agricoles âgés de plus 54 ans atteignait 40 % en 2006.
- La transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT) est un groupe d'industries intégré au secteur de l'agriculture et de la vente en gros et au détail et l'un des secteurs manufacturiers les plus importants au Canada.
- La croissance du secteur de la transformation ABT a ralenti et les obstacles actuels qui se dressent dans le secteur ont donné lieu à des profits moins élevés mais plus stables.
- Les fournisseurs d'intrants et de services jouent un rôle important dans le cas du système agricole et agroalimentaire. En 2006, les producteurs ont engagé des dépenses d'exploitation de plus de 36 milliards de dollars et les intrants et les services constituaient la majeure partie de ces dépenses. Outre des dépenses d'exploitation déjà élevées, les récentes augmentations du coût du carburant, de l'engrais et des pesticides accentuent la pression sur les revenus des exploitations agricoles. Les récentes augmentations du prix des aliments pour animaux ont également accru les pressions financières exercées sur les fermes d'élevage.
- On évalue à 8,4 milliards de dollars ou 40 % du PIB total du secteur l'aide gouvernementale (fédérale et provinciale) accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, soit un niveau record en 2006-2007.
- Les paiements de programme continuent de représenter la proportion la plus élevée de l'aide fédérale et provinciale offerte au secteur en 2006 2007; ils sont suivis des dépenses liées à la recherche et à l'inspection.
- L'aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire varie selon la province. Les agriculteurs de l'Île du-Prince-Édouard, de la Saskatchewan et du Manitoba sont ceux qui reçoivent le plus d'aide gouvernementale en pourcentage du PIB agricole.
- Les politiques agricoles du Canada et d'autres pays ont évolué au fil des ans. Certains pays ont procédé à une réforme majeure de leur politique agricole, ce qui a donné lieu à une réduction du niveau d'aide et à des modifications quant au type d'aide offerte.
- L'estimation du soutien aux producteurs (ESP) du Canada pour toutes les denrées était de 21 % en 2005, comparativement à 16 % aux États-Unis et à 33 % dans les pays membres de l'UE (15). La mesure globale de soutien (MGS) totale du Canada a augmenté au cours des dernières années, alors qu'elle a diminué aux États-Unis et dans les pays membres de l'UE (15).

SOMMAIRE

Le système est complexe et hautement intégré

La contribution relative du système agricole canadien à l'économie globale a diminué, mais la taille absolue du secteur n'a pas cessé de croître. Le secteur continue de jouer un rôle important dans l'économie canadienne, surtout par rapport à l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Le système agricole et agroalimentaire représentait 86 milliards de dollars (en dollars constants de 1997) ou 8 % de l'économie canadienne et embauchait 2,1 millions de Canadiens en 2005. Ce système de production et de distribution complexe et intégré inclut les fournisseurs d'intrants et de services, les producteurs du secteur de l'agriculture primaire, les transformateurs d'aliments, de boissons et de tabac (ABT), les détaillants et grossistes de produits alimentaires, ainsi que les services alimentaires.

Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB et à l'emploi, 2005

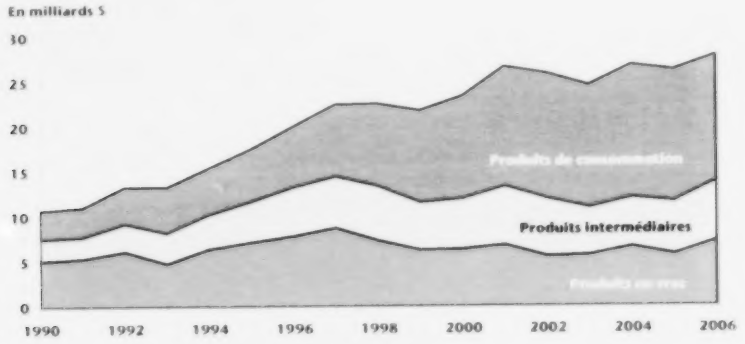


Source : Statistique Canada et AAC.

L'importance du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire varie selon la province; ainsi, la transformation des aliments est plus importante au Centre et dans l'Est du Canada, alors que l'agriculture primaire est plus importante dans les Prairies.

La croissance du système agricole et agroalimentaire est de 2,4 % par année en moyenne depuis dix ans et elle vise principalement la transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT), la vente d'aliments au détail/en gros et les services alimentaires. La croissance du système est attribuable en partie à la croissance des exportations et, plus précisément, aux exportations de biens de consommation. En 2006, les ventes à l'exportation totalisaient 28 milliards de dollars, dont 50 % de produits de consommation.

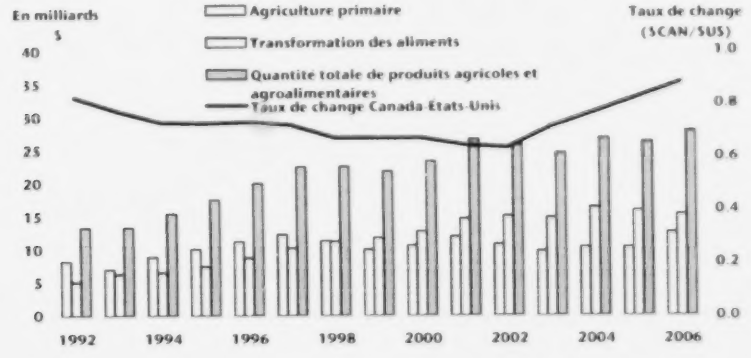
Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (BICO), 1990-2006



Source : Statistique Canada et AAC

Le Canada est un intervenant majeur sur la scène mondiale et il a augmenté sa part des échanges internationaux de produits agricoles et agroalimentaires depuis 15 ans, en raison de la libéralisation du commerce et des modifications des conditions du marché. De façon plus précise, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) a donné lieu à une intégration accrue des échanges de produits agricoles et agroalimentaires en Amérique du Nord puisque les exportations vers les États-Unis sont quatre fois plus nombreuses qu'en 1991 et les exportations vers le Mexique sont neuf fois plus nombreuses. Cependant, la récente augmentation de la valeur du dollar canadien présente des défis sur le plan de l'exportation.

Augmentation de la valeur du taux de change et exportations de produits agricoles et agroalimentaires, 1992-2006

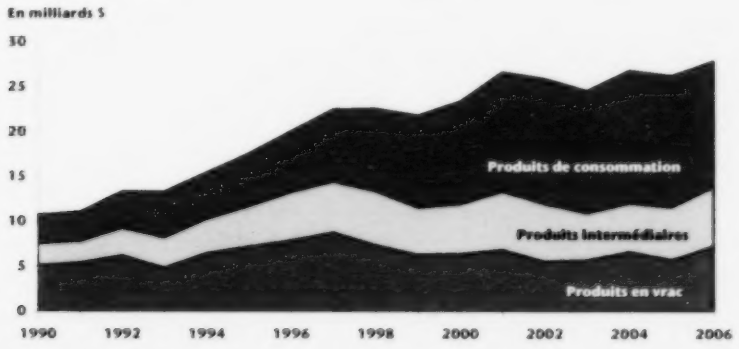


Source : Statistique Canada et AAC

L'importance du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire varie selon la province; ainsi, la transformation des aliments est plus importante au Centre et dans l'Est du Canada, alors que l'agriculture primaire est plus importante dans les Prairies.

La croissance du système agricole et agroalimentaire est de 2,4 % par année en moyenne depuis dix ans et elle vise principalement la transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT), la vente d'aliments au détail/en gros et les services alimentaires. La croissance du système est attribuable en partie à la croissance des exportations et, plus précisément, aux exportations de biens de consommation. En 2006, les ventes à l'exportation totalisaient 28 milliards de dollars, dont 50 % de produits de consommation.

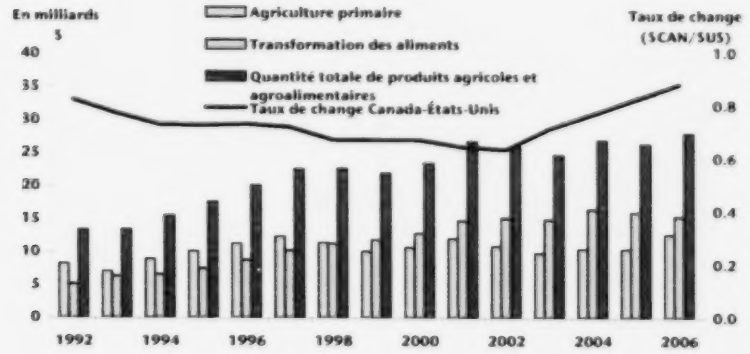
Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (BICO), 1990-2006



Source: Statistique Canada et AAC

Le Canada est un intervenant majeur sur la scène mondiale et il a augmenté sa part des échanges internationaux de produits agricoles et agroalimentaires depuis 15 ans, en raison de la libéralisation du commerce et des modifications des conditions du marché. De façon plus précise, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) a donné lieu à une intégration accrue des échanges de produits agricoles et agroalimentaires en Amérique du Nord puisque les exportations vers les États-Unis sont quatre fois plus nombreuses qu'en 1991 et les exportations vers le Mexique sont neuf fois plus nombreuses. Cependant, la récente augmentation de la valeur du dollar canadien présente des défis sur le plan de l'exportation.

Augmentation de la valeur du taux de change et exportations de produits agricoles et agroalimentaires, 1992-2006



Source: Statistique Canada et AAC

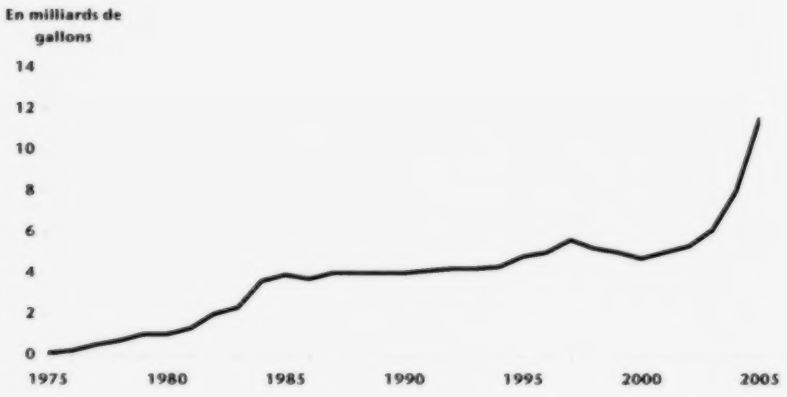
D'autres facteurs ont donné lieu à des défis et des débouchés pour le secteur. C'est le cas, notamment :

- des nouvelles exigences des consommateurs;
- de la demande accrue en matière de biocarburant;
- de la concurrence accrue provenant des pays émergents.

Les nouvelles exigences des consommateurs canadiens et étrangers ont une incidence sur l'ensemble du système agricole et agroalimentaire étant donné que les consommateurs exigent plus de variété et de commodité, des aliments plus sains, ainsi qu'une garantie appropriée de qualité et de salubrité. Les préoccupations en matière d'environnement et de traitement des animaux influencent également la demande en matière d'aliments. La conception de produits novateurs comme les aliments fonctionnels et les produits neutraceutiques (AFPN) pourrait permettre d'apaiser quelques-unes des préoccupations des consommateurs et constituer une excellente possibilité, pour le secteur, de gérer les pressions concurrentielles.

La croissance sur le plan de la production mondiale de biocarburant a également donné lieu à des débouchés et des défis pour les producteurs agricoles puisque l'augmentation de la demande en matière de céréales et d'oléagineux en tant que matières premières a entraîné une augmentation des prix. L'augmentation des prix se traduit par une augmentation des revenus agricoles dans le cas des producteurs de céréales et d'oléagineux, mais elle peut avoir une incidence négative sur les éleveurs de bétail, qui doivent payer plus cher les aliments pour animaux.

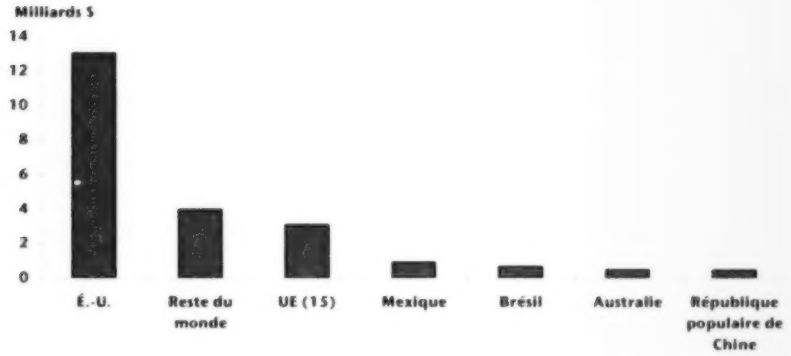
Production mondiale d'éthanol, 1975-2005



Source: www.earthtrends.com.

La compétition accrue de la part de pays émergents comme l'Inde, la Chine et le Brésil constitue un autre défi à relever pour le système agricole et agroalimentaire du Canada. Le Canada importe maintenant plus de produits agricoles et agroalimentaires auprès de partenaires commerciaux traditionnels et non traditionnels.

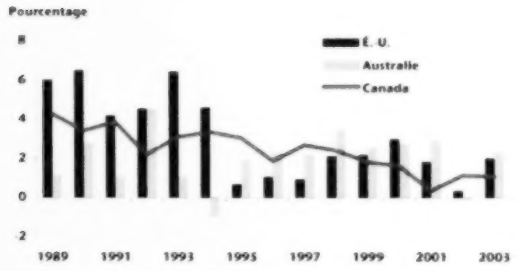
Valeur des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires selon le pays d'origine, 2006



Source: Statistique Canada et AAC.

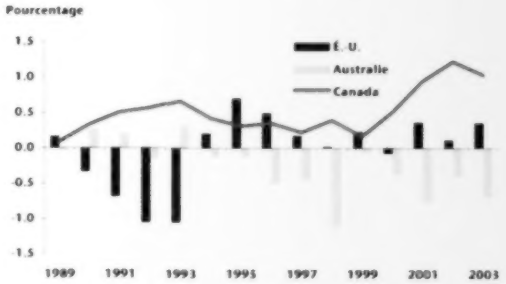
Pour concurrencer ces pays, le secteur doit faire preuve de productivité et d'innovation. La croissance de la productivité a ralenti dans le secteur de l'agriculture primaire, mais elle a augmenté et même dépassé celle des États-Unis et de l'Australie jusqu'à tout récemment dans le secteur de la transformation des aliments.

Comparaison internationale de la croissance de la productivité totale des facteurs dans le secteur de l'agriculture primaire, 1989-2003



Source : Centre de Groningue pour la croissance et le développement, Industry Growth Accounting Database, 2006.
Nota : Inclut le secteur de l'exploitation forestière et la pêche.
Moyenne mobile simple pour une période de 10 ans.

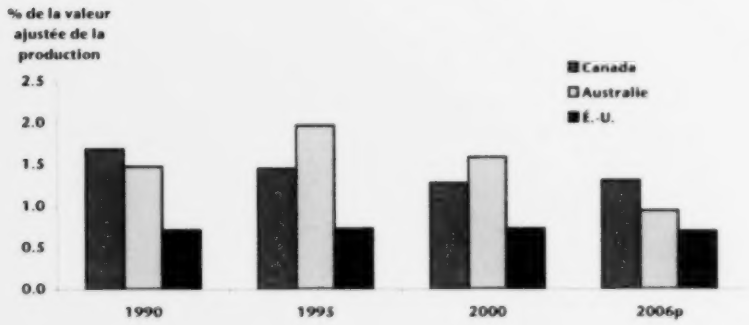
Comparaison internationale de la croissance de la productivité totale des facteurs dans le secteur de la transformation des aliments et des boissons, 1989-2003



Source : Centre de Groningue pour la croissance et le développement, Industry Growth Accounting Database, 2006.
Nota : Moyenne mobile simple pour une période de 10 ans.

Les dépenses en recherche-développement (R-D) constituent un intrant important pour l'innovation et la croissance de la productivité. Cependant, les dépenses publiques du Canada en R-D ont été ramenées de 1,7 % de la production en 1990, à 1,3 % en 2005, alors que les dépenses du secteur privé en R-D sont demeurées peu élevées, soit moins de 1 % du PIB du secteur.

Dépenses publiques en R-D dans le secteur de l'agroalimentaire en termes de valeur ajustée de la production, 1990-2006

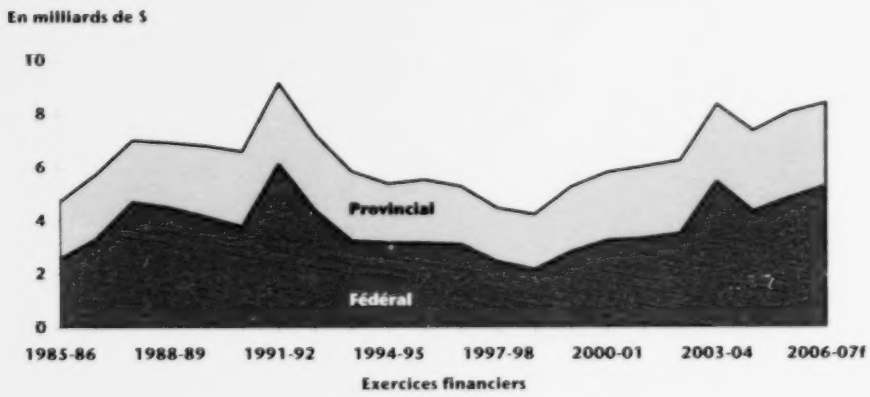


Source: Politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation 2007.

Note: Les données pour 2006 sont des données préliminaires.

L'aide gouvernementale continue de jouer un rôle important pour aider le secteur à surmonter les obstacles et à tirer profit des nouveaux débouchés. L'aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire a augmenté en termes absolus, mais elle a diminué en proportion du PIB. Lors de l'exercice 2006-2007, l'aide gouvernementale accordée au secteur était évaluée à 8,4 milliards de dollars ou 40 % du PIB du secteur, soit un peu moins qu'en 2003-2004. Les paiements de programme représentaient 51 % de l'aide gouvernementale accordée au secteur.

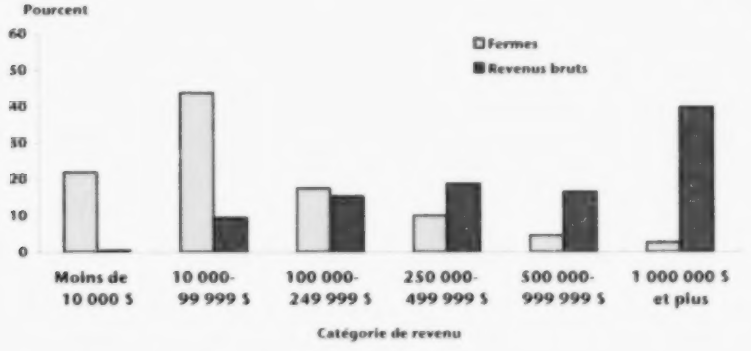
Aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, entre 1985-1986 et 2006-2007



Source: AAC.

Le secteur fait face aux défis et aux débouchés en modifiant continuellement sa structure puisque toutes les composantes du secteur se sont diversifiées et sont devenues plus intégrées. D'après le Recensement de l'agriculture de Statistique Canada, le nombre de fermes a continué de diminuer mais la taille moyenne des fermes a augmenté au fil des ans et ce, dans toutes les provinces. Les plus grosses fermes (les fermes ayant un revenu brut de 250 000 $ ou plus) représentaient 17 % de toutes les fermes en 2006 et elles étaient à l'origine de près de 60 % de la production totale. Il y a dix ans, les grosses fermes représentaient 10 % de toutes les fermes et 56 % de la production totale. Les petites fermes ayant des revenus inférieurs à 250 000 $ ont été ramenées de 90 % à 83 % de l'ensemble des fermes durant la même période.

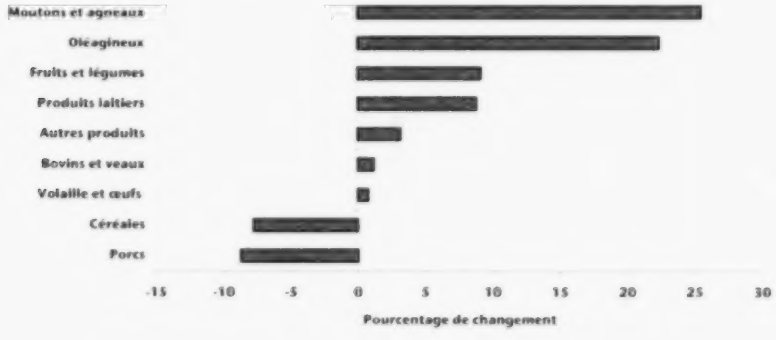
Proportion de fermes et revenus agricoles bruts selon la taille de la ferme, 2006



Source: Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006

Le rendement du secteur reflète les récents défis, notamment la hausse de la valeur du dollar et l'augmentation du prix des denrées. En 2006, les recettes totales des marchés agricoles ont augmenté par rapport à la moyenne quinquennale, alors que le revenu net comptant a diminué. Les paiements de programme, qui sont importants pour stabiliser les revenus agricoles, ont diminué.

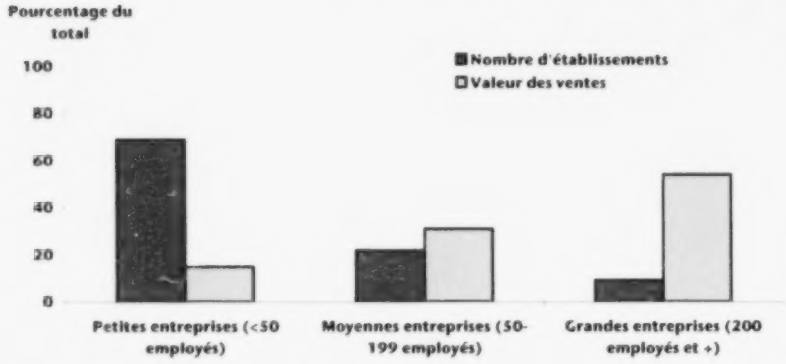
Recettes des marchés agricoles par produit, en 2006, par rapport à la moyenne quinquennale



Source : Statistique Canada

On a également pu constater des redressements structurels dans les secteurs de la transformation des aliments et de la vente au détail. En 2005, les gros établissements de transformation des aliments (200 employés ou plus) ne représentaient que 10 % du nombre total d'établissements, mais 54 % de la production totale. Dans le secteur de la vente au détail d'aliments, environ 60 % des ventes nationales des épiceries étaient attribuables aux cinq plus gros détaillants du Canada à la fin des années 90, soit une augmentation de 50 % par rapport à la même période dix ans auparavant.

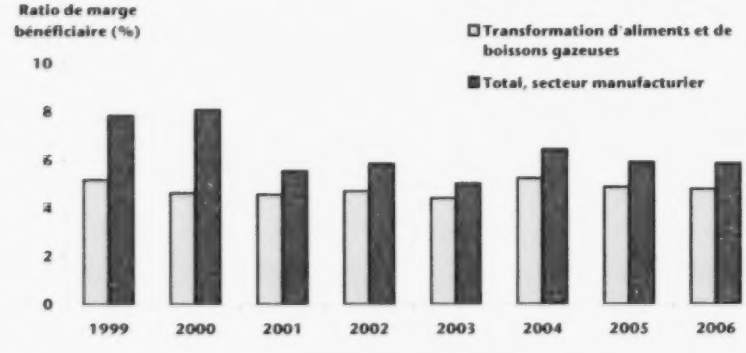
Répartition des ventes du secteur de la transformation ABT et nombre d'établissements en fonction du nombre d'employés, 2005 *



Source : Statistiques Canada.

La restructuration a assuré la stabilité des marges bénéficiaires dans le secteur de la transformation des aliments et dans le secteur de la vente au détail d'aliments. Cette situation est attribuable aux efforts déployés par les deux secteurs pour maintenir leur rentabilité malgré des pressions extrêmes sur les coûts et la compétitivité. Depuis la fin des années 90, la marge bénéficiaire dans le secteur de la transformation des aliments et des boissons gazeuses se situe autour de 4,8 %, alors que la marge bénéficiaire dans le secteur de la vente au détail d'aliments et de boissons se situe autour de 2,8 %.

Ratio de marge bénéficiaire dans l'industrie alimentaire et dans le secteur manufacturier en général, 1999-2006



Source: Statistique Canada.

Note: Voir le glossaire pour obtenir une definition de ratio de marge bénéficiaire.

SECTION A

Caractéristiques spéciales

SECTION A1

Résumé du Recensement de l'agriculture

Le secteur de l'agriculture est en voie de transformation et il a constamment des défis à relever. Il continue d'y avoir de moins en moins de fermes, mais les fermes sont de plus en plus grosses. La production agricole au Canada est de plus en plus concentrée dans les grosses fermes étant donné que le pourcentage de production de ces fermes a augmenté au cours des dernières années. Le type de culture et de bétail change en fonction des exigences des consommateurs. Il y a de plus en plus de fermes de culture biologique et de fermes adoptant des pratiques respectueuses de l'environnement.

Il y a de moins en moins de fermes mais elles sont de plus en plus grosses

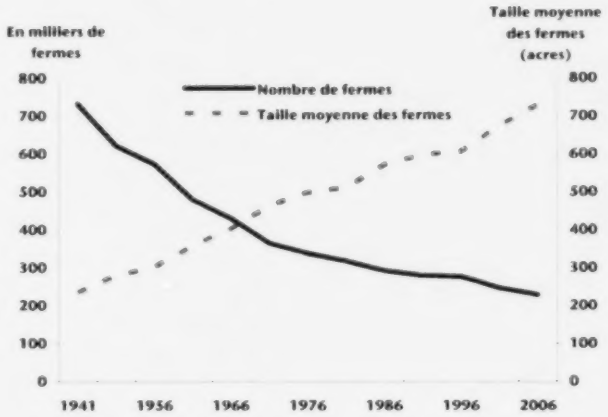
- **Au cours des 50 dernières années, la taille moyenne des fermes a triplé, alors que le nombre de fermes au Canada a diminué.**

  En 2006, il y avait 229 373 fermes, soit une diminution de 7 % par rapport à 2001. Entre 1996 et 2001, la diminution a été de 11 %.

  Par ailleurs, la taille moyenne d'une ferme augmente constamment. Les innovations technologiques et l'augmentation de la productivité ont permis une augmentation de l'ampleur des opérations et la consolidation de celles-ci.

Graphique A1.1

Nombre de fermes au Canada et taille de celles-ci, 1941-2006



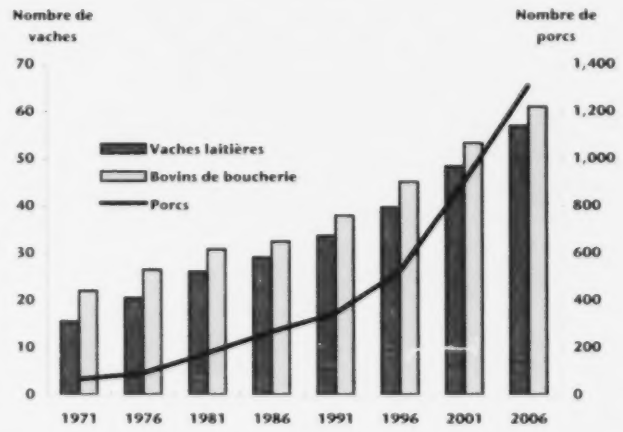
Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, plusieurs années

- **En 2006, les éleveurs de porcs étaient ceux qui avaient le cheptel moyen le plus gros (1 308 porcs par ferme) et la taille du cheptel a augmenté de 150 % au cours des 10 dernières années. La taille moyenne du cheptel continue d'augmenter en raison de la consolidation et de l'expansion.**

  Pour ce qui est du bétail, les fermes laitières comptaient en moyenne 57 vaches, soit une augmentation de 44 % par rapport aux 10 dernières années. La taille moyenne du cheptel de bovins de boucherie est légèrement plus élevée, soit 61 vaches par ferme, mais elle a augmenté un peu moins rapidement, soit 35 % au cours des 10 dernières années.

Graphique A1.2

Taille moyenne du cheptel, 1971-2006



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, plusieurs années

La superficie moyenne des fermes a continué d'augmenter dans toutes les provinces, mais la superficie totale des terres agricoles est demeurée inchangé

- **La superficie totale des terres agricoles au Canada est demeurée relativement inchangée en 2006 et les principales modifications sont survenues dans les provinces côtières.**

La superficie des terres agricoles a augmenté de 10 % en Colombie-Britannique entre 2001 et 2006, soit la plus forte croissance au Canada. La superficie des terres agricoles a diminué de 11 % à Terre-Neuve durant la même période.

La superficie moyenne des fermes (en termes d'acres) continue d'augmenter à mesure que les fermes deviennent de plus en plus grosses. Les fermes de la Saskatchewan restent les plus grosses, avec une superficie moyenne de 1 449 acres, soit une augmentation de 13 % depuis 2001. Les fermes de Terre-Neuve sont les plus petites, avec une superficie moyenne de 160 acres, soit une augmentation de 3 % par rapport à 2001.

Graphique A1.3
Nombre de fermes et taille de celles-ci, 2006

	Terres agricoles (en milliers d'acres)			Taille moyenne des fermes (en acres)		
	2001	2006	% de changement	2001	2006	% de changement
Canada	**166,802**	**166,984**	**0 %**	**676**	**728**	**8 %**
T.-N.-L.	100	89	-11 %	156	160	3 %
Î.-P.-É.	646	621	-4 %	350	365	4 %
N.-É.	1,006	994	-1 %	256	262	2 %
N.-B.	959	977	2 %	316	352	11 %
Qc	8,444	8,558	1 %	263	279	6 %
Ont.	13,507	13,330	-1 %	226	233	3 %
Man.	18,784	19,073	2 %	891	1,001	12 %
Sask.	64,904	64,233	-1 %	1,283	1,449	13 %
Alb.	52,059	52,150	0 %	970	1,055	9 %
C.-B.	6,393	7,005	10 %	315	353	12 %

Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2001 et de 2006

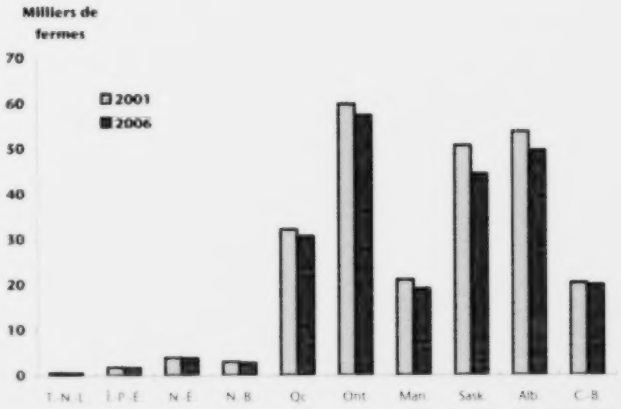
La répartition des fermes et des recettes agricoles brutes par province est demeurée relativement inchangée depuis le dernier recensement

- **Le nombre de fermes a diminué dans toutes les provinces en 2006.**

  L'Ontario est la province où il y a le plus de fermes, soit 57 211. La Saskatchewan et Terre-Neuve sont les deux provinces où le nombre de fermes a le plus diminué, soit 12 % et 13 % respectivement. La Colombie-Britannique est la province où la diminution a été la moins marquée, soit 2 %.

Graphique A1.4

Nombre de fermes par province, 2001 et 2006



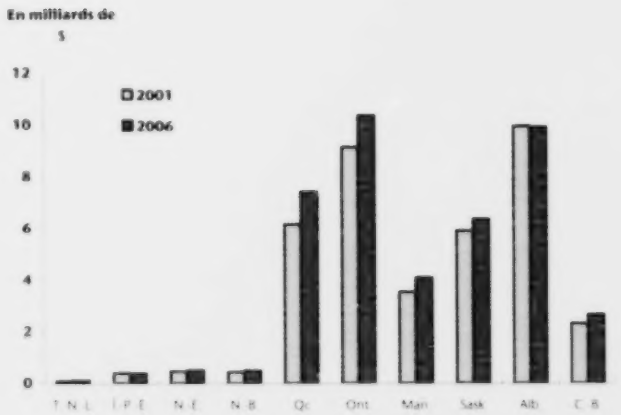
Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2001 et de 2006

- **Entre 2001 et 2006, les recettes agricoles ont augmenté dans toutes les provinces, sauf à l'Île du-Prince-Édouard et en Alberta.**

  Au Québec, en Ontario et au Manitoba, les recettes agricoles ont augmenté rapidement, soit 21 %, 18 % et 15 % respectivement entre 2001 et 2006.

Graphique A1.5

Revenu agricole brut par province, 2001 et 2006



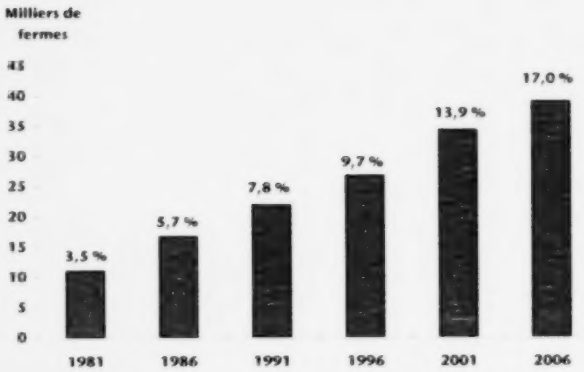
Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2001 et de 2006

Les fermes grossissent

- **Le nombre de fermes déclarant des recettes agricoles brutes de 250 000 $ ou plus continue d'augmenter.**

  Ces fermes représentaient 17 % de toutes les fermes en 2006, comparativement à 3 % en 1981. On s'attend à ce que cette tendance se maintienne alors que les fermes prennent de l'expansion en vue de réaliser des économies d'échelle et d'améliorer leur compétitivité à l'échelle mondiale.

Graphique A1.6
Nombre et pourcentage de fermes de recensement ayant des revenus agricoles bruts de 250 000 $ ou plus*, 1981-2006

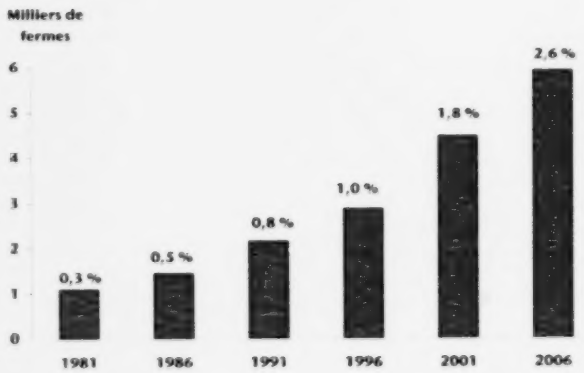


Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, plusieurs années
Nota : *En prix constants de 2005.

- **Il y a de plus en plus de fermes ayant des revenus agricoles bruts d'un million de dollars ou plus.**

  En 2006, il y avait 5 902 fermes ou 2,6 % de toutes les fermes du Canada dans cette catégorie, comparativement à 1 080 fermes en 1981.

Graphique A1.7
Nombre et pourcentage de fermes de recensement ayant des revenus agricoles bruts d'au moins un million de dollars*, 1981-2006



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, plusieurs années
Nota : *En prix constants de 2005.

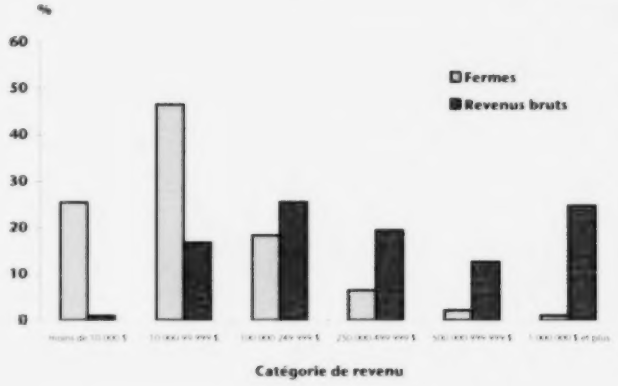
La production est de plus en plus concentrée dans les grosses fermes

- **Les plus grosses fermes, qui représentent une petite proportion de l'ensemble des fermes, sont maintenant à l'origine d'une proportion plus élevée de la production.**

  En 1996, les fermes ayant des revenus agricoles inférieurs à 100 000 $ représentaient 72 % de l'ensemble des fermes et 8 % des revenus agricoles, alors que les fermes ayant des revenus de plus de 250 000 $ représentaient 10 % de l'ensemble des fermes et 56 % des revenus agricoles.

Graphique A1.8

Proportion de fermes et revenus agricoles bruts selon la taille de la ferme, 1996

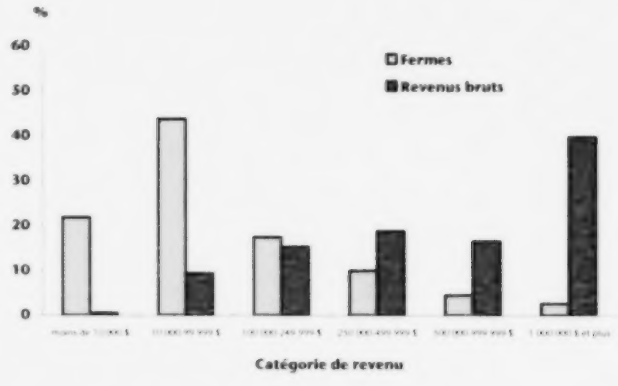


Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 1996

- **En 2006, les fermes ayant des revenus agricoles inférieurs à 100 000 $ représentaient 66 % de l'ensemble des fermes et 5 % des revenus agricoles,** alors que les fermes ayant des revenus agricoles de plus de 250 000 $ représentaient 17 % de l'ensemble des fermes mais près de 75 % des revenus agricoles totaux.

Graphique A1.9

Proportion de fermes et revenus agricoles bruts selon la taille de la ferme, 2006



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006

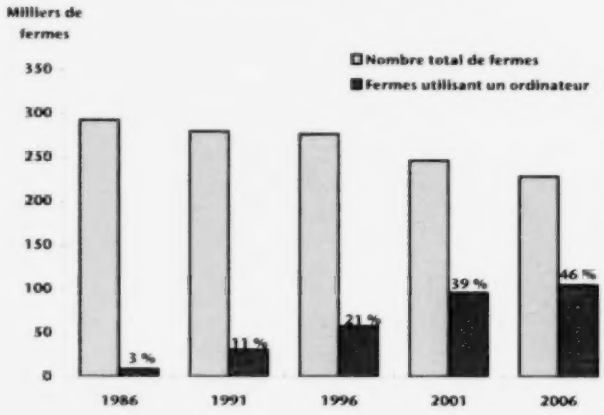
De plus en plus de producteurs utilisent un ordinateur et Internet pour gérer leur exploitation agricole

- **En 2006, 46 % des fermes utilisaient un ordinateur pour la gestion de leurs opérations**

  L'utilisation d'un ordinateur varie selon la taille de la ferme. Seulement 35 % des fermes ayant des revenus agricoles bruts inférieurs à 25 000 $ utilisent un ordinateur, alors que 78 % des fermes ayant un revenu agricole égal ou supérieur à 500 000 $ utilisent un ordinateur pour gérer leurs opérations.

Graphique A1.10

Nombre de fermes utilisant un ordinateur pour leurs opérations, 1986-2006

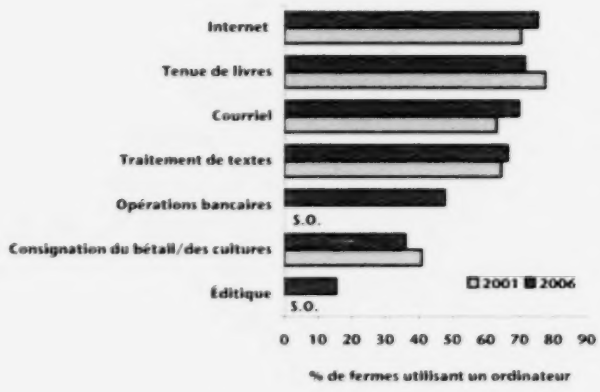


Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, plusieurs années

- **En 2006, 75 % des fermes utilisant un ordinateur s'en servaient pour accéder à l'Internet et 48 % d'entre elles s'en servaient pour effectuer des opérations bancaires en ligne.**

Graphique A1.11

Utilisation d'une application informatisée, 2001 et 2006



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2001 et 2006

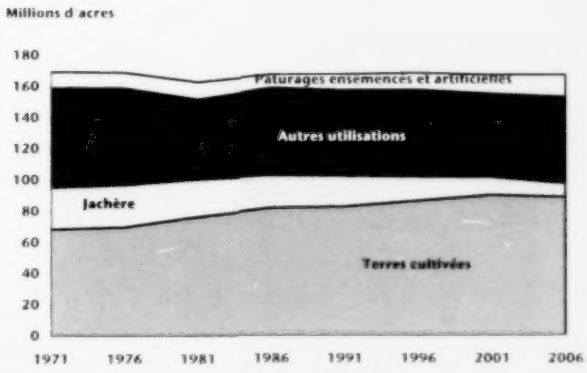
Les innovations technologiques et l'amélioration de la gestion des terres réduisent la nécessité de laisser des terres en jachère

- **Il y a de moins en moins de terres en jachère depuis que les agriculteurs adoptent des pratiques de gestion des terres respectueuses de l'environnement, notamment la culture sans travail du sol et le travail de conservation du sol.**

  La superficie des terres en jachère a diminué de 25 % entre 2001 et 2006. Ainsi, en 2006, 9 % des terres agricoles de la Saskatchewan étaient en jachère, comparativement à 11, 9 % en 2001.

  On retrouve des terres en jachère principalement dans les Prairies et ces terres visent à permettre la reconstitution des éléments nutritifs du sol.

Graphique A1.12
Utilisation des terres, 1971-2006

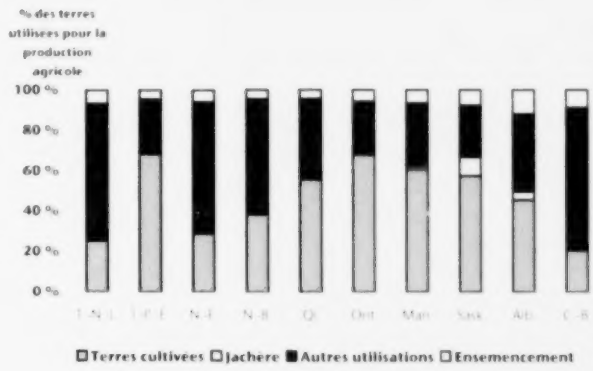


Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006.
Nota : *Y compris les terres utilisées pour la culture d'arbres de Noël, ainsi que pour les pâturages, les forêts et les marécages.

- **La diminution marginale de 1 % des terres en culture entre 2001 et 2006 dénote une augmentation de la superficie des pâturages ensemencés ou des prairies artificielles.**

  La superficie des pâturages a augmenté de 19 % entre 2001 et 2006, pour atteindre 14,1 millions d'acres, alors que certaines terres en culture et terres en jachère ont été converties en pâturages ensemencés et utilisées à d'autres fins.

Graphique A1.13
Utilisation des terres, 2006



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006.
Nota : *Y compris les terres utilisées pour la culture d'arbres de Noël, ainsi que les prairies artificielles et les pâturages.

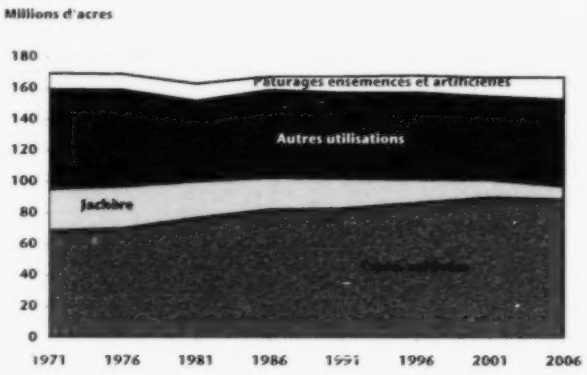
Les innovations technologiques et l'amélioration de la gestion des terres réduisent la nécessité de laisser des terres en jachère

- **Il y a de moins en moins de terres en jachère depuis que les agriculteurs adoptent des pratiques de gestion des terres respectueuses de l'environnement, notamment la culture sans travail du sol et le travail de conservation du sol.**

La superficie des terres en jachère a diminué de 25 % entre 2001 et 2006. Ainsi, en 2006, 9 % des terres agricoles de la Saskatchewan étaient en jachère, comparativement à 11, 9 % en 2001.

On retrouve des terres en jachère principalement dans les Prairies et ces terres visent à permettre la reconstitution des éléments nutritifs du sol.

Graphique A1.12
Utilisation des terres, 1971-2006



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006
Nota : *Y compris les terres utilisées pour la culture d'arbres de Noël, ainsi que pour les pâturages, les forêts et les marécages.

- **La diminution marginale de 1 % des terres en culture entre 2001 et 2006 dénote une augmentation de la superficie des pâturages ensemencés ou des prairies artificielles.**

La superficie des pâturages a augmenté de 19 % entre 2001 et 2006, pour atteindre 14,1 millions d'acres, alors que certaines terres en culture et terres en jachère ont été converties en pâturages ensemencés et utilisées à d'autres fins.

Graphique A1.13
Utilisation des terres, 2006

Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006
Nota : *Y compris les terres utilisées pour la culture d'arbres de Noël, ainsi que les prairies artificielles et les pâturages.

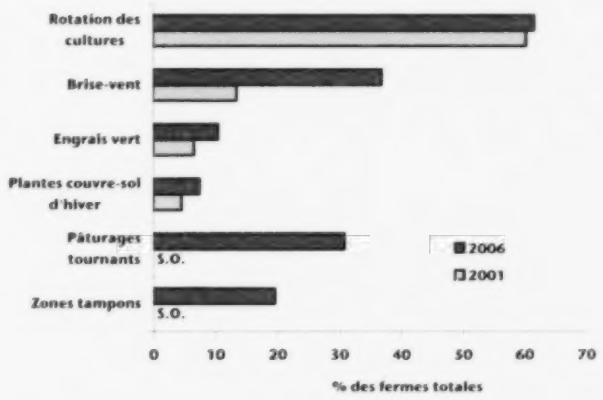
De plus en plus d'agriculteurs adoptent des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement

- **Un plus grand nombre d'agriculteurs utilisent des pratiques de conservation du sol depuis le dernier recensement.**

  La rotation des cultures reste la méthode de conservation du sol la plus courante, suivie des brise-vent et des pâturages en rotation.

Graphique A1.14

Pratiques de conservation des sols, 2001 et 2006



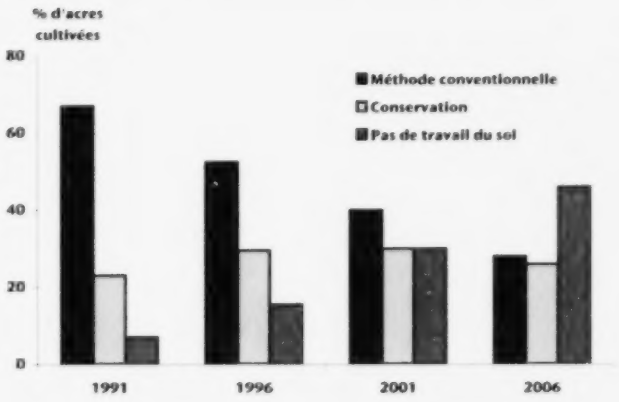
Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2001 et de 2006.

- **La culture sans travail du sol est de plus en plus populaire puisqu'elle permet de réduire le coût des intrants et l'érosion du sol attribuable au vent et à l'eau.**

  La culture sans travail du sol a augmenté de 52 % entre 2001 et 2006. Le travail conventionnel du sol a diminué de 32 %. En 2006, environ 70 % des terres en culture ont été cultivées au moyen de techniques de culture sans travail du sol ou de conservation du sol.

Graphique A1.15

Méthodes de travail du sol au Canada, 1991-2006



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture (plusieurs années)

Les agriculteurs délaissent de plus en plus les cultures traditionnelles comme le blé et les autres céréales pour se tourner vers les oléagineux

- **La superficie totale des cultures d'oléagineux a augmenté, alors que la superficie totale des cultures de blé et d'autres céréales a diminué.**

  La proportion de terres utilisées pour la culture des oléagineux a augmenté de près de six fois depuis 1976. Il y a trois fois plus de terres utilisées pour la culture du canola, le principal oléagineux au Canada, depuis 2001. La demande accrue en matière d'huile de canola, en raison des bienfaits pour la santé et de l'utilisation pour la production de biodiesel, explique en partie cette augmentation.

  Le blé constitue la principale culture, soit 48 % des terres cultivées et ce, malgré une diminution de 10 % de la superficie des terres utilisées pour la culture du blé depuis 2001. Ces données ont été recueillies lors du recensement de 2006, avant l'augmentation récente du prix du maïs (en 2007), ce qui pourrait donner lieu à une superficie encore moins élevée.

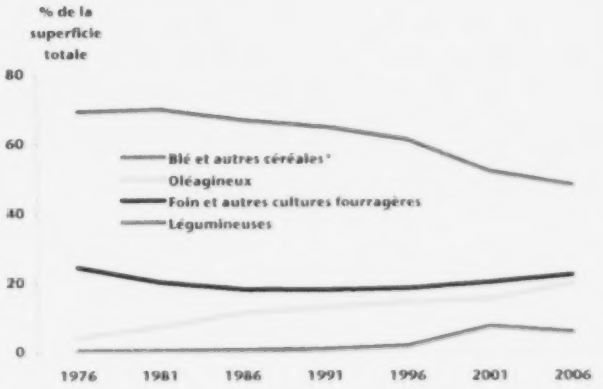
- **La superficie des terres utilisées pour la culture des légumineuses comme les haricots secs des champs, les lentilles et les haricots de grande culture a augmenté de 190 % entre 1996 et 2001, puis elle a diminué de 22 % entre 2001 et 2006.**

  Les cultures de légumineuses représentaient 6 % de l'ensemble des terres cultivées en 2006. La diminution de la superficie des terres utilisées pour la culture des légumineuses est attribuable en partie aux récentes modifications apportées à la politique américaine, qui ont donné lieu à l'expansion des cultures et à la diminution du prix aux États-Unis.

  La superficie des terres utilisées pour la culture du foin (la deuxième plus grosse culture au Canada) a augmenté de 9 % entre 2001 et 2006, en raison d'une augmentation de la taille du cheptel.

Graphique A1.16

Répartition de la superficie en fonction des cultures, 1976-2006



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture (plusieurs années)

Nota : *Les autres céréales comprennent l'avoine, l'orge, les céréales mixtes, le maïs utilisé comme céréale, le seigle et le sarrasin.

Graphique A1.17

Répartition de la superficie en fonction des cultures, 2006

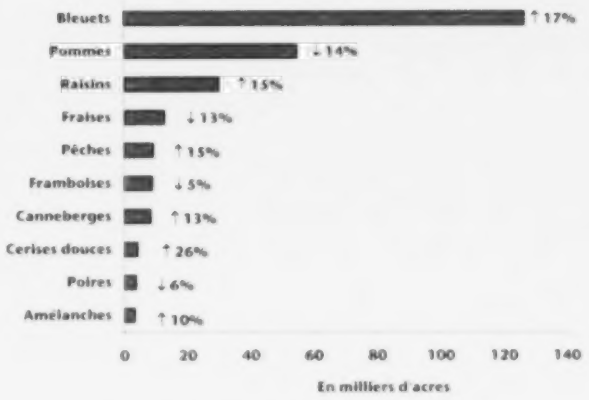
Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006

La répartition de la superficie des terres cultivées varie en fonction des préférences des consommateurs

- **La superficie totale des terres utilisées pour la culture des fruits au Canada a augmenté de 5 % entre 2001 et 2006, principalement en raison d'une augmentation draconienne de la production de bleuets et de raisins.**

  Cependant, la superficie totale des terres utilisées pour la production de pommes a diminué de 14 % durant la même période, mais représente toujours plus de 54 000 acres.

Graphique A1.18
Utilisation pour les principaux fruits, 2006



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006

- **La production accrue de légumes de serre, l'augmentation des importations et la fermeture d'établissements nationaux de transformation ont contribué à la diminution de la superficie des terres utilisées pour la culture des légumes.**

  Entre 2001 et 2006, la superficie totale des terres utilisées pour la culture des légumes a diminué de 7 % au Canada.

  La superficie des terres utilisées pour la culture du maïs sucré a diminué de 15 % entre 2001 et 2006, mais le maïs reste néanmoins le légume le plus courant, avec 24 % de la superficie totale.

Graphique A1.19
Utilisation pour les principaux légumes, 2006

Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006

L'industrie des cultures de serre a pris énormément d'expansion

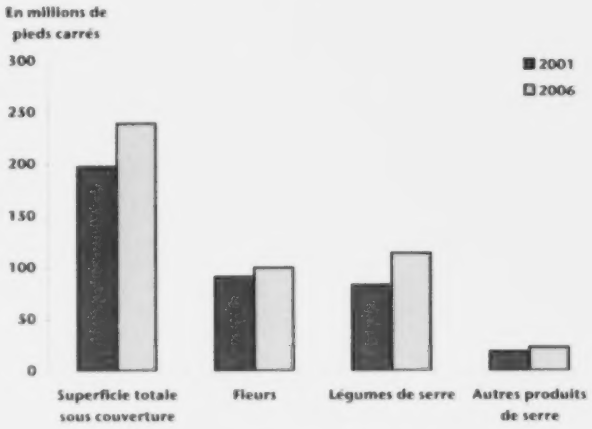
- **Entre 2001 et 2006, l'industrie des cultures de serre a augmenté de 21 % au Canada.**

  Les légumes cultivés en serre ont dépassé les fleurs cultivées en serre pour la première fois comme principal produit de serre.

  Comme tout autre secteur de l'agriculture, la consolidation et l'expansion se sont poursuivies dans l'industrie des cultures de serre. Il y avait 5 600 serres en 2006, soit une diminution de 7 % par rapport à 2001.

Graphique A1.20

Serres au Canada, 2001 et 2006



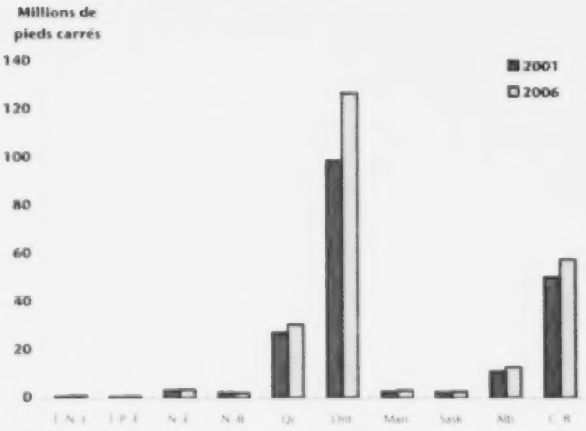
Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2001 et de 2006

- **Le nombre de serres varie selon la province.**

  On retrouve plus de la moitié (53 %) des serres canadiennes en Ontario et celles-ci couvraient plus de 126 millions de pieds carrés en 2006, après une augmentation de 29 % entre 2001 et 2006. La Colombie-Britannique et le Québec viennent au deuxième et au troisième rangs, avec 57 et 30 millions de pieds carrés respectivement.

Graphique A1.21

Superficie des serres par province, 2001 et 2006



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2001 et de 2006

Peu de fermes s'adonnent à la culture de produits biologiques, mais il y en a de plus en plus

- **Plus de 15 000 fermes (6,8 %) s'adonnaient à la culture d'au moins un type de produit biologique en 2006.**

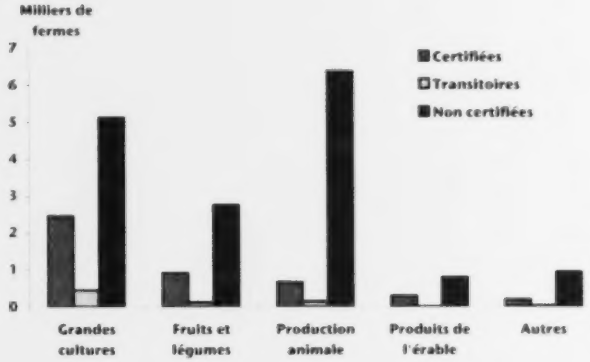
La production biologique non certifiée est de loin la plus courante. Les fermes s'adonnant à la production biologique non certifiée ont plus de chance de s'adonner à la production animale. La Colombie-Britannique vient au premier rang et elle est suivie de l'Ontario.

Le nombre de fermes certifiées biologiques a augmenté de 59 % entre 2001 et 2006.

Les grandes cultures étaient les principaux produits certifiés biologiques, puisque 2 462 fermes s'adonnaient à ce type de culture en 2006. La moitié de ces fermes étaient situées en Saskatchewan, contre 19 % en Ontario.

Graphique A1.22

Fermes biologiques, selon le type de culture, 2006



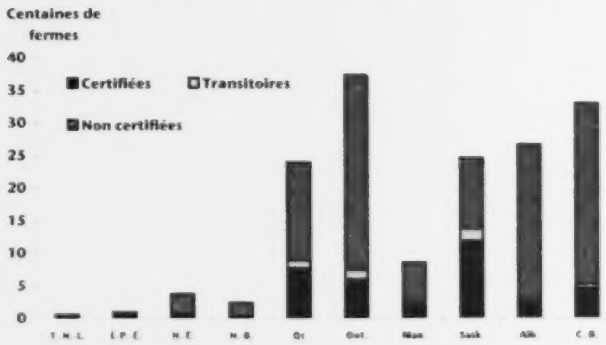
Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006

- **La culture biologique transitoire vise généralement les grandes cultures.**

La Saskatchewan venait au premier rang en 2006, avec 38 % de fermes certifiées biologiques.

Graphique A1.23

Nombre de fermes biologiques par province, 2006



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006

Nota : Inclut les prairies artificielles (c.-à-d. les terres cultivées) et les pâturages marginaux (non cultivés).

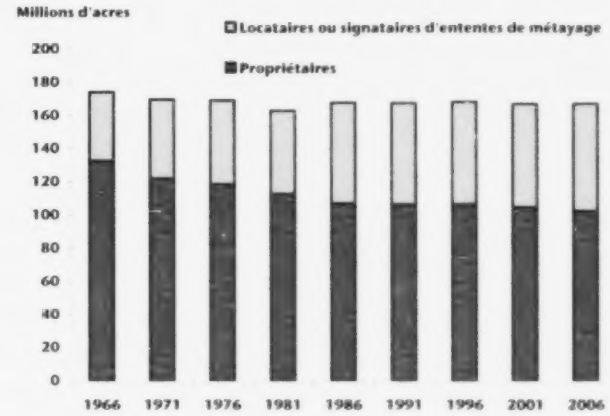
Une part accrue des terres est louée par les agriculteurs

- **La propriété foncière reste intéressante (61 %), mais la location exige moins d'investissements pour l'expansion d'une exploitation agricole.**

  Entre 1966 et 2006, 22 % des terres appartenant aux agriculteurs sont devenues des terres louées ou des terres visées par une entente de métayage.

Graphique A1.24

Mode d'occupation des terres au Canada, 1968-2006

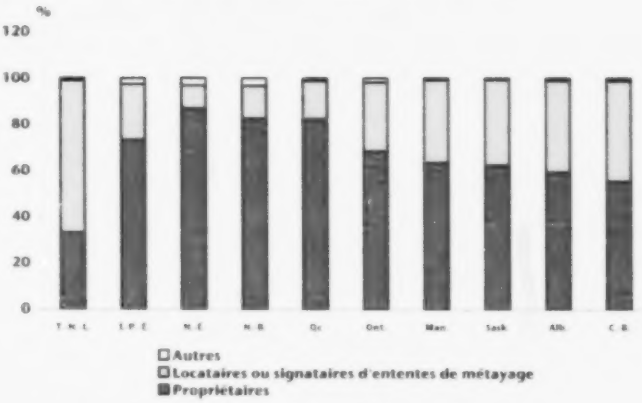


Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture (plusieurs années)

- **En 2006, c'est à Terre-Neuve, en Colombie-Britannique et en Alberta qu'il y avait le moins de terres appartenant aux agriculteurs,** soit 33 %, 55 % et 59 % de l'ensemble des terres respectivement. C'est au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et au Québec qu'il y a le moins de terres louées, soit 8 %, 10 % et 12 % de l'ensemble des terres.

Graphique A1.25

Mode d'occupation des terres, en pourcentage des terres totales par province, 2006



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture (plusieurs années)

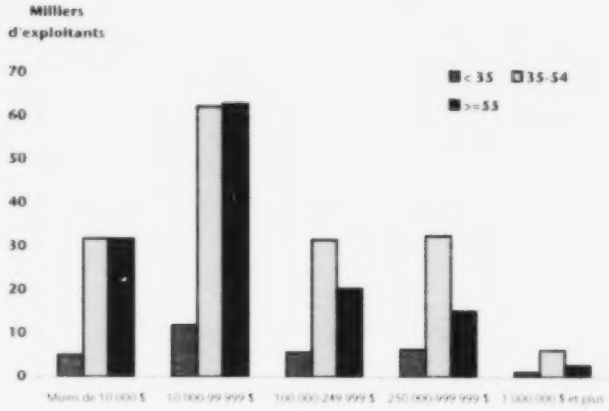
La répartition des exploitants selon l'âge varie selon le montant ou la catégorie des ventes

- **La proportion d'exploitants âgés de plus de 54 ans a augmenté et représentait 40 % de l'ensemble des exploitants en 2006.**

  Les fermes ayant des ventes inférieures à 100 000 $ sont celles qui avaient le moins d'exploitants âgés de moins de 35 ans en 2006.

  Les fermes ayant des ventes de 1 000 000 $ et plus sont celles qui avaient le moins d'exploitants âgés de plus de 55 ans et 27 % des exploitants ont entre 35 et 54 ans.

Graphique A1.26
Répartition des exploitants agricoles selon l'âge et la catégorie de revenu, 2006

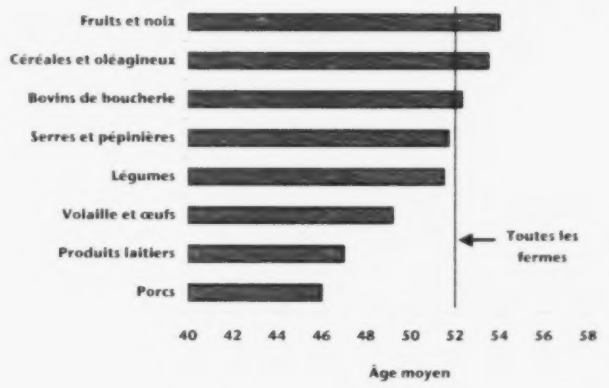


Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006

- **Les éleveurs de porcs et les producteurs laitiers sont parmi les plus jeunes du secteur de l'agriculture, soit 46 ans et 47 ans en moyenne.**

  Les exploitants de fermes de cultures de céréales et d'oléagineux, ainsi que de fruits et de noix, étaient généralement les plus âgés en 2006, soit 53 ans et 54 ans respectivement.

Graphique A1.27
Âge moyen des exploitants agricoles selon le type de ferme, 2006



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006

SECTION A2

Nouvelles utilisations industrielles des produits agricoles

Le Canada a beaucoup à tirer de la bioéconomie. Dans le cas des producteurs agricoles, la bioéconomie offre des débouchés en raison de la demande accrue en matière de produits agricoles utilisés comme matières premières pour la fabrication de bioproduits. L'expansion de la bioéconomie est attribuable à divers facteurs, notamment la sécurité énergétique, la protection de l'environnement, les préoccupations liées à la santé et les efforts déployés pour améliorer les revenus agricoles et le développement économique rural. Les politiques internationales favorisant la production de biocarburant ont une incidence dans le monde entier sur le prix des produits et la disponibilité de sources d'énergie renouvelable. Le prix des matières premières comme le maïs, le blé et le sucre a également augmenté en raison de cette demande et a une incidence marquée sur d'autres secteurs de l'agriculture et sur le prix des aliments.

La bioéconomie est une activité économique faisant appel à des ressources et à des procédés biologiques renouvelables pour produire de l'énergie, des produits industriels, ainsi que des aliments fonctionnels et des produits neutraceutiques (AFPN)

- **La bioéconomie inclut le biocarburant, le biogaz, le bioplastique, les produits biochimiques, les biofibres, les aliments fonctionnels et les produits biopharmaceutiques et neutraceutiques.**

Graphique A2.1
Vue d'ensemble de la bioéconomie et des bioressources

Produits de l'énergie
Éthanol[1]
Biodiesel[2]
Biogaz
Autres
Produits chimiques et médicinaux
Produits neutraceutiques[3]
Ingrédients d'aliments fonctionnels[4]
Produits biopharmaceutiques
Autres
Biomatériel
Biofibres
Produits biochimiques
Produits bioplastiques

Source : Sources diverses
Nota : 1. Agriculture et exploitation forestière
2. Agriculture, résidus urbains et industrie maritime
3. Agriculture, industrie maritime et exploitation forestière
4. Agriculture

- **La bioéconomie prend de plus en plus d'ampleur sur la scène mondiale.**

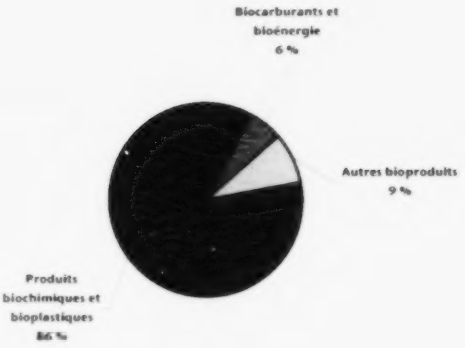
Le marché mondial des bioproduits était évalué à 70 milliards de dollars environ en 2003 et 85 % de ce montant visait les produits biochimiques et bioplastiques.

Cela dit, la demande de biocarburant et de bioénergie a enregistré un bond considérable ces dernières années.

On pense que la bioéconomie pourrait représenter un marché mondial de 500 milliards de dollars dès 2015.

La biomasse constitue une matière première dans le contexte de la bioéconomie et elle provient en grande partie du secteur de l'agriculture.

Graphique A2.2
Demande mondiale en matière de bioproduits, 2003



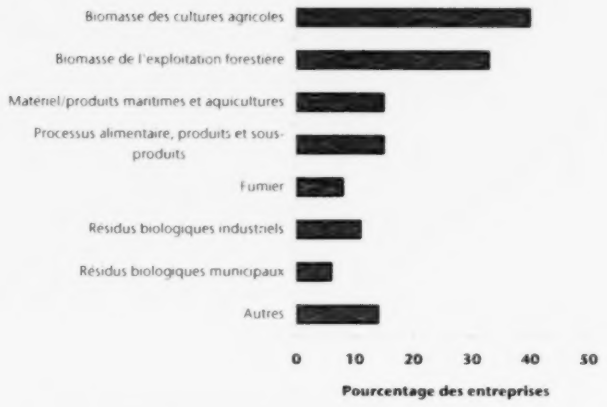
Source : The Bioeconomy: Positionning the Agriculture and Agri-Food sector to Seize the Opportunities, 2007, AAC

Étant donné que le Canada est un gros producteur de biomasse, il pourrait tirer profit de la bioéconomie

- **La bioéconomie canadienne a plusieurs sources de biomasse.**

  La biomasse des secteurs de l'agriculture et des forêts constitue le principal intrant pour la fabrication de bioproduits. Plus de 40 % des entreprises de bioproduits utilisent la biomasse du secteur de l'agriculture et plus de 30 % d'entre elles utilisent la biomasse du secteur des forêts.

Graphique A2.3
Disponibilité de la biomasse

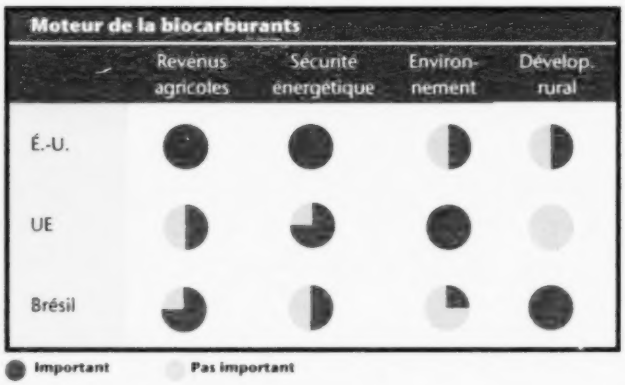


Source : Statistique Canada, Enquête sur le développement des bioproduits, 2003.
Nota : Le total des pourcentages ne donne pas 100 % parce qu'une entreprise peut utiliser plus d'un type de biomasse.

- **Différentes raisons expliquent pourquoi les pays font la promotion de la bioéconomie et des biocarburants en particulier. Les principaux moteurs incluent la sécurité énergétique, l'environnement, le développement rural et les revenus agricoles.**

  Le poids relatif de ces moteurs varie significativement selon le pays. Alors que le moteur majeur en Europe est l'environnement, aux Etats-Unis, c'est la sécurité énergétique nationale. Le Brésil a développé son industrie de l'éthanol afin de promouvoir le développement rural et les revenus agricoles.

Graphique A2.4
Facteurs à l'origine de la biocarburants



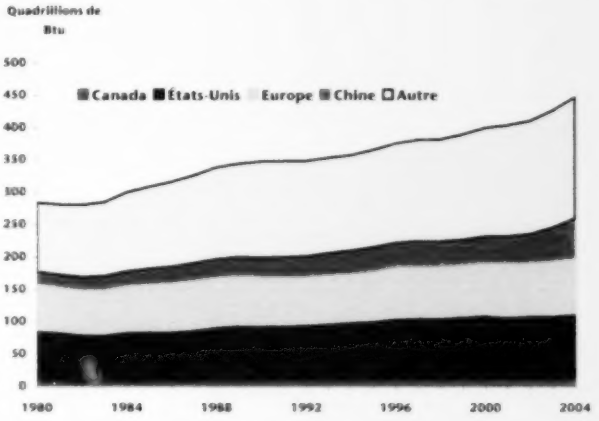
Source : Riese, J. Beyond the Hype – Growth in the Biofuels Industry, 22 mars 2007.

L'augmentation du prix du pétrole est attribuable à divers facteurs, notamment l'augmentation de la demande en matière d'énergie dans le cas des économies émergente

- **Le prix du pétrole brut a augmenté en raison de l'augmentation de la demande en matière d'énergie dans les pays émergents à forte croissance, notamment la Chine. L'incertitude politique au Moyen-Orient, en Afrique et au Venezuela ont également contribué à cette augmentation.**

  La consommation mondiale de pétrole a plus que doublé au cours des deux dernières décennies.

Graphique A2.5
Consommation mondiale d'énergie primaire, 1980-2004

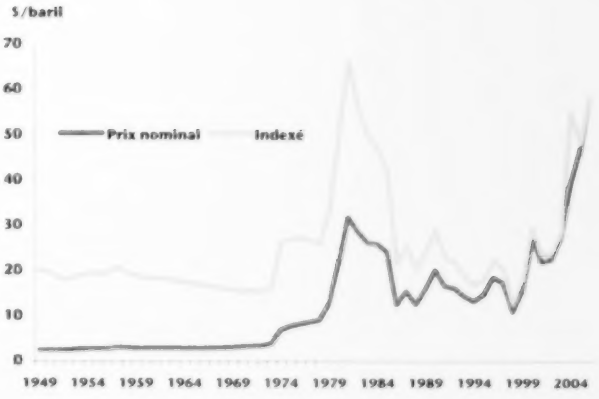


Source : Energy Information Administration, International Energy Annual Report 2004.

- **Le prix du pétrole brut a atteint son prix le plus élevé depuis la crise du pétrole du début des années 80.**

  Les technologies associées au biocarburant n'étaient pas rentables antérieurement, même avec une aide gouvernementale, mais en raison du prix actuel du pétrole elles le sont devenues.

Graphique A2.6
Prix annuel moyen du pétrole brut aux États-Unis, 1949-2006



Source : US DOE, www.economagic.com et www.imperialoil.com.

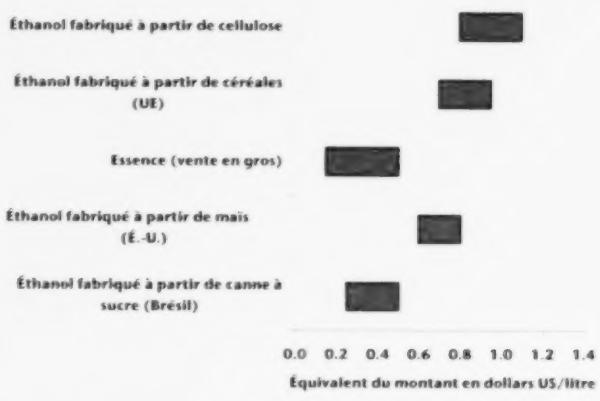
L'augmentation du prix du pétrole brut et la disponibilité de technologies de transformation améliorées font en sorte que la production de biocarburant est une option de plus en plus réalisable sur le plan économique

- **Différents types de carburants renouvelables ont des coûts de production variables qui sont tributaires de la technologie et du coût des matières premières utilisées.**

  Lorsque le prix du pétrole augmente, la production d'éthanol à partir de maïs ou de blé devient une activité plus concurrentielle. Ainsi, lorsque le prix du pétrole augmente au-delà de 55 $US le baril, l'éthanol peut être produit à moindre coût à partir de maïs (130 $ la tonne) et ce, sans subventions.

Graphique A2.7

Coût de production de l'éthanol et de l'essence, 2005

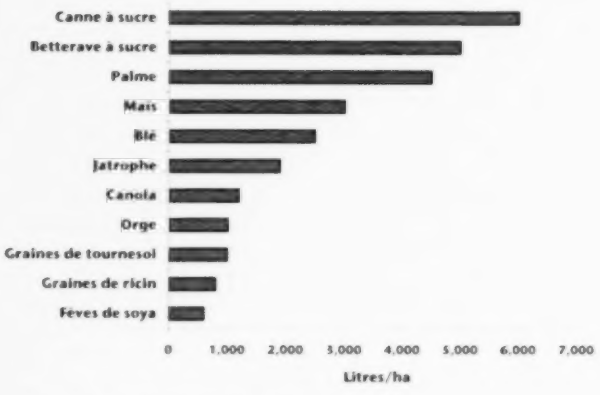


Source : www.oecd.org

- **La canne à sucre est le produit agricole le plus efficient pour produire du biocarburant; elle est suivie de la betterave à sucre et du maïs.**

Graphique A2.8

Rendement en biocarburant de certains produits utilisés pour la production d'éthanol et de biodiésel, 2006



Source : "Global Fuel Trends: Monthly Update, March 2006" (www.earthtrends.com)

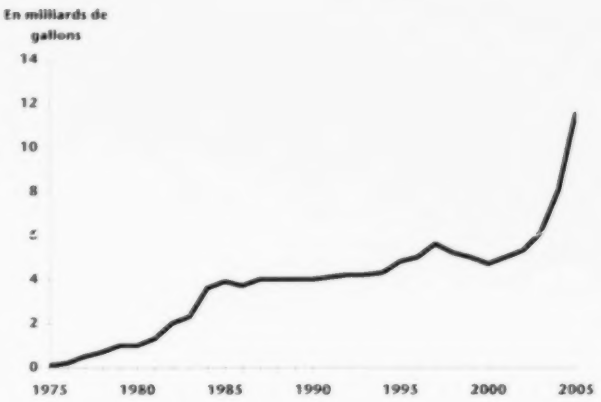
La production accrue de biocarburant a donné lieu à une augmentation de la demande de matières premières et entraîne une pression sur le prix des céréale

- **La production mondiale de biocarburant est passée de près de 5 milliards de gallons (17 millions de litres) en 2000, à plus de 11 milliards de gallons (47 millions de litres) en 2005.**

  La production d'éthanol a augmenté principalement aux États-Unis, où elle correspond maintenant à celle du Brésil.

  Le Brésil fabrique de l'éthanol à partir de la canne à sucre, alors que les États-Unis fabriquent de l'éthanol à partir du maïs.

Graphique A2.9
Production mondiale d'éthanol, 1975-2005



Source : www.earthtrends.com.

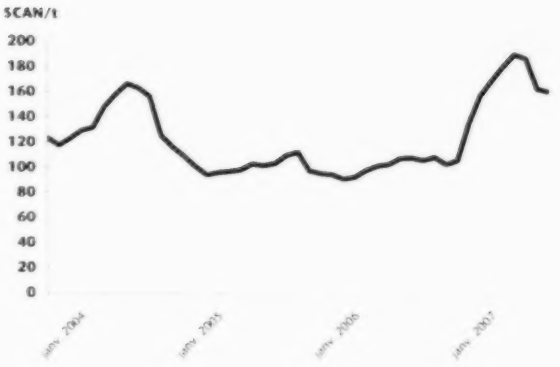
- **La bioéconomie constitue une nouvelle source de revenu pour les agriculteurs.**

  La demande accrue en matière de produits agricoles (nouveaux ou existants) utilisés à des fins industrielles plutôt qu'à des fins alimentaires pourrait entraîner une augmentation des revenus agricoles en raison de l'augmentation du volume des ventes, ainsi que du prix des produits.

  Les récentes tendances en ce qui a trait au prix du maïs aux États-Unis constituent un exemple de la réaction face à l'augmentation de la demande de maïs en vue de la production de biocarburant.

  Cependant, l'augmentation du prix du maïs pourrait avoir une incidence négative sur les producteurs de bétail qui utilisent des céréales comme intrants.

Graphique A2.10
Prix du maïs aux É.-U., septembre 2003-mai 2007



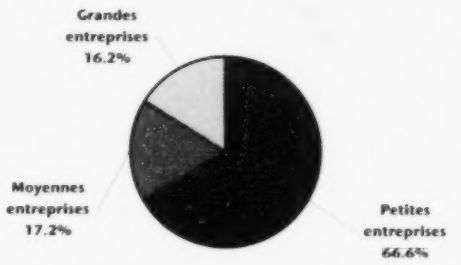
Source : USDA, ERS AutoFAX 12005 - AMS, Grain and Feed Market News.
Préparé par AAC.

Les bioproduits innovateurs peuvent également constituer un excellent débouché pour assurer une diversification efficace en vue de la gestion des pressions concurrentielles mondiales dans le cas des transformateurs

- **Plusieurs entreprises canadiennes sont en train de concevoir des bioproduits.** D'après l'Enquête sur le développement des bioproduits de 2003, 232 entreprises canadiennes sont en train de concevoir des bioproduits et embauchent près de 7 800 personnes à cette fin.

  Environ 67 % de ces entreprises sont des petites entreprises comptant moins de 50 employés.

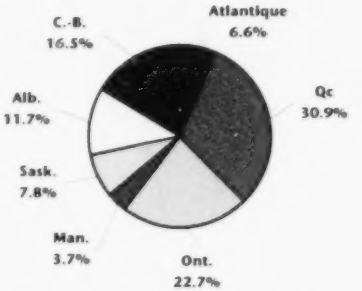
Graphique A2.11
Entreprises de bioproduits, 2003



Source : Statistique Canada, Enquête sur le développement des bioproduits, 2003.
Nota : Les grandes entreprises comptent 150 employés ou plus, les moyennes entreprises comptent entre 50 et 149 employés, alors que les petites entreprises comptent moins de 50 employés.

- **Environ 50 % des entreprises de bioproduits sont situées au Québec et en Ontario et 23 % d'entre elles sont situées dans les provinces des Prairies.**

Graphique A2.12
Entreprises de bioproduits par province, 2003



Source : Statistique Canada, Enquête sur le développement des bioproduits, 2003.

- **Les débouchés internationaux sont essentiels pour le développement de bioproduits.**

  Environ la moitié (46 %) des revenus associés aux bioproduits étaient tirés des exportations en 2003.

Graphique A2.13
Revenu d'exportation des entreprises de bioproduits, 2003

Taille de l'entreprise	Revenu tiré des bioproduits par chaque entreprise	Revenu tiré des bioproduits exportés par chaque entreprise	
	(k$)	(k$)	%
Petite (moins de 50 employés)	2,608	1,589	61
Moyenne (50-149 employés)	27,407	14,415	53
Grande (plus de 149 employés)	45,105	18,486	41
Total	**13,489**	**6,429**	**46**

Source : Statistique Canada, Enquête sur le développement des bioproduits, 2003.

Le Canada est un producteur de divers bioproduits, notamment des produits bioplastiques et biochimiques, des biofibres, ainsi que d'autres biomatériaux et des AFPN

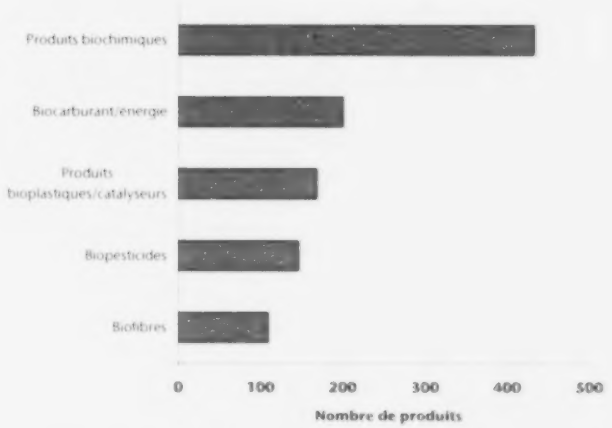
- **Le Canada a fabriqué ou conçu plus de 1 000 bioproduits en 2003.**

  La majorité de ces produits étaient des produits biochimiques, suivis de biocarburant et de bioplastique.

  Ainsi, l'industrie biochimique a produit plus de 400 produits comme de l'encre, des solvants, des lubrifiants, des désinfectants et des adhésifs en 2003.

Graphique A2.14

Nombre de produits par catégorie de bioproduits, 2003



Source : Statistique Canada, Enquête sur le développement des bioproduits, 2003

- **Il y a de plus en plus d'entreprises d'AFPN au Canada.**

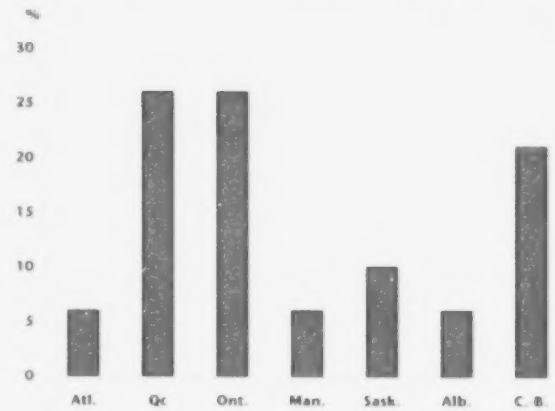
  En 2004, il y avait 389 entreprises d'AFPN au Canada, soit une augmentation de 2 % par rapport à 2002. La plupart de ces entreprises étaient situées au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique.

  Environ 45 % de toutes les entreprises d'AFPN fabriquaient uniquement des produits neutraceutiques.

  Les entreprises d'AFPN ont déclaré des revenus de 2,9 milliards de dollars en 2004.

Graphique A2.15

Entreprises d'aliments fonctionnels et de produits neutraceutiques au Canada, 2004



Source : Statistique Canada, Enquête sur les aliments fonctionnels et neutraceutiques de 2004

Le développement de bioproduits et d'AFPN exige des technologies innovatrices et des travaux de R-D

- **Les entreprises de bioproduits ont affecté seulement 3 % de leurs revenus à la recherche-développement (R-D), comparativement à 10 % dans le cas d'autres industries émergentes à vocation scientifique.**

Les entreprises de bioproduits de l'Alberta, du Québec et du Manitoba ont consacré plus d'argent à leurs activités de R-D que les entreprises d'autres provinces.

Les entreprises de bioproduits du Québec et du Manitoba ont consacré en moyenne 5,2 % et 4,5 % de leurs revenus à des activités de R-D.

Quant aux entreprises d'AFPN, elles ont affecté 3 % de leurs revenus à la R-D.

Graphique A2.16

Dépenses en R-D par entreprise de bioproduits et par province

Région	Dépenses totales moyennes en R-D par entreprise	Dépenses moyennes en R-D par entreprise	Dépenses en R-D liées aux bioproduits/ revenus tirés des bioproduits
Atlantique	288,251 $	33,019 $	..
Québec	1,326,609 $	571,543 $	5.2 %
Ontario	673,718 $	309,468 $	1.9 %
Manitoba	1,589,441 $	640,525 $	4.5 %
Saskatchewan	562,151 $	205,875 $	1.7 %
Alberta	1,911,127 $	526,447 $	2.3 %
Colombie-Britannique	736,090 $	309,599 $	1.9 %
CANADA	**1,032,509 $**	**403,006 $**	**3.0 %**

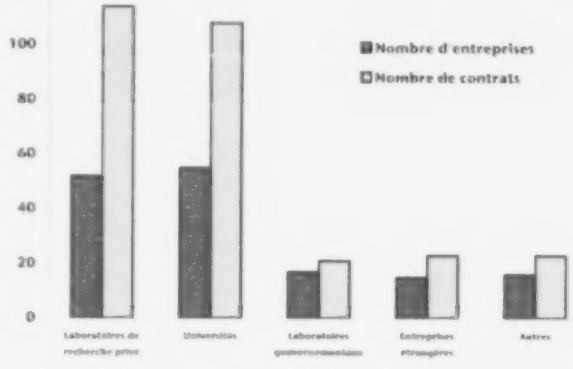
Source : Statistique Canada, Enquête sur le développement des bioproduits, 2003.

- **En plus d'effectuer elles-mêmes des activités de R-D, les entreprises de bioproduits et d'AFPN ont adopté d'autres stratégies pour acquérir de nouvelles connaissances et de nouvelles technologies en vue du développement de bioproduits et d'AFPN.**

Ainsi, en 2003, 36 % de toutes les entreprises canadiennes de bioproduits ont confié leurs activités de R-D à des sous-traitants, principalement des laboratoires de recherche privés et des universités.

Environ 35 % des entreprises de bioproduits ont collaboré en 2003 avec des entreprises ne fabriquant pas de bioproduits et des établissements d'enseignement non seulement pour leurs activités de R-D, mais également pour leurs activités de commercialisation.

Graphique A2.17
Contrats de sous-traitance signés par des entreprises de bioproduits, 2003



Source : Statistique Canada, Enquête sur le développement des bioproduits, 2003.

Le développement de bioproduits et d'AFPN exige des technologies innovatrices et des travaux de R-D

- **Les entreprises de bioproduits ont affecté seulement 3 % de leurs revenus à la recherche-développement (R-D), comparativement à 10 % dans le cas d'autres industries émergentes à vocation scientifique.**

Les entreprises de bioproduits de l'Alberta, du Québec et du Manitoba ont consacré plus d'argent à leurs activités de R-D que les entreprises d'autres provinces.

Les entreprises de bioproduits du Québec et du Manitoba ont consacré en moyenne 5,2 % et 4,5 % de leurs revenus à des activités de R-D.

Quant aux entreprises d'AFPN, elles ont affecté 3 % de leurs revenus à la R-D.

Graphique A2.16

Dépenses en R-D par entreprise de bioproduits et par province

Région	Dépenses totales moyennes en R-D par entreprise	Dépenses moyennes en R-D par entreprise	Dépenses en R-D liées aux bioproduits/ revenus tirés des bioproduits
Atlantique	[illegible]	[illegible]	
Québec	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Ontario	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Manitoba	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Saskatchewan	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Alberta	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Colombie-Britannique	[illegible]	[illegible]	[illegible]
CANADA	1 032 509 $	403 006 $	3,0 %

Source : Statistique Canada, Enquête sur le développement des bioproduits, 2003

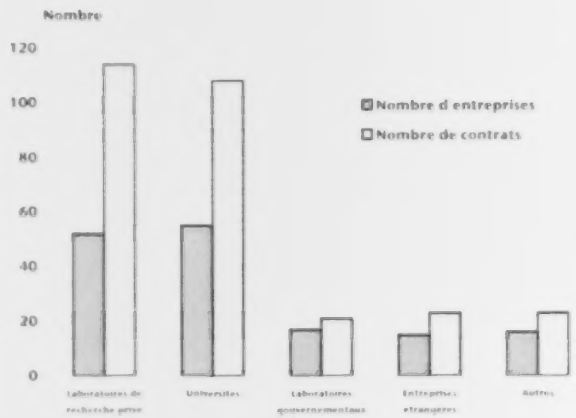
- **En plus d'effectuer elles-mêmes des activités de R-D, les entreprises de bioproduits et d'AFPN ont adopté d'autres stratégies pour acquérir de nouvelles connaissances et de nouvelles technologies en vue du développement de bioproduits et d'AFPN.**

Ainsi, en 2003, 36 % de toutes les entreprises canadiennes de bioproduits ont confié leurs activités de R-D à des sous-traitants, principalement des laboratoires de recherche privés et des universités.

Environ 35 % des entreprises de bioproduits ont collaboré en 2003 avec des entreprises ne fabriquant pas de bioproduits et des établissements d'enseignement non seulement pour leurs activités de R-D, mais également pour leurs activités de commercialisation.

Graphique A2.17

Contrats de sous-traitance signés par des entreprises de bioproduits, 2003



Source : Statistique Canada, Enquête sur le développement des bioproduits, 2003

Comme la plupart des entreprises innovatrices, les entreprises de bioproduits et d'AFPN ont des obstacles à surmonter pour le développement et la production

- **Le manque d'argent, les coûts élevés et le bien-fondé de la réglementation constituent des obstacles majeurs au développement de bioproduits au Canada.**

  Le manque de fiabilité de l'approvisionnement en matériaux et en matières premières, ainsi que le prix élevé des matières premières sont les deux autres obstacles majeurs à surmonter pour le développement des bioproduits.

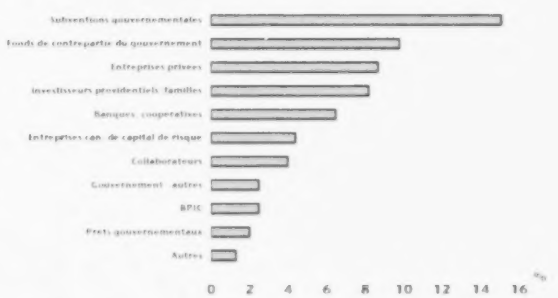
Graphique A2.18
Obstacles au développement, 2003

Obstacles au développement et à la commercialisation des bioproduits	% d'entreprises indiquant une importance moyenne ou élevée
Manque d'argent	50.9
Coût élevé à propos de l'approbation réglementaire	48.9
Fournitures de matériel/aliments pour animaux	35.7
Prix plus élevés des matières premières/aliments pour animaux	34.8
Coût de transport plus élevé des principaux aliments pour animaux/matières premières	32.2
Absence de normes appropriées/certification	30.5
Absence de technologies/données technologiques	28.5
Pénurie de main-d'œuvre qualifiée	25.7
Difficulté de remplacer ou d'intégrer un processus existant	19.9
Perception publique négative	14.9
Restrictions en ce qui a trait aux droits de propriété intellectuelle	9.6

Source : Statistique Canada, Enquête sur le développement des bioproduits, 2003

- **Les subventions gouvernementales et les fonds de contrepartie de l'État, le capital de risque, les banques et les investisseurs d'appoint informels constituent quelques-unes des principales sources de financement auxquelles ont accès les entreprises de bioproduits.**

Graphique A2.19
Sources de financement des entreprises de bioproduits, 2003

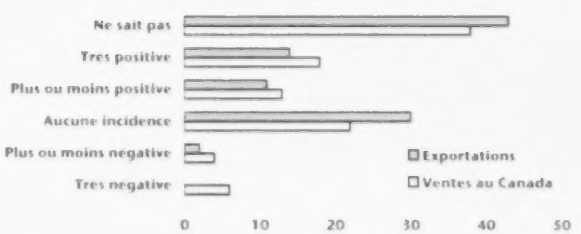


Source : Statistique Canada, Enquête sur le développement des bioproduits, 2003

- **Un tiers des entreprises d'aliments fonctionnels estiment que leur capacité d'utiliser les allégations sur le plan de la santé pourrait avoir une incidence positive sur les ventes.**

  Le développement des marchés d'exportation dans le cas des bioproduits et des aliments fonctionnels est également entravé par l'absence de normes internationales ou d'harmonisation par rapport aux normes qui existent.

Graphique A2.20
Importance des allégations sur le plan de la santé pour les entreprises d'AFPN, 2004



Pourcentage des entreprises et impact sur le capacité d utiliser les allégations des aliments fonctionnels sur la plan de la santé

Source : Statistique Canada, Enquête sur les AFPN, 2004

Comme la plupart des entreprises innovatrices, les entreprises de bioproduits et d'AFPN ont des obstacles à surmonter pour le développement et la production

- **Le manque d'argent, les coûts élevés et le bien-fondé de la réglementation constituent des obstacles majeurs au développement de bioproduits au Canada.**

  Le manque de fiabilité de l'approvisionnement en matériaux et en matières premières, ainsi que le prix élevé des matières premières sont les deux autres obstacles majeurs à surmonter pour le développement des bioproduits.

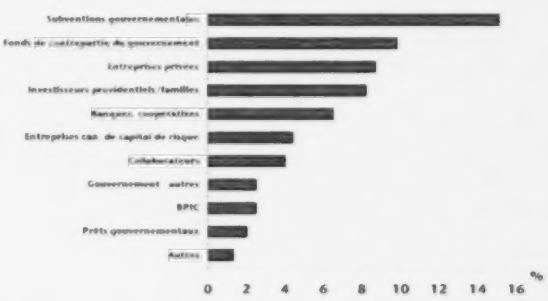
Graphique A2.18
Obstacles au développement, 2003

Obstacles au développement et à la commercialisation des bioproduits	% d'entreprises indiquant une importance moyenne ou élevée
Manque d'argent	50.9
Coût élevé à-propos de l'approbation réglementaire	48.9
Fournitures de matériel/aliments pour animaux	35.7
Prix plus élevés des matières premières/aliments pour animaux	34.8
Coût de transport plus élevé des principaux aliments pour animaux/matières premières	32.2
Absence de normes appropriées/certification	30.3
Absence de technologies/données technologiques	28.3
Pénurie de main-d'œuvre qualifiée	25.7
Difficulté de remplacer ou d'intégrer un processus existant	19.9
Perception publique négative	14.9
Restrictions en ce qui a trait aux droits de propriété intellectuelle	9.6

Source : Statistique Canada, Enquête sur le développement des bioproduits, 2003.

- **Les subventions gouvernementales et les fonds de contrepartie de l'État, le capital de risque, les banques et les investisseurs d'appoint informels constituent quelques-unes des principales sources de financement auxquelles ont accès les entreprises de bioproduits.**

Graphique A2.19
Sources de financement des entreprises de bioproduits, 2003

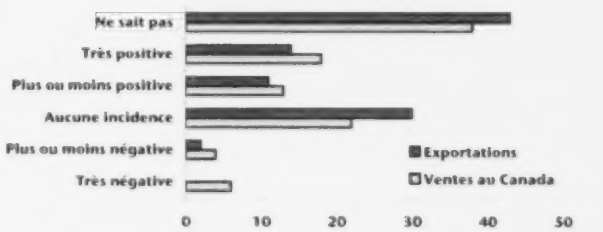


Source : Statistique Canada, Enquête sur le développement des bioproduits, 2003.

- **Un tiers des entreprises d'aliments fonctionnels estiment que leur capacité d'utiliser les allégations sur le plan de la santé pourrait avoir une incidence positive sur les ventes.**

  Le développement des marchés d'exportation dans le cas des bioproduits et des aliments fonctionnels est également entravé par l'absence de normes internationales ou d'harmonisation par rapport aux normes qui existent.

Graphique A2.20
Importance des allégations sur le plan de la santé pour les entreprises d'AFPN, 2004



Source : Statistique Canada, Enquête sur les AFPN, 2004

SECTION B

Le système agricole et agroalimentaire et l'économie canadienne

SECTION B1

Le PIB et l'emploi

Le système agricole et agroalimentaire canadien est une chaîne d'approvisionnement complexe et intégrée importante pour l'économie canadienne. Il contribue directement et indirectement au produit intérieur brut (PIB) du Canada et à l'emploi et son importance varie selon la province.

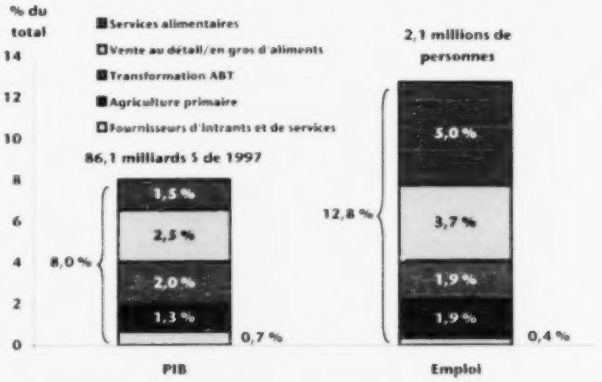
Le système agricole et agroalimentaire joue un rôle important pour l'économie canadienne

- **Le système agricole et agroalimentaire canadien représentait 8 % du produit intérieur brut (PIB) du Canada en 2005.**

  Le système embauche une personne sur huit, pour un total de près de 2,1 millions de personnes. On outre, il génère des emplois indirects dans le secteur des transports et dans d'autres secteurs d'activité économique.

Graphique B1.1

Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB et à l'emploi, 2005



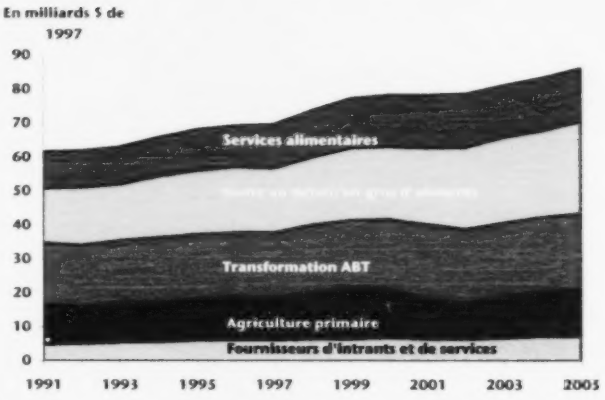
Source : Statistique Canada et AAC

- **Depuis 1991, la croissance du système agricole et agroalimentaire global est de 2,4 % par année en moyenne, soit un pourcentage inférieur au taux de croissance annuel moyen de l'économie en général.**

  La production à valeur ajoutée est le moteur de l'expansion du système. La production à valeur ajoutée comprend la transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT), la vente d'aliments au détail et en gros et les services alimentaires. La vente au détail et en gros est le poste qui connaît l'essor le plus rapide, avec une croissance annuelle moyenne de 3,8 %. Il est suivi des services alimentaires, avec une croissance annuelle moyenne de 3 %.

Graphique B1.2

Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB, 1991-2005



Source : Statistique Canada et AAC

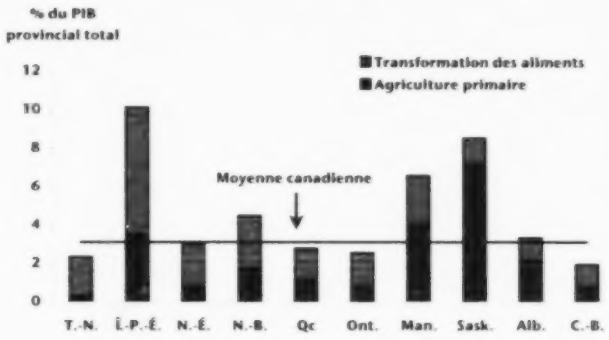
Le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire est une source de revenu importante pour les provinces

- **La contribution du secteur de l'agriculture et de la transformation des aliments est la plus marquée à l'Île du-Prince-Édouard, avec plus de 10 % du PIB provincial, comparativement à 7 % en Saskatchewan et au Manitoba.**

  L'agencement de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments et des boissons varie également d'une région à l'autre du Canada. Ainsi, à l'Est du Manitoba, les activités de transformation des aliments représentent la majeure partie du PIB provincial généré par le secteur de l'agriculture et de l'agro-alimentaire. Dans les Prairies, l'agriculture primaire joue un rôle plus important.

Graphique B1.3

Contribution du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire au PIB provincial, 2005



Source : Statistique Canada

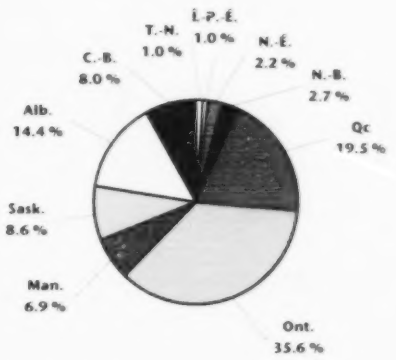
Nota : À l'exclusion de la transformation des boissons et du tabac

- **La contribution provinciale au PIB du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire au Canada varie selon la région.**

  En 2005, le PIB de l'Ontario, du Québec et de l'Alberta représentait environ 70 % du PIB généré par l'ensemble du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire au Canada.

Graphique B1.4

Contribution provinciale au PIB du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Canada, 2005



Source : Statistique Canada

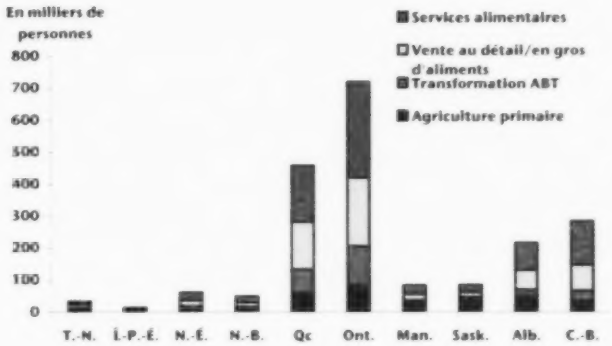
Nota : À l'exclusion de la transformation des boissons et du tabac.

Le système de l'agriculture et de l'agroalimentaire est également l'un des principaux employeurs dans certaines provinces

- **L'Ontario et le Québec sont les deux provinces où l'on retrouve le plus de personnes œuvrant dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, soit un peu moins de 50 % du nombre d'emplois dans ce secteur au Canada.**

Graphique B1.5

Taux d'emploi provincial dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, 2005



Source : Statistique Canada et AAC

Nota : Les fournisseurs d'intrants et de services provinciaux sont exclus en raison des doutes quant à la fiabilité et à la confidentialité des données des nombreux secteurs visés.

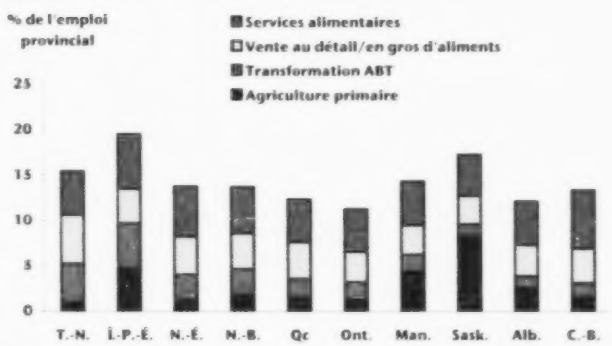
- **Les pourcentages d'emploi les plus élevés sont enregistrés à l'Île du-Prince-Édouard et en Saskatchewan.**

Cependant, dans la plupart des provinces, le taux d'emploi dans les secteurs de la vente au détail et de la vente en gros représente la proportion la plus élevée d'emplois totaux dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Plus de 50 % des emplois dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire à l'Île-du-Prince-Édouard et en Saskatchewan proviennent du secteur de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments, des boissons et du tabac.

Graphique B1.6

Part de l'emploi provincial dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, 2005



Source : Statistique Canada et AAC

Nota : Les fournisseurs d'intrants et de services provinciaux sont exclus en raison des doutes quant à la fiabilité et à la confidentialité des données des nombreux secteurs visés.

Compte de l'importance du système agricole et agroalimentaire pour l'économie canadienne, toute augmentation de la production donne lieu à une augmentation du PIB et du taux d'emploi pour l'ensemble du Canada

- **La croissance du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire a également une incidence sur l'économie canadienne en général.**

Ainsi, chaque tranche de 1 $ de PIB direct créé dans le secteur de l'agriculture primaire engendre la création indirecte d'un montant supplémentaire de 1,80 $ de PIB et chaque emploi créé engendre la création de 0,91 emploi.

Chaque tranche de 1 $ de PIB direct créé dans le secteur de la transformation des aliments engendre la création indirecte d'un montant supplémentaire de 1,81 $ de PIB et chaque emploi créé engendre la création de 2,55 emplois indirects.

Graphique B1.7

Facteurs de multiplication de l'économie pour le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Pour chaque tranche de 1 $ du PIB créé pour :	Répercussions sur le PIB et l'emploi	
Secteur/marchandises	Coefficient PIB total-direct	Coefficient emploi total-direct
Agriculture primaire	2.80	1.91
Transformation totale des aliments	2.81	3.55
- Saucisses	2.80	3.24
- Porc (frais ou congelé)	2.17	2.01
- Pommes de terre (fraîches ou congelées)	1.69	1.40

Source : Statistique Canada, modèle des entrées-sorties, 2003

SECTION B2

Le commerce international et la situation mondiale

La réussite du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire dépend des échanges commerciaux puisque le marché intérieur est relativement petit. Lors des 15 dernières années, le Canada a augmenté sa part des échanges mondiaux dans le secteur de l'agroalimentaire par suite de la libéralisation du commerce et des nouvelles conditions du marché, en produisant de plus en plus de produits à valeur ajoutée répondant aux nouvelles exigences des clients et du marché. La récente hausse de la valeur du dollar canadien a donné lieu à des défis pour le secteur, notamment la diminution de la demande en matière d'exportations, l'augmentation des coûts relatifs de la main-d'œuvre et l'augmentation de la concurrence de la part des pays émergents.

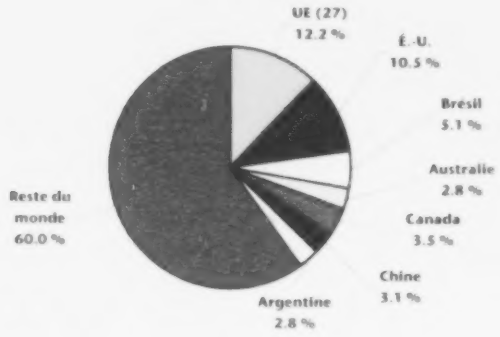
Le Canada est un acteur important sur les marchés agroalimentaires mondiaux

- **Le Canada est le quatrième plus gros exportateur de produits agricoles et agroalimentaires après l'UE (27), les États-Unis et le Brésil.**

  Le Canada est à l'origine de 3,5 % des exportations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires.

Graphique B2.1

Part des exportations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays d'origine, 2006



Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC.

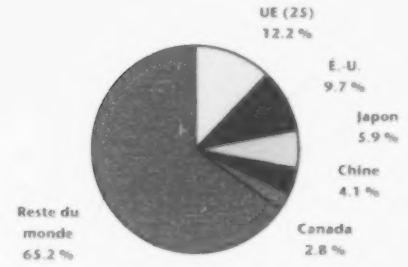
Nota : À l'exclusion du commerce intrarégional entre les pays membres de l'UE (27).

- **Le Canada est le cinquième plus gros importateur de produits agricoles et agroalimentaires** après l'UE (27), les États-Unis, le Japon et la Chine.

  Le Canada reçoit 2,8 % des importations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires.

Graphique B2.2

Part des importations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays de destination, 2006



Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC.

Nota : À l'exclusion du commerce intrarégional entre les pays membres de l'UE (27).

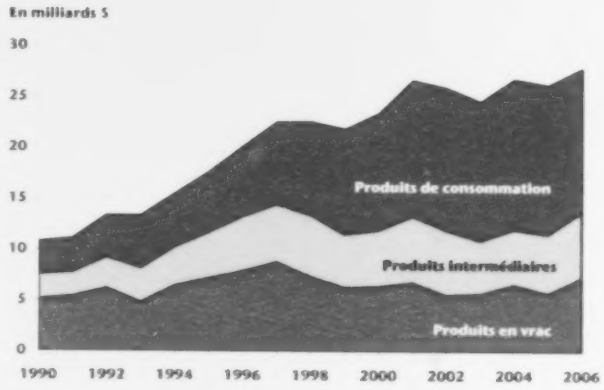
La croissance des échanges commerciaux est tributaire de la croissance des exportations de produits à valeur ajoutée et de produits de consommation

- **La valeur des exportations de produits de consommation a plus que quadruplé depuis 1990 et représente maintenant plus de la moitié de toutes les ventes à l'exportation.**

  En 2006, les ventes à l'exportation du Canada totalisaient 28 milliards de dollars, dépassant ainsi le sommet atteint en 2004.

Graphique B2.3

Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (BICO), 1990-2006



Source : Statistique Canada et AAC

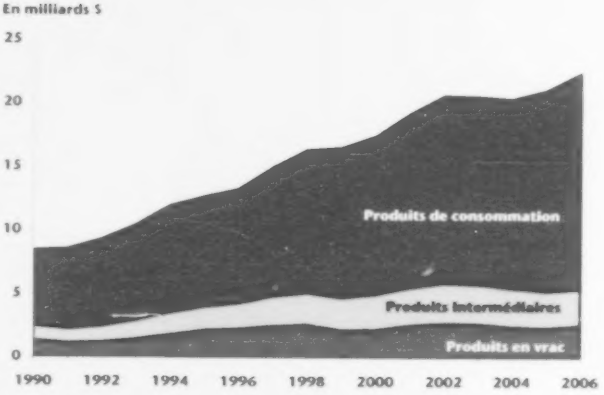
- **Les produits de consommation constituent également la plus grande partie des importations de produits agricoles et agroalimentaires du Canada,** soit 75 % des importations totales en 2006.

  Les produits de consommation représentent environ 70 % des importations depuis dix ans.

  En 2006, les ventes à l'importation du Canada ont atteint un sommet inégalé, soit 22,4 milliards de dollars.

Graphique B2.4

Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (BICO), 1990-2006



Source : Statistique Canada et AAC

La récente hausse de la valeur du dollar canadien a eu une incidence sur les exportations de produits à valeur ajoutée

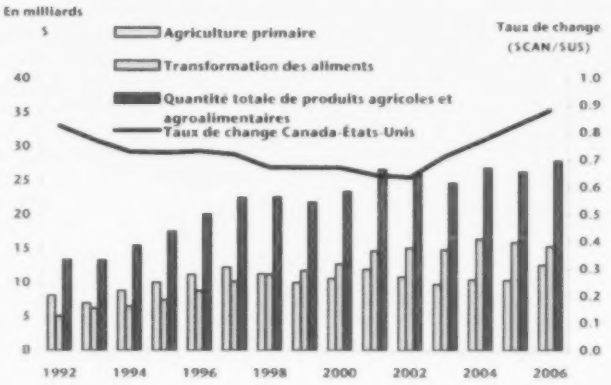
- **La valeur du dollar canadien a augmenté de 40 % environ au cours des cinq dernières années.**

  En l'an 2000, la valeur du dollar canadien était de 0,67 $US en moyenne; en 2006, elle atteignait 0,88 $US; en octobre 2007, elle était supérieure à 1 $US.

  Les exportations de produits à valeur ajoutée ont diminué entre 2003 et 2006, alors que les exportations du secteur de l'agriculture primaire ont augmenté.

Graphique B2.5

Augmentation de la valeur du taux de change et exportations de produits agricoles et agroalimentaires, 1992-2006



Source : Statistique Canada et AAC

La nature des produits importés et exportés a changé au fil des ans

- **La nature des ventes à l'exportation du Canada a changé au fil des ans.**

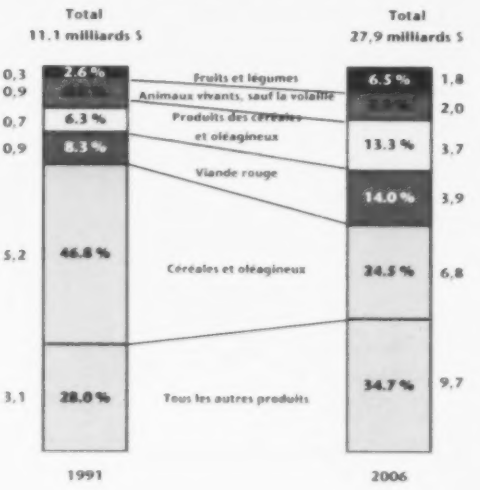
Les céréales et oléagineux et les produits dérivés représentaient environ la moitié des exportations de produits agricoles et agroalimentaires en 1991, mais seulement un peu plus du quart en 2006.

La majeure partie de cette diminution est attribuable à la diminution des exportations de blé.

Les exportations d'animaux vivants et de viande rouge sont passées de 16 % seulement en 1991, à 21 % en 2006.

Graphique B2.6

Nature des ventes à l'exportation, 1991 et 2006



Source : Statistique Canada et AAC

- **La nature des importations a également changé.**

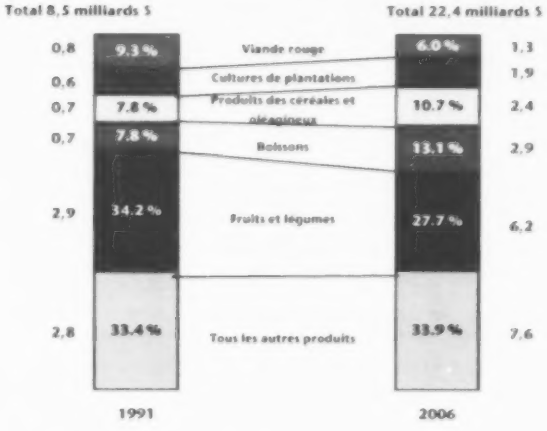
Ainsi, le blé et l'orge représentent la majorité des exportations de céréales du Canada, alors que le riz et le maïs représentent la majorité des importations de céréales du Canada.

En 2006, les importations visaient principalement les fruits et légumes, soit plus de 27 % des importations, comparativement à 34 % en 1991.

La valeur des exportations de viande rouge a augmenté, mais la valeur des importations a diminué.

Graphique B2.7

Nature des ventes à l'importation, 1991 et 2006



Source : Statistique Canada et AAC

La nature des produits importés et exportés a changé au fil des ans

- **La nature des ventes à l'exportation du Canada a changé au fil des ans.**

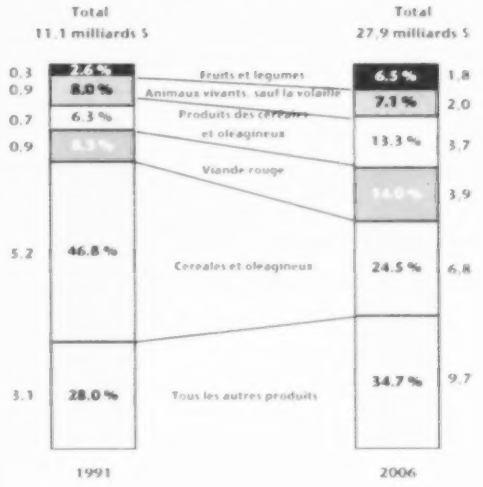
Les céréales et oléagineux et les produits dérivés représentaient environ la moitié des exportations de produits agricoles et agroalimentaires en 1991, mais seulement un peu plus du quart en 2006.

La majeure partie de cette diminution est attribuable à la diminution des exportations de blé.

Les exportations d'animaux vivants et de viande rouge sont passées de 16 % seulement en 1991, à 21 % en 2006.

Graphique B2.6

Nature des ventes à l'exportation, 1991 et 2006



Source : Statistique Canada et AAC

- **La nature des importations a également changé.**

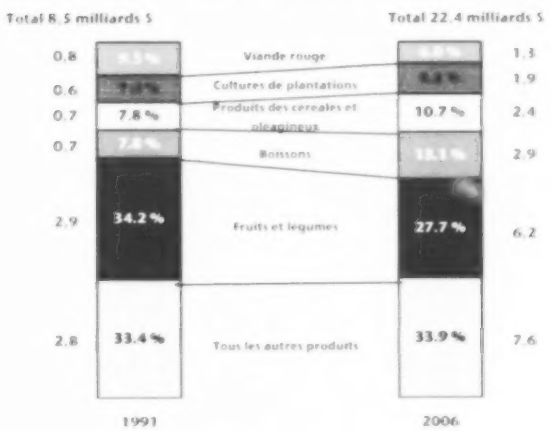
Ainsi, le blé et l'orge représentent la majorité des exportations de céréales du Canada, alors que le riz et le maïs représentent la majorité des importations de céréales du Canada.

En 2006, les importations visaient principalement les fruits et légumes, soit plus de 27 % des importations, comparativement à 34 % en 1991.

La valeur des exportations de viande rouge a augmenté, mais la valeur des importations a diminué.

Graphique B2.7

Nature des ventes à l'importation, 1991 et 2006



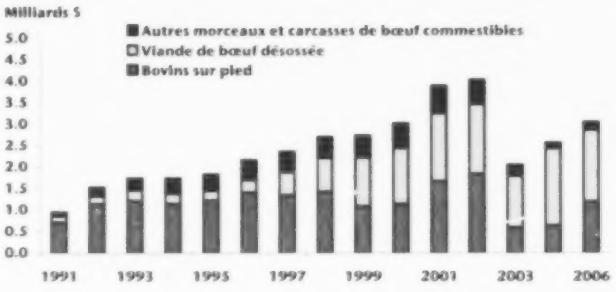
Source : Statistique Canada et AAC

Les ventes à l'exportation de bœuf et de viande de bœuf ont légèrement repris depuis 2003, alors que les exportations de porc et de viande de porc ont diminué

- **En juillet 2005, les États-Unis ont rouvert leur frontière aux bovins et aux bisons sur pied de moins de 30 mois, ce qui s'est traduit par une augmentation des ventes à l'exportation. D'autres pays ont rouvert leurs frontières au bœuf canadien depuis. C'est le cas, notamment, de la Nouvelle-Zélande et du Japon.**

  Ces modifications ont donné lieu à une augmentation des exportations de bœuf et de viande de bœuf, qui sont passées de 2 milliards de dollars environ en 2003, à 3 milliards de dollars environ en 2006.

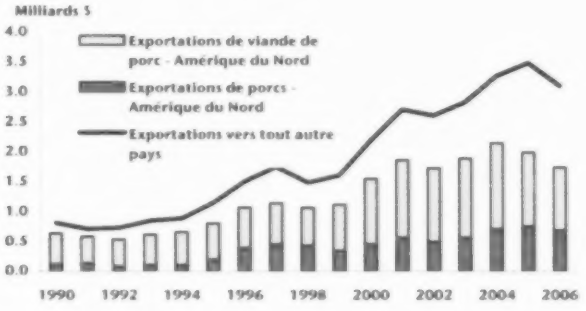
Graphique B2.8
Ventes à l'exportation de bovins et de bœuf sur pied, 1991-2006



Source : Statistique Canada et AAC

- **Les ventes à l'exportation de porc et de viande de porc ont été ramenées de 3,3 milliards de dollars en 2004, à 3,1 milliards de dollars en 2006.**

Graphique B2.9
Ventes à l'exportation de porcs et de viande de porc, 1990-2006

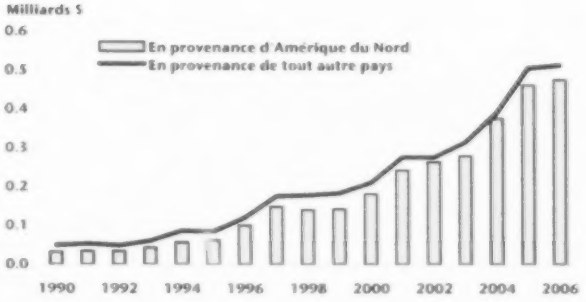


Source : Statistique Canada et AAC

- **Les importations de porc et de viande de porc ont également ralenti.**

  La valeur des importations de porc et de viande de porc a augmenté considérablement, passant de 51 millions de dollars en 1990, à un peu plus de 500 millions de dollars en 2005, et elle se maintient depuis.

Graphique B2.10
Ventes à l'importation de porcs et de viande de porc, 1990-2006



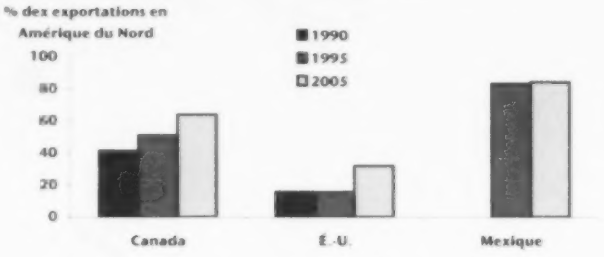
Source : Statistique Canada et AAC

Le commerce des produits agricoles et agroalimentaires est de plus en plus concentré sur les marchés nord-américains

- **Le marché nord-américain est de plus en plus intégré,** ce qui fait que les échanges de produits agroalimentaires se sont intensifiés entre le Canada, les États-Unis et le Mexique.

  Le Canada et le Mexique dépendent plus que les États-Unis des échanges avec les signataires de l'ALENA.

Graphique B2.11
Part des exportations de produits agricoles et agroalimentaires en Amérique du Nord

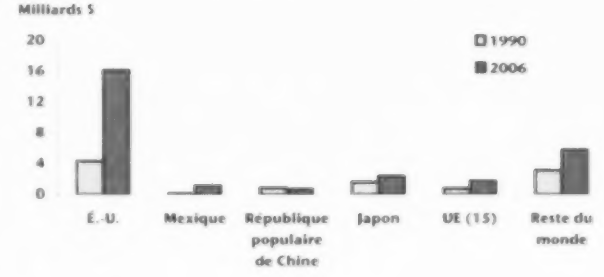


Source : Statistique Canada, Industrie Canada, Global Trade Atlas et AAC

Nota : Les données de 1990 pour le Mexique ne sont pas disponibles.

- Les exportations de produits agricoles et agroalimentaires du Canada vers les États-Unis sont quatre fois plus importantes qu'en 1990, alors que les exportations vers le Mexique sont neuf fois plus importantes.

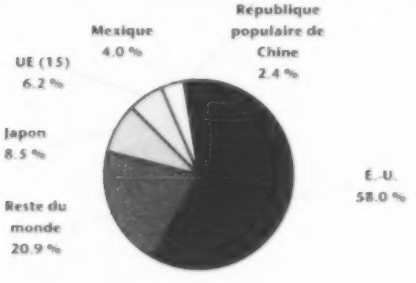
Graphique B2.12
Valeur des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires selon le pays de destination, 1990 et 2006



Source : Statistique Canada et AAC

- **En 2006, les exportations totales de produits agricoles et agroalimentaires vers les États-Unis représentaient 58 % des exportations totales du Canada,** comparativement à 40 % en 1990.

Graphique B2.13
Pays de destination des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 2006



Source : Statistique Canada et AAC

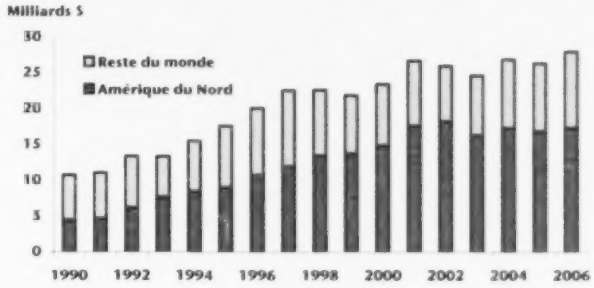
Le commerce avec le reste du monde demeure stable

- **Depuis 1995, la valeur des exportations de produits agricoles et agroalimentaires vers les autres pays varie entre 8 et 9 milliards de dollars.**

  Les exportations vers les autres pays représentaient 38 % en 2006, comparativement à 60 % environ en 1990.

  Le Japon est le plus gros acheteur de produits agricoles et agroalimentaires du Canada après les États-Unis (8,5 % contre 6,2 % dans cas de l'UE (15)) (voir le graphique B2.13).

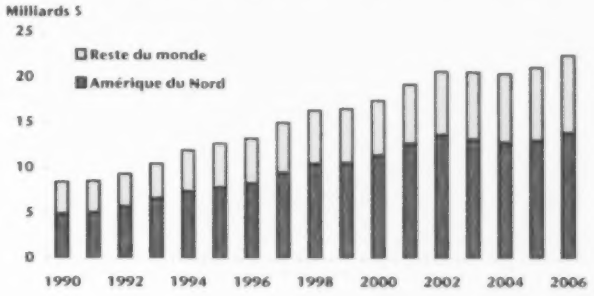
Graphique B2.14
Exportations de produits agricoles et agroalimentaires en Amérique du Nord et dans le reste du monde, 1990-2006



Source : Statistique Canada et AAC

- **Les importations en provenance de pays autres que les États-Unis et le Mexique ont plus que doublé depuis 1990, alors que les importations en provenance des pays signataires de l'ALÉNA ont presque triplé.**

Graphique B2.15
Importations de produits agricoles et agroalimentaires en provenance de l'Amérique du Nord et du reste du monde, 1990-2006

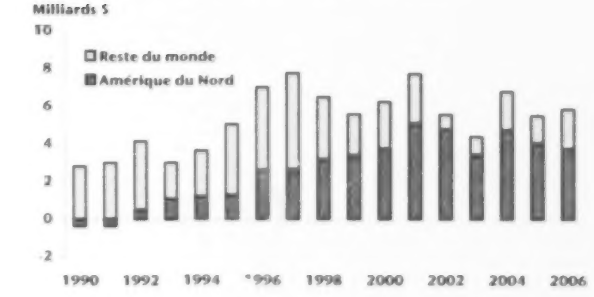


Source : Statistique Canada et AAC

- **Les importations de produits agricoles et agroalimentaires ont augmenté moins rapidement que les exportations, ce qui a donné lieu à une balance commerciale de plus en plus positive.** En 2006, l'excédent commercial a augmenté de 6,2 %, pour atteindre 5,8 milliards de dollars.

  En Amérique du Nord, la balance commerciale a augmenté dans les années 90 et au début des années 2000, mais elle a diminué au cours des trois dernières années, alors que la balance commerciale dans le reste du monde a fluctué durant la même période.

Graphique B2.16
Balance commerciale du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire en Amérique du Nord et dans le reste du monde, 1990-2006



Source : Statistique Canada et AAC

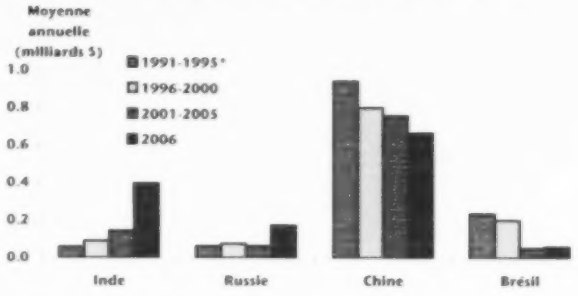
Les pays émergents comme l'Inde, qui ont de plus en plus de citoyens accédant à la classe moyenne, offrent de nouveaux débouchés commerciaux au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Canada

- **La valeur des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires vers l'Inde et vers d'autres pays en développement a augmenté depuis le début des années 90.**

  Les exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires vers l'Inde sont passées de 60 millions de dollars au début des années 90, à 398 millions de dollars en 2006, ce qui a plus que compensé la diminution des exportations vers la Chine.

Graphique B2.17

Valeur des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires vers les pays émergents, 1991-2006



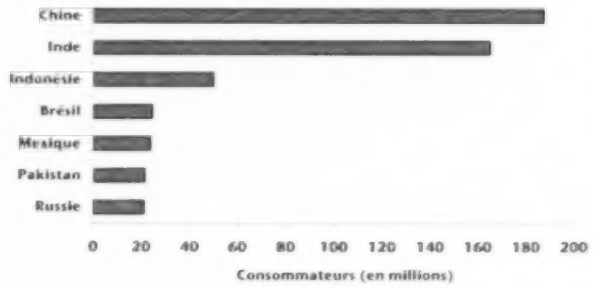
Source : Statistique Canada et AAC.
Nota : *Dans le cas de la Russie, moyenne pour 1993-1995 au lieu de 1991-1995.

- **Les pays émergents offrent d'autres possibilités de croissance à mesure que le niveau de vie augmente. En effet, près d'un demi-milliard de personnes des pays en développement ont accédé à la classe moyenne au cours de la dernière décennie.**

  Les chercheurs estiment que la demande mondiale en matière d'aliments pourrait doubler d'ici 2050. On s'attend à ce que la moitié de cette augmentation soit attribuable à un revenu par habitant plus élevé dans les pays en développement et à ce que l'autre moitié soit attribuable à la croissance démographique mondiale (Source : American Farm Bureau).

Graphique B2.18

Augmentation du nombre de consommateurs de classe moyenne, 1996-2006



Source : American Farm Bureau.

- **L'augmentation du revenu par habitant dans les pays en développement entraînera une augmentation de la demande en matière de produits agricoles et agro-alimentaires.**

  La plus forte augmentation de la demande en matière d'aliments est survenue alors que le revenu par habitant est passé de 2 $US par jour à 10 $US par jour. Les dépenses augmentent rapidement pour une vaste gamme d'aliments de qualité supérieure qui exigent peu de mesures de transformation. Cette situation se traduit par une augmentation de la demande en ce qui a trait à la production à la ferme.

Graphique B2.19

Nombre de personnes vivant avec moins de 1 $US et de 2 $US par jour, 2004

Pays	Population (en millions)	% de la population vivant avec	
		moins de 1 $US/jour	moins de 2 $US/jour
Chine	1,300	17	47
Inde	1,087	35	80
Indonésie	239	8	52
Brésil	184	8	22
Pakistan	159	13	66
Russie	144	6	24
Bangladesh	141	36	83
Nigeria	126	70	91
Mexique	105	10	26

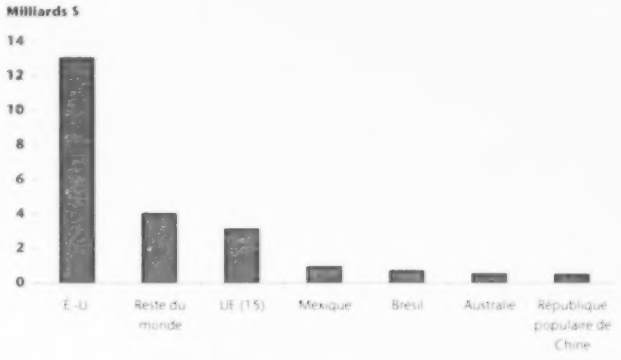
Source : Banque mondiale, Base de données sur les indicateurs du développement dans le monde.

D'autres pays sont en train de devenir de plus en plus concurrentiels et le Canada importe de plus en plus de produits provenant de ces pays

- **Le Canada importe de plus en plus de produits agricoles et agroalimentaires auprès de partenaires commerciaux traditionnels et non traditionnels.**

  Les pays émergents comme la Chine ont des coûts de production peu élevés et sont de plus en plus concurrentiels sur la scène internationale.

Graphique B2.20
Valeur des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires selon le pays d'origine, 2006

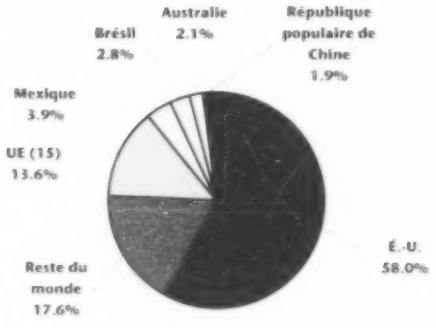


Source : Statistique Canada et AAC

- **L'UE (15) est la principale source d'importation de produits agricoles et agroalimentaires après les États-Unis, soit près de 14 % des importations totales.**

  Environ 3,9 % et 2,8 % de nos importations proviennent du Mexique et du Brésil respectivement.

Graphique B2.21
Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires selon le pays d'origine, 2006



Source : Statistique Canada et AAC

SECTION B3

Compétitivité, croissance de la productivité et innovation

L'innovation est essentielle pour assurer la prospérité à long terme du système agricole et agroalimentaire. L'innovation permet d'améliorer la façon de combiner le capital et la main-d'œuvre, ce qui donne lieu à une production plus efficiente et plus efficace. Cette situation contribue à une augmentation de la productivité et de la compétitivité. L'innovation peut également donner lieu à la conception de nouveaux produits et à des alliances commerciales permettant également d'améliorer la compétitivité. Les activités de R-D, les investissements en immobilisations et la main-d'œuvre qualifiée sont essentiels pour le processus d'innovation.

La prospérité du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire est tributaire de sa compétitivité sur les marchés mondiaux et celle-ci a augmenté au fil du temps

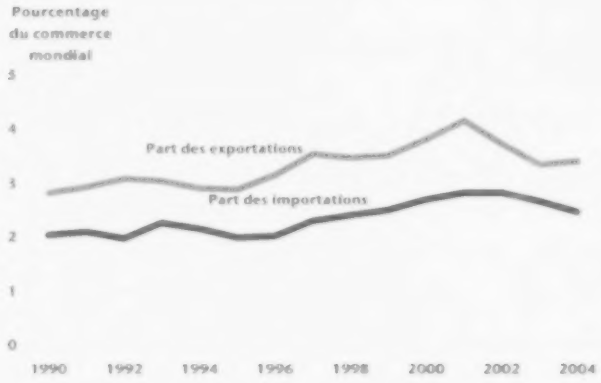
- **Le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Canada est de plus en plus concurrentiel sur la scène internationale, comme en fait foi sa part du commerce mondial de produits agricoles et agroalimentaires.**

Les exportations de produits agricoles et agroalimentaires ont augmenté considérablement depuis le début des années 90, passant de 10,7 milliards de dollars en 1990 à 28 milliards de dollars en 2006.

La part canadienne du commerce mondial de produits agroalimentaires a diminué récemment, notamment en raison de la hausse de la valeur du dollar canadien et du commerce accru des pays émergents comme la Chine et le Brésil.

Graphique B3.1

Part canadienne du commerce mondial de produits agricoles et agroalimentaires, 1990-2004



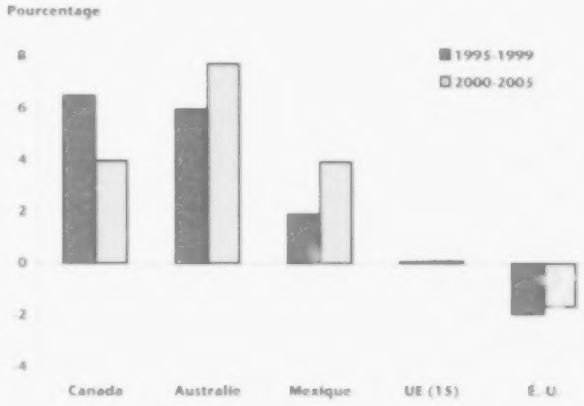
Source : Statistique Canada, FAO et AMI.

D'autres indicateurs de la compétitivité du secteur montrent la compétitivité du Canada pour ce qui est de divers produits agricoles au fil du temps

- **La compétitivité du Canada pour ce qui est des animaux sur pied par rapport à l'avantage commercial relatif (ACR) est plus élevée que celle de ses principaux partenaires commerciaux.**

  L'ACR du Canada dans le cas des bovins a diminué au début des années 2000, en raison de l'épidémie d'ESB et des restrictions commerciales imposées par les États-Unis et d'autres pays en 2003, mais elle est néanmoins plus élevée que celle des États-Unis, du Mexique et de l'UE (15).

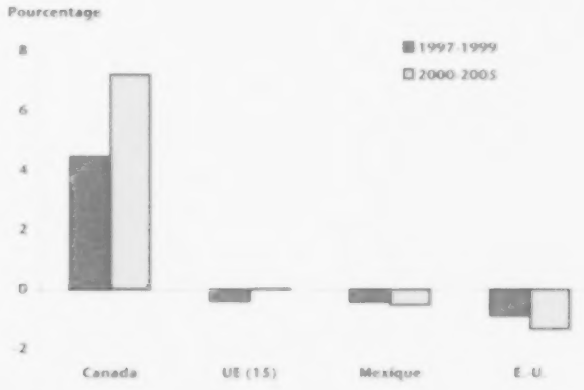
Graphique B3.2
ACR dans le cas des bovins sur pied, 1995-2005



Source : Calculs d'AAC fondés sur le Global Trade Atlas.

- **La compétitivité du Canada pour ce qui est du commerce des porcs sur pied a augmenté depuis la fin des années 90, alors que celle des principaux concurrents du Canada a diminué.**

Graphique B3.3
ACR dans le cas des porcs sur pied, 1997-2005



Source : Calculs d'AAC fondés sur le Global Trade Atlas.

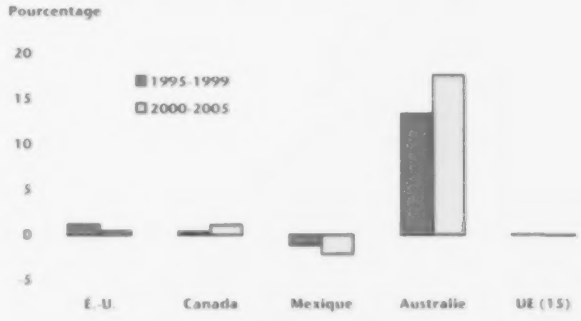
Avantage commercial relatif (ACR) est mesuré en fonction de la part du commerce mondial attribuable à un pays en ce qui a trait à un produit donné par rapport au commerce net de tous les biens visés.

Le Canada a également amélioré sa compétitivité en ce qui a trait aux produits alimentaires transformés, notamment le porc et la mouture du grain

- **L'ACR associé à certains produits transformés a augmenté par rapport aux États-Unis et au Mexique, surtout entre 2000 et 2005.**

  L'ACR pour les produits du bœuf a augmenté entre 1995 et 2005 au Canada mais il a diminué aux États-Unis et au Mexique durant la même période. La compétitivité de l'Australie est nettement supérieure à celle du Canada pour ce qui est de la transformation des produits du bœuf et son ACR est plus élevé.

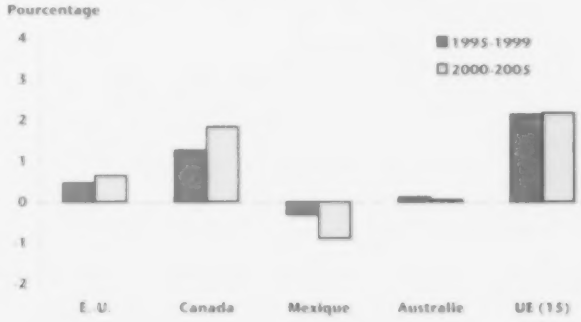
Graphique B3.4
ACR dans le cas du bœuf, 1995-2005



Source : Calculs d'AAC fondés sur le Global Trade Atlas

- **L'ACR dans le cas du porc a également augmenté plus rapidement au Canada que dans les principaux pays concurrents.**

Graphique B3.5
ACR dans le cas du porc, 1995-2005

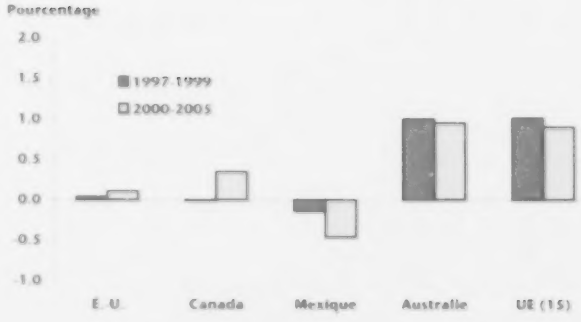


Source : Calculs d'AAC fondés sur le Global Trade Atlas

- **L'ACR dans le cas de la mouture du grain a également augmenté considérablement au Canada comparativement à ses principaux concurrents au cours de la dernière décennie.**

  L'ACR de l'Australie, de l'UE (15) et du Mexique a diminué durant la même période.

Graphique B3.6
ACR dans le cas des produits de mouture du grain, 1997-2005



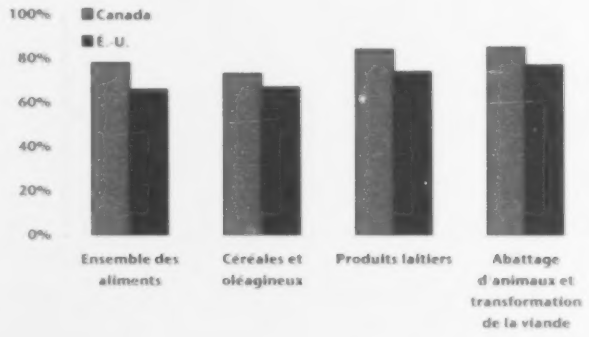
Source : Calculs d'AAC fondés sur le Global Trade Atlas

Cependant, les coûts de production du Canada sont supérieurs à ceux des États-Unis pour bon nombre d'industries de transformation des aliments et sa compétitivité diminue à mesure que les coûts de la main-d'œuvre augmentent

- **Au Canada, les coûts de production représentaient près de 80 % des expéditions de produits alimentaires manufacturés, comparativement à 70 % environ aux États Unis en 2003.**

  Les coûts de production au Canada sont particulièrement élevés dans le cas des produits laitiers, de l'abattage d'animaux et des services de transformation.

Graphique B3.7
Coûts de production par rapport aux ventes d'aliments transformés, Canada-États-Unis, 2003

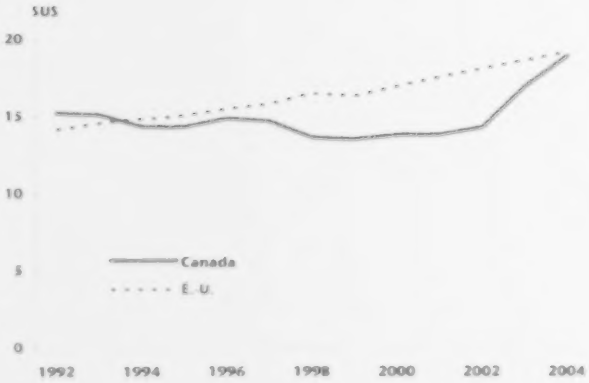


Source : Statistique Canada, Enquête annuelle des manufactures
Nota : Incluent le coût du matériel et les salaires

- **Le coût de la main-d'œuvre dans le secteur de la transformation des aliments était moins élevé qu'aux États-Unis par le passé, mais il a augmenté ces der-nières années et correspondait au taux en vigueur aux États-Unis en 2004.**

  Le taux de rémunération horaire dans le secteur de la transformation des aliments au Canada est passé de 13,80 $US en 2000, à 19,00 $US en 2004.

Graphique B3.8
Taux de rémunération horaire dans le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac, 1992-2004



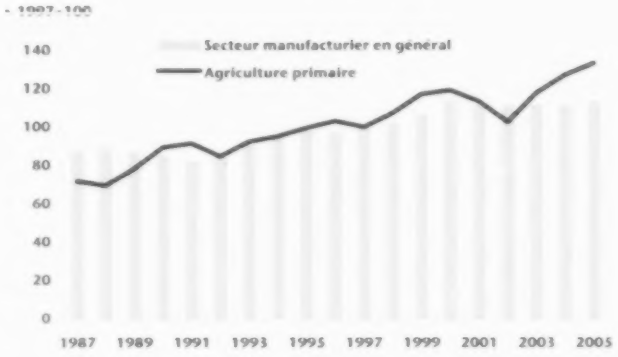
Source : U.S. Bureau of Labor Statistics

La croissance de la productivité est essentielle pour réduire les coûts et augmenter les extrants, mais elle a diminué dans le secteur de la transformation des aliments au Canada

- **La productivité totale des facteurs (PTF) dans le secteur de l'agriculture primaire a toujours été comparable à celle du secteur manufacturier même si elle est relativement plus volatile.**

  La PTF dans le cas de l'agriculture primaire a augmenté de 33 % depuis 1997, comparativement à 13 % pour le secteur manufacturier en général.

Graphique B3.9
Croissance de la productivité totale des facteurs dans le secteur de l'agriculture primaire, 1987-2005



Source : Centre d'étude des niveaux de vie

- **La PTF du secteur de la transformation des aliments a diminué ces dernières années.**

  La PTF a augmenté à raison de 1 % par année en moyenne dans les années 90, soit une augmentation plus élevée que dans le secteur manufacturier, mais elle a diminué à raison de 1 % par année en moyenne depuis 2001, tombant en-deçà de la PTF pour le secteur manufacturier en général.

Graphique B3.10
Croissance de la productivité totale des facteurs dans le secteur de la transformation des aliments et le secteur manufacturier, 1987-2005

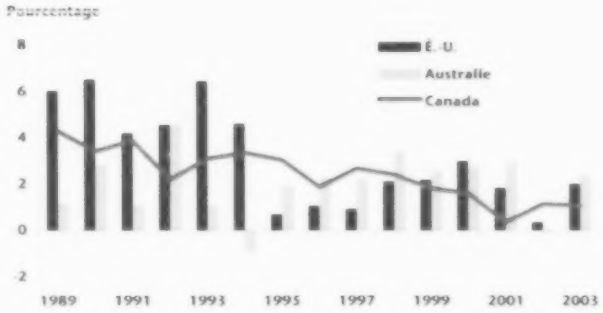
Source : Centre d'étude des niveaux de vie

La croissance de la productivité du secteur a également ralenti comparativement à d'autres pays membres de l'OCDE

- **La croissance de la PTF dans le cas de l'agriculture primaire a diminué au fil des ans au Canada, aux États-Unis et en Australie, mais la situation ne s'est pas rétablie aussi vite que dans ces deux pays depuis 2002.**

  Depuis 1989, la croissance de la productivité dans le secteur de l'agriculture a ralenti aux États Unis et au Canada.

Graphique B3.11
Comparaison internationale de la croissance de la productivité totale des facteurs dans le secteur de l'agriculture primaire, 1989-2003

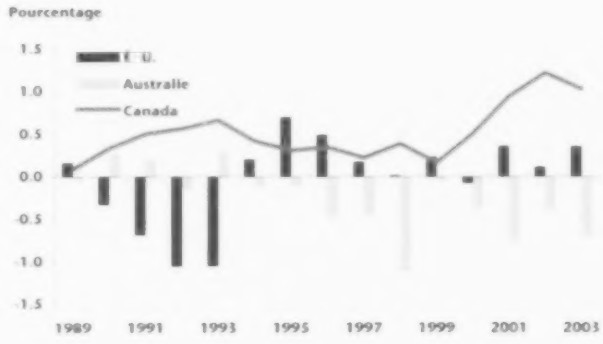


Source : Centre de Groningue pour la croissance et le développement, Industry Growth Accounting Database, 2006.
Nota : Inclut le secteur de l'exploitation forestière et la pêche.
Moyenne mobile simple pour une période de 10 ans.

- **La croissance de la PTF dans le secteur de la transformation des aliments du Canada a été moins volatile qu'aux États-Unis et en Australie depuis 1989. Elle a augmenté de façon draconienne entre 1999 et 2003 au Canada, alors qu'elle a diminué aux États-Unis et en Australie.**

  Le secteur de la transformation des aliments est considéré comme un secteur parvenu à maturité dont la croissance est lente, mais les investissements et les innovations ont contribué à une amélioration de la productivité au cours des dernières années.

Graphique B3.12
Comparaison internationale de la croissance de la productivité totale des facteurs dans le secteur de la transformation des aliments et des boissons, 1989-2003



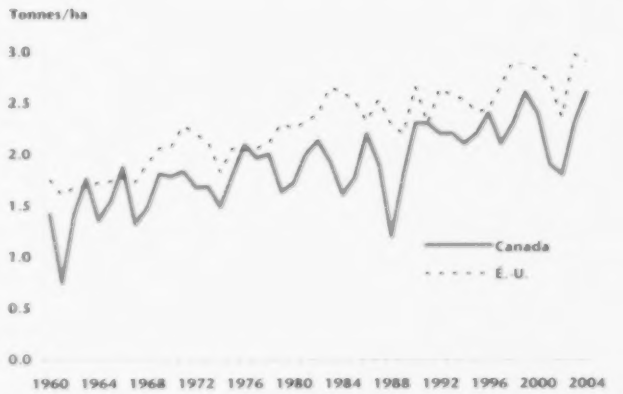
Source : Centre de Groningue pour la croissance et le développement, Industry Growth Accounting Database, 2006.
Nota : Moyenne mobile simple pour une période de 10 ans.

La croissance de la productivité dans le secteur de l'agriculture est attribuable à des innovations technologiques et à d'autres changements

- **Le rendement en blé a augmenté considérablement au cours des quatre dernières décennies au Canada et aux États-Unis, en raison d'activités de R-D en ce qui a trait à de nouvelles variétés hybrides et de nouvelles pratiques agronomiques.**

  Le rendement en blé du Canada est inférieur à celui des États-Unis mais il a augmenté plus rapidement et il a presque doublé au cours des quatre dernières décennies, passant de 1,4 tonne par hectare à 2,6 tonnes par hectare.

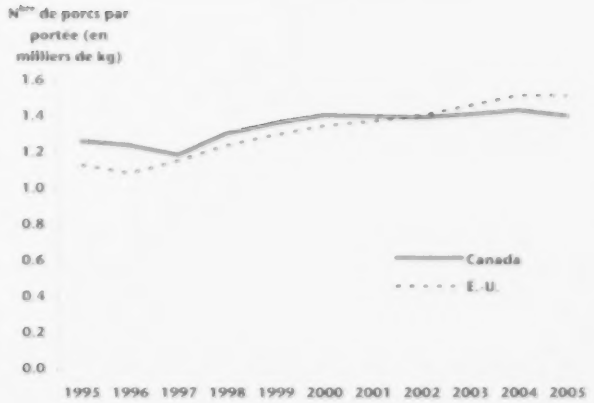
Graphique B3.13
Rendement en blé, 1960-2004



Source : Statistique Canada, Statistiques sur les cultures, USDA, National Agricultural Statistics
Nota : Le rendement en blé désigne la quantité de blé produit par hectare.

- **Le rendement en porc au Canada a également suivi le rythme des États Unis et il a augmenté de 140 kg par portée environ entre 1995 et 2004, grâce à l'amélioration des pratiques d'alimentation et de production.**

Graphique B3.14
Rendement en porc, 1995-2005



Source : USDA et AAC.
Nota : Le rendement en porc indique le nombre de porcs par portée.

Il y a également eu des innovations dans le secteur de la transformation des aliments, principalement en collaboration avec les partenaires de la chaîne d'approvisionnement

- **Environ 37 % des entreprises du secteur de la transformation des aliments ont commercialisé au moins un nouveau produit en Amérique du Nord entre 2001 et 2003. Environ 23 % d'entre elles ont également offert au moins un nouveau processus en Amérique du Nord.**

  La situation varie selon le secteur dans le cas des fruits, de la préservation des légumes et des aliments spéciaux et les entreprises du secteur du sucre et des confiseries ont plus de chance d'offrir de nouveaux produits et de nouveaux processus.

Graphique B3.15
Étendue de l'innovation dans l'industrie de la transformation des aliments, 2001-2003

Secteur	% des établissements	
	Produit	Processus
Aliments pour animaux	29.4	12.9
Céréales et oléagineux	32.2	29.5
Sucre et confiseries	47.3	41.8
Conserves de fruits et de légumes et aliments spécialisés	54.6	35.8
Produits laitiers	43.1	27.0
Produits carnés (sauf la volaille)	31.5	15.4
Transformation de la volaille	43.8	15.4
Fruits de mer	15.6	15.0
Boulangerie et tortillas	45.7	22.8
Autres produits alimentaires	42.9	27.6
Total - Transformation des aliments	**36.8**	**22.5**

Source : AAC, La nature et l'étendue de l'innovation dans l'industrie canadienne de la transformation des aliments

- **La majorité des entreprises du secteur de la transformation des aliments collaborent avec les fournisseurs d'ingré-dients, les fournisseurs de produits agricoles bruts et les fournisseurs d'emballages en vue de la conception de nouveaux produits et de nouveaux processus.**

  Peu d'entreprises de transformation des aliments collaborent avec des établissements de recherche des secteurs public et privé dans le cadre du processus d'innovation.

Graphique B3.16
Étendue de la collaboration avec les partenaires de la chaine d'approvisionnement, 2001-2003

Groupe de partenaires	% des établissements	
	Produit	Processus
Fournisseurs d'ingrédients alimentaires	40	14
Fournisseurs d'emballages	27	23
Fournisseurs/établissements de produits agricoles bruts	22	9
Détaillants/grossistes en alimentation	22	5
Fournisseurs d'équipement	20	17
Experts-conseils	17	18
Laboratoires commerciaux ou entreprises de R-D	15	7
Exploitants de services alimentaires	14	3
Collèges et universités	12	6
Installations de recherche fédérales-provinciales	8	5
Concurrents	5	3
Établissements de recherche privés	4	2

Source : AAC, La nature et l'étendue de l'innovation dans l'industrie canadienne de la transformation des aliments

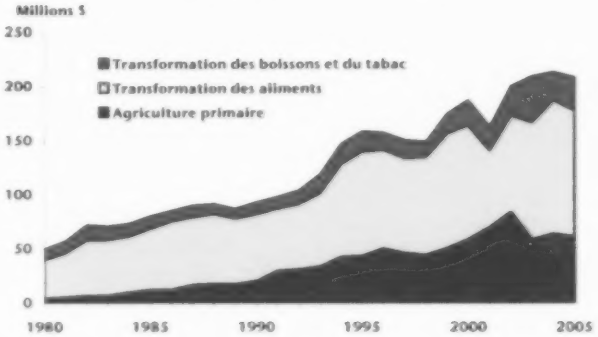
L'innovation et la productivité ont augmenté par suite des investissements dans la R-D, mais les dépenses en R-D ont diminué dans le secteur de la transformation des aliments

- **Les dépenses en R-D du secteur privé dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire ont augmenté de 25 % entre 1980 et 2000, mais elles ont diminué par la suite.**

  Les dépenses en R-D du secteur privé dans le secteur de l'agriculture primaire ont été ramenées de 84 millions de dollars en 2002, à 61 millions de dollars en 2005. Cette diminution est attribuable à une diminution des dépenses afférentes aux salaires versés aux chercheurs.

Graphique B3.17

Dépenses en R-D du secteur privé dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, 1980-2005



Source : Statistique Canada.

Nota : 1) Les données pour 2004 et 2005 sont des données préliminaires.

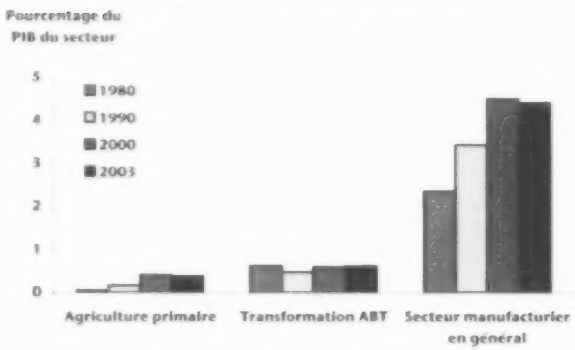
2) Ces données incluent toutes les dépenses en R-D engagées par le secteur privé, peu importe si elles sont financées par les entreprises elles-mêmes, par d'autres entreprises ou par l'État (subventions/contrats).

- **Les dépenses en R-D du secteur privé par rapport au PIB sont considérablement moins élevées dans le secteur de l'agriculture primaire et dans le secteur de la transformation des aliments que dans le secteur manufacturier en général.**

  En 2003, 4,4 % du PIB du secteur manufacturier était affecté à la R-D, comparativement à 0,4 % seulement dans le cas de l'agriculture primaire et 0,6 % dans le cas de la transformation des aliments.

Graphique B3.18

Dépenses en R-D du secteur privé par rapport au PIB, par secteur d'activité, 1980-2003



Source : Statistique Canada.

Nota : Ces données incluent toutes les dépenses en R-D engagées par le secteur privé, peu importe si elles sont financées par les entreprises elles-mêmes, par d'autres entreprises ou par l'État (subventions/contrats).

Les dépenses publiques liées à la recherche dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, qui affichaient un taux de rendement élevé par le passé, sont à la baisse

- **Le taux de rendement dans le cas des recherches financées par le secteur public était élevé antérieurement, variant entre 27 % dans le cas du blé et 54 % dans le cas du porc.**

Le taux de rendement élevé par rapport à la recherche agricole pourrait être une indication selon laquelle d'autres ressources pourraient être affectées à la recherche agricole avant que le taux de rendement diminue.

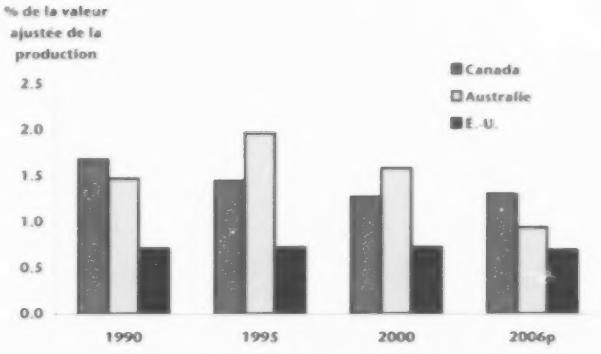
Graphique B3.19
Taux de rendement par rapport aux dépenses publiques en R-D dans le secteur de l'agriculture

Taux de rendement par rapport aux dépenses publiques en R-D dans le secteur de l'agriculture	
Bœuf (Klein et al., 1994)	30-37%
Blé (Klein et al., 1996)	27-38%
Pommes de terre (Oxley et al., 1996)	28%
Porc (Thomas et al., 1998)	54%

Source : (Klein et al., 1994, 1995; Oxley et al., 1996; Thomas et al., 1998)

Les dépenses publiques en R-D par rapport à la production ont été ramenées de 1,7 % en 1990, à 1,3 % en 2006, quoique ce taux reste plus élevé que celui des États-Unis. Les dépenses publiques en R-D par rapport à la production ont également diminué en Australie.

Graphique B3.20
Dépenses publiques en R-D dans le secteur de l'agroalimentaire en termes de valeur ajustée de la production, 1990-2006



Source : Politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation 2007.

Nota : Les données pour 2006 sont des données préliminaires.

Dans le secteur de la transformation des aliments, les dépenses en R-D des entreprises sont inférieures à celles d'autres pays membres de l'OCDE

- **Les entreprises canadiennes de transformation des aliments n'ont consacré que 0,4 % de la production aux activités de R-D, comparativement à 1,1 % aux États-Unis et 2 % au Japon.**

  Les dépenses en R-D par rapport à la valeur ajoutée dans le secteur de la transformation des aliments ont également diminué entre 1994 et 2000, alors qu'elles ont généralement augmenté durant la même période au Japon.

  Le secteur de la transformation des aliments pourrait tirer profit d'innovations à d'autres échelons de la chaîne d'approvisionnement ou au siège social de propriétaires étrangers.

Graphique B3.21

Dépenses en R-D du secteur privé en termes de valeur ajustée de la production dans le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac dans les pays membres de l'OCDE, 1994-2000

Source : OCDE, DSTI, indicateurs de STAN, 2004

- **Certaines entreprises canadiennes du secteur de la transformation des aliments effectuent des activités de R-D et la majorité d'entre elles se tournent vers l'établissement de prototypes et la mise à l'échelle plutôt que vers la R-D en laboratoire.**

  Entre 2001 et 2003, seulement 45 % des entreprises canadiennes de transformation des aliments ont effectué ou commandé des activités de R-D.

Graphique B3.22

Nature et étendue des dépenses en R-D dans le secteur de la transformation des aliments, 2001-2003

	% des établissements		
Secteur	Programme de R-D	Programme de R-D en laboratoire	Prototypes et mise à l'échelle
Aliments pour animaux	62.8	69.2	77.1
Céréales et oléagineux	59.9	67.5	95.6
Sucre et confiseries	59.2	72.2	83.9
Conserves de fruits et de légumes et aliments spécialisés	58.8	81.3	67.9
Produits laitiers	57.6	55.6	95.8
Produits carnés (sauf la volaille)	57.6	74.1	67.5
Transformation de la volaille	47.7	64.7	81.4
Fruits de mer	48	74.7	70.7
Pâtisseries et tortillas	29.5	57.7	53.1
Autres produits alimentaires	24.9	65.5	66.1
Total - Transformation des aliments	**45.1**	**68.3**	**75.3**

Source : AAC, La nature et l'étendue de l'innovation dans l'industrie canadienne de la transformation des aliments

Les obstacles à l'innovation et à la R-D sont attribuables à la difficulté d'obtenir du financement

- **L'innovation et la R-D sont essentielles pour améliorer la productivité, mais il y a des obstacles à surmonter, notamment le manque d'argent, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et l'application de règlements et normes rigides.**

Le principal obstacle à l'innovation et à la R-D dans le secteur de la transformation des aliments est l'absence de capital autogénéré.

Les entreprises qui n'ont pas suffisamment de capital pour effectuer des travaux d'innovation et de R-D font appel à des sources de financement externes, notamment des banques, des coopératives, des caisses de crédit, des entreprises canadiennes de capital à risque et l'État.

Graphique B3.23

Obstacles à l'innovation dans le secteur de la transformation des aliments, 2001-2003

FACTEUR	Pourcentage d'établissements innovateurs indiquant une importance moyenne ou élevée
Manque d'argent	42.2
Longue période de gestation des innovations	37.4
Manque de souplesse quant aux règlements ou aux normes	37.3
Pénurie de travailleurs qualifiés	37.1
Absence de capacité de commercialisation	36.3
Absence d'acceptation par les détaillants ou accès restreint aux canaux de distribution	29.1
Manque de financement par capitaux externes	26.0
Manque de financement par emprunt	25.2
Absence de champions d'idées	24.1
Résistance de l'entreprise/de la direction face à l'innovation	15.8
Difficulté de négocier des droits de propriété intellectuelle (PI) clairs	9.3

Source : AAC, La nature et l'étendue de l'innovation dans l'industrie canadienne de la transformation des aliments.

- **Les incitatifs offerts par l'État, notamment les crédits d'impôt pour la R-D et les subventions à la R-D, constituent les principaux programmes gouvernementaux en matière d'innovation.**

Environ 70 % des entreprises de transformation des aliments faisant preuve d'innovation ont demandé des crédits d'impôt pour la R-D entre 2001 et 2002.

Le programme canadien de crédit d'impôt pour la R-D est considéré comme l'un des programmes les plus généreux au monde.

Graphique B3.24

Taux d'utilisation des programmes gouvernementaux, 2001-2003

Provenance	% des établissements	
	UTILISATION	Importance moyenne ou élevée
Crédits d'impôt en R-D	68.6	44.0
Subventions gouvernementales en R-D	42.4	20.6
Programmes de formation financés par l'État	40.8	12.9
Financement par l'État	38.5	17.4
Installations de recherches gouvernementales	36.0	12.4
Aide au développement des exportations	32.7	8.5

Source : AAC, La nature et l'étendue de l'innovation dans l'industrie canadienne de la transformation des aliments.

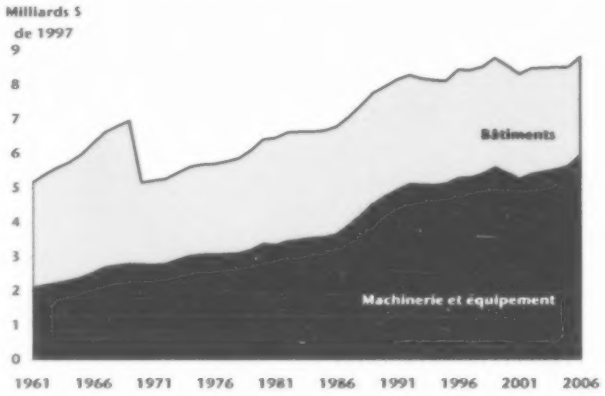
Les investissements des secteurs public et privé dans les immobilisations et les infrastructures publiques sont également des facteurs importants pouvant contribuer à l'amélioration de la productivité dans le secteur de la transformation des aliments

- **L'investissement en immobilisation des entreprises de transformation des aliments a augmenté, au cours des quatre dernières décennies, à un taux annuel moyen relativement stable, soit 1,5 % depuis 1971.**

  La machinerie et l'équipement ont augmenté à un taux annuel moyen plus élevé, soit 2,2 %, durant la même période.

Graphique B3.25

Investissement en immobilisation dans le secteur de la transformation des aliments, 1961-2006



Source : Statistique Canada.

Nota : Amortissement géométrique (infini) ; valeur nette des stocks à la fin de l'exercice.

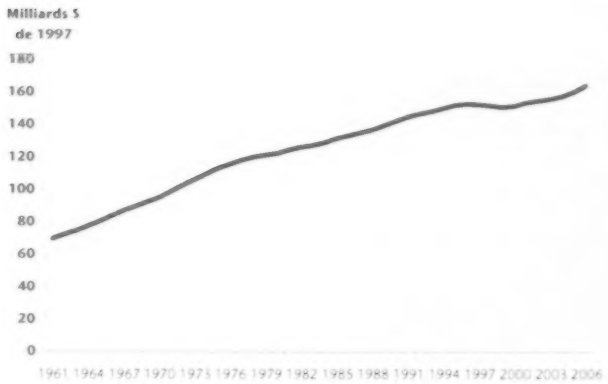
- **Les investissements dans les infrastructures publiques ont également augmenté à un taux moyen de 3 % environ entre le début des années 60 et l'an 2000.**

  Les infrastructures comme les routes et les installations portuaires sont importantes pour la croissance du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

  Les recherches montrent que pour chaque tranche de 1 $ consacrée aux infrastructures publiques, la productivité du secteur de la transformation des aliments a augmenté de 0,03 $.

Graphique B3.26

Infrastructures publiques du Canada, 1961-2006



Source : Statistique Canada.

Les investissements proviennent en grande partie de sources étrangères, notamment d'investissements étrangers directs (IED) dans le secteur de la transformation des aliments et des boissons

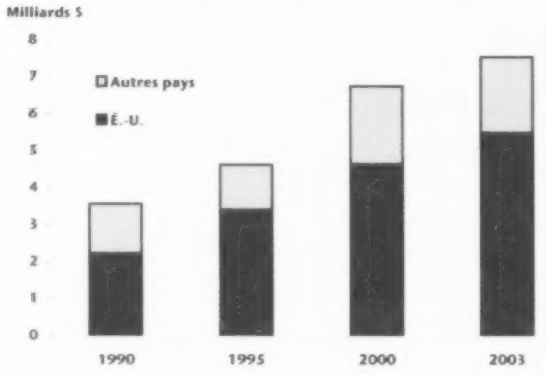
- **Le secteur canadien de la transformation des aliments est lié de près à celui des États-Unis.**

  La plupart des IED dans le secteur canadien de la transformation des aliments proviennent des États-Unis.

  Les États-Unis étaient à l'origine de 72 % de tous les IED dans le secteur de la transformation des aliments au Canada en 2003.

Graphique B3.27

IED accumulés dans le secteur de la transformation des aliments au Canada, par pays d'origine, 1990-2003



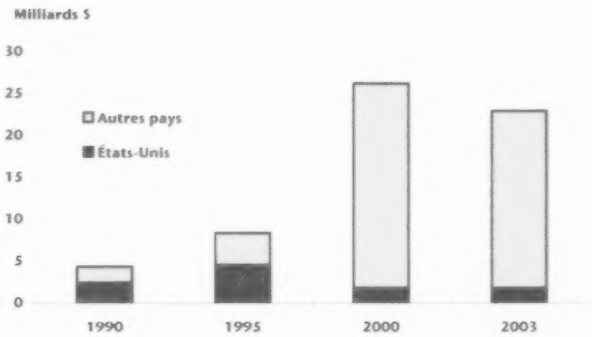
Source : Statistique Canada et AAC

Nota : Système de classification CTI-C

- **Les IED dans le secteur canadien de la transformation des boissons provenaient principalement de pays autres que ceux de l'Amérique du Nord.**

Graphique B3.28

IED accumulés dans le secteur de la transformation des boissons au Canada, par pays d'origine, 1990-2003



Source : Statistique Canada et AAC

Nota : Système de classification CTI-C

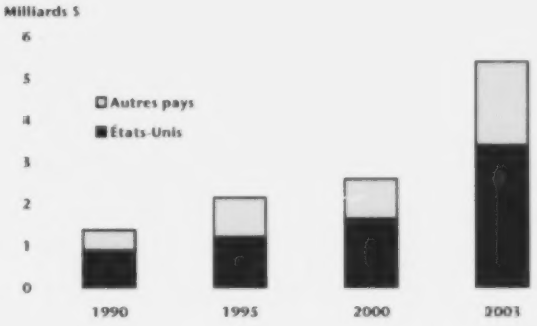
Les entreprises canadiennes de transformation des aliments et des boissons investissent également à l'étranger

- **Les entreprises canadiennes investissent également dans les entreprises de transformation des aliments d'autres pays.**

  Plus de 60 % des IED du Canada dans le secteur de la transformation des aliments visaient les États-Unis en 2003.

Graphique B3.29

Investissements dans le domaine de la transformation des aliments, par pays de destination, 1990-2003



Source : Statistique Canada et AAC

Nota : Système de classification CTI-C

Ainsi, McCain Foods, une multinationale canadienne œuvrant dans le secteur de la transformation des aliments, a des usines dans 20 pays environ.

Graphique B3.30

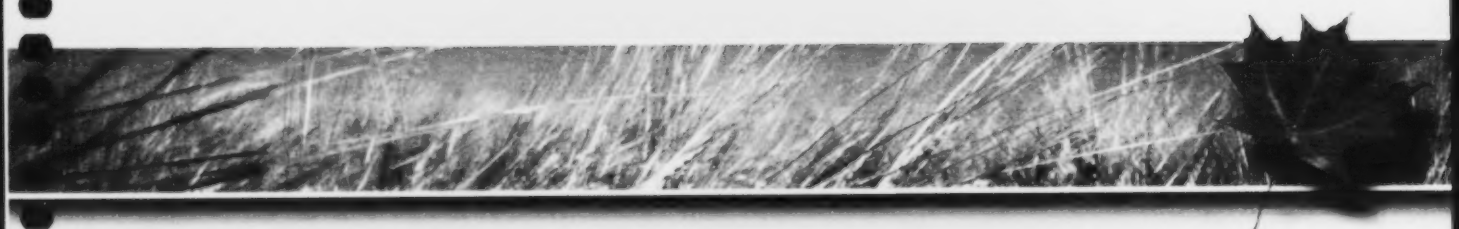
Emplacement des installations internationales de McCain Foods, 2006

Entreprise	Installations	
McCain Foods	Afrique du Sud	Grèce
	Allemagne	Nouvelle-Zélande
	Argentine	Pays-Bas
	Australie	Pologne
	Autriche	Royaume-Uni
	Belgique	Scandinavie
	Espagne	Suisse
	États-Unis	Taïwan
	France	

Source : McCain Foods Limited (http://www.mccain.com/mc_home.htm).

SECTION C

Les éléments du système agricole et agroalimentaire



SECTION C1

Consommateurs

Les consommateurs canadiens sont représentatifs des consommateurs des pays développés. Ils ont généralement un niveau de vie élevé et consacrent un pourcentage relativement peu élevé de leur revenu personnel total disponible à l'alimentation. En fait, la proportion consacrée aux aliments par le Canadien moyen diminue.

À mesure que leurs revenus augmentent, les consommateurs peuvent tenir compte de facteurs autres que la salubrité des aliments et autres caractéristiques, selon leurs nouvelles préférences et leurs nouvelles valeurs. En réponse aux exigences des consommateurs, l'industrie offre une variété de produits qui tiennent compte non seulement des préférences des clients en matière de commodité et de santé, mais également des méthodes de production respectueuses de l'environnement, axées sur des pratiques commerciales loyales et sur le bien-être des animaux.

Pour le Canadien moyen, les dépenses personnelles en alimentation ont augmenté, mais elles ont diminué par rapport à leurs dépenses totales

- **Les dépenses personnelles consacrées à l'alimentation dans les magasins et les restaurants ont continué d'augmenter au Canada en 2005, pour atteindre 60 milliards de dollars et 30 milliards de dollars respectivement.** Les dépenses par habitant ont atteint 2 798 $, dont 33 % dans le cas des repas pris au restaurant.

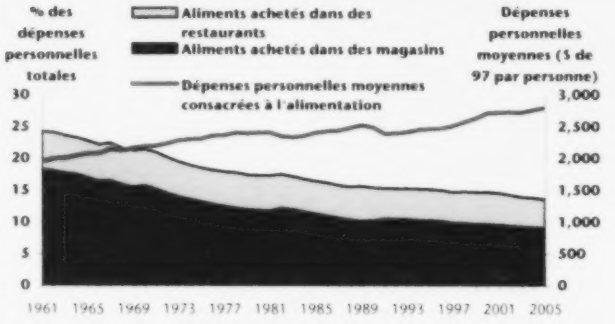
Graphique C1.1
Dépenses personnelles consacrées à l'alimentation, 1961-2005

Source : Statistique Canada et AAC

- **Les dépenses personnelles réelles consacrées à l'alimentation ont augmenté, mais la proportion par rapport aux dépenses personnelles totales a diminué au cours des 45 dernières années.**

  L'augmentation du revenu personnel disponible (RPD) fait en sorte que les consommateurs consacrent une part plus élevée de leurs dépenses à d'autres biens et services, notamment le logement et les biens durables.

Graphique C1.2
Dépenses personnelles consacrées à l'alimentation par rapport aux dépenses totales, 1961-2005

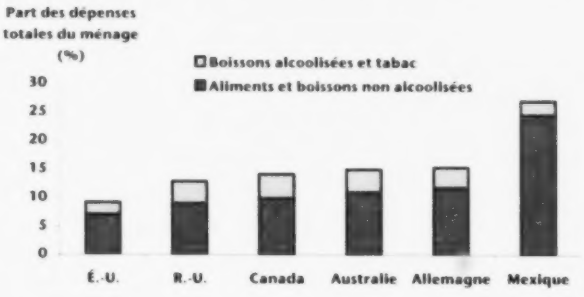


Source : Statistique Canada et AAC

- **En 2004, les dépenses des ménages canadiens consacrées aux aliments et aux boissons non alcoolisées représentaient environ 10 %, alors que les dépenses consacrées aux boissons alcoolisées et au tabac représentaient 4 %.**

  Le Canada est l'un des pays membres de l'OCDE qui vient à l'avant avant-dernier rang pour ce qui est des dépenses des ménages consacrées aux aliments, aux boissons et au tabac, derrière les États-Unis (9 %) et le Royaume-Uni (13 %).

Graphique C1.3
Part des dépenses des ménages canadiens consacrées aux aliments, aux boissons et au tabac dans les pays membres de l'OCDE sélectionnés, 2004



Source : OCDE

L'augmentation du prix des aliments a commencé à dépasser le taux d'inflation

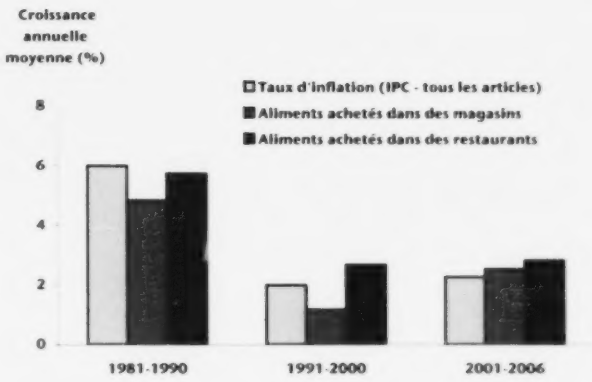
- **Par le passé, l'augmentation du prix des aliments était généralement inférieure au taux d'inflation global.**

Cependant, ces dernières années, le taux d'augmentation du prix des aliments a dépassé le taux d'inflation, en raison d'une augmentation du coût des intrants et du carburant utilisés pour la fabrication, l'emballage, le transport, etc.

Ainsi, lors des cinq premiers mois de 2007, le prix de détail des aliments a augmenté à raison de 3,2 % par mois en moyenne, comparativement à une augmentation de 2,2 % pour ce qui est du taux d'inflation moyen durant la même période.

Graphique C1.4

Indice des prix à la consommation (IPC) pour les aliments et l'ensemble des biens et services, 1981-2006



Source : Statistique Canada et AAC

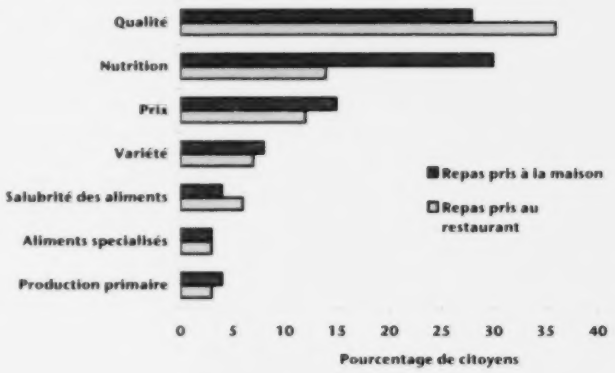
Les préoccupations sociales influencent de plus en plus les préférences alimentaires des consommateurs canadiens

- **La nutrition et la qualité des aliments sont les deux principaux facteurs pris en considération par les consommateurs pour choisir des aliments au Canada.**

  La nutrition est un facteur important lorsque les consommateurs achètent des aliments pour la maison, alors que la qualité reste le principal facteur pris en considération dans le cas des repas pris au restaurant. Les autres facteurs pris en considération sont le prix, la variété, la salubrité et la production primaire.

Graphique C1.5

Facteurs pris en considération pour les repas pris à la maison et au restaurant, 2006



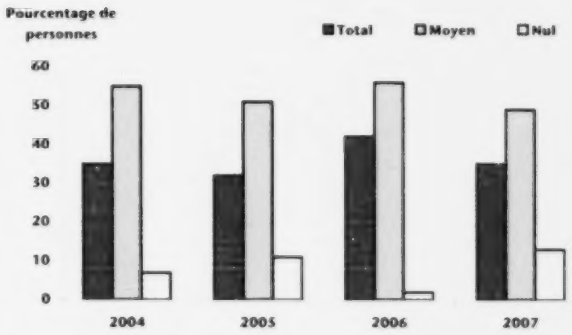
Source : Perceptions des consommateurs canadiens en matière de salubrité et qualité des aliments, Vague 2 - Suivi de 2006.

- **Le niveau de confiance des Canadiens en ce qui a trait à la salubrité des produits alimentaires est positif et relativement stable.**

  Au cours des quatre dernières années, les Canadiens ont maintenu leur niveau de confiance en ce qui a trait à la salubrité des aliments achetés. Les consommateurs attribuent la salubrité des aliments aux mesures de contrôle de la qualité et aux inspections des étapes de production, de manutention et de transformation. La gestion des maladies animales, ainsi que la gestion des préoccupations liées aux hormones, aux antibiotiques et aux produits chimiques dans le cas des usines et des animaux constituent les principaux facteurs permettant de maintenir le niveau de confiance des consommateurs canadiens.

Graphique C1.6

Niveau de confiance des consommateurs en ce qui a trait à la salubrité de la chaîne alimentaire, 2004-2007



Source: Perceptions des consommateurs canadiens en matière de salubrité et qualité des aliments, 2004, AAC.
Growing Canada Benchmark Study, 2005, AAC.
Perceptions des consommateurs canadiens en matière de salubrité et qualité des aliments, Vague 2 - Suivi de 2006.
Enquête générale d'AAC, 2007.

Les ventes de produits biologiques continuent d'augmenter parce que les consommateurs sont prêts à payer plus cher pour de tels produits

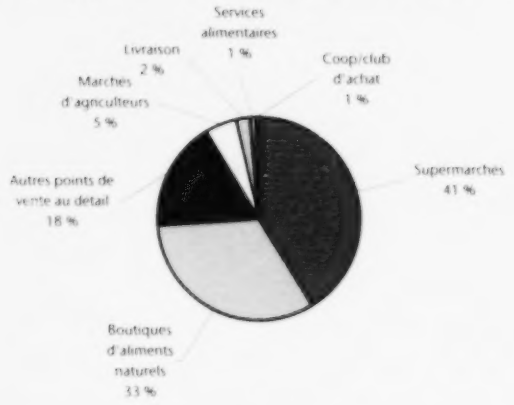
- **Les achats de produits alimentaires biologiques sont à la hausse, même s'ils ne représentent qu'une très faible proportion de la valeur totale des aliments vendus.**

La vente au détail de produits certifiés biologiques au Canada était évaluée à plus d'un milliard de dollars en 2006. Les marchés d'alimentation n'étaient à l'origine que de 41 % des ventes totales de produits biologiques.

Même si la proportion des ventes de produits alimentaires biologiques dans les supermarchés ne représentait que 0,9 % des ventes totales des marchés d'alimentation, les ventes de produits biologiques ont augmenté de 28 % entre 2005 et 2006.

Graphique C1.7

Estimations des ventes au détail de produits biologiques dans les magasins de détail, 2006



Source : Centre d'agriculture biologique du Canada (CABC), « Ventes au détail de produits alimentaires certifiés biologiques au Canada ».

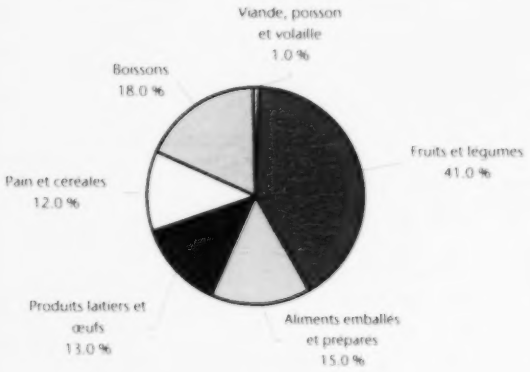
- **Les fruits et légumes biologiques sont les produits biologiques les plus vendus, quoique les ventes de viande biologique augmentent plus rapidement.**

Les fruits et légumes frais et en conserve sont les principaux produits biologiques vendus dans toutes les provinces, avec 41 % de la part de marché des produits biologiques. La viande, le poisson et la volaille biologiques ne représentent qu'une faible proportion du marché (1 %), mais celle-ci augmente rapi-dement. Entre 2005 et 2006, cette proportion a augmenté de 81 %.

Près de six consommateurs sur dix ont acheté des fruits et légumes biologiques ou de la viande biologique en 2006.

Graphique C1.8

Estimations des ventes de produits biologiques dans les supermarchés canadiens, 2006



Source : Centre d'agriculture biologique du Canada (CABC), « Ventes au détail de produits alimentaires certifiés biologiques au Canada ».

Les produits biologiques se distinguent des produits conventionnels par leur prix plus élevé, qui tient compte du coût de production unitaire plus élevé et des préférences des consommateurs en matière d'aliments biologiques

- **Le surprix, c'est-à-dire la différence de prix entre les aliments biologiques et les aliments traditionnels, varie énormément selon la catégorie de produit, la marque et la période de l'année.**

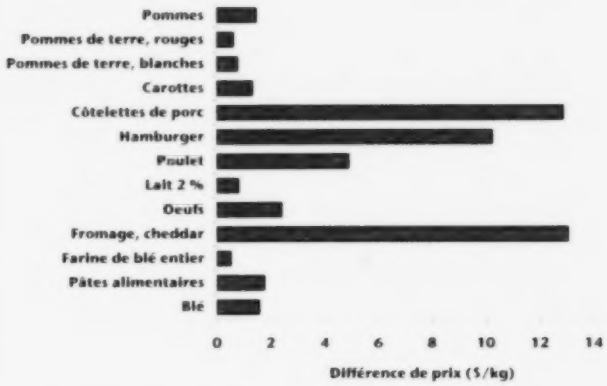
Le taux de fluctuation élevé du surprix des produits biologiques peut démontrer que les produits biologiques sont plus sensibles au prix que les aliments traditionnels. L'une des raisons importantes peut résider dans le fait que les produits biologiques occupent une faible proportion du budget des ménages par rapport aux aliments traditionnels et pourraient faire l'objet d'une plus grande comparaison des prix lorsqu'ils sont offerts sur le marché.

Malgré tout, en raison de l'approvisionnement relativement restreint en produits biologiques, le surprix est fonction de l'offre et de la demande.

Les normes nationales sur l'agriculture biologique ont été adoptées en décembre 2006, à la demande du secteur et après maintes consultations. Ces normes visent à protéger les consommateurs contre les mesures d'étiquetage susceptibles de les induire en erreur et à leur fournir une garantie. Elles permettront également l'accès aux marchés européens étant donné que le respect de normes précises est maintenant exigé sur ces marchés.

Graphique C1.9

Différences de prix entre certains produits biologiques et aliments traditionnels, janvier 2004



Source : Centre d'agriculture biologique du Canada

Les consommateurs canadiens veulent appuyer la production intérieure

- **L'intérêt manifesté par les consommateurs pour les produits alimentaires sains et de qualité, ainsi que la protection de l'environnement et la viabilité économique, ont donné lieu à une demande accrue en matière de produits domestiques/locaux.**

  Une telle attitude de la part des consommateurs permet, en partie, une reprise des méthodes et des programmes permettant d'établir un lien entre les producteurs et les consommateurs, notamment les marchés de producteurs, la vente à la ferme et les programmes municipaux-régionaux de commercialisation.

Graphique C1.10
Préférences des consommateurs en ce qui a trait à l'achat d'aliments importés plutôt que faits au Canada

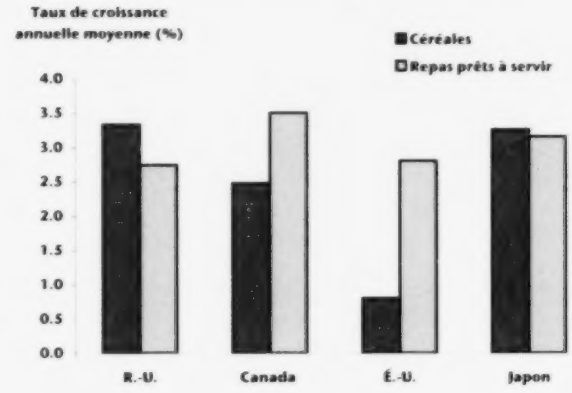
Source : Domestic Branding Survey, AAC, 2007.

- **Les consommateurs étrangers sont également en train de changer leurs préférences et cette situation aura une influence sur les débouchés du secteur de l'agriculture du Canada.**

  Les consommateurs ont changé leurs habitudes de consommation au profit de produits à valeur plus élevée partout dans le monde. Dans les pays plus riches, la demande en matière d'aliments sains, salubres et pratiques augmente.

  Les produits alimentaires emballés, notamment les céréales pour le petit déjeuner et les repas prêts à servir, représentent une forte proportion des dépenses alimentaires totales des consommateurs dans les pays où l'aspect pratique est de plus en plus important. Les États-Unis, l'UE et le Japon représentent plus de la moitié des ventes totales de ces produits.

Graphique C1.11
Taux de croissance annuelle moyenne des ventes au détail de produits emballés, 2002-2006



Source : Euromonitor 2007.

SECTION C2

Distribution alimentaire

(Vente au détail ou en gros et services alimentaires)

La vente d'aliments au détail est un élément majeur du système agricole et agroalimentaire canadien. Les détaillants en alimentation satisfont à des préférences de plus en plus variées de la part des consommateurs en effectuant une restructuration de façon à maintenir et à accroître leur part de marché, ce qui entraîne une concentration accrue. Les entreprises de services alimentaires continuent elles aussi d'adapter leurs produits et services en fonction d'une augmentation des ventes, en réponse à la compétition de la part d'entreprises de vente au détail d'aliments qui offrent de plus en plus d'aliments apprêtés et d'aliments prêts à emporter aux consommateurs.

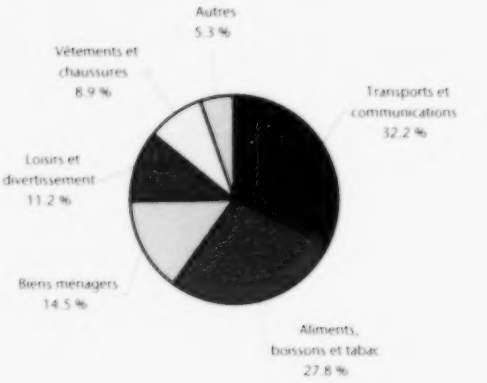
La distribution alimentaire et les services alimentaires sont des éléments majeurs du système agricole et agroalimentaire canadien

- **Les dépenses liées aux aliments, aux boissons et au tabac viennent au deuxième rang des dépenses des consommateurs.**

  En 2005, les Canadiens ont consacré 100 milliards de dollars (soit 28 % de leurs dépenses personnelles totales) à l'achat d'aliments, de boissons et de tabac dans les magasins.

Graphique C2.1

Dépenses personnelles consacrées aux biens, 2005



Source : Statistique Canada.

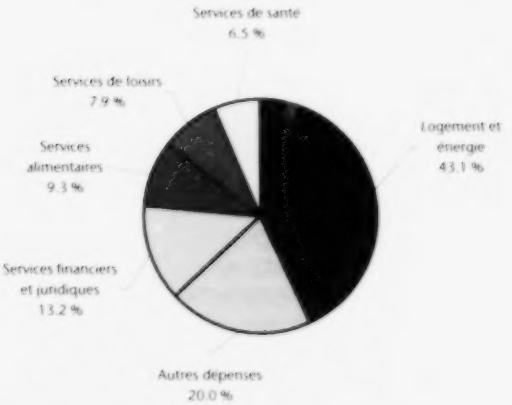
- **Les dépenses consacrées aux services alimentaires viennent au troisième rang des dépenses de consommation.**

  En 2005, les Canadiens ont consacré 37 milliards de dollars aux services alimentaires, soit 9,3 % des dépenses personnelles afférentes aux services au Canada.

  Les dépenses engagées pour l'achat d'aliments au détail et les services alimentaires (137 milliards de dollars) représentaient 18 % des dépenses personnelles afférentes aux biens et services.

Graphique C2.2

Dépenses personnelles consacrées aux services, 2005



Source : Statistique Canada.

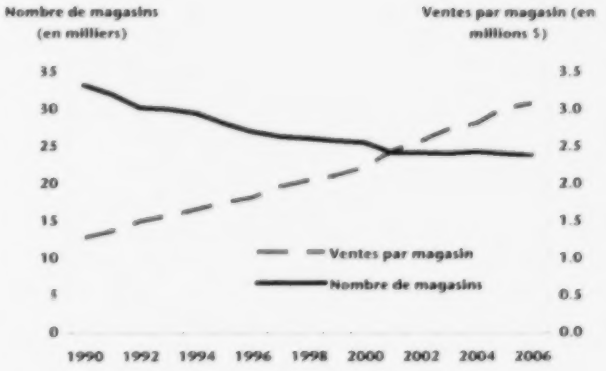
Dans le domaine de l'alimentation, les activités de vente au détail sont de plus en plus intégrées, tant au Canada qu'à l'étranger

- **Au cours de la dernière décennie, on a pu assister à une rationalisation accrue des points de vente au détail, ainsi qu'à des magasins de plus en plus gros.**

Le nombre de marchés d'alimentation s'est stabilisé autour de 24 000 magasins, mais les chaînes multiplient le nombre de succursales et de franchises au Canada. En 2005, Loblaws possédait environ 1 072 succursales ou franchises et Sobeys en possédait 1 310.

En 2005, Metro Inc. achetait A&P Canada, devenant ainsi le troisième détaillant en alimentation au Canada, derrière Loblaws et Sobeys.

Graphique C2.3
Nombre de magasins d'alimentation au Canada et ventes moyennes, 1990-2006



Source : Canadian Grocer, Statistique Canada et AAC

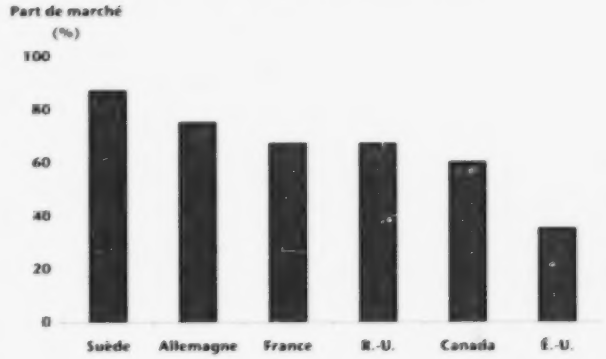
Nota : Les données pour 2006 sont des données préliminaires.

- **Les cinq plus gros détaillants en alimentation du Canada génèrent environ 60 % des ventes nationales d'aliments, contre 50 % il y a dix ans, tandis que la part des magasins indépendants a été ramenée de 47 % à 39 % pendant la même période.**

Les cinq plus gros détaillants en alimentation du Canada sont Loblaws, Sobeys, Metro, Canada Safeway et Costco.

Certains pays d'Europe présentent un niveau de concentration des détaillants en alimentation plus élevé que le Canada, alors que les États-Unis affichaient un taux de concentration plus faible dans les années 90. Cependant, dans certaines régions des États Unis, le taux de concentration des activités de vente au détail du secteur de l'alimentation est élevé.

Graphique C2.4
Part de marché des cinq plus gros détaillants en alimentation de certains pays, 1997-1999



Source : Calculs d'AAC basés sur des données de Dobson Consulting (1999) et USDA.

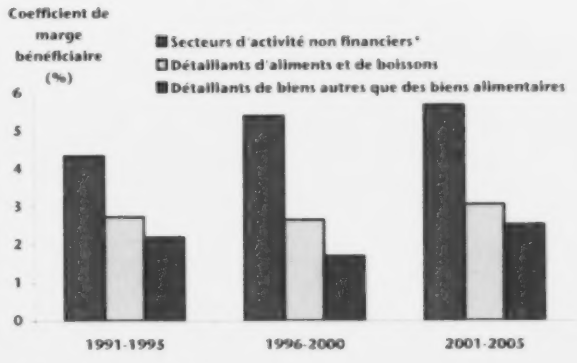
Les détaillants canadiens de boissons et d'aliments ont une marge bénéficiaire relativement stable

- **Les détaillants canadiens de boissons et d'aliments ont une marge bénéficiaire supérieure aux autres types de détaillants mais inférieure au secteur non financier en général.**

Depuis le début des années 90, les détaillants d'aliments et de boissons ont une marge bénéficiaire se situant autour de 2,8 % par année, alors que les détaillants de produits non alimentaires ont une marge bénéficiaire se situant autour de 2,1 % par année. Dans le secteur non financier, qui regroupe tous les services autres que les services financiers, la marge bénéficiaire dépasse 5 % depuis 1996.

Graphique C2.5

Ratio moyen de marge bénéficiaire des détaillants d'aliments et de boissons, 1991-2005



Source : Statistique Canada et AAC.

Nota : * Voir le glossaire pour obtenir une définition de la marge bénéficiaire et des secteurs d'activité non financiers.

N'incluent pas les coopératives contrôlées par l'État, notamment la LCBO et la SAQ.

Cependant, les lignes de démarcation entre la vente au détail de produits alimentaires et de produits non alimentaires, la vente en gros d'aliments et la transformation des aliments sont de plus en plus floues

- **La distinction entre les détaillants de produits alimentaires et de produits non alimentaires est de plus en plus floue alors que les grands magasins, les pharmacies et les postes d'essence vendent de plus en plus souvent des aliments et que les détaillants et grossistes traditionnels offrent de plus en plus de produits non alimentaires.**

Il est également de plus en plus difficile de faire une distinction entre la vente au détail d'aliments et les industries en amont.

Les activités de vente au détail et en gros d'aliments sont largement intégrées et les gros détaillants s'adonnent également à la vente en gros.

Graphique C2.6
Part de marché des différents points de vente au détail d'aliments, 2004

	%
Magasins où l'on vend des aliments et des boissons	87.1
Magasins de marchandises diverses	8.5
Stations-service et concessionnaires automobiles	2.5
Pharmacies	1.4
Autres	0.3

Source : Statistique Canada, Enquête trimestrielle sur les marchandises vendues au détail, totalisation spéciale

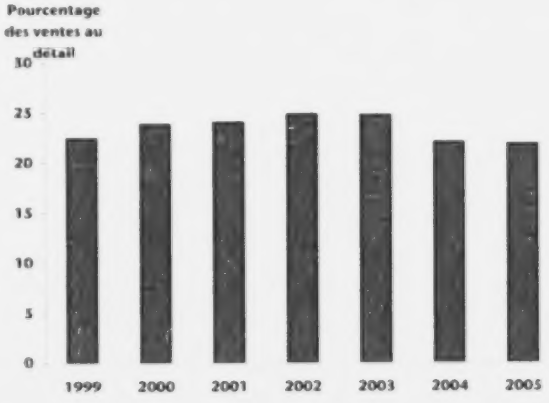
- **De plus en plus de détaillants en alimentation offrent des marques maison.**

Par ailleurs, de plus en plus de fabricants sont prêts à établir des partenariats pour obtenir une part de ce marché.

La fluctuation de la demande, ainsi que la rentabilité, la qualité et la différenciation des produits sont à l'origine de la croissance des marques maison.

Les ventes de produits de marque maison représentent pas moins de 20 % des ventes totales des principaux détaillants canadiens. Ainsi, les ventes de produits de la marque « Le choix du Président » représentaient plus du quart des ventes totales de Loblaws (28 %) en 2003.

Graphique C2.7
Part de marché des produits de marque maison au Canada, 1999-2005



Source : A.C. Nielsen

Les Canadiens prennent encore la plupart de leurs repas à la maison, mais les services alimentaires constituent une composante de plus en plus importante des dépenses des ménages

- **Les Canadiens préparent et prennent près de 70 % de tous leurs repas à la maison.**

  Environ 10 % des repas pris au Canada proviennent de services alimentaires commerciaux.

Graphique C2.8

Endroits où les Canadiens prennent leurs repas, 2005

	% des repas
Repas pris à la maison, achetés chez un détaillant	67
Repas pris au restaurant	8
Repas sautés	8
Repas préparés à la maison et pris ailleurs	8
Tous les autres repas pris ailleurs qu'à la maison	7
Repas pris à la maison, achetés au restaurant	2
Repas pris à la maison, substitut de repas pris à la maison	1

Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires (tirés du rapport intitulé « Eating Patterns in Canada Report 2005 », de NPD Group Canada Inc.)

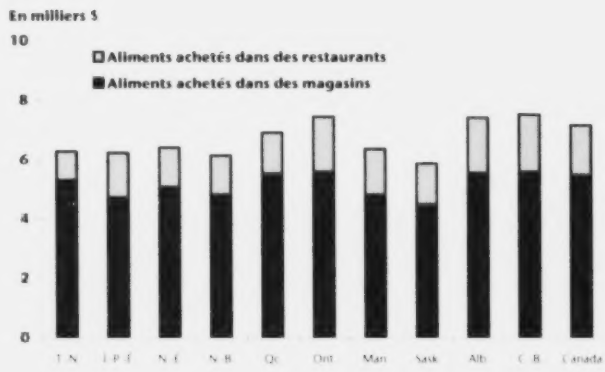
- **La famille moyenne canadienne va au restaurant pour prendre un repas ou casser la croûte environ 520 fois par année et consacre environ un cinquième de son budget à ces dépenses.**

  Les résidents du Manitoba, de la Colombie-Britannique, de l'Ontario et de l'Alberta sont les Canadiens qui vont le plus souvent au restaurant.

  Ces différences ne sont pas attribuables à la taxe de vente provinciale puisque les provinces ne perçoivent pas de taxe de vente sur les repas pris dans les restaurants, sauf pour ce qui est de l'Alberta, de la Saskatchewan et de l'Ontario, où seuls les repas dont le coût est inférieur à 4,00 $ sont exemptés de taxe.

Graphique C2.9

Dépenses des ménages consacrées à l'alimentation, par province, 2005



Source : Statistique Canada et AAC

Nota : Les aliments achetés dans les magasins comprennent les pensions versées aux ménages privés.

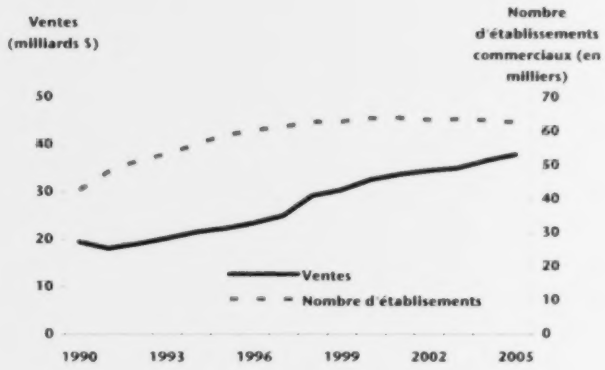
Les ventes des services alimentaires ont augmenté au fil des ans

- **Les ventes des services alimentaires commerciaux ont augmenté considérablement depuis 1990, tandis que le nombre d'établissements s'est stabilisé.**

  En 2005, il y avait environ 63 000 entreprises de services alimentaires au Canada, dont un tiers en Ontario.

  Par contre, les ventes totales des services alimentaires ont presque doublé depuis le début des années 90.

Graphique C2.10
Ventes des services alimentaires et nombre d'établissements, 1990-2005



Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires et Statistique Canada.

- **Lorsque les Canadiens prennent leurs repas au restaurant, ils préfèrent les restaurants à service complet plutôt que les restaurants à service restreint.** Plus du tiers des ventes des services alimentaires commerciaux se font dans les restaurants à service complet.

  Les autres établissements et les services alimentaires non commerciaux génèrent environ 22 % des ventes totales des services alimentaires.

Graphique C2.11

Part de marché des services alimentaires, 2006

	%
Services alimentaires commerciaux	**78**
Restaurants à service complet	37
Restaurants à service restreint	30
Traiteurs et traiteurs à contrat	6
Brasseries, tavernes et boîtes de nuit	5
Autres services alimentaires et services non commerciaux	**22**
Services alimentaires des établissements d'hébergement	10
Restauration collective	6
Services d'alimentation au détail	2
Autres services alimentaires	4

Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires et AAC.

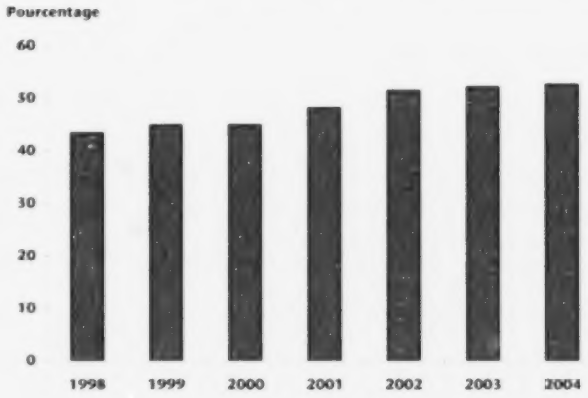
Nota : Les données pour 2006 sont des données préliminaires.

Les services alimentaires sont de plus en plus concentrés, mais une bonne partie des établissements appartiennent à des propriétaires individuels

- **Le secteur des services alimentaires commerciaux reste passablement fragmenté puisque 62 % des entreprises appartiennent à un propriétaire individuel plutôt qu'à une chaîne.** Cependant, la concentration est de plus en plus forte puisque les chaînes de restauration poursuivent leur expansion.

  En 2004, les 50 principales entreprises de services alimentaires étaient à l'origine de 52,5 % des ventes du secteur commercial, soit une augmentation de neuf points de pourcentage par rapport à 1998.

Graphique C2.12
Part de marché des 50 principaux établissements de services alimentaires, 1998-2004



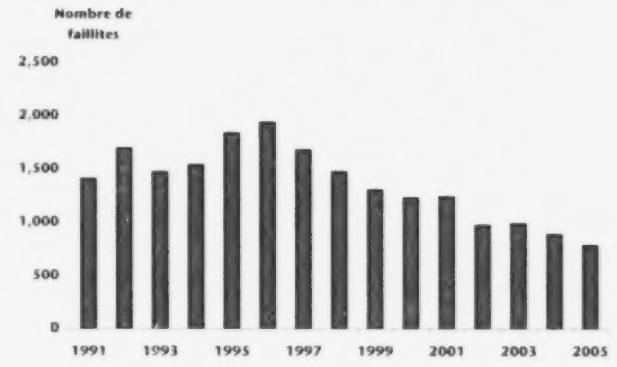
Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires

- **En 2005, les faillites des restaurants ont diminué de 12 % par rapport à 2004.**

  Le nombre de faillites a diminué considérablement puisqu'il a été ramené de 1 933 en 1996, à 777 en 2005.

  Selon l'Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires, la marge bénéficiaire des exploitants de services alimentaires était de 3,6 % en 2005.

Graphique C2.13
Nombre de faillites de restaurants, 1991-2005



Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires, InfoStat trimestriel

SECTION C3

Transformation des aliments, des boissons et du tabac

L'industrie canadienne de la transformation des aliments est le lien entre les agriculteurs, les détaillants et les consommateurs étrangers. Ce lien est de plus en plus intégré alors que les entreprises de transformation des aliments s'associent avec des agriculteurs et des détaillants, au Canada et à l'étranger, pour offrir aux consommateurs les produits qu'ils recherchent. Le secteur canadien de la transformation des aliments a eu d'importants obstacles à surmonter ces dernières années par suite de la hausse de la valeur du dollar, du resserrement accru du marché du travail (qui a entraîné une augmentation des coûts de la main-d'œuvre), de l'augmentation du prix des intrants pour les matières brutes et de la compétitivité internationale accrue.

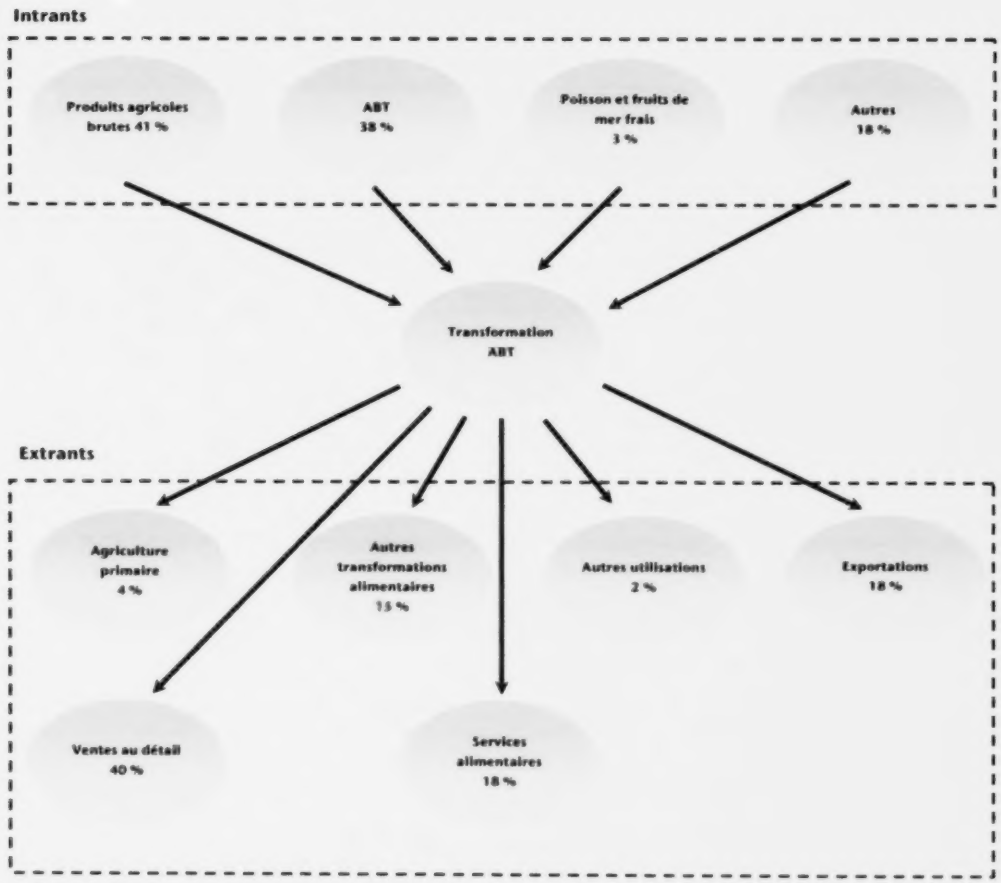
Le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT) est formé d'une série d'industries de plus en plus intégrées par rapport aux agriculteurs et aux détaillants

- **La transformation des aliments, des boissons et du tabac est formé d'une série d'industries allant des entreprises de transformation primaire comme les minoteries et les abattoirs, aux entreprises de transformation de second cycle comme les boulangeries et les usines de mise en conserve de viande.**

Les denrées agricoles brutes, le poisson frais et les fruits de mer représentent 44 % (18 milliards de dollars) de la valeur totale des intrants utilisés pour la transformation des aliments, des boissons et du tabac. Les aliments, les boissons et les produits du tabac qui subissent un second cycle de transformation représentent 38 % (16 milliards de dollars). Le reste des intrants (18 %) vise principalement les matériaux d'emballage, les coûts liés à l'énergie, les agents chimiques et l'équipement.

Les intrants utilisés pour la transformation des aliments, des boissons et du tabac sont exportés (18 %), vendus à des détaillants (40 %), à des prestataires de services alimentaires (18 %) ou utilisés pour la transformation secondaire (15 %).

Graphique C3.1
Composition des intrants utilisés pour la transformation des aliments et répartition des extrants, 2003



Source : Modèle des entrées-sorties de Statistique Canada et AAC
Nota : Le total ne donne pas 100 % parce qu'il manque des données confidentielles

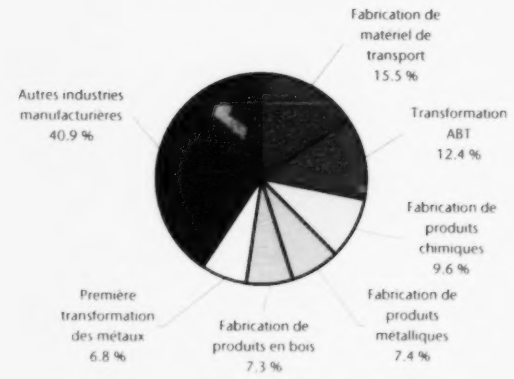
La transformation des aliments, des boissons et du tabac est l'un des principaux secteurs manufacturiers du Canada

- **La transformation des aliments, des boissons et du tabac vient au deuxième rang pour ce qui est de la contribution au PIB total du secteur manufacturier du Canada, juste après la fabrication d'équipement de transport.**

  En 2005, la part du PIB du secteur manufacturier générée par la transformation des aliments, des boissons et du tabac a été de 12,4 % (la transformation des aliments représente près de 10 %).

Graphique C3.2

Répartition du PIB dans l'industrie manufacturière, par secteur, 2005

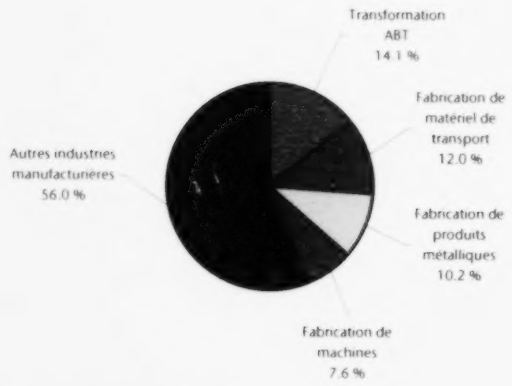


Source : Statistique Canada

- **Le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac est le plus gros employeur** du secteur manufacturier, soit près de 14 % de la main-d'œuvre en 2005.

Graphique C3.3

Répartiton des emplois dans l'industrie manufacturière, par secteur, 2005



Source : Statistique Canada

La production continue de croître, mais à un taux moins rapide qu'auparavant

- **La valeur totale des ventes du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac a été de 72,4 milliards de dollars (en dollars de 1997) en 2006.**

  Les ventes du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac ont augmenté de 17,4 milliards de dollars depuis le début des années 90.

  Le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac est le principal secteur manufacturier dans sept provinces, le deuxième plus gros en Ontario et en Colombie-Britannique et le troisième plus gros en Alberta.

- **La principale industrie de transformation des aliments, des boissons et du tabac est celle des produits de la viande; les produits laitiers et les boissons viennent au deuxième et au troisième rangs.**

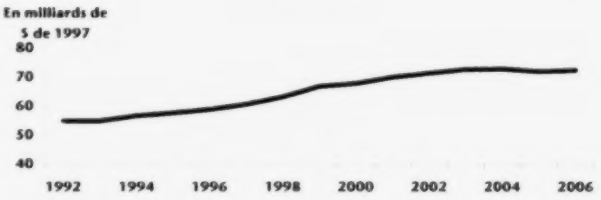
  La transformation des produits de la viande et des produits laitiers représente environ 40 % de la valeur des ventes dans le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac.

- **La croissance annuelle moyenne des industries de la transformation des aliments a ralenti par rapport à la fin des années 90,** sauf pour ce qui est des industries manufacturières du sucre et des confiseries, de la transformation des produits laitiers, ainsi que des pâtisseries et des tortillas.

  Certaines industries, notamment celles des céréales et oléagineux, des fruits et de la préservation des légumes, ainsi que des aliments spécialisés, ont enregistré une croissance légèrement négative au cours des dernières années, alors que la taille de l'industrie du tabac a diminué considérablement en raison d'une réduction draconienne du taux de tabagisme.

Graphique C3.4

Valeur des ventes du secteur de la transformation ABT, 1992-2006



Source : Statistique Canada

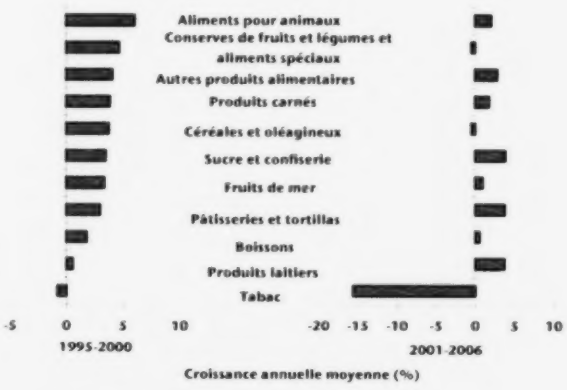
Graphique C3.5

Valeur des ventes du secteur de la transformation ABT, 2006

Source : Statistique Canada

Graphique C3.6

Croissance de la valeur des ventes réalisées par le secteur de la transformation ABT, en dollars réels, 1995-2006



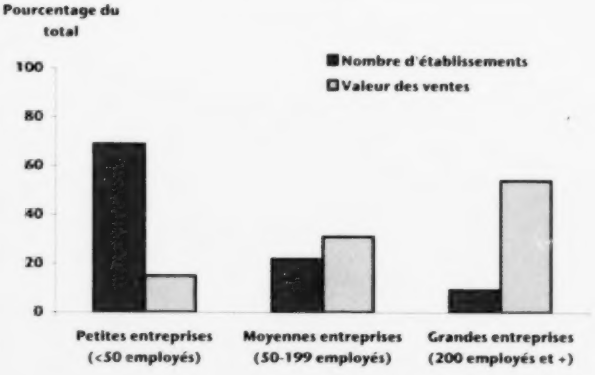
Source : Statistique Canada et AAC

Les grandes entreprises génèrent la moitié de la production dans le secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac

- **En 2005, il y avait 3 347 entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac au Canada.** Chacune de ces entreprises générait au moins 23 000 $ de ventes.
- **Les grandes entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac (200 employés ou plus) génèrent la majeure partie de la production.** En 2005, ces grandes entreprises ne représentaient que 10 % du nombre total d'entreprises, mais elles généraient 54 % de la valeur des ventes.

  En revanche, les petites entreprises (moins de 50 employés) représentaient 70 % des établissements mais seulement 15 % de la valeur totale des ventes.

Graphique C3.7
Répartition des ventes du secteur de la transformation ABT et nombre d'établissements en fonction du nombre d'employés, 2005 *



Source : Statistique Canada

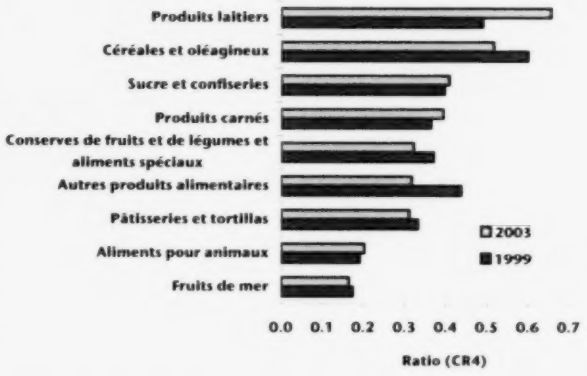
Nota : * Ces données ne sont pas comparables aux données antérieures en raison de la modification apportée aux définitions.

- **Les ratios de concentration dans le secteur de la transformation des aliments ont diminué, sauf pour ce qui est de la viande et des produits laitiers.**

  Les industries qui ont connu une hausse des ratios de concentration ont également fait l'objet d'une augmentation du nombre de fusions et d'acquisitions par des multinationales étrangères au cours des dix dernières années tel que dans le cas de la viande et des produits laitiers.

  Par contre, le nombre d'intervenants et de nouveaux entrants a augmenté dans les industries qui ont connu une baisse des ratios de concentration, particulièrement dans le cas des céréales et des oléagineux.

Graphique C3.8
Ratios de concentration dans le secteur de la transformation des aliments pour les quatre plus grosses entreprises, 1999 et 2003



Source : Statistique Canada

Les marges de prix entre les fermes, les entreprises de transformation et les détaillants sont tributaires de plusieurs facteurs liés au marché et de l'étendue du commerce

- **L'augmentation du ratio de concentration ne se traduit pas nécessairement par une augmentation de la marge bénéficiaire imposée dans les prix.**

  Dans le cas de la fonte et de la transformation de la viande rouge, la part de marché des quatre principales entreprises est passée de 28 % à 32 % au Canada entre 1999 et 2003.

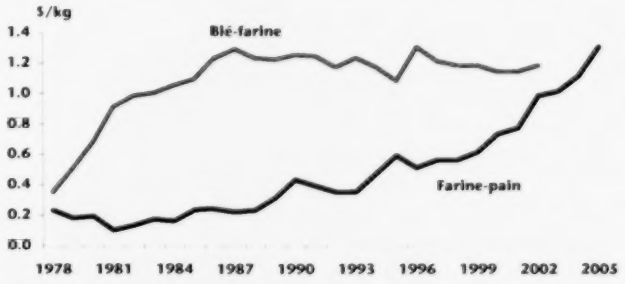
  Au même moment, le ratio des ventes en gros par rapport au prix à la ferme dans le cas des produits du bœuf est passé de 0,85 $/kg environ en 1999, à 1,10 $/kg environ en 2003, lors de la crise de l'ESB. D'après Larue et Gervais (2005), le prix de détail a augmenté plus rapidement que le prix à la ferme.

  Dans le cas des céréales et oléagineux, la part de marché des quatre principales entreprises a diminué de 60 % à 52 % au Canada entre 1999 et 2003. Au même moment, la répartition des prix entre le blé et la farine est demeurée relativement stable.

Graphique C3.9
Marges bénéficiaires imposées dans les prix dans le secteur de la transformation et de la vente au détail d'aliments, bœuf, 1979-2003

Source : Statistique Canada

Graphique C3.10
Marges bénéficiaires imposées dans les prix entre le secteur de la transformation des aliments et la ferme et la vente au détail d'aliments, blé, 1979-2005

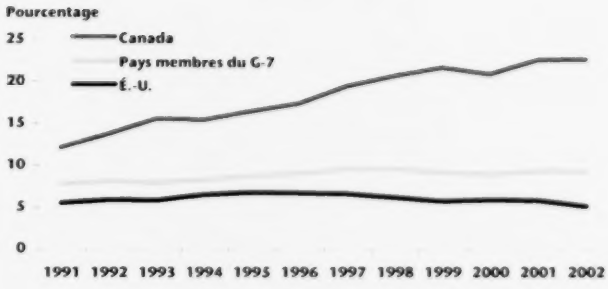


Source : Statistique Canada

- **L'incidence de la concentration du marché sur l'écart des prix est réduite grâce au commerce.**

  Si on le compare aux États-Unis et aux pays membres du G 7, le secteur canadien de la transformation des aliments est plus axé sur les exportations puisque 23 % de sa production a été exportée en 2002, alors qu'aux États-Unis seulement 5 % de la production est exportée.

Graphique C3.11
Taux d'exportation dans le secteur de la transformation ABT, pays membres de l'OCDE, 1991-2002



Source : OCDE

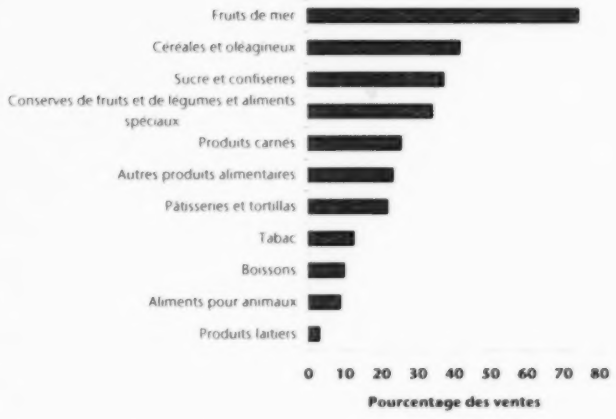
Certaines industries secondaires du secteur de la transformation des aliments dépendent plus du commerce

- **Environ trois quarts des ventes du secteur de la transformation des aliments, des boissons et du tabac visent les consommateurs canadiens; l'autre quart vise le marché d'exportation.**

  Cependant, certains sous-secteurs sont davantage tournés vers les exportations. Ainsi, près des deux tiers des produits de la mer sont exportés.

  En 2006, les produits transformés au Canada ont été vendus dans 187 pays, dont 78 % dans deux pays seulement, soit les États-Unis (70 %) et le Japon (8 %).

Graphique C3.12
Taux d'exportations dans le secteur de la transformation ABT, par sous-secteur, 2006

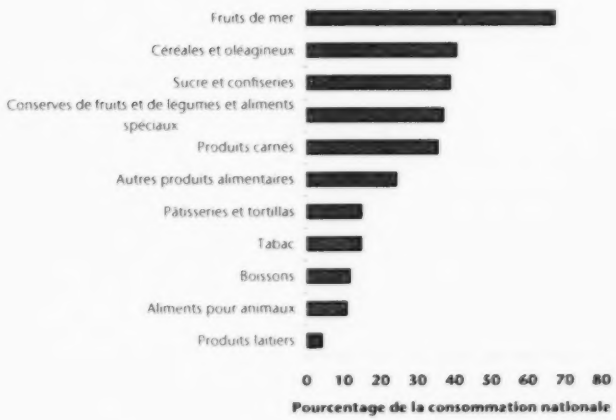


Source : Statistique Canada et AAC

- **Les entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac concurrencent les importations pour ce qui est des ventes nationales.** Les importations d'aliments, de boissons et de tabac représentaient 22 % du marché intérieur en moyenne en 2006.

  Les sous-secteurs affichant les taux d'exportation les plus élevés et les plus bas affichent également les taux d'importation les plus élevés et les plus bas respectivement.

Graphique C3.13
Taux d'importation dans le secteur de la transformation ABT, par sous-secteur, 2006



Source : Statistique Canada et AAC

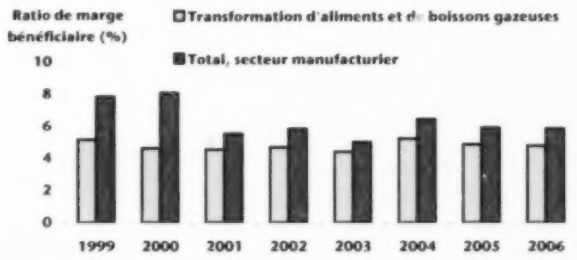
La marge bénéficiaire dans le secteur de la transformation des aliments est demeurée stable au fil des ans

- **La restructuration dans le secteur des aliments et des boissons non alcoolisées, en vue de relever les défis, a permis de stabiliser les marges bénéficiaires, même si elles sont inférieures aux marges pour l'ensemble du secteur manufacturier.**

  La stabilité des marges bénéficiaires est le résultat d'une augmentation à peu près nulle des revenus et d'une augmentation minime du prix des intrants.

  La récente augmentation du taux de change a sans aucun doute eu une incidence négative sur la rentabilité du secteur.

Graphique C3.14
Ratio de marge bénéficiaire dans l'industrie alimentaire et dans le secteur manufacturier en général, 1999-2006

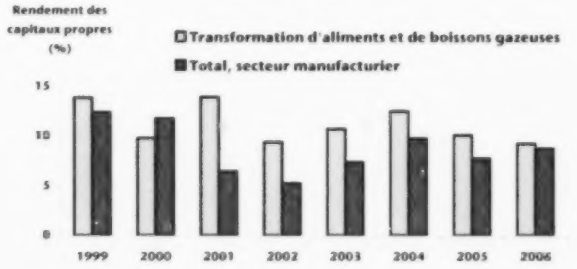


Source : Statistique Canada

Nota : Voir le glossaire pour obtenir une définition de ratio de marge bénéficiaire.

- **Même si les marges bénéficiaires demeurent relativement stables, le taux de rendement des capitaux propres permettant d'établir le taux de rendement des pour les propriétaires a été ramené de 14 % environ en 1999, à 9,3 % en 2006.**

Graphique C3.15
Rendement des capitaux propres de certaines industries, 1999-2006



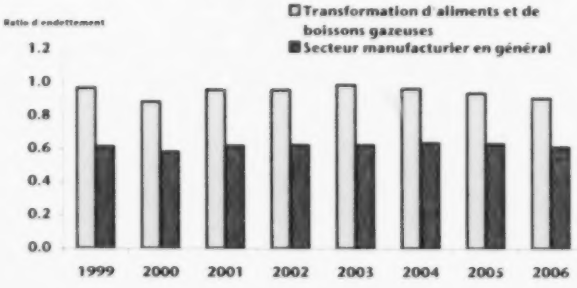
Source : Statistique Canada

Nota : Voir le glossaire pour obtenir une définition du rendement des capitaux propres.

- **L'augmentation du taux d'endettement dans le secteur des aliments et des boissons non alcoolisées constitue également un obstacle à surmonter pour assurer le maintien de la rentabilité et de la viabilité du secteur.**

  Le ratio d'endettement du secteur est demeuré relativement stable mais il est supérieur à la moyenne pour l'ensemble du secteur manufacturier depuis quelques années.

Graphique C3.16
Ratio d'endettement dans l'industrie alimentaire et le secteur manufacturier en général, 1999-2006



Source : Statistique Canada

Nota : Voir le glossaire pour obtenir une définition de ratio d'endettement.

SECTION C4

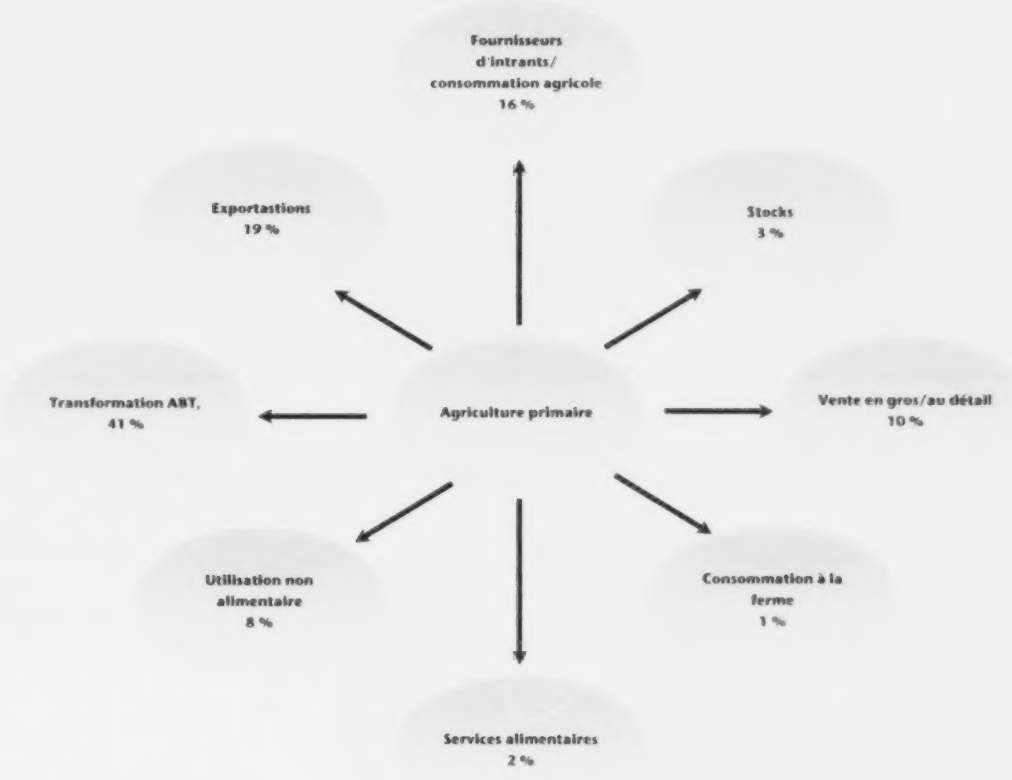
Agriculture primaire

Les producteurs agricoles ont des liens directs avec d'autres intervenants de la chaîne d'approvisionnement et la production est de plus en plus intégrée. Par conséquent, les innovations sur le plan du marché des produits de base, notamment les tendances en matière de production et de prix, ont une incidence sur le rendement de l'agriculture primaire et sur la chaîne d'approvisionnement en général. Il y a plusieurs types de fermes et elles ont des stratégies commerciales, des compétences en gestion et un champ d'application différents. Cette diversité explique les différences de rendement entre les fermes.

Les producteurs agricoles ont des liens directs avec tous les intervenants de la chaîne d'approvisionnement, c'est pourquoi toute modification liée au marché des produits de base a une incidence sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement

- Les producteurs agricoles ont de nombreux choix pour la commercialisation de leurs produits. En 2003, 19 % de la production agricole était exportée directement, 41 % de la production agricole était destinée à la transformation alimentaire (et une partie était également exportée), 10 % de la production était destinée à la distribution et 16 % de la production était utilisée par le secteur de l'agriculture primaire.

Graphique C4.1
Répartition de la valeur de la production agricole, 2003



Source : Modèle des entrées-sorties de Statistique Canada et calculs d'AAC

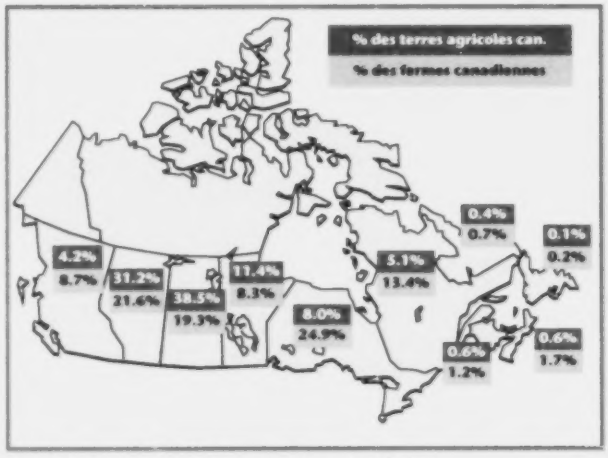
La production est très variée dans chaque province du Canada

- **En 2006, le Canada comptait 167 millions d'acres de terres cultivées.**

Il y a environ 135 millions d'acres cultivées (environ 81 % de l'ensemble des terres agricoles) dans les provinces des Prairies. La Colombie-Britannique, l'Ontario et le Québec comptent 29 millions d'acres, soit 17 % des terres agricoles totales. Les 2 % qui restent sont situés dans la région de l'Atlantique.

Cependant, la plupart des fermes sont situées en Ontario, en Alberta et en Saskatchewan.

Graphique C4.2
Terres agricoles et fermes dans chaque province, 2006



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006

- **La taille des fermes varie selon la région, le secteur d'activité et les caractéristiques géographiques.**

En Ontario, les cultures sont plus intensives et une ferme moyenne compte environ 230 acres. En Saskatchewan, les cultures sont plus extensives et les fermes sont presque six fois plus grosses, soit 1 450 acres.

Il y a plus d'exploitants agricoles que de fermes en raison des partenariats et autres accords de copropriété.

Graphique C4.3
Nombre de fermes et taille de celles-ci, 2006

	Terres agricoles (en milliers d'acres)	Nombre de fermes	Taille moyenne des fermes (en acres)	Nombre d'exploitants	Nombre d'ouvriers agricoles
Canada	**167 010**	**229 373**	**728**	**327 055**	**304 600**
T.-N.-L.	89	558	160	715	1 700
Î.-P.-É.	620	1 700	365	2 335	3 700
N.-É.	996	3 795	262	5 095	4 300
N.-B.	977	2 776	352	3 695	5 800
Qc	8 557	30 675	279	45 470	61 900
Ont.	13 310	57 211	233	82 410	88 000
Man.	19 073	19 054	1 001	26 620	25 500
Sask.	64 254	44 329	1 449	59 185	41 800
Alb.	52 128	49 431	1 055	71 660	41 200
C.-B.	7 007	19 844	353	29 870	30 500

Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006

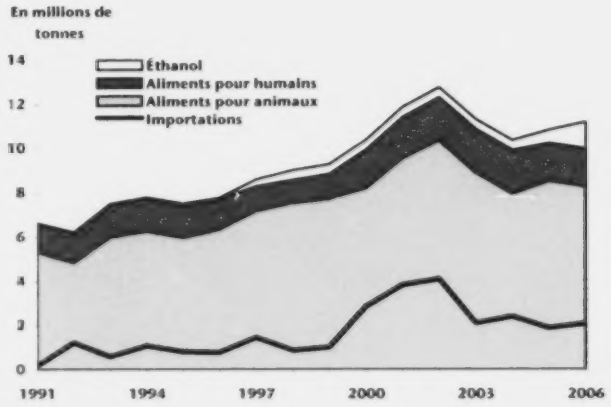
Nota : Les exploitants agricoles sont les personnes qui assurent le fonctionnement quotidien de la ferme. L'emploi est mesuré en fonction de grandes catégories d'activités. Si un exploitant agricole tire une grande partie de son revenu d'activités non agricoles, il n'est pas considéré comme exerçant un emploi agricole.

L'augmentation de la demande en matière de céréales utilisées pour la production d'éthanol a contribué à une augmentation du prix des céréales l'année dernière et cette augmentation a eu une incidence sur le marché des produits de base

- **La demande totale en matière de maïs a augmenté de 13 % en 2006.**

  La majeure partie de l'augmentation de la demande en matière de maïs est attribuable à la production d'éthanol. La demande en matière de maïs utilisé pour la production d'éthanol est passée de 400 000 tonnes environ en 2005, à un million de tonnes environ en 2006. Une partie de cette demande a été satisfaite grâce à une augmentation des importations de maïs.

Graphique C4.4
Consommation et importation de maïs, 1991-2006

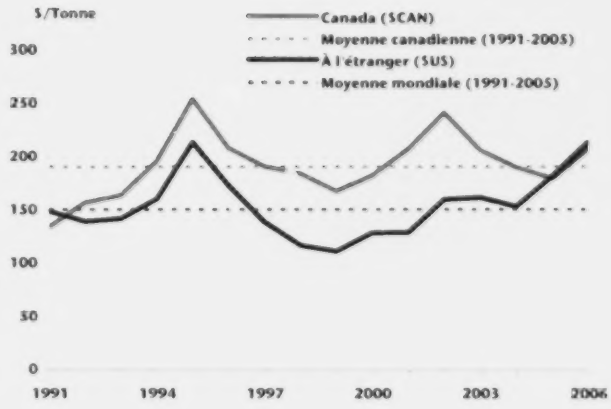


Source : AAC

- **Les prix mondiaux on été beaucoup plus élevés que la moyenne historique en 2006. Au Canada, les prix n'ont pas augmenté autant parce que le dollar canadien s'est apprécié.**

  Le prix du blé a augmenté de 17 % en 2006 au Canada, mais il reste bien en-deçà du sommet atteint en 1995. L'augmentation du prix des céréales utilisées comme aliments pour animaux a été encore plus importante, soit 45 % au Canada et 50 % dans le monde en moyenne en 2006. Cette augmentation est également bien en-deçà du sommet atteint en 1995.

Graphique C4.5
Le prix du blé au Canada et à l'étranger, 1991-2006



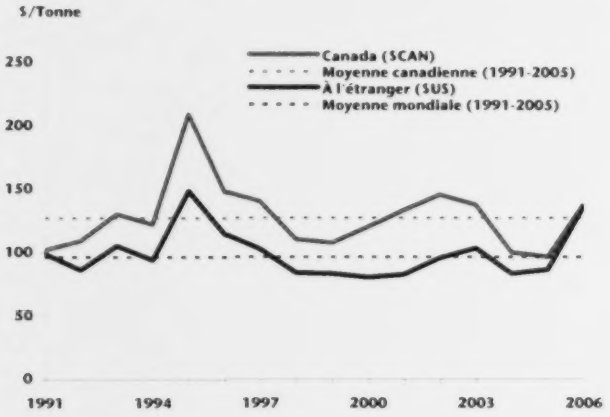
Source : AAC

Ce rapport a été rédigé avant que les prix annuels ou par année de récolte pour 2007 ne soient disponibles et l'évolution des prix en 2007 n'est pas tenu en compte. Toutefois pendant 2007, par exemple, les prix du blé ont augmenté d'une manière significative pour atteindre plus que 300 $/tonne.

La demande mondiale en matière de biocarburant a également eu une incidence sur le prix des céréales fourragères et des oléagineux

- **Le prix mondial des céréales fourragères a augmenté plus rapidement qu'au Canada en 2006.**

Graphique C4.6
Le prix des céréales fourragères au Canada et à l'étranger, 1991-2006



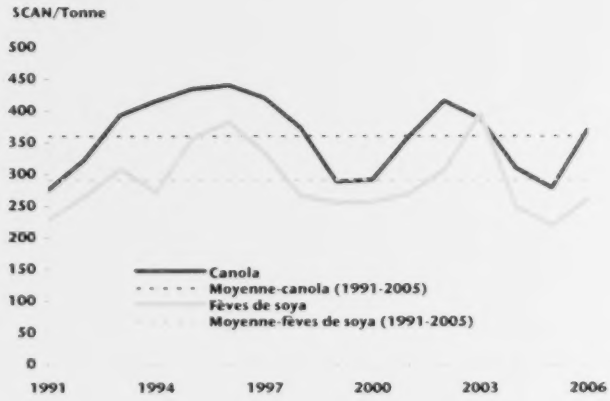
Source : AAC

- **En 2005, le prix des oléagineux a été ramené à son niveau le plus bas depuis 1991, mais il a augmenté en 2006.**

  Le prix du canola et de la fève de soya est demeuré en-deçà de la moyenne historique en 2006.

  L'incidence négative de la hausse de la valeur du dollar canadien sur le prix des oléagineux a été compensée dans une certaine mesure par l'augmentation du prix mondial de l'huile végétale.

Graphique C4.7
Le prix du canola et des fèves de soya au Canada, 1991-2006



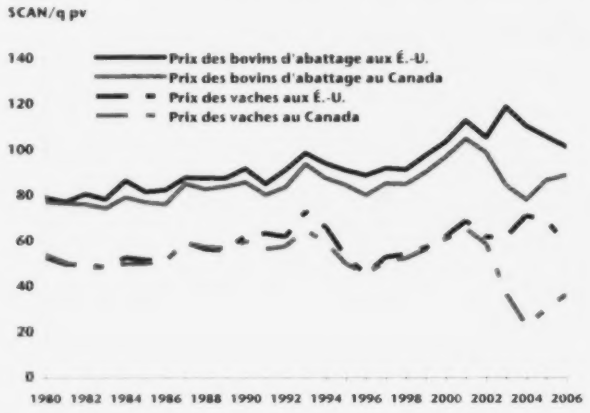
Source : AAC

L'augmentation du prix des céréales fourragères aura une incidence sur le marché à bestiaux également

- **Le prix du bétail est à la hausse.**

Le prix du bétail (sauf pour ce qui est des vaches) au Canada a été ramené à un prix plus normal par rapport aux États-Unis depuis juillet 2005, lorsque la frontière a été rouverte dans le cas des bovins de moins de 30 mois. Aux États-Unis, le prix des bouvillons s'est maintenu, mais il a été influencé par l'augmentation de la valeur du dollar canadien. Le prix des bouvillons d'engraissement a également été influencé par l'augmentation rapide du prix des aliments pour animaux.

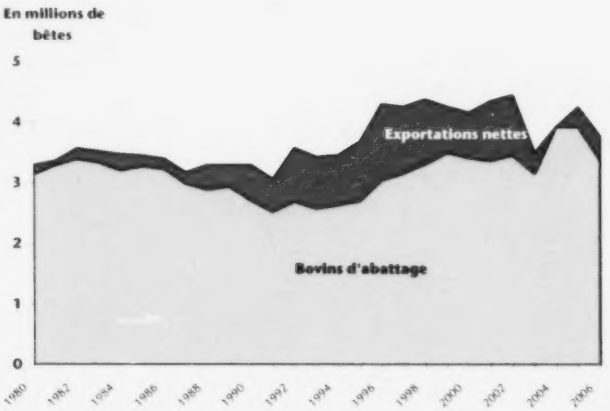
Graphique C4.8
Le cycle des prix du bétail, 1980-2006



Source : AAC
Nota : pv = poids vif

- **La commercialisation des bovins d'abattage est revenue au niveau d'avant la crise de l'ESB, alors que le taux d'abattage a augmenté au-delà du niveau de 2002.**

Graphique C4.9
Commercialisation des bovins d'abattage, 1980-2006



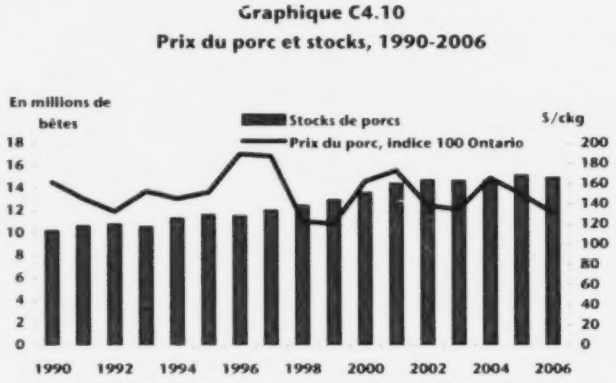
Source : AAC

L'augmentation du prix des aliments pour animaux a également eu une incidence sur l'industrie du porc et de la volaille

- **Les prix relativement peu élevés dans l'industrie porcine ont donné lieu à des inventaires relativement stables.**

  Les inventaires de porcs sont demeurés relativement stables depuis 2001, soit à peine plus de 14 millions de bêtes.

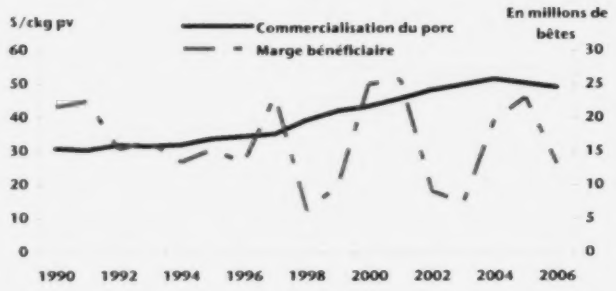
Graphique C4.10
Prix du porc et stocks, 1990-2006



Source : AAC

- **La baisse du taux de commercialisation des porcs depuis 2004 est attribuable à la diminution du prix du porc aux États-Unis, ainsi qu'à l'augmentation de la valeur du dollar canadien, à l'augmentation du prix des céréales fourragères et au syndrome de dépérissement postsevrage multi-systémique (SDPM) qui a touché l'industrie en Ontario et au Québec.**

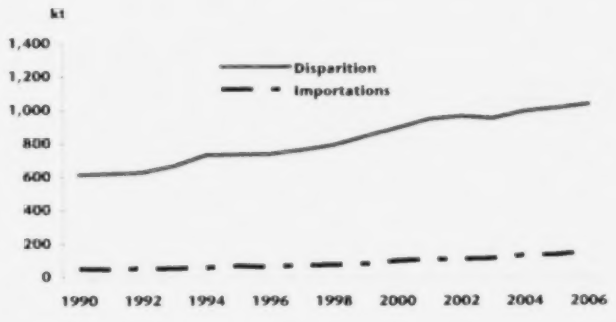
Graphique C4.11
Commercialisation du porc et marges bénéficiaires, 1990-2006



Source : AAC

- **La consommation apparente de la volaille continue d'augmenter au fil du temps et elle est attribuable en partie à l'augmentation de l'importation de volaille.**

Graphique C4.12
Consommation apparente de la volaille et importations, 1990-2006



Source : AAC

Les recettes des marchés agricoles ont légèrement augmenté en 2006, en raison de la situation sur le marché des produits de base

- **En 2006, les recettes des marchés agricoles représentaient 2,5 % de plus que la moyenne pour les cinq années précédentes.**

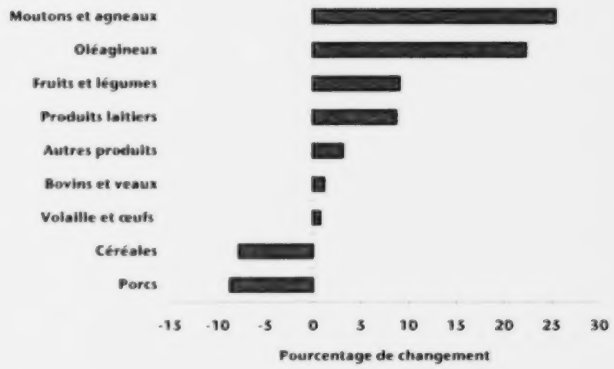
  L'industrie des bovins et des veaux récupère graduellement depuis la crise de l'ESB et les recettes des marchés ont augmenté de 1 % en 2006 par rapport à la moyenne pour les cinq années précédentes.

  Les recettes associées aux céréales et oléagineux ont diminué de 8 %, notamment en raison de l'augmentation de la valeur du dollar canadien.

  Les recettes des marchés ont également diminué de 9 % dans l'industrie porcine en 2006, en raison d'une diminution du prix du porc.

Graphique C4.13

Recettes des marchés agricoles par produit, en 2006, par rapport à la moyenne quinquennale



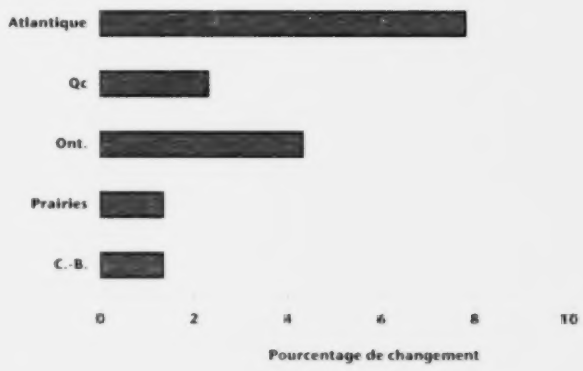
Source : Statistique Canada

- **Les recettes des marchés agricoles ont augmenté moins rapidement dans l'Ouest canadien, en raison de l'incidence de l'augmentation de la valeur du dollar canadien sur le prix des céréales et d'une croissance moins rapide pour ce qui est de la volaille et des œufs.**

  C'est dans les provinces de l'Atlantique que les recettes des marchés agricoles ont le plus augmenté par rapport à la moyenne pour les cinq années précédentes.

Graphique C4.14

Recettes des marchés agricoles par région, en 2006, par rapport à la moyenne quinquennale



Source : Statistique Canada

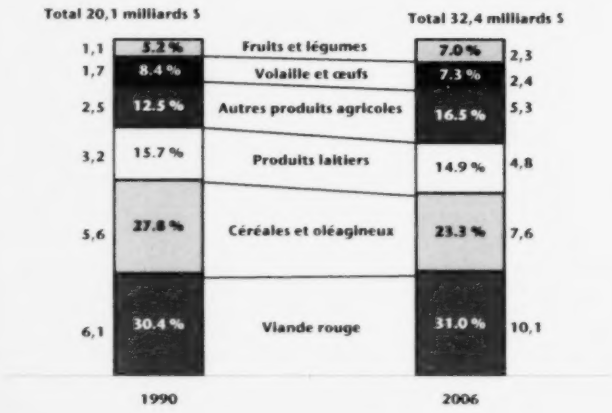
Le Canada produit un éventail de denrées agricoles et la combinaison varie selon la région

- **L'éventail varie à mesure que les producteurs diversifient leur production.**

En 2006, la viande rouge, les céréales, les oléagineux et les produits laitiers ont généré près de 70 % des recettes totales des marchés agricoles, soit une diminution de 4 % par rapport à 1990.

Depuis 1990, l'apport des céréales et oléagineux, des produits laitiers, de la volaille et des œufs par rapport aux recettes totales des marchés agricoles a diminué, alors que celui de la viande rouge, des fruits et légumes et d'autres denrées agricoles a augmenté.

Graphique C4.15
Recettes des marchés agricoles par produit, 1990 et 2006



Source : Statistique Canada

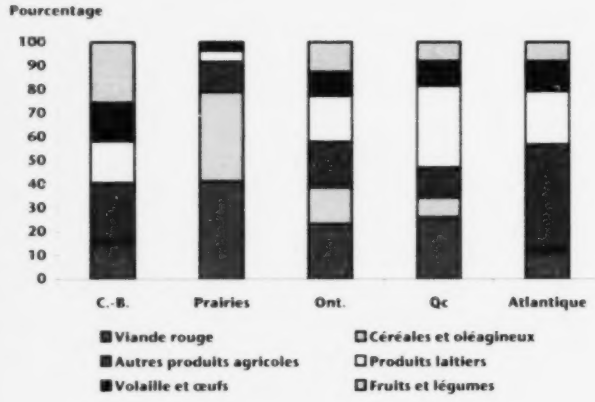
- **La combinaison de produits varie selon la province.**

Dans les Prairies, la viande rouge génère plus de recettes que les céréales et oléagineux.

Dans les provinces de l'Atlantique, les autres produits, notamment les cultures spéciales, ont généré environ 50 % des recettes des marchés agricoles en 2006.

Dans le centre du Canada, la viande rouge et les produits laitiers sont les principaux produits vendus.

Graphique C4.16
Recettes des marchés agricoles régionaux par catégorie de produit, 2006



Source : Statistique Canada

La diversification des produits est particulièrement évidente dans les Prairies

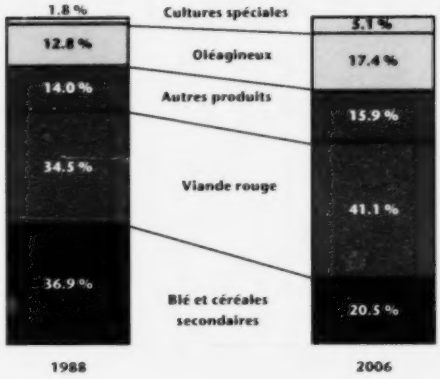
- **Dans les Prairies, les producteurs diversifient leur production, passant des céréales à d'autres produits.**

  La partie des recettes des marchés attribuables au blé et aux céréales secondaires a été ramenée de 37 % en 1988, à 21 % en 2006, alors que la partie attribuable à la viande rouge et aux oléagineux est passée de 35 % à 41 % et de 13 % à 17 % respectivement durant la même période.

  L'abolition de la *Loi sur le transport du grain de l'Ouest*, en 1995, a permis à la région de devenir plus concurrentielle sur le plan de la production porcine et de l'engraissement des bovins.

Graphique C4.17

Évolution des recettes des marchés agricoles dans la région des Prairies, par produit, 1988 et 2006



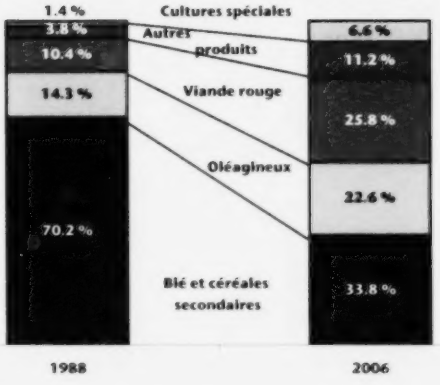
Source : Statistique Canada et AAC

- **La diversification au détriment des céréales est plus draconienne dans le cas des exportations des Prairies.**

  On a constaté une diminution notable de la part des gains attribuables aux exportations de blé et de céréales secondaires et une augmentation graduelle en ce qui a trait à la viande rouge.

Graphique C4.18

Évolution des exportations des Prairies, par produit, 1988 et 2006



Source : Statistique Canada et AAC

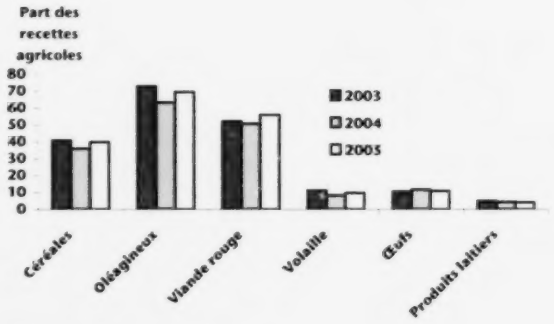
Certains secteurs sont plus axés sur les exportations que d'autres

- **Les producteurs de céréales et d'oléagineux et de viande rouge dépendent beaucoup des exportations.**

  En 2005, les producteurs de céréales et d'oléagineux et de viande rouge ont tiré 40 %, 70 % et 56 % respectivement de leurs revenus de l'exportation. Il s'agissait là d'une amélioration par rapport à l'année précédente.

  Les exportations de viande rouge ont augmenté après la diminution de 2003 et 2004 attribuable à l'ESB.

Graphique C4.19
Part des recettes agricoles provenant des exportations



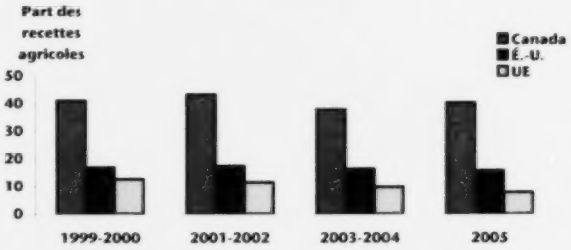
Source : Statistique Canada et AAC

Nota : On calcule la dépendance aux exportations en fonction des volumes de façon à annuler la différence entre le prix à l'exportation et le prix à la ferme. La dépendance à l'exportation des producteurs de céréales et d'oléagineux est calculée en fonction de l'année agricole; celle des producteurs laitiers est calculée en fonction de l'année laitière.

- **Les producteurs agricoles du Canada dépendent beaucoup plus des exportations que leurs homologues des États-Unis et de l'UE.**

  Environ 41 % de la production agricole du Canada a été exportée en 2005, comparativement à 16 % et 8 % respectivement dans le cas des États-Unis et de l'UE, respectivement.

Graphique C4.20
Part des recettes des marchés agricoles provenant des exportations, au Canada, aux États-Unis et dans les pays membres de l'UE, 1999-2005



Source : Statistique Canada, OCDE et AAC

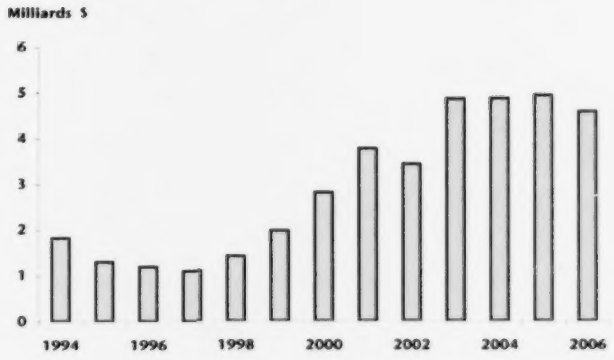
Nota : On calcule la dépendance aux exportations en fonction de la moyenne pondérée de la production des produits suivants, absorbée sur les marchés d'exportation : blé, céréales secondaires, oléagineux, bœuf, porcs, produits laitiers et volaille. Ces denrées représentent environ la moitié de la production agricole totale des pays membres de l'UE (25), 60 % de la production des É.-U. et 75 % de la production du Canada.

Les paiements de programme aident à surmonter la faiblesse des revenus

- **Les paiements de programme sont importants pour compenser les pertes nettes des agriculteurs.**

  Les paiements de programme ont diminué depuis le sommet atteint en 2005 et représentaient 4,6 milliards de dollars en 2006.

Graphique C4.21
Paiements de programme, 1994-2006

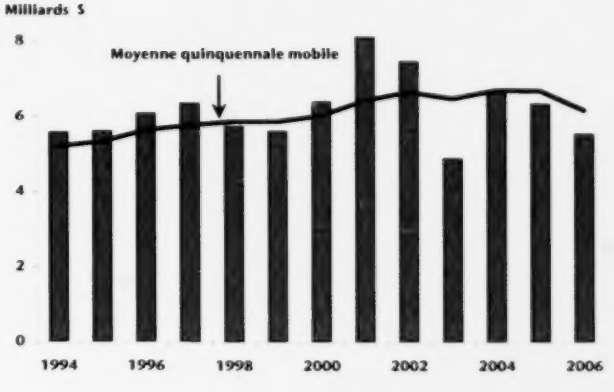


Source : Statistique Canada et AAC

- **Le revenu monétaire net pour l'ensemble du secteur de l'agriculture primaire a diminué pour une deuxième année consécutive en 2006.**

  Le revenu monétaire net pour l'ensemble du secteur de l'agriculture primaire a atteint 5,5 milliards de dollars en 2006, soit une diminution de 800 millions de dollars par rapport à l'année précédente. Cependant, la situation varie selon les producteurs, le type de produits, le niveau de spécialisation et de diversification, la taille de l'exploitation agricole et la situation financière.

Graphique C4.22
Revenu monétaire net, 1994-2006



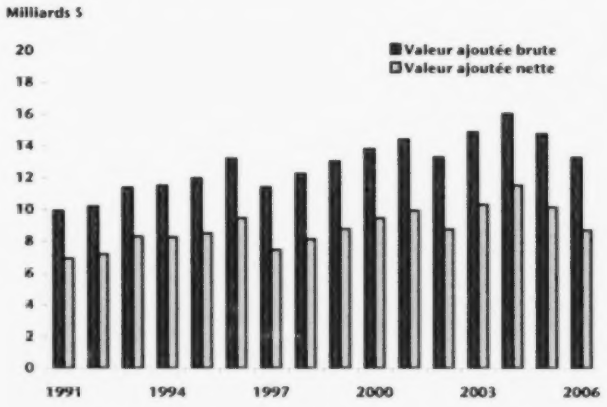
Source : Statistique Canada et AAC

La valeur ajoutée à l'agriculture augmente

- **La valeur ajoutée dans le secteur de l'agriculture a augmenté de façon générale au fur du temps mais elle a montré des signes de faiblesse en 2006.**

La valeur ajoutée brute et la valeur ajoutée nette dans le secteur de l'agriculture ont diminué de 10 % et de 14 % respectivement en 2006. Cette situation est attribuable en partie à l'augmentation des coûts de production et à la hausse de la valeur du dollar canadien.

Graphique C4.23
Valeur ajoutée à l'agriculture, 1991-2006



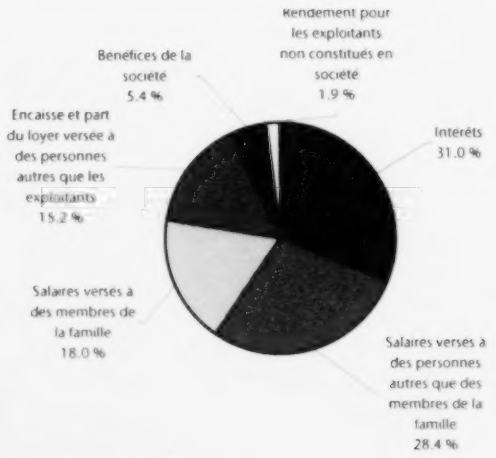
Source : Statistique Canada

- **Les salaires et traitements représentaient environ 61 % de la valeur ajoutée nette en 2005.**

Les profits des sociétés et le taux de rendement des exploitants agricoles non constitués en société représentaient environ 27 % de la valeur ajoutée nette en 2005.

Une proportion importante (12 %) de la valeur ajoutée était attribuable aux propriétaires fonciers qui n'exploitent pas eux-mêmes leurs terres.

Graphique C4.24
Répartition de la valeur ajoutée nette, 2006



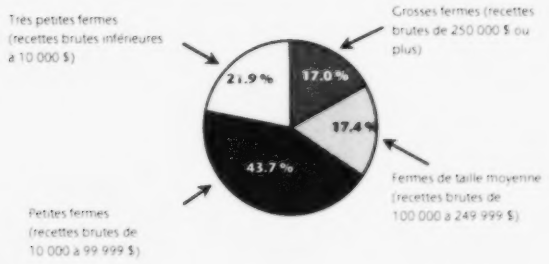
Source : Statistique Canada

Les grosses fermes génèrent la majeure partie de la production

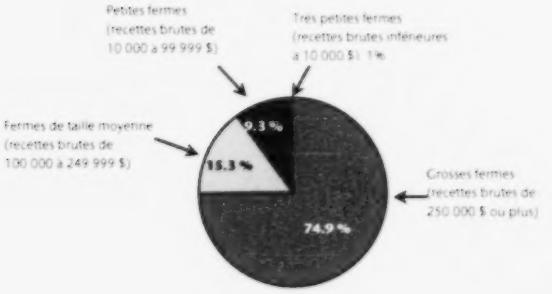
- **Seulement 17 % des fermes ayant participé au recensement sont de grosses fermes (ventes de 250 000 $ et plus), mais elles réalisent 75 % de la production agricole et perçoivent 59 % des paiements de programme.**

Les petites et moyennes fermes représentent 61 % des fermes du Canada, mais elles génèrent seulement 24 % de la production et perçoivent la quasi-totalité des 41 % de paiements de programme qui restent.

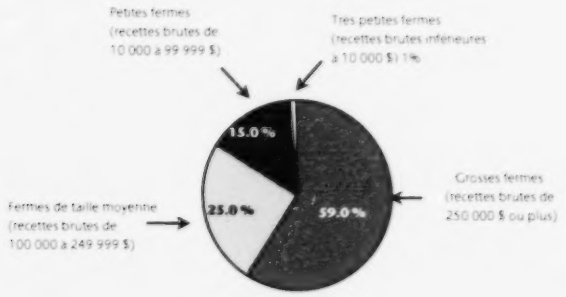
Graphique C4.25
Répartition des fermes selon leur taille, 2006



Répartition des fermes selon les revenus agricoles bruts, 2006



Répartition des paiments de programme directs selon la taille des fermes, 2006



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006 et estimations d'AAC

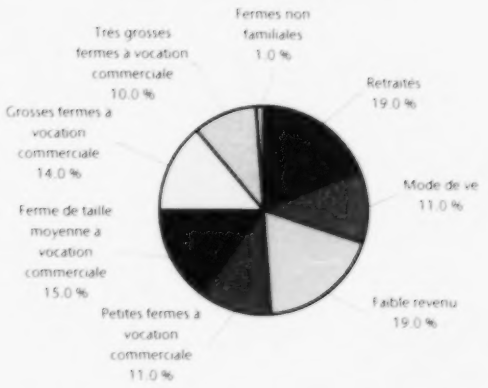
Les exploitants agricoles n'ont pas tous les mêmes motivations

Les fermes et les familles agricoles peuvent être classées en fonction de l'âge de l'exploitant, de la motivation commerciale et de la situation financière.

- Environ un tiers des fermes sont gérées par des retraités ou des personnes en quête d'un mode de vie différent.
- Dix-neuf pour cent (19 %) des fermes ont un revenu peu élevé, c'est-à-dire que le revenu familial total est inférieur à 35 000 $.
- Les autres fermes peuvent être classées en fonction de l'envergure de leurs activités, des petites aux très grosses fermes.
- Seulement quelques fermes sont des fermes non familiales.

Graphique C4.26

Répartition des fermes dont le montant des revenus agricoles bruts est égal ou supérieur à 10 000 $, selon le type de ferme, 2005



Source : Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, 2006

Type	Définitions
Petites fermes familiales (recettes brutes se situant entre 10 000 et 249 999 $)	
Retraités	Fermes dont les exploitants sont âgés de 65 ans et plus ou de 60 à 64 ans et qui touchent un revenu de pension. Les fermes exploitées par plusieurs générations d'une même famille sont exclues.
Mode de vie	Fermes familiales dont le revenu brut se situe entre 10 000 et 49 999 $ et fermes familiales ayant un revenu de 50 000 $ ou plus provenant de sources autres que des activités agricoles.
Faible revenu	Fermes familiales dont le revenu familial total est inférieur à 35 000 $.
Fermes à vocation commerciale	Fermes dont le revenu brut se situe entre 10 000 $ et 249 999 $ et qui ne font pas partie d'une des trois catégories ci-dessus.
Petites fermes à vocation commerciale	Fermes dont le revenu brut se situe entre 10 000 et 99 999 $.
Fermes de taille moyenne à vocation commerciale	Fermes dont le revenu brut se situe entre 100 000 et 249 999 $.
Grosses fermes familiales (recettes brutes de 250 000 $ ou plus)	
Grosses fermes à vocation commerciale	Fermes dont le revenu brut se situe entre 250 000 et 499 999 $.
Très grosses fermes à vocation commerciale	Fermes dont le revenu brut est égal ou supérieur à 500 000 $.
Fermes autres que les fermes familiales	**Fermes constituées en sociétés, coopératives ou organismes communautaires. Ces fermes incluent également les fermes détenues en fiducie.**

Nota : Les définitions ont changé par rapport aux années précédentes et ne sont pas directement comparables.

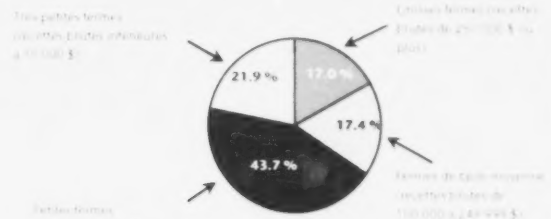
Les fermes d'agrément et les fermes ayant des revenus bruts inférieurs à 10 000 $ ne sont pas incluses dans cette répartition.

Les grosses fermes génèrent la majeure partie de la production

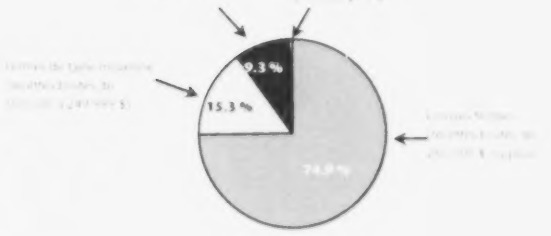
- **Seulement 17 % des fermes ayant participé au recensement sont de grosses fermes (ventes de 250 000 $ et plus), mais elles réalisent 75 % de la production agricole et perçoivent 59 % des paiements de programme.**

  Les petites et moyennes fermes représentent 61 % des fermes du Canada, mais elles génèrent seulement 24 % de la production et perçoivent la quasi-totalité des 41 % de paiements de programme qui restent.

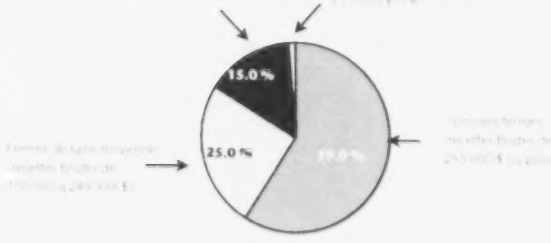
Graphique C4.25
Répartition des fermes selon leur taille, 2006



Répartition des fermes selon les revenus agricoles bruts, 2006



Répartition des paiments de programme directs selon la taille des fermes, 2006



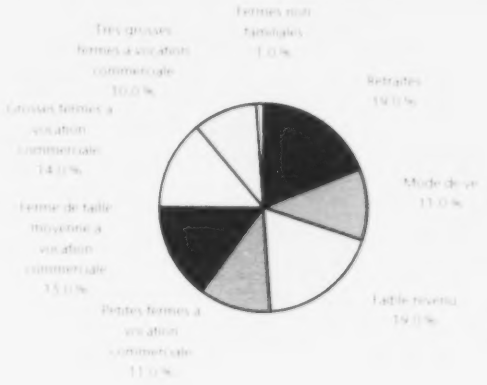
Les exploitants agricoles n'ont pas tous les mêmes motivations

Les fermes et les familles agricoles peuvent être classées en fonction de l'âge de l'exploitant, de la motivation commerciale et de la situation financière.

- Environ un tiers des fermes sont gérées par des retraités ou des personnes en quête d'un mode de vie différent.
- Dix-neuf pour cent (19 %) des fermes ont un revenu peu élevé, c'est-à-dire que le revenu familial total est inférieur à 35 000 $.
- Les autres fermes peuvent être classées en fonction de l'envergure de leurs activités, des petites aux très grosses fermes.
- Seulement quelques fermes sont des fermes non familiales.

Graphique C4.26

Répartition des fermes dont le montant des revenus agricoles bruts est égal ou supérieur à 10 000 $, selon le type de ferme, 2005



Source : Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, 2006.

Type	Définition
Petites fermes familiales (recettes brutes se situant entre 10 000 et 249 999 $)	
Retraités	Fermes dont les exploitants sont âgés de 65 ans et plus ou de 60 à 64 ans et qui touchent un revenu de pension. Les fermes exploitées par plusieurs générations d'une même famille sont exclues.
Mode de vie	Fermes familiales dont le revenu brut se situe entre 10 000 et 49 999 $ et fermes familiales ayant un revenu de 50 000 $ ou plus provenant de sources autres que des activités agricoles.
Faible revenu	Fermes familiales dont le revenu familial total est inférieur à 35 000 $.
Fermes à vocation commerciale	Fermes dont le revenu brut se situe entre 10 000 $ et 249 999 $ et qui ne font pas partie d'une des trois catégories ci-dessus.
Petites fermes à vocation commerciale	Fermes dont le revenu brut se situe entre 10 000 et 99 999 $.
Fermes de taille moyenne à vocation commerciale	Fermes dont le revenu brut se situe entre 100 000 et 249 999 $.
Grosses fermes familiales (recettes brutes de 250 000 $ ou plus)	
Grosses fermes à vocation commerciale	Fermes dont le revenu brut se situe entre 250 000 et 499 999 $.
Très grosses fermes à vocation commerciale	Fermes dont le revenu brut est égal ou supérieur à 500 000 $.
Fermes autres que les fermes familiales	Fermes constituées en sociétés, coopératives ou organismes communautaires. Ces fermes incluent également les fermes détenues en fiducie.

Note : Les définitions ont été établies par rapport aux années où les données ne sont pas directement comparables.
Les fermes d'agrément et les fermes ayant des revenus bruts inférieurs à 10 000 $ ne sont pas prises dans les calculs.

Les exploitants agricoles ont des objectifs commerciaux différents

- **Les principaux objectifs commerciaux des producteurs varient.**

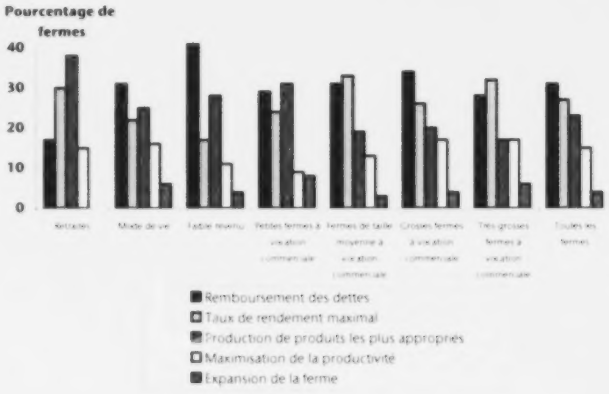
  D'après le sondage national sur le renouveau mené en 2004, le remboursement des dettes est l'objectif le plus important pour les exploitants agricoles en quête d'un nouveau mode de vie, les exploitants agricoles ayant un revenu peu élevé et les grosses fermes à vocation commerciale.

  Le principal objectif commercial des fermes de taille moyenne et des grosses fermes est le rendement.

  La fabrication des produits les plus appropriés est considérée comme l'objectif commercial le plus important dans le cas des retraités et des petites fermes à vocation commerciale.

Graphique C4.27

Principaux objectifs des exploitants agricoles canadiens, 2004



Source : AAC, Enquête nationale sur le renouveau, 2004
Nota : Fermes ayant un revenu brut de 10 000 $ ou plus.

- **Le revenu d'exploitation net moyen (revenu agricole brut moins les dépenses d'exploitation totales) était de 30 050 $ par ferme en 2005. Si l'on tient compte de la déduction pour amortissement (DPA), le revenu agricole n'était que de 17 189 $ par ferme.**

  Le revenu d'exploitation net moyen variait entre 89 $ dans le cas des petites fermes et plus de 300 000 $ dans le cas des fermes ayant des revenus agricoles bruts d'un million de dollars ou plus en 2005.

  La DPA ou les frais d'amortissement entraînent une réduction des revenus d'exploitation nets de l'ordre de 50 % environ pour la plupart des catégories de revenu. La DPA a beaucoup moins d'incidence sur les fermes ayant des revenus d'un million de dollars et plus que sur les petites fermes.

Graphique C4.28

Revenu d'exploitation net moyen, par catégorie de revenu, 2005

Source : Statistique Canada, Base de données complètes sur les exploitations agricoles
Nota : Fermes ayant des revenus bruts de 10 000 $ ou plus

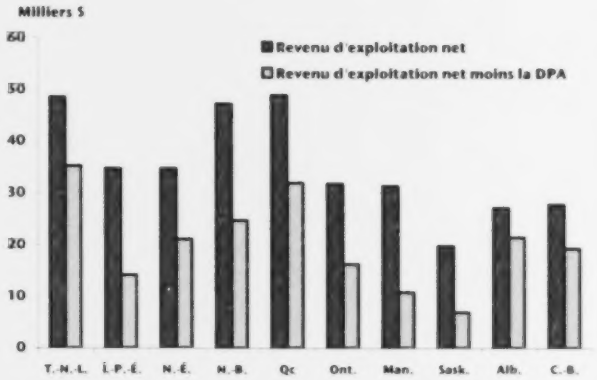
Le revenu agricole varie également selon la province et le type de ferme

- **C'est au Québec et à Terre-Neuve et-Labrador que le revenu d'exploitation moyen est le plus élevé.**

  Le revenu d'exploitation net des fermes variait entre 20 000 $ en Saskatchewan et 49 000 $ au Québec en 2005.

  Si l'on tient compte de la DPA, le revenu d'exploitation net moyen variait entre 7 000 $ environ en Saskatchewan et 35 000 $ à Terre-Neuve et-Labrador en 2005.

Graphique C4.29
Revenu d'exploitation net par province, 2005



Source : Statistique Canada, Base de données complètes sur les exploitations agricoles

Nota : Fermes ayant un revenu brut de 10 000 $ ou plus.

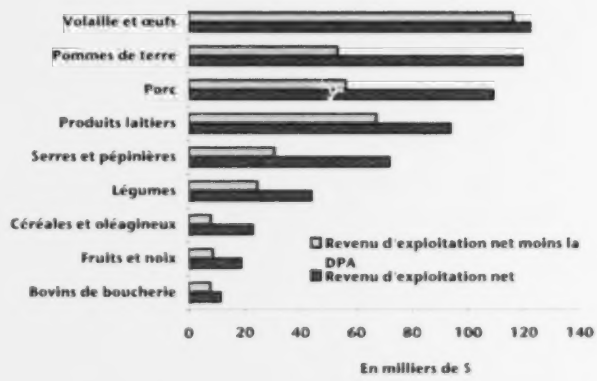
- **Les producteurs de volaille et d'œufs, de pommes de terre et de porc avaient le revenu d'exploitation net le plus élevé en 2005.**

  Le revenu d'exploitation net moyen des producteurs de pommes de terre est toutefois beaucoup moins élevé si l'on tient compte de la DPA (il est ramené de 120 000 $ environ à 53 000 $).

  Les éleveurs de bœufs sont ceux qui avaient le revenu d'exploitation net le moins élevé en 2005.

Graphique C4.30

Revenu d'exploitation net moyen selon le type de ferme, 2005



Source : Statistique Canada, Base de données complètes sur les exploitations agricoles

Nota : Fermes ayant un revenu brut de 10 000 $ ou plus.

La proportion des revenus d'appoint par rapport au revenu total d'un exploitant varie également selon la province et selon le type de ferme

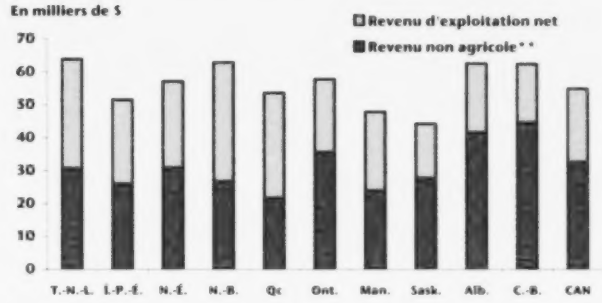
- **En 2005, le revenu agricole moyen était de 54 700 $, dont 60 % provenant d'activités non agricoles.**

  Les exploitants agricoles de Terre-Neuve-et-Labrador, du Nouveau-Brunswick, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique ont déclaré des revenus moyens supérieurs à 60 000 $, alors que ceux du Manitoba et de la Saskatchewan ont déclaré les revenus les moins élevés.

  Exception faite de Terre-Neuve-et-Labrador, du Nouveau-Brunswick et du Québec, les revenus d'appoint représentaient une proportion plus élevée du revenu total des exploitants agricoles dans toutes les provinces.

Graphique C4.31

Revenu moyen des exploitants agricoles*, selon la source de revenu et la province, 2005



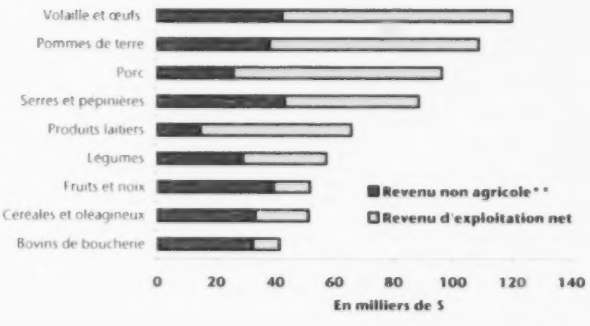
Source : Statistique Canada, Base de données complètes sur les exploitations agricoles
Nota : *Fermes ayant un revenu brut de 10 000 $ ou plus.
**Inclut les salaires et traitements (associés à des activités agricoles ou non), les revenus nets d'un travail indépendant non lié à l'agriculture, les revenus de placements, les revenus de pension et autres revenus non liés à l'agriculture mais exclut les gains en capital imposables.

- **En 2005, les producteurs de volaille, d'œufs et de pommes de terre ont déclaré des revenus moyens supérieurs à 100 000 $, dont à peu près 37 % de revenus tirés d'activités non agricoles.**

  Par contre, les éleveurs de bœufs ont déclaré les revenus les moins élevés, soit 41 600 $ et environ 75 % de revenus provenant d'activités non agricoles.

Graphique C4.32

Revenu moyen des exploitants agricoles*, selon la source de revenu et le type de ferme, 2005



Source : Statistique Canada, Base de données complètes sur les exploitations agricoles
Nota : *Fermes ayant un revenu brut de 10 000 $ ou plus.
**Inclut les salaires et traitements (agricoles ou non), les revenus nets tirés d'un travail indépendant non lié à l'agriculture, les revenus de placement, les revenus de pension et autres revenus non liés à l'agriculture, mais exclut les gains en capital imposables.

Le revenu agricole varie selon le type de ferme pour une même catégorie de revenu

- **Les exploitants agricoles à faible revenu et les exploitants agricoles en quête d'un mode de vie différent ont déclaré un revenu d'exploitation net négatif en 2005, alors que tous les autres types d'exploitants ont déclaré des revenus d'exploitation nets positifs.**

Graphique C4.33
Données liées à la typologie des fermes, 2005

Catégorie de revenu	Typologie	Nombre de fermes	Revenu brut* (A)	Dépenses d'exploitation totales (B)	Part des paiements de programme attribuable à la famille** (C)	Revenu net du marché attribuable à la famille*** (D)	Salaires et traitements versés à des membres de la famille (E)	Revenu d'appoint (F)	Revenu familial total (G=C+D+E+F)
Petites fermes familiales (revenu brut se situant entre 10 000 et 249 999 $)	**Retraités**	27,596	58,161	51,787	6,953	-784	1,546	35,506	43,221
	Mode de vie	15,637	25,390	30,891	2,821	-8,285	746	98,824	94,106
	Faible revenu	28,406	78,152	88,340	9,698	-19,863	2,142	15,094	7,070
	Petites fermes à vocation commerciale	16,541	61,309	50,170	9,041	1,839	1,884	61,575	74,340
	Fermes de taille moyenne à vocation commerciale	22,587	166,108	125,979	18,512	20,622	7,378	42,215	88,728
	Ensemble des fermes	**110,767**	**81,144**	**73,099**	**9,743**	**-1,979**	**2,825**	**44,471**	**55,060**
Grosses fermes familiales (revenu brut de 250 000 $ ou plus)	**Grosses fermes à vocation commerciale**	20,617	343,186	290,036	31,433	18,464	15,281	29,864	95,042
	Très grosses fermes à vocation commerciale	14,531	1,176,441	998,962	53,974	103,642	41,610	40,088	239,315
	Ensemble des fermes	**35,147**	**687,675**	**583,124**	**40,752**	**53,679**	**26,166**	**34,091**	**154,688**

Source : Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes de 2006

Nota : * Les revenus agricoles bruts incluent les paiements de programme.

** La part du ménage est axée sur la part appartenant à un particulier ou à la famille.

*** Excluent les fermes communautaires.

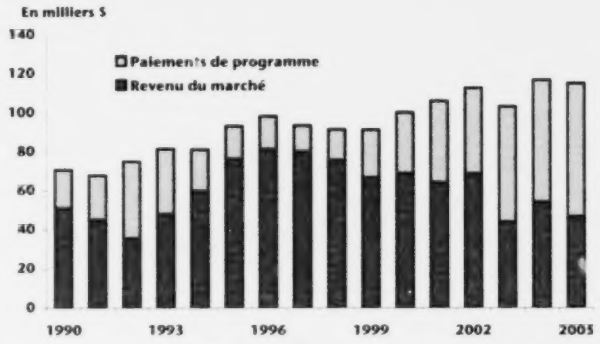
Les revenus d'exploitation des grosses fermes ont augmenté grâce aux paiements de programme, qui permettent de combler le manque à gagner

- **Les revenus d'exploitation nets sont passés de 71 000 $ à 115 000 $ dans le cas des fermes ayant des revenus bruts de 250 000 $ ou plus entre 1990 et 2005.**

  Cependant, les revenus de ce type de fermes ont fluctué et ont été ramenés à 47 000 $ environ en 2005, après avoir atteint un sommet de 81 000 $ en 1996.

Graphique C4.34

Revenu moyen du marché et paiements de programme dans le cas des fermes ayant un revenu brut de 250 000 $ ou plus, 1990-2005



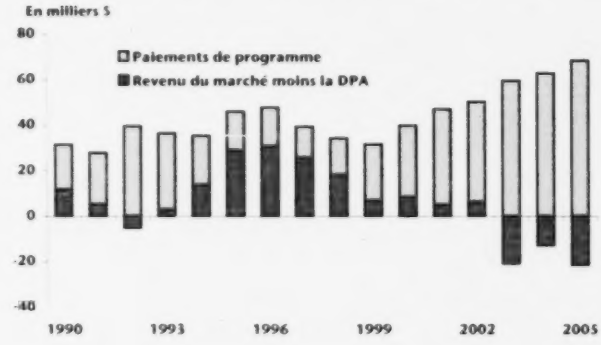
Source : Statistique Canada, Base de données complètes sur les exploitations agricoles

- **Les paiements de programme contribuent au maintien de la viabilité à long terme du secteur de l'agriculture.**

  Les paiements de programme reçus par les exploitants agricoles ayant des revenus de 250 000 $ ou plus ont triplé entre 1995 et 2005.

Graphique C4.35

Revenu moyen du marché, moins la DPA et les paiements de programme, dans le cas des fermes ayant un revenu brut de 250 000 $ ou plus, 1990-2005



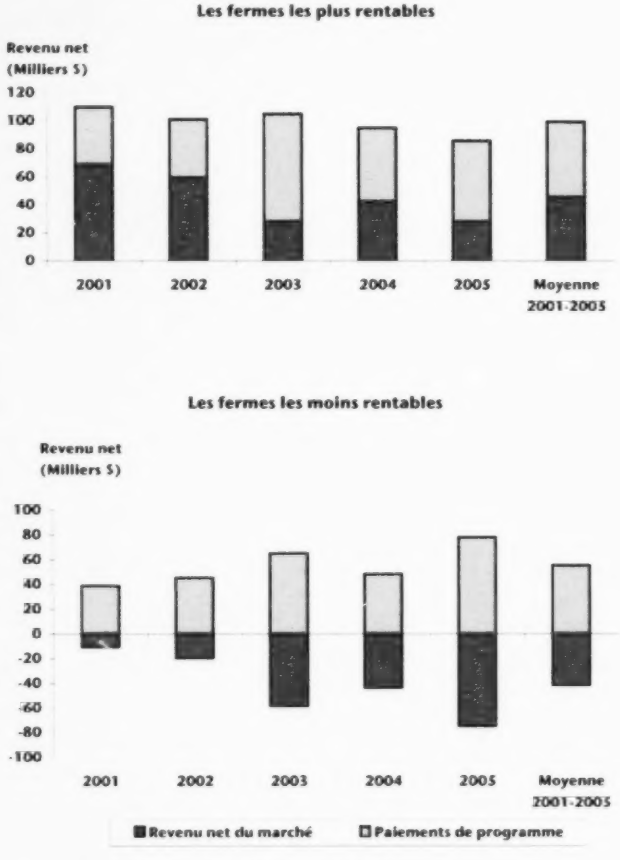
Source : Statistique Canada, Base de données complètes sur les exploitations agricoles

Le rendement financier des fermes varie selon les compétences en gestion des exploitants agricoles et ce, même au sein d'une même catégorie de revenu

- **Le rendement financier varie selon l'exploitant agricole, même dans le cas des producteurs ayant une exploitation agricole de même taille et qui fabriquent les mêmes produits.** Ces écarts sur le plan du rendement existent depuis toujours.

  Les fermes très rentables génèrent toujours des profits, quelles que soient les conditions du marché, et tirent presque la moitié de leur revenu du marché.

Graphique C4.36
Revenu net des producteurs de céréales et d'oléagineux de la Saskatchewan dont le revenu se situe entre 250 000 et 500 000 $, 2001-2005



Les fermes peu rentables sont toujours déficitaires et elles comptent énormément sur des paiements de programme élevés.

Source : Base de données CSRN/PCSRA et calculs d'AAC

Nota : On a classé les exploitations selon le revenu net moyen pour une période de cinq ans. Les graphiques visent les trois groupes et ce classement moyen.
On a ensuite recueilli, pour chacune des cinq années visées, les données relatives aux producteurs inclus dans chaque échantillon.

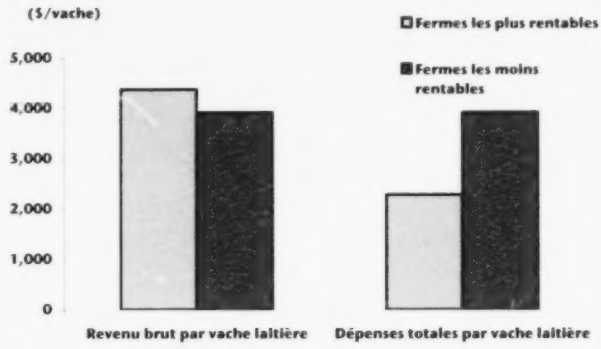
Le contrôle des coûts est particulièrement important pour assurer le rendement financier d'une ferme et il varie même au sein d'une même catégorie de revenu

- **Les fermes très rentables maximisent leurs revenus et contrôlent leurs coûts.**

  Par exemple, les fermes laitières très rentables dégagent des revenus plus élevés par bête et engagent des dépenses moins élevées que les fermes laitières peu rentables.

Graphique C4.37

Revenus et dépenses des fermes laitières, 2005



Source : Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes de 2006

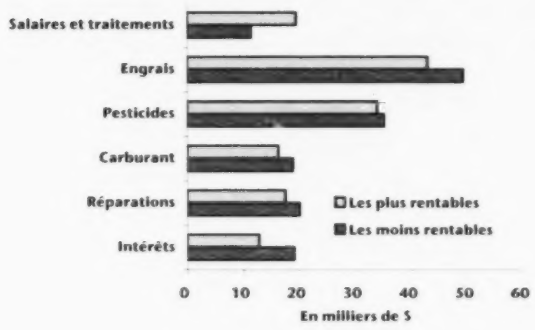
Nota : Les fermes les plus rentables et les fermes les moins rentables représentent les 20 % supérieurs et inférieurs respectivement, selon la marge d'exploitation. Fermes ayant un revenu brut de 10 000 $ ou plus.

- **Le contrôle des coûts tend à réduire tous les types de dépenses agricoles.**

  Les fermes très rentables ont des dépenses moyennes inférieures aux fermes peu rentables et ce, pour toutes les catégories de dépenses, sauf pour ce qui est des salaires et traitements.

Graphique C4.38

Dépenses moyennes des producteurs de céréales et d'oléagineux de la Saskatchewan dont le revenu se situe entre 250 000 $ et 500 000 $, 2001-2005



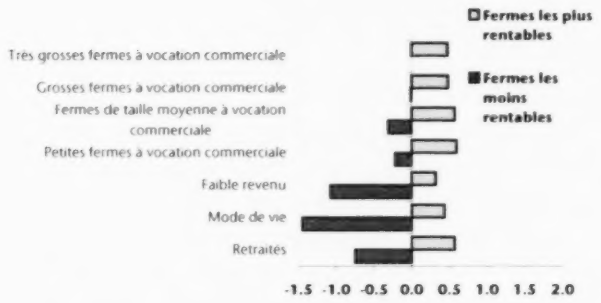
Source : Base de données CSRN/PCSRA et calculs d'AAC

Nota : Les fermes ayant le meilleur et le moins bon rendement représentent les 20 % supérieurs et inférieurs respectivement.

La taille d'une ferme ne limite pas son rendement financier

- **Les fermes très rentables génèrent une marge bénéficiaire brute comparable à celle des fermes très rentables d'autres catégories.**

Graphique C4.39
Ratios de marge bénéficiaire brute des fermes les plus rentables et les moins rentables, selon le type de ferme, 2005



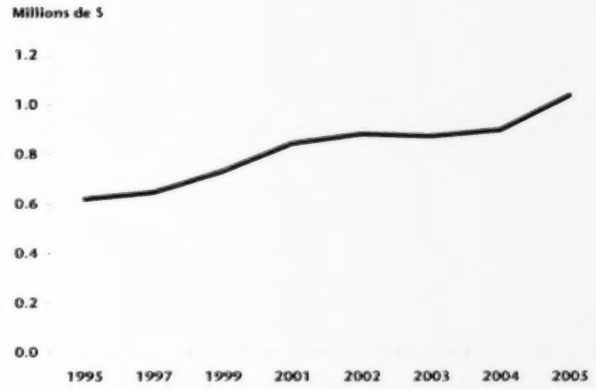
Source : Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes de 2006
Nota : Fermes ayant un revenu brut de 10 000 $ ou plus.
Les ratios de marge bénéficiaire brute désignent le coefficient du revenu d'exploitation net par rapport aux revenus agricoles bruts.
Les fermes les plus rentables et les moins rentables représentent les 20 % supérieurs et inférieurs respectivement, selon la marge d'exploitation.

La situation financière des fermes tient compte des revenus et de la valeur nette

- **La valeur nette des fermes a légèrement diminué en 2003, puis elle a recommencé à augmenter.**

  En 2005, la valeur nette moyenne des fermes était de 1 035 950 $, soit une hausse de 15 % par rapport à 2004.

Graphique C4.40
Valeur nette moyenne des fermes, 1995-2005

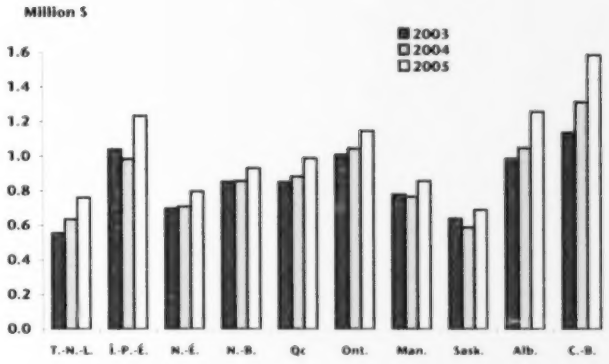


Source : Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, plusieurs années
Nota : Fermes ayant un revenu brut de 10 000 $ ou plus.

- **La valeur nette moyenne a augmenté dans toutes les provinces en 2005 par rapport à 2004.**

  La valeur nette moyenne a augmenté plus rapidement en Colombie-Britannique que dans toute autre province, notamment en raison de l'augmentation de la valeur des terres en Colombie-Britannique.

Graphique C4.41
Valeur nette moyenne des fermes, par province, 2003-2005



Source : Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, plusieurs années
Nota : Fermes ayant un revenu brut de 10 000 $ ou plus.

La valeur nette varie également selon le type de ferme

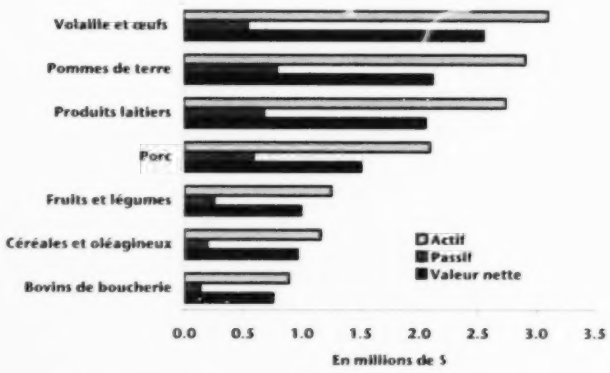
- **Les producteurs de pommes de terre et de volaille, les producteurs laitiers et les éleveurs de porcs ont généralement une valeur nette plus élevée (entre 1,5 et 2,6 millions de dollars en 2005).**

Les éleveurs de bœuf sont ceux qui ont le moins d'éléments d'actif et de passif et la valeur nette la moins élevée en moyenne.

Les producteurs de pommes de terre sont ceux qui ont la dette la plus élevée (792 200 $ par ferme); ils sont suivis des producteurs laitiers, des éleveurs de porc et des producteurs de volaille, dont la dette atteignait 684 010 $, 588 515 $ et 548 400 $ respectivement.

Graphique C4.42

Actif, passif et valeur nette moyens selon le type de ferme, 2005



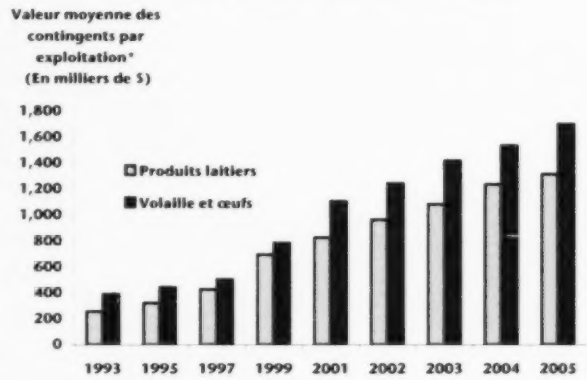
Source : Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, 206
Nota : Fermes ayant un revenu brut de 10 000 $ ou plus.

- **La valeur des contingents dans le cas des industries soumises à la gestion de l'offre a augmenté considérablement ces dernières années.**

En 2005, les fermes laitières avaient des contingents de 1,3 million de dollars environ et les producteurs de volaille avaient des contingents de 1,7 million de dollars environ, ce qui représentait 48 % et 55 % de leur valeur nette respectivement. Cette tendance est attribuable à l'augmentation de la valeur des contingents par animal et à l'augmentation du nombre d'animaux par ferme.

Graphique C4.43

Valeur moyenne du contingent des fermes soumises à la gestion de l'offre, 1993-2005



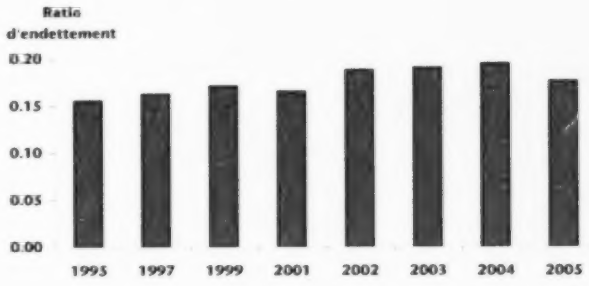
Source : Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, plusieurs années
Nota : *Fermes ayant un revenu brut de 10 000 $ ou plus.

Les ennuis financiers des fermes sont attribuables aux mouvements d'encaisse et au ratio d'endettement

- **Le ratio d'endettement est demeuré relativement stable pour tous les types de fermes.**

  Le ratio d'endettement variait entre 15,5 % et 19,4 % entre 1995 et 2005.

Graphique C4.44
Ratio d'endettement* des fermes du Canada, 1995-2005

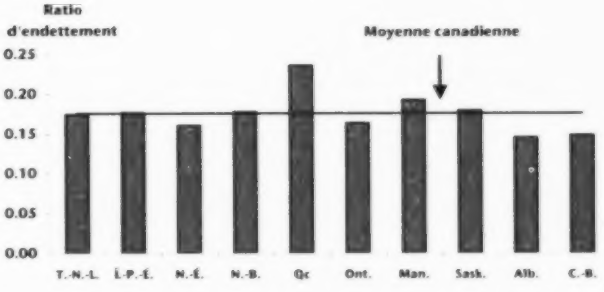


Source : Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, plusieurs années
Nota : *Moyenne par ferme, fermes ayant un revenu brut de 10 000 $ ou plus.

- **Le ratio d'endettement varie selon la province.**

  C'est au Québec que le ratio d'endettement est le plus élevé (23,6 %), en raison de la prédominance des produits soumis à la gestion de l'offre et de l'élevage de porcs. C'est en Alberta que le ratio d'endettement était le moins élevé en 2005 (14,5 %), en raison de la valeur plus élevée des éléments d'actif.

Graphique C4.45
Ratio d'endettement*, par province, 2005

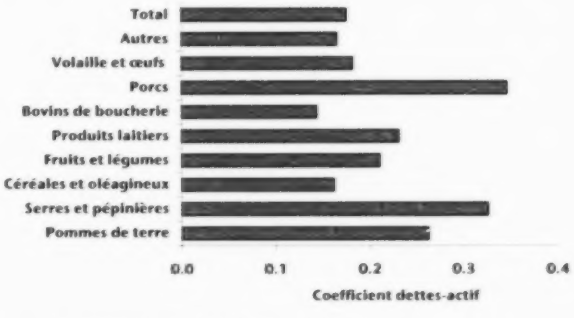


Source : Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, 2006
Nota : *Moyenne par ferme, fermes ayant un revenu brut de 10 000 $ ou plus.

- **Le ratio d'endettement varie également selon le type de ferme.**

  Les éleveurs de porcs et les exploitants de serres et pépinières sont ceux qui avaient le ratio d'endettement le plus élevé en 2005, soit 34,6 % et 32,6 % respectivement.

Graphique C4.46
Ratio d'endettement selon le type de ferme, 2005



Source : Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, 2006
Nota : *Moyenne par ferme, fermes ayant un revenu brut de 10 000 $ ou plus.

La vaste majorité des fermes (90,2 %) n'avaient aucun ennui financier

- **En 2005, une faible proportion de fermes (7,9 %) avaient de sérieux ennuis financiers, alors que 1,9 % des fermes avaient des ennuis financiers moyens.**

Graphique C4.47

Ennuis financiers*, 2005

Catégorie de revenu	Avoir net, en pourcentage			
	Moins de 50 %	50 %-75 %	Plus de 75 %	Avoir net total
Moins de 20 000 $	2.9%	4.1%	15.1%	22.2%
20 000 à 35 000 $	0.9%	1.9%	10.0%	12.7%
Plus de 35 000 $	4.5%	13.0%	47.6%	65.1%
Toutes les catégories	8.3%	19.1%	72.6%	100.0%

Légende : Risque majeur
Risque moyen

Source : Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, 2006

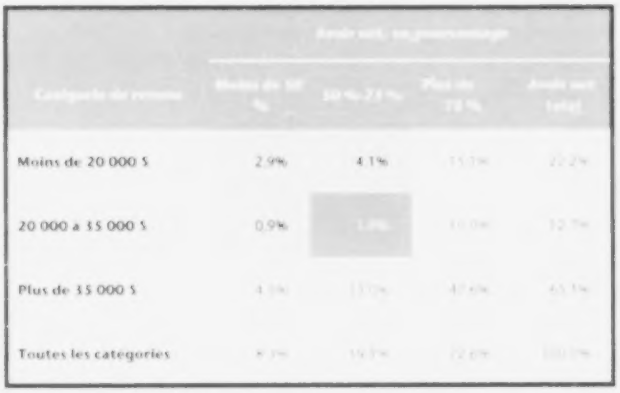
Nota : *Fermes ayant un revenu brut de 10 000 $ ou plus, à l'exclusion des coopératives et des fermes communautaires

La vaste majorité des fermes (90,2 %) n'avaient aucun ennui financier

- **En 2005, une faible proportion de fermes (7,9 %) avaient de sérieux ennuis financiers, alors que 1,9 % des fermes avaient des ennuis financiers moyens.**

Graphique C4.47

Ennuis financiers*, 2005



Le revenu moyen des familles agricoles, qui permet de mesurer le revenu total d'une famille agricole, varie également selon la province et selon le type de ferme

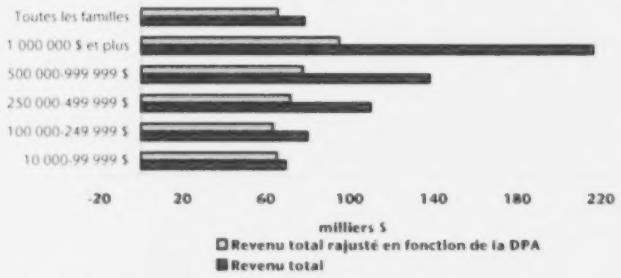
- **Le revenu moyen des familles agricoles dans le cas des fermes non constituées en société était de 78 252 $ en 2004. Après la déduction pour amortissement (DPA), il était de 65 364 $.**

  Le revenu moyen des familles agricoles varie entre 69 500 $ dans le cas fermes ayant des revenus bruts se situant entre 10 000 et 99 999 $ et 216 500 $ dans le cas des fermes dont le chiffre d'affaires est égal ou supérieur à un million de dollars.

  Après la DPA, les différences entre les catégories de revenu diminuent considérablement.

Graphique C4.48

Revenu moyen des familles agricoles selon la catégorie de revenu, 2004



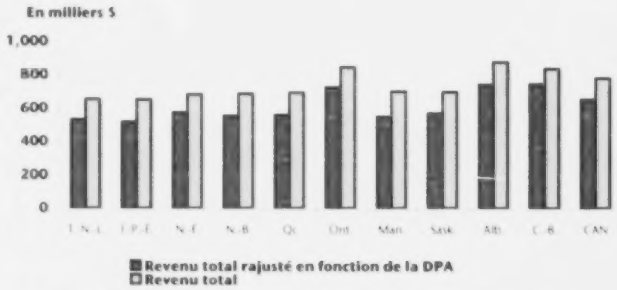
Source : Statistique Canada, Base de données complètes sur les exploitations agricoles
Nota : Les fermes non constituées en société ayant un revenu brut de 10 000 $ ou plus. À l'exclusion des gains en capital imposables.

- **Les familles agricoles de l'Alberta, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique ont généralement des revenus supérieurs à la moyenne canadienne.**

  Les familles agricoles de l'Île-du-Prince-Édouard sont celles qui avaient les revenus les moins élevés en moyenne en 2004.

Graphique C4.49

Revenu moyen des familles agricoles, par province, 2004



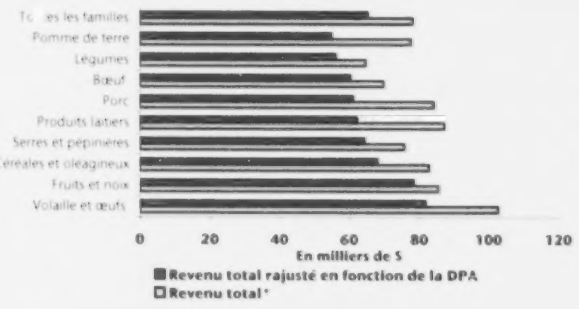
Source : Statistique Canada, Base de données complètes sur les exploitations agricoles
Nota : Fermes non constituées en société ayant un revenu brut de 10 000 $ ou plus. À l'exclusion des gains en capital imposables.

- **Les producteurs de volaille et d'œufs, de fruits et de noix, ainsi que de céréales et d'oléagineux ont déclaré un revenu familial moyen supérieur à la moyenne canadienne en 2004.**

  L'incidence de la DPA varie selon le type de ferme. Les fermes à forte intensité de capital, notamment les producteurs laitiers, les éleveurs de porcs et les producteurs de céréales et d'oléagineux, déduisent généralement un montant plus élevé que d'autres fermes au titre de la DPA.

Graphique C4.50

Revenu moyen des familles agricoles selon le type de ferme, 2004



Source : Statistique Canada, Base de données complètes sur les exploitations agricoles
Nota : Fermes non constituées en société ayant un revenu brut de 10 000 $ ou plus. À l'exclusion des gains en capital imposables.

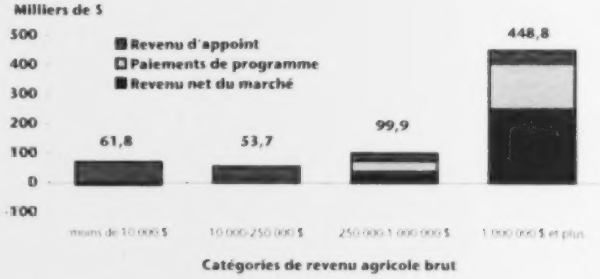
Les revenus non tirés d'une activité agricole représentent une partie importante des revenus des familles agricoles

- **Les familles ayant de plus petites fermes dépendent plus des revenus non tirés d'une activité agricole.**

Dans le cas des plus petites fermes, les revenus non tirés d'une activité agricole et les paiements de programme suffisent à compenser leur revenu net négatif.

Graphique C4.51

Revenu moyen des familles agricoles par source de revenu, pour quatre catégories de revenu, 2005



Source: CADMS (microsimulation dynamique de l'agriculture canadienne) et calculs d'AAC

Les familles agricoles de Terre-Neuve-et-Labrador sont celles qui ont le plus de revenus non tirés d'une activité agricole, soit 91 %; elles sont suivies de celles de la Colombie-Britannique (88 %) et de l'Ontario (83 %).

Une proportion considérablement moins élevée du revenu familial total provenait d'activités non agricoles au Québec et au Manitoba, soit 62 % et 69 % respectivement.

Graphique C4.52

Revenu d'appoint et revenu net d'exploitation des familles agricoles, par province, 2004

	Revenu d'appoint total	Revenu du marché	Paiements de programme	Revenu d'appoint en pourcentage du revenu total
CANADA	**61,670**	**2,670**	**13,910**	**79 %**
T.-N.-L.	58,030	1,540	4,130	91 %
Î.-P.-É.	52,410	-380	12,340	81 %
N.-É.	49,390	11,900	6,580	73 %
N.-B.	49,950	9,610	8,870	73 %
Qc	43,200	6,180	20,160	62 %
Ont.	69,870	6,650	8,130	83 %
Man.	48,670	7,670	13,820	69 %
Sask.	56,790	-3,960	16,950	81 %
Alb.	72,270	-290	15,700	82 %
C.-B.	73,430	4,530	5,940	88 %

Source : Statistique Canada, Base de données complètes sur les exploitations agricoles
Nota : Fermes ayant des revenus bruts de 10 000 $ ou plus.
À l'exclusion des gains en capital imposables.

- **La proportion de revenus non tirés d'une activité agricole par rapport au revenu familial varie également selon le type de ferme.**

Les éleveurs de bœuf et les producteurs de fruits et de noix sont ceux qui ont le plus de revenus non tirés d'une activité agricole, soit 89 % et 86 % respectivement. Les familles agricoles produisant des céréales et oléagineux, ainsi que les exploitants de serres et pépinières, suivaient de près, avec 78 % dans chaque cas.

Les producteurs laitiers ont beaucoup moins de revenus provenant d'activités non agricoles.

Graphique C4.53

Revenu d'appoint et revenu d'exploitation net des familles agricoles, selon le type de ferme, 2004

	Revenu d'appoint total	Revenu du marché	Paiements de programme	Revenu d'appoint en pourcentage du revenu total
Céréales et oléagineux	64,730	3,450	14,700	78 %
Pomme de terre	53,555	4,470	19,760	69 %
Légumes et melon	47,100	10,300	7,330	73 %
Fruits et noix	73,440	6,950	5,160	86 %
Serres et pépinières	58,910	12,100	4,770	78 %
Bovins de boucherie	62,230	-10,290	17,900	89 %
Produits laitiers	28,900	45,710	12,700	33 %
Porc	43,960	21,210	19,100	52 %
Volaille et œufs	52,100	40,870	9,730	51 %
Autres	72,500	-2,900	7,200	94 %

Source : Statistique Canada, Base de données complètes sur les exploitations agricoles
Nota : Fermes ayant des revenus bruts de 10 000 $ ou plus.
À l'exclusion des gains en capital imposables.

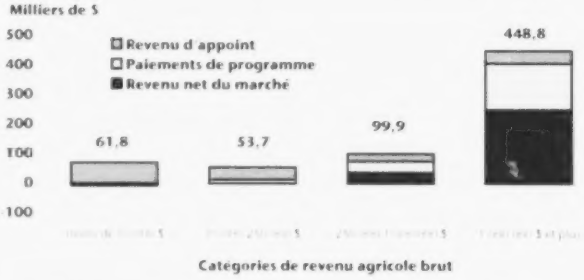
Les revenus non tirés d'une activité agricole représentent une partie importante des revenus des familles agricoles

- **Les familles ayant de plus petites fermes dépendent plus des revenus non tirés d'une activité agricole.**

Dans le cas des plus petites fermes, les revenus non tirés d'une activité agricole et les paiements de programme suffisent à compenser leur revenu net négatif.

Graphique C4.51

Revenu moyen des familles agricoles par source de revenu, pour quatre catégories de revenu, 2005



Source : CAPMS (microsimulation dynamique de l'agriculture canadienne) et calculs d'AAC.

Les familles agricoles de Terre-Neuve-et-Labrador sont celles qui ont le plus de revenus non tirés d'une activité agricole, soit 91 %; elles sont suivies de celles de la Colombie-Britannique (88 %) et de l'Ontario (83 %).

Une proportion considérablement moins élevée du revenu familial total provenait d'activités non agricoles au Québec et au Manitoba, soit 62 % et 69 % respectivement.

Graphique C4.52

Revenu d'appoint et revenu net d'exploitation des familles agricoles, par province, 2004

	Revenu d'appoint total	Revenu du marché	Paiements de programme	Revenu d'appoint en pourcentage du revenu total
	a			
CANADA	**61,670**	**2,670**	**13,910**	**79 %**
T.-N.-L.	58,050	1,540	4,130	91 %
Î.-P.-É.	52,410	-380	12,340	81 %
N.-É.	49,390	11,500	6,580	73 %
N.-B.	49,950	9,610	8,870	73 %
Qc	43,200	6,180	20,160	62 %
Ont.	69,870	6,650	8,130	83 %
Man.	48,670	7,670	13,820	69 %
Sask.	56,790	3,960	16,950	81 %
Alb.	72,270	-290	15,790	82 %
C.-B.	73,430	4,550	5,940	88 %

Source : Statistique Canada, Base de données complètes sur les exploitations agricoles.

Nota : Fermes ayant des revenus bruts de 10 000 $ ou plus.
A l'exclusion des gains en capital imposables.

- **La proportion de revenus non tirés d'une activité agricole par rapport au revenu familial varie également selon le type de ferme.**

Les éleveurs de bœuf et les producteurs de fruits et de noix sont ceux qui ont le plus de revenus non tirés d'une activité agricole, soit 89 % et 86 % respectivement. Les familles agricoles produisant des céréales et oléagineux, ainsi que les exploitants de serres et pépinières, suivaient de près, avec 78 % dans chaque cas.

Les producteurs laitiers ont beaucoup moins de revenus provenant d'activités non agricoles.

Graphique C4.53

Revenu d'appoint et revenu d'exploitation net des familles agricoles, selon le type de ferme, 2004

	Revenu d'appoint total	Revenu du marché	Paiements de programme	Revenu d'appoint en pourcentage du revenu total
Céréales et oléagineux	64,750	3,450	14,700	78 %
Pomme de terre	53,555	4,470	19,260	69 %
Légumes et melon	47,100	10,380	7,330	73 %
Fruits et noix	73,440	6,950	5,760	86 %
Serres et pépinières	58,910	12,100	4,770	78 %
Bovins de boucherie	62,230	10,290	17,900	89 %
Produits laitiers	28,900	45,710	12,700	33 %
Porc	43,960	21,210	19,100	52 %
Volaille et œufs	52,100	40,870	9,730	51 %
Autres	72,500	2,900	7,200	94 %

Source : Statistique Canada, Base de données complètes sur les exploitations agricoles.

Nota : Fermes ayant des revenus bruts de 10 000 $ ou plus.
A l'exclusion des gains en capital imposables.

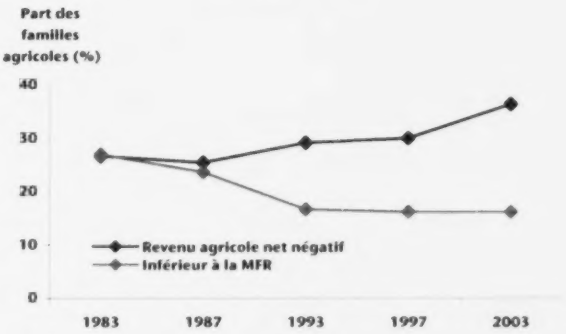
Certaines familles agricoles ont des revenus peu élevés malgré leurs revenus d'appoint

- **La proportion de familles agricoles ayant un revenu agricole net négatif a augmenté ces dernières années, alors que la proportion de familles à revenu peu élevé a diminué.**

Le pourcentage de familles agricoles ayant un revenu agricole net négatif est passé de 23 % en 1983 à 36 % en 2003. Cependant, le pourcentage de familles agricoles ayant un revenu inférieur à la mesure de faible revenu (MFR) a été ramené de 27 % à 16 % durant la même période.

Graphique C4.54

Revenu agricole net négatif et revenu familial peu élevé, 1983-2003



Source : Statistique Canada, Banque de données administratives longitudinales
Nota : Fermes non constituées en société.
Les personnes seules sont incluses.
Indique la MFR avant impôt.
À l'exclusion des gains en capital imposables.

La proportion de familles ayant un revenu agricole net négatif mais un revenu familial supérieur à la MFR atteignait 35 % en 2004.

Graphique C4.55

Répartition des familles agricoles, 2004

	Revenu agricole net (%)		
Revenu familial total	**Négatif**	**Positif**	**Total**
Inférieur à la MFR	7.7	8.7	16.4
Supérieur à la MFR	34.8	48.8	83.6
Total	42.5	57.5	100.0

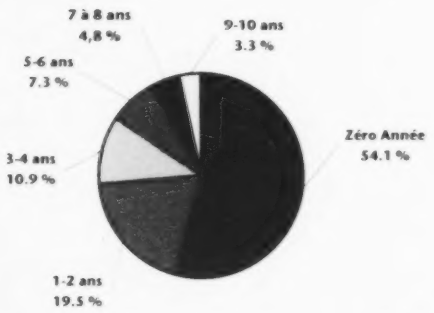
Source : Statistique Canada, Banque de données administratives longitudinales
Nota : Indique la MFR avant impôt.
À l'exclusion des personnes seules.
À l'exclusion des gains en capital imposables.

Certaines familles agricoles ont un revenu agricole peu élevé, mais le revenu agricole moyen est comparable au revenu familial moyen pour l'ensemble du Canada

- **Sur une période de dix ans, 54 % des familles agricoles ont déclaré un revenu familial supérieur à la MFR.**

  Un tiers des 45 % de familles agricoles ayant déclaré un revenu familial inférieur à la MFR pendant une ou plusieurs années ont eu un revenu familial peu élevé pendant cinq années ou plus.

Graphique C4.56
Nombre d'années durant lesquelles les familles agricoles ont déclaré un revenu peu élevé entre 1994 et 2003



Source : Statistique Canada, Banque de données administratives longitudinales
Nota : Fermes non constituées en société seulement.
Les personnes seules sont incluses.
Indique la MFR avant impôt.
A l'exclusion des gains en capital imposables.

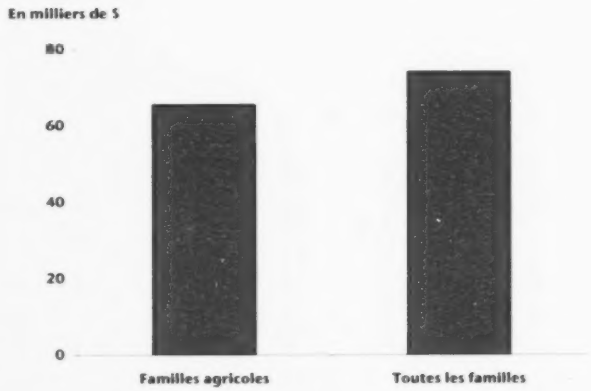
- **Le revenu familial agricole moyen des fermes non constituées en société est légèrement inférieur au revenu familial moyen pour l'ensemble du Canada.**

  En 2004, le revenu total moyen de toutes provenances était de 65 364 $ dans le cas des familles agricoles, comparativement à 73 961 $ dans le cas des familles non agricoles.

  Les exploitants agricoles en quête d'un nouveau mode de vie, ainsi que les moyennes et grosses fermes à vocation commerciale ont généralement des revenus supérieurs à la moyenne des familles agricoles, alors que les autres groupes ont des revenus inférieurs à la moyenne.

  Cela dit, la valeur nette moyenne des familles agricoles est supérieure à celle des familles non agricoles.

Graphique C4.57
Revenu familial moyen, 2004



Source : Statistique Canada, Base de données complètes sur les exploitations agricoles et données régionales et administratives
Nota : Revenu imposable, n'inlcut pas la déduction pour amortissement.

SECTION C5

Fournisseurs d'intrants et de services agricoles

Les fournisseurs d'intrants et de services, qu'il s'agisse de multinationales, de courtiers, ou de petites entreprises locales, jouent un rôle majeur dans le contexte du système agricole et agroalimentaire canadien. L'amélioration des intrants et les innovations technologiques en matière de production ont contribué à une augmentation du prix des intrants à l'échelle mondiale et celle-ci a eu des répercussions majeures sur les dépenses d'exploitation. Pour réduire leurs dépenses d'exploitation, bon nombre de producteurs achètent leurs intrants par l'intermédiaire de coopératives.

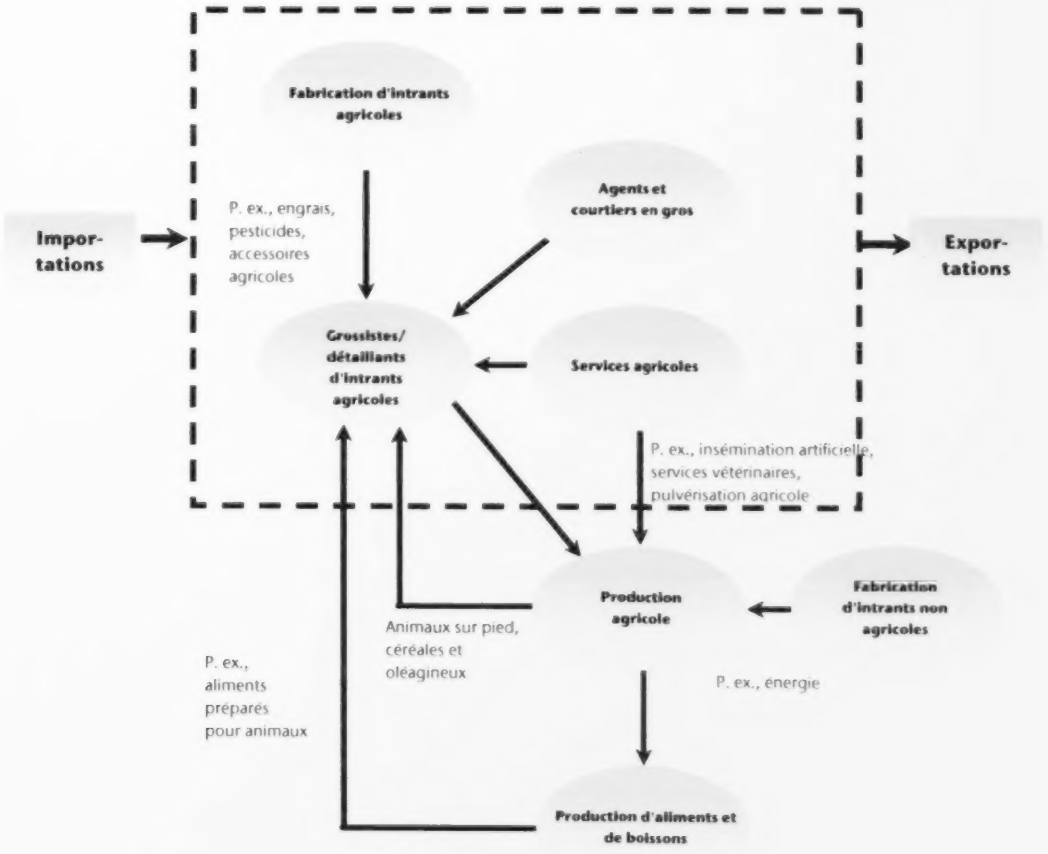
Les fournisseurs d'intrants constituent une chaîne de valeur complète

- **Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles forment une chaîne de valeur complète dans le contexte du système agricole et agroalimentaire et cette chaîne de valeur englobe la fabrication, la prestation de services et la vente au détail et en gros.** Ils approvisionnent et soutiennent le secteur de l'agriculture primaire et font également office d'acheteurs pour les industries en aval (p. ex., aliments pour animaux achetés auprès de moulins à grains et à oléagineux ou veaux d'engraissement achetés auprès d'exploitations de naissage).

  Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles constituent un groupe hétérogène formé notamment d'entreprises multinationales qui fabriquent des machines et des instruments agricoles, de petites entreprises locales qui vendent de la moulée et des pesticides, de courtiers internationaux en produits et de petits fournisseurs qui effectuent des travaux sur commande.

Graphique C5.1

Chaîne de valeur des fournisseurs d'intrants et de services agricoles



Source : AAC

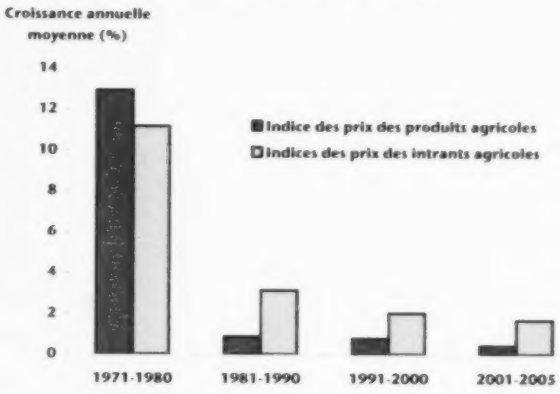
Globalement, le prix des intrants augmente graduellement

- **Depuis 1981, l'augmentation du prix des produits agricoles n'a pas suivi l'augmentation du prix des intrants agricoles.**

  L'augmentation du prix des intrants et des extrants a toutefois ralenti ces dernières années.

Graphique C5.2

Prix des intrants agricoles et prix des produits agricoles, 1971-2005



Source : Statistique Canada

- **En 2006, les producteurs agricoles ont consacré 31,5 milliards de dollars aux dépenses d'exploitation après remises.**

  Les producteurs agricoles ont également engagé des frais d'amortissement de 4,6 milliards de dollars.

  Les principaux postes de dépense concernent les aliments commerciaux (4,6 milliards de dollars en 2006) et la main-d'œuvre (3,9 milliards de dollars).

Graphique C5.3

Dépenses d'exploitation nettes et amortissement, 2006

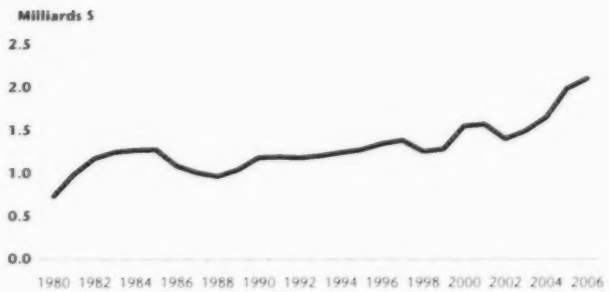
Source : Statistique Canada

L'amélioration des intrants et la modification des techniques agronomiques ont contribué à la hausse du coût des intrants

- **Les coûts de production sont largement tributaires du prix du carburant.**

  Les dépenses agricoles associées au carburant utilisé pour la machinerie ont augmenté considérablement depuis 2004, en raison de l'augmentation du prix du carburant.

Graphique C5.4
Dépenses agricoles liées au carburant pour la machinerie, 1980-2006

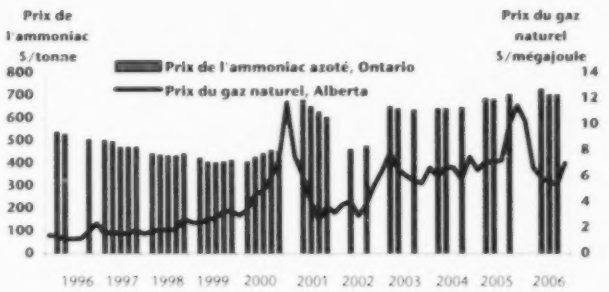


Source : Statistique Canada

- **Le prix du gaz naturel se répercute sur le coût de l'engrais azoté.**

  Cette situation est attribuable au fait que le gaz naturel est le principal intrant utilisé pour la production d'ammoniac et que l'ammoniac est l'élément de base utilisé pour la fabrication de l'engrais azoté.

Graphique C5.5
Prix de l'ammoniac azoté et du gaz naturel, 1996-2006

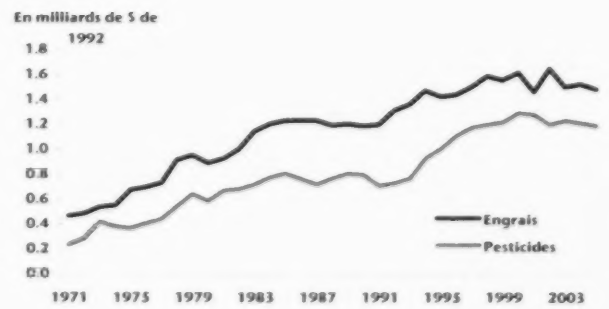


Source : Ressources naturelles Canada et Ridgetown College, Université de Guelph

- **Les producteurs agricoles ont adopté différentes pratiques agricoles au fil des ans pour améliorer leur rendement, pour réduire leurs coûts ou pour différencier leurs produits, ce qui a donné lieu à une demande en matière de différents types d'intrants.**

  Ainsi, en raison de la diminution du nombre d'acres en jachère et de l'intensification de la production agricole, l'utilisation de produits chimiques comme les engrais et les pesticides a augmenté graduellement au fil des ans.

Graphique C5.6
Utilisation des produits chimiques dans le secteur de l'agriculture, 1971-2005



Source : Statistique Canada et AAC

Les producteurs achètent beaucoup d'intrants par l'intermédiaire de coopératives

- **Les coopératives de fournitures agricoles sont des entreprises appartenant à des agriculteurs qui visent à offrir des fournitures de qualité à d'autres agriculteurs, à un prix abordable.**

  Le surplus de ces coopératives est retourné aux membres, contribuant ainsi aux revenus agricoles.

- **La part de marché des coopératives a augmenté entre 1986 et 2004** en ce qui a trait à la vente de carburant, principalement en raison de l'expansion des opérations dans l'Ouest canadien.

  Cependant, on a pu assister à une forte diminution de la part de marché des coopératives pour ce qui est des ventes d'engrais et de produits chimiques entre 2001 et 2004. Le principal facteur à l'origine de cette situation fut la démutualisation de la coopérative Agricore, en 2001. Cette coopérative vendait énormément d'engrais et de produits chimiques.

- **Les ventes totales des coopératives atteignaient 3,4 milliards de dollars en 2004, comparativement à 5,2 milliards de dollars en 2003.**

  Les coopératives vendent toutes sortes de fournitures, notamment des engrais et des produits chimiques, des aliments pour animaux, de la machinerie agricole, ainsi que des fournitures agricoles (p. ex., des abreuvoirs et des brouettes) et non agricoles (semences pour jardin privé et vêtements de jardinage).

Graphique C5.7

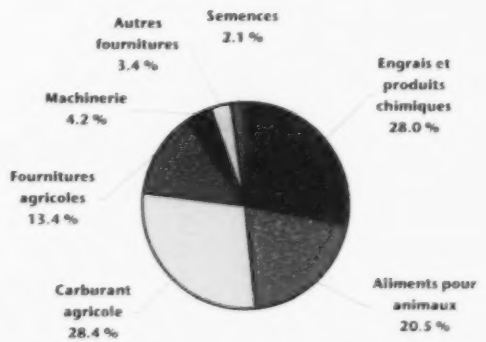
Part de marché des coopératives en ce qui a trait aux fournitures agricoles, 1986-2004

	1986	1991	1996	2001	2004
	% des dépenses agricoles totales				
Engrais et produits chimiques	31	36	35	41	23
Carburant agricole	22	29	27	32	45
Semences	23	17	17	8	6
Aliments pour animaux	26	25	17	15	14

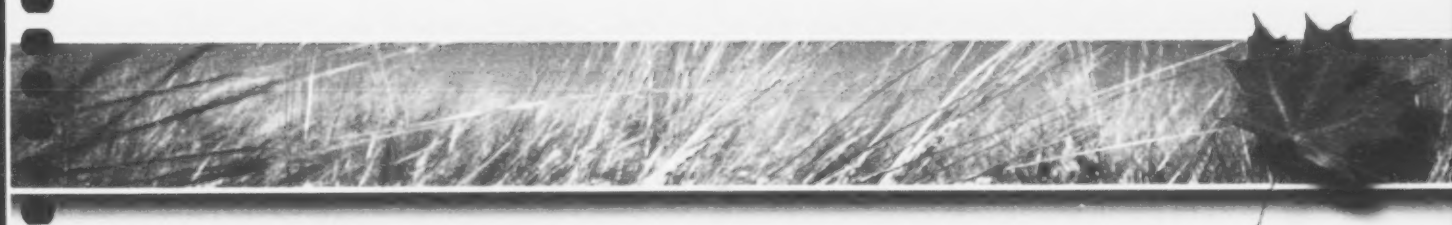
Source : Secrétariat aux coopératives, AAC et Statistique Canada

Graphique C5.8

Ventes des coopératives, 2004



Source : Secrétariat aux coopératives, AAC
Nota : À l'exclusion des ventes en gros.



SECTION D

L'État et le système agricole et agroalimentaire

SECTION D1

Les dépenses publiques au Canada

L'aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire a atteint un sommet record en 2006-2007. Les dépenses publiques ont légèrement augmenté, pour atteindre 40 % du PIB total du secteur. Les paiements de programme constituaient le principal poste de dépense; ils étaient suivis des dépenses liées à la recherche et à l'inspection engagées par le gouvernement fédéral. Les dépenses publiques en R-D dans le secteur de l'agriculture ont augmenté au cours des dernières années.

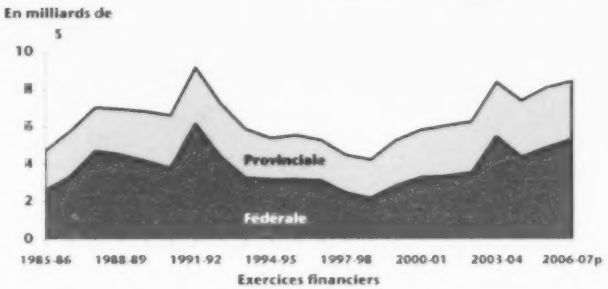
L'aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire a augmenté au fil des ans, mais elle a diminué par rapport au PIB

- **Le gouvernement fédéral et les provinces aident énormément le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Canada, mais cette aide varie selon la province.**

  L'aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire était évaluée à 8,4 milliards de dollars en 2006-2007. Il s'agit là du deuxième niveau le plus élevé pour ce qui est de l'aide accordée au secteur au Canada.

Graphique D1.1

Aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, entre 1985-1986 et 2006-2007

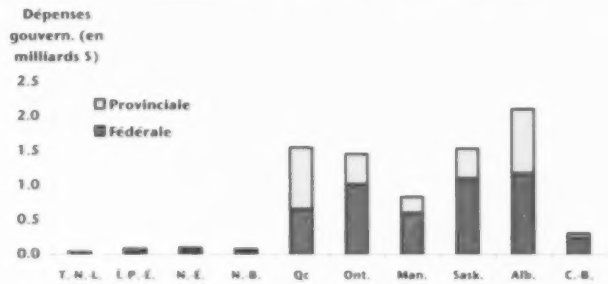


Source : AAC
Nota : Les données pour 2006-2007 sont des prévisions.

- **L'aide fédérale est plus élevée que l'aide provinciale, sauf au Québec et à Terre-Neuve-et-Labrador, où l'aide provinciale a été plus élevée au cours de l'exercice 2006-2007.**

Graphique D1.2

Aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, par province, en 2006-2007



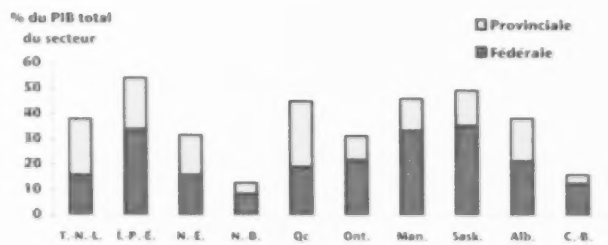
Source : AAC
Nota : Les données pour 2006-2007 sont des prévisions.

- **Lors de l'exercice 2006-2007, l'aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire était évaluée à 40 % du PIB total du secteur, soit un peu moins qu'en 2003-2004. Cette situation était attribuable principalement à l'ESB.**

  C'est à l'Île-du-Prince-Édouard, en Saskatchewan, au Manitoba et au Québec que le secteur de l'agriculture a obtenu le plus d'aide gouvernementale et c'est en Colombie-Britannique et au Nouveau-Brunswick que le secteur a obtenu le moins d'aide gouvernementale par rapport au PIB du secteur.

Graphique D1.3

Aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire par rapport au PIB total du secteur, dans chaque province, en 2006-2007



Source : AAC
Nota : Les données pour 2006-2007 sont des prévisions.

L'aide gouvernementale est constituée principalement de paiements de programme

- **Lors de l'exercice 2006-2007, les paiements de programme constituaient la principale dépense publique dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Canada.**

  Les paiements de programme représentaient 51 % des dépenses fédérales totales dans le secteur en 2006-2007.

  Les dépenses liées à la recherche et à l'inspection constituent le deuxième poste de dépense le plus important, soit 24 % de l'ensemble des dépenses; elles sont suivies des dépenses en immobilisations et des dépenses de fonctionnement, avec 8 %.

Graphique D1.4

Aide gouvernementale fédérale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, par catégorie principale, en 2006-2007

Source : AAC
Nota : Les données pour 2006-2007 sont des prévisions.

- **À l'échelle provinciale, les paiements de programme constituent également les dépenses gouvernementales les plus importantes dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire.**

  Les paiements de programme représentaient 48 % des dépenses provinciales totales dans le secteur en 2006-2007. Cependant, seulement 10 % des dépenses provinciales totales étaient affectées à la recherche et à l'inspection, comparativement à 24 % à l'échelle fédérale.

Graphique D1.5

Aide gouvernementale provinciale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, par catégorie principale, en 2006-2007

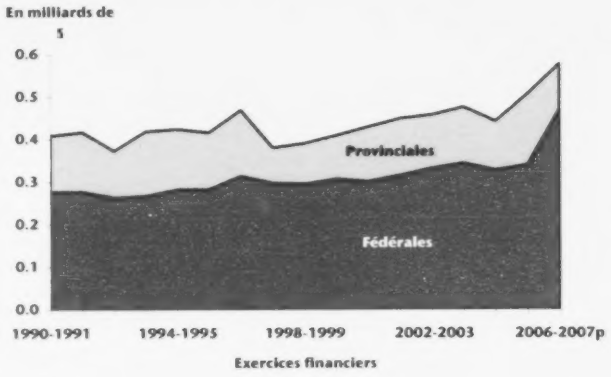
Source : AAC
Nota : Les données pour 2006-2007 sont des prévisions.

Les dépenses publiques consacrées à la recherche dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire constituent des investissements importants pour assurer la croissance du secteur

- **Les dépenses publiques totales consacrées à la recherche dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire ont augmenté graduellement au cours des dix dernières années. Elles ont atteint 505 millions de dollars en 2005-2006 et elles sont évaluées à 576 millions de dollars pour 2006-2007, ce qui dénote une augmentation de ce type de dépenses au cours des deux derniers exercices financiers.**

Au Canada, les dépenses publiques consacrées à la recherche dans le secteur de l'agriculture sont engagées principalement par le gouvernement fédéral. Les dépenses fédérales représentaient 74 % en moyenne des dépenses publiques consacrées à la recherche au cours des dix dernières années (de 1997-1998 à 2006-2007).

Graphique D1.6
Dépenses publiques consacrées à la recherche dans le secteur de l'agriculture, entre 1990-1991



Source : AAC

Nota : Les données pour 2006-2007 sont des prévisions.

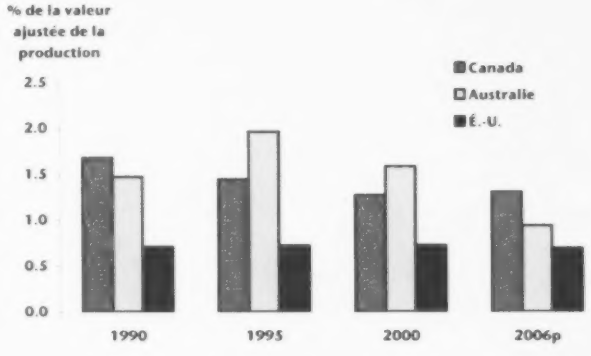
- **Les dépenses publiques en R-D dans le secteur de l'agroalimentaire ont diminué au fil des ans par rapport à la valeur de la production agricole.**

Pendant ce temps, les dépenses publiques en R-D dans le secteur de l'agroalimentaire sont demeurées relativement stables aux États-Unis entre 1990 et 2006.

En 2006, les dépenses publiques en R-D (par rapport à la valeur de la production) étaient plus élevées au Canada (1,3 %) qu'aux États-Unis (0,7 %) et en Australie (0,9 %).

Au Canada, une forte proportion de la recherche financée par l'État est réalisée par le gouvernement fédéral, même si l'État accorde des subventions et contributions à des entreprises privées qui effectuent des recherches. Aux États-Unis, la majorité des recherches financées par l'État sont réalisées par des entreprises privées et des universités.

Graphique D1.7
Dépenses publiques en R-D dans le secteur de l'agroalimentaire en termes de valeur ajustée de la production, 1990-2006



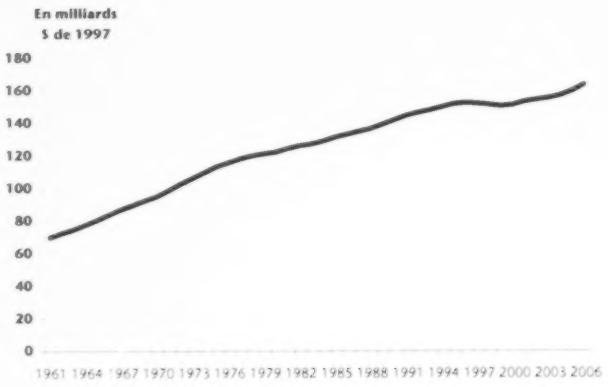
Source : Politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation 2007.

Nota : Les données pour 2006 sont des données préliminaires.

Les investissements dans l'infrastructure publique ont eu un effet bénéfique sur la croissance de la productivité dans le secteur de la transformation des aliments

- **Le volume total d'investissement en infrastructures publiques augmente chaque année depuis 1961, mais la croissance a ralenti au fil des ans.** Le taux de croissance annuel est passé de 4,6 % environ dans les années 60, à seulement 2 % par année environ depuis les années 80. Le taux de croissance de l'infrastructure des transports a également diminué, ce qui dénote un ralentissement au chapitre de l'expansion du réseau routier.

Graphique D1.8
Volume total d'investissement en infrastructures publiques au Canada, 1961-2006

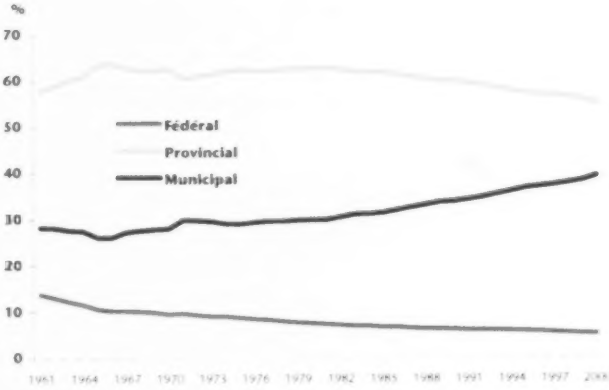


Source : Statistique Canada

- **Les recherches révèlent que les investissements dans l'infrastructure publique ont eu un effet bénéfique majeur sur la croissance de la productivité dans le secteur de la transformation des aliments,** en réduisant les coûts de production et de distribution des extrants. Les recherches montrent que, pour chaque tranche de 1 $ consacrée aux infrastructures publiques, la productivité du secteur de la transformation des aliments augmente de 0,8 %.

  La majeure partie de l'infrastructure des transports appartient aux gouvernements provinciaux, mais les administrations municipales assument de plus en plus de responsabilités en matière de construction et d'amélioration des routes locales et des autoroutes. Dans les années 60, la part fédérale de l'infrastructure nationale des transports était de 12 %, mais elle n'était plus que de 6 % dans les années 90.

Graphique D1.9
Part de l'infrastructure des transports attribuable à chaque palier de gouvernement, 1961-2000



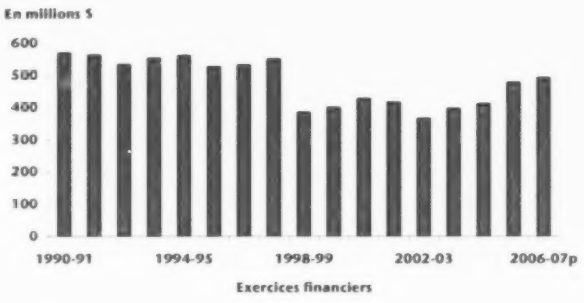
Source : Calculs d'AAC.

L'aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire prend également la forme de mesures fiscales

- **Les recettes fiscales auxquelles renonce l'État (dépenses fiscales) constituent une importante source d'aide gouvernementale pour le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire.**

  Lors de l'exercice 2006-2007, les exemptions fiscales et les remboursements associés au secteur de l'agriculture primaire étaient évalués à 490 millions de dollars. Les dépenses fiscales augmentent depuis 2002-2003.

Graphique D1.10
Aide gouvernementale accordée aux producteurs agricoles sous forme de remboursements de taxes et d'exemptions fiscales, entre 1990-1991 et 2006-2007



Source : AAC

Nota : Inclut les remboursements et exemptions de taxe sur le carburant et la réduction d'impôt foncier, mais pas les remboursements de la taxe sur les ventes et de l'impôt sur le revenu. Les données pour 2006-2007 sont des prévisions.

- **Le taux d'imposition des sociétés œuvrant dans les secteurs de la fabrication et de la transformation a diminué considérablement dans toutes les provinces depuis 1960.**

  En Ontario et au Québec, le taux d'impôt fédéral et provincial sur le revenu des sociétés se situait autour de 52 % dans les années 60, mais il a diminué depuis et il n'était plus que de 34 % et 31 % respectivement en Ontario et au Québec en 2005.

  Ces taux d'imposition s'appliquent aux sociétés œuvrant principalement dans le domaine de la transformation des aliments et des boissons et ne s'appliquent pas aux fermes non constituées en société.

Graphique D1.11
Taux d'imposition fédéral-provincial combiné des sociétés œuvrant dans le secteur de la fabrication et de la transformation en Ontario et au Québec, 1960-2005

Source : AAC, Base de données sur le taux d'imposition des sociétés : Canada et les provinces, de 1960 à 2005.

SECTION D2

Estimation du soutien aux producteurs (ESP) et politiques agricoles en vigueur au Canada et dans d'autres pays

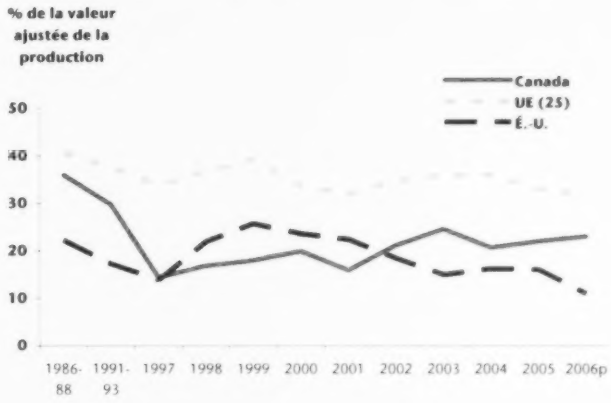
Les politiques agricoles du Canada et d'autres pays ont évolué au fil des ans. Les modifications ont pris diverses formes; ainsi, le niveau de soutien a diminué et le type de soutien a changé. Certains pays ont procédé à une réforme majeure de leurs politiques agricoles, comme en font foi les indicateurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la classification de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en ce qui a trait au soutien interne.

Au cours des dernières années, le soutien aux producteurs canadiens (en pourcentage d'ESP) a augmenté au-delà du soutien offert aux producteurs américains

- **En 2006, l'ESP au Canada correspond à 23 % de la valeur ajustée de la production, comparativement à 32 % dans les pays membres de l'UE (25) et à 11 % aux États-Unis.**

  Ces dernières années, le soutien du Canada aux producteurs (en pourcentage d'ESP) a été plus élevé qu'aux États-Unis, principalement en raison des mesures prises par le gouvernement fédéral et les provinces en réponse à des circonstances exceptionnelles ayant donné lieu à des revenu agricole peu élevés.

Graphique D2.1
Estimation du soutien aux producteurs, 1986-2006



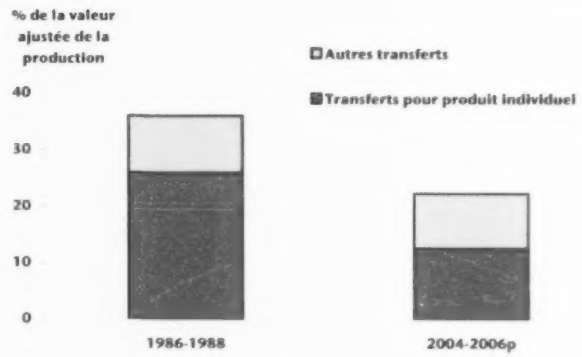
Source : Politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation 2007
Nota : Les données pour 2006 sont des données préliminaires.

- **Au fil du temps, le Canada a adopté des types de soutien plus découplés et ayant moins d'effet de distorsion.**

  Le soutien offert aux producteurs agricoles canadiens a été ramené de 36 % de la valeur ajustée de la production en 1986-1988, à 22 % en 2004-2006. Les producteurs ont donc de moins en moins besoin d'aide gouvernementale.

  Par ailleurs, le soutien par produit a diminué considérablement, au profit d'un soutien plus découplé et ayant moins d'effet de distorsion représentant 57 % de l'ESP totale en 2004 2006, comparativement à 72 % en 1986-1988. Malgré tout, le soutien par produit continue de représenter plus de la moitié du soutien offert aux producteurs au Canada.

Graphique D2.2
ESP par produit, Canada



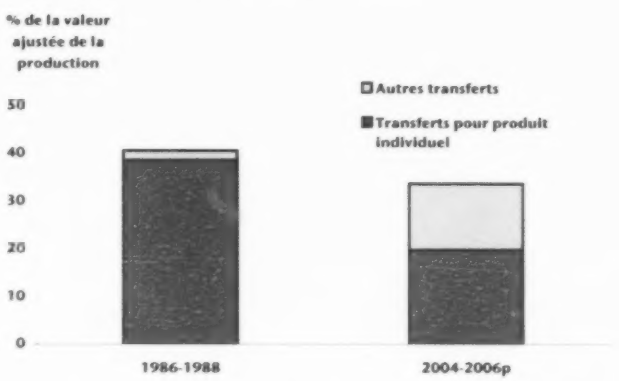
Source : Politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation 2007
Nota : Les données pour 2006 sont des données préliminaires.

Les changements d'orientation stratégique dans d'autres pays dénotent une réduction de l'aide directe

- **Entre 1986-1988 et 2004-2006, l'UE a réduit son soutien aux producteurs agricoles, le ramenant de 41 % à 34 % de la valeur ajustée de la production.**

Par ailleurs, le soutien par produit dans les pays membres de l'UE a diminué considérablement, en faveur d'un soutien plus découplé et ayant moins d'effet de distorsion représentant 58 % de l'ESP totale en 2004-2006, comparativement à 94 % en 1986-1988. Malgré tout, le soutien par produit continue de représenter plus de la moitié du soutien offert aux producteurs de l'UE.

Graphique D2.3
ESP par produit, UE (25)

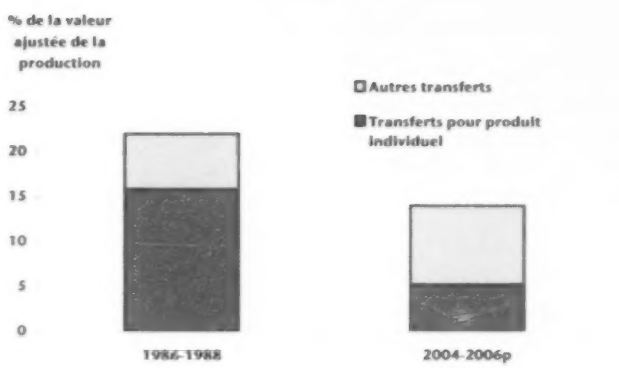


Source : Politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation 2007
Nota : Les données pour 2006 sont des données préliminaires.

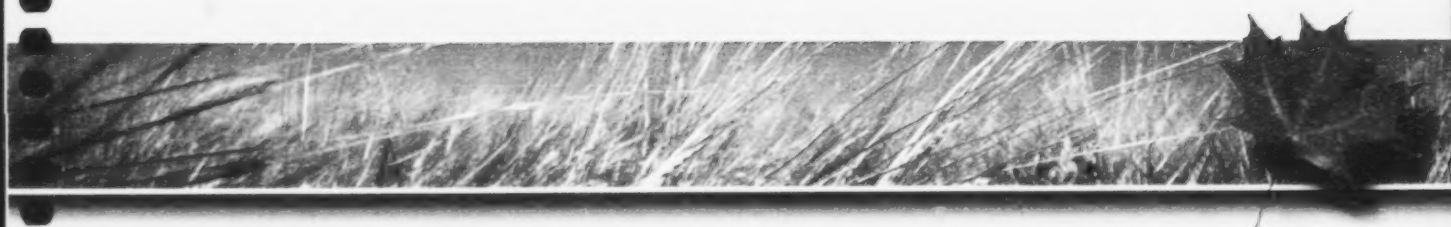
- **Entre 1986-1988 et 2004-2006, le soutien accordé aux producteurs agricoles américains a été ramené de 22 % à 14 % de la valeur ajustée de la production.**

Par ailleurs, le soutien par produit a diminué considérablement, au profit d'un soutien plus découplé et ayant moins d'effet de distorsion représentant 37 % de l'ESP totale en 2004-2006, comparativement à 72 % en 1986-1988.

Graphique D2.4
ESP par produit, É.-U.



Source : Politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et évaluation 2007
Nota : Les données pour 2006 sont des données préliminaires.



Glossaire

Acronymes

AAC	Agriculture et Agroalimentaire Canada
ABT	Aliments, boissons et tabac
ACR	Avantage commercial relatif
AFPN	Aliments fonctionnels et produits neutraceutiques
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
BDAL	Banque de données administratives longitudinales
BICO	Produits en vrac, produits intermédiaires et produits de consommation
CABC	Centre d'agriculture biologique du Canada
CADMS	Microsimulation dynamique de l'agriculture canadienne
CANSIM	Système canadien d'information socioéconomique
CNP	Classification nationale des professions
CSRN	Compte de stabilisation du revenu net
DPA	Déduction pour amortissement
EAM	Enquête annuelle des manufactures
EAMEF	Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière
ERS	Economic Research Service
ESB	Encéphalopathie spongiforme bovine
ESP	Estimation du soutien aux producteurs
ESSG	Estimation du soutien aux services d'intérêt général
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
Groupe NPD	Groupe d'études de marché
IE	Intrant-extrant
IED	Investissement étranger direct
IFCN	International Farm Comparison Network
IPC	Indice des prix à la consommation
IPPA	Indice des prix des produits agricoles
MFR	Mesure de faible revenu
MGS	Mesure globale de soutien
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
PCSRA	Programme canadien de stabilisation du revenu agricole
PDF	Programme de données fiscales
PI	Propriété intellectuelle
PIB	Produit intérieur brut
PTF	Productivité totale des facteurs
RC	Ratio de concentration
R-D	Recherche-développement
RPD	Revenu personnel disponible
SCIAN	Système de classification des industries de l'Amérique du Nord
SCN	Système de comptabilité nationale
SDPM	Syndrome de dépérissement postsevrage multisystémique
TVP	Taxe de vente provinciale
UE	Union européenne
USDA	United States Department of Agriculture
USDOE	United States Department of Energy
VAP	Valeur ajustée de la production

Les composantes du système

Secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire
Le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire englobe toutes les industries dont l'activité principale consiste essentiellement à fabriquer des produits alimentaires et agricoles. Il inclut l'agriculture primaire et la transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT).

Système agricole et agroalimentaire canadien
Le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Canada est une chaîne de valeur formée d'industries qui produisent des denrées agricoles et alimentaires. Il regroupe les fournisseurs d'intrants et de services agricoles, l'agriculture primaire, les entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac, les détaillants et grossistes en alimentation et les établissements de services alimentaires.

À moins d'indication contraire, les composantes du système agricole et agroalimentaire sont définies en fonction du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Le glossaire renferme une liste détaillée des industries incluses à chaque étape du système.

Fournisseurs d'intrants et de services agricoles
Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) :

au niveau des quatre chiffres :

- 1151 Activités de soutien aux cultures agricoles
- 1152 Activités de soutien à l'élevage
- 3253 Fabrication de pesticides, d'engrais et d'autres produits chimiques agricoles
- 4171 Grossistes-distributeurs de machines et matériel pour l'agriculture, l'entretien des pelouses et le jardinage
- 4183 Grossistes-distributeurs de fournitures agricoles

au niveau des cinq chiffres :

- 33311 Fabrication de machines agricoles

Agriculture primaire
L'agriculture primaire comprend les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

au niveau des quatre chiffres :

- 1111 Culture de plantes oléagineuses et de céréales
- 1112 Culture de légumes et de melons
- 1113 Culture de fruits et de noix
- 1114 Culture en serre et en pépinière et floriculture
- 1119 Autres cultures agricoles
- 1121 Élevage de bovins
- 1122 Élevage de porcs
- 1123 Élevage de volailles et production d'œufs
- 1124 Élevage de moutons et de chèvres
- 1125 Aquaculture
- 1129 Autres types d'élevage

Entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac
Les entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac comprennent les industries suivantes, telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

au niveau des trois chiffres :

- 311 Fabrication d'aliments
- 312 Fabrication de boissons et de produits du tabac

Les composantes du système (suite)

Détaillants et grossistes en alimentation
Les détaillants et grossistes en alimentation comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

au niveau des trois chiffres :
- 411 Grossistes-distributeurs de produits agricoles
- 413 Grossistes-distributeurs de produits alimentaires, de boissons et de tabac
- 445 Magasins d'alimentation

au niveau des cinq chiffres :
- 41911 Agents et courtiers de produits agricoles
- 41913 Agents et courtiers de produits alimentaires, de boissons et de tabac
- 44422 Pépinières et centres de jardinage
- 49312 Entreposage frigorifique
- 49313 Entreposage de produits agricoles

Services alimentaires
Les établissements de services alimentaires comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

au niveau des trois chiffres :
- 722 Services alimentaires et débits de boissons

au niveau des quatre chiffres :
- 4542 Exploitants de distributeurs automatiques

Secteur de la distribution alimentaire
Le secteur de la distribution alimentaire comprend toutes les industries dont l'activité principale consiste à fournir directement des produits agricoles et alimentaires au consommateur final, ainsi qu'à assurer les services connexes. Il englobe les détaillants et les grossistes en alimentation et les établissements de services alimentaires.

Services alimentaires commerciaux
Les services alimentaires commerciaux comprennent les restaurants à service complet, les restaurants à service restreint, les traiteurs et les traiteurs à contrat, ainsi que les tavernes.

Les **restaurants à service complet** comprennent les restaurants chic détenant ou non un permis d'alcool, les restaurants de type familial et les restaurants-bars

Les **restaurants à service restreint** comprennent les cafétérias, les restaurants-minute, les espaces-restauration, les établissements de mets à emporter et les établissements qui font la livraison.

Les **traiteurs** fournissent des services d'alimentation lors d'événements spéciaux.

Les **traiteurs à contrat** fournissent des services d'alimentation aux compagnies aériennes, aux compagnies de chemin de fer, aux organismes et dans les installations récréatives.

Les **tavernes** sont des établissements dont la principale activité consiste à servir des boissons alcoolisées pour consommation immédiate, notamment les brasseries, les bars-salons et les boîtes de nuit.

Entreprises de transformation de denrées alimentaires seulement
Les entreprises de transformation de denrées alimentaires seulement sont des fabricants d'aliments au sens le plus étroit de ce terme (c.-à-d. que les boissons et les produits du tabac sont exclus).

Entreprises de transformation non alimentaire
La transformation non alimentaire comprend toutes les utilisations industrielles des produits agricoles autres que les aliments pour la consommation humaine et les aliments pour animaux. Ce secteur comprend les fabricants de bioproduits, ainsi que les industries non alimentaires plus traditionnelles, comme les tanneries et les usines de textile.

Services d'alimentation non commerciaux et services d'alimentation divers
Les autres services d'alimentation comprennent la restauration hôtelière, la restauration collective, les services d'alimentation de détail et les autres services d'alimentation.

La **restauration hôtelière** comprend les services d'alimentation offerts dans les hôtels, les motels et les centres de villégiature.

La **restauration collective** comprend les services d'alimentation offerts dans les hôpitaux, les établissements de soins, les écoles, les prisons, les usines et les bureaux.

Les **services d'alimentation de détail** sont offerts dans les grands magasins et les dépanneurs.

Les **autres services d'alimentation** comprennent les distributeurs automatiques, ainsi que les services offerts dans les cinémas, les stades et les autres établissements consacrés aux loisirs ou à des activités saisonnières.

Secteurs d'activité non financiers

Les secteurs d'activité non financiers comprennent les secteurs suivants, tels que définis par le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) :

11	Agriculture, foresterie, pêche et chasse
211	Extraction de pétrole et de gaz
213	Activités de soutien à l'extraction minière et à l'extraction de pétrole et de gaz
22	Services publics
23	Construction
31-33	Fabrication
41	Commerce de gros
44-45	Commerce de détail
48-49	Transport et entreposage
51	Industrie de l'information et industrie culturelle
53	Services immobiliers et services de location et de location à bail
54	Services professionnels, scientifiques et techniques
56	Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement
61	Services d'enseignement
62	Soins de santé et assistance sociale
71	Arts, spectacles et loisirs
72	Hébergement et services de restauration
811	Réparation et entretien
812	Services personnels et services de blanchissage

Types de fermes

Ferme de recensement
Exploitation agricole ayant un revenu brut supérieur à 2 499 $ et qui produit, en vue de la vente, au moins un des produits suivants : cultures (grandes cultures, fruits ou noix, baies ou raisins, légumes, semences), bétail (bovins, porcs, moutons, chevaux, oiseaux exotiques, etc.), produits d'origine animale (lait ou crème, œufs, laine, fourrure, viande) ou autres produits agricoles (produits de serre ou de pépinière, arbres de Noël, champignons, gazon, miel, produits de la sève d'érable).

Fermes biologiques
Fermes produisant des aliments dans le cadre d'un processus caractérisé par le travail de la terre axé sur la rotation des cultures et l'absence de produits chimiques ou d'intrants synthétiques.

Fermes certifiées biologiques
Fermes biologiques reconnues.

Fermes biologiques non certifiées
Fermes biologiques non reconnues.

Fermes huttérites
Type de fermes communautaires au bénéfice des Huttérites, qui permet de subvenir aux besoins de chacun des membres et de leur famille.

Fermes commerciales
Fermes à but lucratif qui tirent la majeure partie de leurs revenus de l'agriculture.

Fermes non commerciales
Fermes à but non lucratif.

Fermes communautaires/exploitants
Il s'agit d'un système d'exploitation agricole en vertu duquel les exploitants mettent leurs ressources en commun.

Production biologique transitoire
Il s'agit d'un processus consistant à convertir une exploitation agricole traditionnelle en une exploitation agricole biologique.

Définitions du commerce

Exportations agricoles et agroalimentaires
Les exportations agricoles et agroalimentaires comprennent l'exportation des produits agricoles, des aliments (à l'exception du poisson et des produits du poisson), des boissons non alcoolisées (y compris les eaux embouteillées), des boissons alcoolisées, des produits du tabac, et de la floriculture et des pépinières.

Importations agricoles et agroalimentaires
Les importations agricoles et agroalimentaires comprennent l'importation des produits agricoles, des aliments (à l'exception du poisson et des produits du poisson), des boissons non alcoolisées (y compris les eaux embouteillées), les boissons alcoolisées, des produits du tabac, de la floriculture et des pépinières.

Commerce interne
Le commerce interne désigne une transaction entre différentes parties d'entreprises multinationales situées dans différents pays. Il comprend également l'affectation par le siège social de l'exclusivité de produits différents à divers centres de production.

Commerce intrasectoriel
Le commerce intrasectoriel désigne le commerce d'un même produit ou d'une même marchandise entre deux pays.

Commerce intrarégional
Le commerce intrarégional est le commerce entre différentes régions d'un pays ou d'une région géographique.

Classification commerciale
Les statistiques commerciales pour le système agricole et agroalimentaire sont classées selon le système de classification BICO, qui sépare les produits en trois différents groupes : produits en vrac, produits intermédiaires et produits de consommation.

- **Produits en vrac (B)**
  Les produits en vrac sont ceux qui ont fait l'objet d'une transformation minime ou nulle, comme le blé, les céréales fourragères et les oléagineux.

- **Produits intermédiaires (I)**
  Les produits intermédiaires sont ceux qui ont fait l'objet d'une certaine transformation, mais qui ne sont pas normalement encore prêts à la consommation, par exemple, la farine de blé, les huiles végétales et les animaux de boucherie.

- **Produits de consommation (CO)**
  Les produits de consommation nécessitent peu de transformation supplémentaire ou n'en nécessitent pas et ils sont généralement prêts pour la consommation humaine. Il s'agit notamment des produits laitiers, des œufs, du bœuf, des fruits frais, des produits de la floriculture, des soupes en conserve, des repas surgelés, des aliments pour bébé, etc.

Commerce à valeur ajoutée
Les exportations et importations à valeur ajoutée sont celles qui concernent tous les produits intermédiaires et de consommation.

Catégories d'aide gouvernementale

Dépenses publiques
Les dépenses publiques directes et indirectes (à tous les paliers de gouvernement) liées à l'agriculture et à la transformation des aliments engagées au cours d'une année, au profit de particuliers, d'organismes ou d'associations.

Principales catégories de dépenses

Dépenses de programme liées au développement, au commerce et à l'environnement
Comprennent les dépenses d'administration et d'immobilisations engagées l'État pour favoriser le développement régional, le marketing et le commerce et protéger l'environnement, ainsi que les subventions et contributions gouvernementales accordées pour le travail consacré à ces activités.

Dépenses d'exploitation et d'immobilisations
Comprennent les dépenses publiques consacrées à l'administration générale et à la gestion, ainsi qu'aux politiques, aux services d'information et aux statistiques.

Autres dépenses
Comprennent les dépenses publiques consacrées à l'aide alimentaire et à l'aide internationale, à la vulgarisation et à l'éducation, ainsi que les paiements au titre de programmes sociaux.

Paiements de programme
Comprennent les paiements de programme de soutien et de stabilisation du revenu, de programmes spéciaux et de réduction des coûts, des programmes d'assurance-récolte et des programmes d'aide financière.

Dépenses liées à la recherche et à l'inspection
Comprennent les dépenses d'administration et d'immobilisations engagées par l'État pour les activités de recherche et d'inspection, ainsi que les subventions et contributions accordées par le gouvernement pour le travail consacré à ces activités.

Dépenses d'aide à l'entreposage et au fret
Paiements de programme liés à l'entreposage et au fret.

Infrastructure publique
L'infrastructure publique s'entend de l'ensemble du capital physique appartenant aux gouvernements provinciaux ou fédéral ou aux administrations municipales du Canada. L'infrastructure comprend des édifices (écoles, bibliothèques, bureaux de poste, etc.), des ouvrages de génie civil et des machines (véhicules pour l'enlèvement de la neige, ambulances, etc.).

Infrastructure des transports
L'infrastructure des transports est une sous-catégorie des ouvrages de génie civil. Elle comprend les autoroutes, les routes, les rues, les pistes, les chemins de fer, les ponts et les tunnels.

Mesures d'aide gouvernementale

Mesure globale de soutien (MGS)
La mesure globale de soutien (MGS) est l'indicateur de soutien interne utilisé dans le cadre des négociations d'Uruguay sur l'agriculture. Elle est établie en fonction d'une estimation du prix du marché pour chaque denrée visée, ainsi que des paiements directs non exonérés ou de toute autre subvention non exonérée au titre des engagements en matière de réduction, moins les subventions agricoles précises ou les honoraires payés par les producteurs.

Catégorie ambre
Expression utilisée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour désigner l'aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et considérée comme une subvention qui perturbe la production et le commerce. C'est le cas, notamment, du soutien des prix, ainsi que des subventions directement associées à la production.

Catégorie bleue
Expression utilisée par l'OMC pour désigner l'aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et considérée comme une subvention qui perturbe la production et le commerce mais dans certaines conditions seulement. Ces conditions limitent la production et, par ricochet, l'effet de distorsion.

De minimis
À l'heure actuelle, les pays développés accordent un montant minimal de soutien de la catégorie ambre (" de minimis "). Dans le cas du soutien ne visant pas un produit en particulier, il s'agit de 5 % de la valeur de la production agricole totale. Dans le cas du soutien se rapportant à un produit en particulier, la limite est de 5 % de la production de ce produit. Les règles de l'OMC permettent aux pays en développement une subvention de minimis de 10 %.

Catégorie verte
Expression utilisée par l'OMC pour désigner l'aide gouvernementale accordée au secteur de l'agriculture et considérée comme une subvention qui ne perturbe pas le marché ou qui a un effet de distorsion minimal et qui est donc permise sans limite.

Estimation du soutien aux producteurs (ESP)
Mesure annuelle du soutien aux producteurs agricoles qui est la somme du soutien des prix du marché et des dépenses budgétaires sous forme de paiements aux producteurs, exprimée en pourcentage de la valeur unitaire du produit ou de la valeur ajustée de la production.

Valeur ajustée de la production (VAP)
La valeur de la production, plus les paiements de transfert directs reçus par les producteurs au cours de l'année.

Termes de nature économique et statistique

Biomasse
La biomasse est le matériel biologique vivant ou mort récemment qui peut être utilisé comme carburant ou aux fins de la production industrielle. Il s'agit plus couramment des plantes utilisées pour la production de biocarburant mais peut également inclure les matières végétales ou animales utilisées pour la production de fibres, de produits chimiques ou d'énergie.

Ratio de concentration (RC4)
Le ratio de concentration mesure le niveau de concentration d'un secteur d'activité et exprime les ventes d'un nombre fixe d'entreprises parmi les plus importantes de ce secteur, c'est-à-dire le pourcentage de la valeur des ventes du secteur que totalisent ces entreprises. RC4 est l'acronyme utilisé pour le ratio de concentration des quatre principales entreprises du secteur.

Prix constants
Les prix constants désignent une valeur à partir de laquelle l'incidence générale de l'inflation a été supprimée.

Dette en pourcentage de l'actif
On calcule le ratio d'endettement en additionnant les emprunts, les prêts et les comptes auprès des sociétés affiliées et en divisant ce total par le total de l'avoir. L'actif total est la somme des ressources économiques sur lesquelles l'entreprise exerce un certain contrôle et inclut l'encaisse et les dépôts; les comptes débiteurs et les revenus accumulés; les inventaires; les investissements et les comptes auprès de sociétés mères, de filiales et de sociétés affiliées; les investissements de portefeuille; les prêts consentis à d'autres entreprises; les éléments d'actif.

Ratio d'endettement
On calcule le ratio d'endettement par la dette en pourcentage de l'endettement qui est la différence entre l'actif total et le passif total.

Revenu familial agricole
Le revenu familial agricole est la somme du revenu total de l'exploitant et des membres de sa famille et inclut les revenus provenant d'activités agricoles et d'activités non agricoles.

Recettes monétaires agricoles
Les recettes monétaires agricoles désignent les recettes monétaires tirées de la vente de produits agricoles, mais excluent les paiements de programme versés directement aux producteurs.

Valeur nette
La valeur nette correspond à l'actif total de la ferme moins le passif total.

Investissement étranger direct (IED)
Un IED est un investissement par des non-résidents dans une entreprise où ces non-résidents détiennent 10 % ou plus des actions ordinaires ou des droits de vote dans le cas d'entreprises constituées en société, ou l'équivalent dans le cas d'entreprises non constituées en société.

Amortissement géométrique (infini)
Valeur nette des stocks à la fin de l'exercice.

Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)
L'ESSG est un indicateur de la valeur des transferts bruts aux services généraux dans le secteur de l'agriculture. Ces paiements visent le secteur de l'agriculture en général et non pas des agriculteurs en particulier. Ils visent la recherche et le développement, les écoles d'agriculture, les services d'inspection, les infrastructures, la commercialisation et la promotion, la détention d'actions de sociétés publiques et les paiements divers.

Termes de nature économique et statistique (suite)

Produit intérieur brut (PIB)
Le produit intérieur brut d'un pays est la valeur totale nette des produits et des services produits dans ce pays pendant une période donnée.

Revenu agricole brut
Le revenu agricole brut inclut le revenu monétaire provenant de la vente de produits agricoles et les paiements de programme directs; il est calculé à partir des formulaires de recensement envoyés aux exploitants agricoles une fois tous les cinq ans.

Ratio de marge bénéficiaire brute
Le ratio de marge bénéficiaire brute est le ratio de la marge bénéficiaire brute générée par exploitation agricole par rapport à son revenu commercial.

Dépenses intra-murales consacrées à la R D
Les dépenses intra-murales consacrées à la R D sont toutes les dépenses liées à la recherche et au développement engagées par un organisme au cours d'une période donnée, y compris le travail financé par des tiers.

Commerce intrarégional
Commerce entre deux régions à un endroit donné, par exemple, le commerce entre provinces canadiennes.

Productivité du travail
La productivité du travail est une mesure des extrants de l'industrie par heure de travail.

Mesure de faible revenu (MFR)
La MFR représente la moitié (50 %) du revenu familial moyen au Canada, ajusté en fonction de la taille de la famille et de la composition familiale.

Productivité multifactorielle
La productivité multifactorielle mesure l'efficience de l'utilisation de tous les intrants. Sa croissance est calculée comme le taux de croissance des extrants, moins le taux de croissance de tous les intrants.

Revenu d'exploitation net
Le revenu d'exploitation net correspond, en parlant d'une ferme, à la différence entre le revenu agricole brut et les dépenses agricoles totales.

Revenu non agricole
L'expression revenu non agricole peut induire en erreur étant donné qu'elle inclut les salaires et traitements versés à des membres de la famille pour des travaux exécutés à la ferme. Les salaires et traitements gagnés à la ferme représentent en moyenne 22 % de l'ensemble des salaires et traitements d'une famille qui exploite une ferme non constituée en société. Le pourcentage varie selon le type de ferme et selon la province.

Marge d'exploitation
Il s'agit des revenus d'exploitation moins les dépenses d'exploitation.

Ratio de marge bénéficiaire
Le ratio de marge bénéficiaire est calculé en divisant les bénéfices d'exploitation par les revenus d'exploitation et en multipliant le résultat par 100.

Taux de rendement sur le capital à long terme
Le taux de rendement sur le capital à long terme est le revenu d'exploitation (sans déduire les impôts et les intérêts payés), divisé par le capital à long terme, celui-ci étant la somme des avoirs des actionnaires et de la dette à long terme.

Termes de nature économique et statistique (suite)

Revenu agricole net réalisé
Le revenu agricole net réalisé est le revenu commercial net réalisé, plus les paiements au titre de programmes gouvernementaux.

Revenu commercial net réalisé
Le revenu commercial net réalisé est le revenu commercial agricole, plus le revenu en nature, moins les dépenses d'exploitation et l'amortissement.

Avantage commercial relatif (ACR)
L'ACR est mesuré en fonction de la part du commerce mondial attribuable à un pays en ce qui a trait à un produit donné par rapport au commerce net de tous les biens visés.

Ratio du rendement des capitaux propres
On calcule le ratio du rendement des capitaux propres en multipliant par quatre le bénéfice après impôt et en divisant le produit par le total de l'avoir et en multipliant le résultat par 100.

Productivité totale des facteurs (PTF)
La PTF est calculée en divisant les extrants par tous les intrants (p. ex., le capital et la main-d'œuvre etc.).

Production à valeur ajoutée
La production à valeur ajoutée désigne les produits qui ont fait l'objet d'une certaine transformation.

Sources de données et références

Sources de données et références

Graphique	Source
Section A Caractéristiques spéciales	
Section A1 : Résumé du Recensement de l'agriculture	
A1.1-A1.27	Statistique Canada, Recensement de l'agriculture. Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006. (http://www.statcan.ca/francais/agcensus2006/index.htm) Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2001. (http://www.statcan.ca/francais/agcensus2001/index.htm) Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 1996. (http://www.statcan.ca/francais/census96/agri.htm)
Section A2 : Nouvelles utilisations industrielles des produits agricoles	
A2.1	Diverses sources.
A2.2	The Bioeconomy: Positioning the Agriculture and Agri-Food Sector to Seize the Opportunities, 2007, AAFC.
A2.3	Statistique Canada, Enquête sur le développement des bioproduits, 2003.
A2.4	Riese, J. Beyond the Hype – Growth in the Biofuels Industry, 22 mars 2007.
A2.5	Energy Information Administration, International Energy Annual Report 2004.
A2.6	United States Department of Energy (USDOE), www.economagic.com et www.imperialoil.com
A2.7 et A2.9	www.oecd.org
A2.8	« Global Fuel Trends: Monthly Update, March 2006 ». (www.earthtrends.com)
A2.10	United States Department of Agriculture (USDA), ERS AutoFAX 12005 – AMS Grain and Feed Market News. Préparé par AAC.
A2.11-A2.14 et A2.16-A2.19	Statistique Canada, Enquête sur le développement des bioproduits, 2003.
A2.15 et A2.20	Statistique Canada, Enquête sur les AFPN de 2004.
Section B Le système agricole et agroalimentaire et l'économie canadienne	
Section B1 : Le PIB et l'emploi	
B1.1 et B1.2	Statistique Canada. -Tableau 379-0017 CANSIM – Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), données annuelles. -Tableau 301-0003 CANSIM – Enquête annuelle des manufactures (EAM)*Terminé*. -Tableau 301-0006 CANSIM – Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière. -Enquête sur la population active, calculs spéciaux effectués pour AAC.

Sources de données et références (suite)

Graphique	Source
B1.3 et B1.4	Statistique Canada. -Tableau 379-0025 CANSIM – Produit intérieur brut (PIB) au prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et les provinces, données annuelles. -Calculs spéciaux effectués pour AAC.
B1.5 et B1.6	Statistique Canada, Enquête sur la population active, calculs spéciaux effectués pour AAC.
B1.7	Modèle des entrées-sorties de Statistique Canada, 2003.
Section B2 : Compétitivité, croissance de la productivité et innovation	
B2.1 et B2.2	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), FAOSTAT. (http://faostat.fao.org/default.aspx?lang=fr). Statistique Canada, calculs spéciaux effectués pour AAC (Base de données sur le commerce international canadien de marchandises).
B2.3-B2.10, B2.12-B2.17, et B2.20-B2.21	Statistique Canada, calculs spéciaux effectués pour AAC (Base de données sur le commerce international canadien de marchandises).
B2.11	Statistique Canada, calculs spéciaux effectués pour AAC (Base de données sur le commerce international canadien de marchandises). Industrie Canada, Données sur le commerce en direct. (http://strategis.ic.g.ca/sc_mrkti/tdst/frndoc/tr_homep.html) Atlas sur le commerce mondial.
B2.18	American Farm Bureau.
B2.19	Banque mondiale, Base de données sur les indicateurs du développement dans le monde.
Section B3 : Competitiveness, Productivity Growth and Innovation	
B3.1	Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), FAOSTAT. (http://faostat.fao.org/default.aspx?lang=en) Statistique Canada, calculs spéciaux effectués pour AAC (Base de données sur le commerce international canadien de marchandises).
B3.2-B3.6	Calculs d'AAC fondés sur le Global Trade Atlas.
B3.7	Statistique Canada, Enquête annuelle des manufactures.
B3.8	U.S. Bureau of Labor Statistics.
B3.9 et B3.10	Centre d'étude des niveaux de vie.
B3.11 et B3.12	Centre de Groningue pour la croissance et le développement, Industry Growth Accounting Database, 2006.
B3.13	Statistique Canada, statistiques sur les cultures, USDA, National Agricultural Statistics.
B3.14	USDA et AAC.
B3.15 et B3.16	AAC, La nature et l'étendue de l'innovation dans l'industrie canadienne de la transformation des aliments.

Sources de données et références (suite)

Graphique	Source
B3.17	Statistique Canada, Bulletin de service, Statistique des sciences, « Recherche et développement industriels, de 2002 à 2006 », août 2006. No 88-001-XIE au catalogue. (http://www.statcan.ca/francais/freepub/88-001-XIE/88-001-XIE2006004.pdf)
	Statistique Canada, Bulletin de service, Statistique des sciences, « Recherche et développement industriels, de 2001 à 2005 », juin 2005. No 88-001-XIE au catalogue. (http://www.statcan.ca/francais/freepub/88-001-XIE/88-001-XIE2005004.pdf)
	Statistique Canada, calcul spécial effectué pour AAC.
B3.18	Statistique Canada, tableau CAMSIM 379-00231 – Produit intérieur brut (PIB) au prix de base en dollars courants, les valeurs repères du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), données annuelles.
	Statistique Canada, Bulletin de service, Statistique des sciences, « Recherche et développement industriels, de 2002 à 2006 », août 2006. No 88-001-XIE au catalogue. (http://www.statcan.ca/francais/freepub/88-001-XIE/88-001-XIE2006004.pdf)
	Statistique Canada, Bulletin de service, Statistique des sciences, « Recherche et développement industriels, 2001 to 2005 », juin 2005. No 88-001-XIE au catalogue. (http://www.statcan.ca/francais/freepub/88-001-XIE/88-001-XIE2005004.pdf)
	Statistique Canada, calcul spécial effectué pour AAC.
B3.19	Klein, K.K. et collab.1994, "Returns to Beef Research in Canada", Agricultural Systems, 46(4),443-459; Klein, K.K. et collab. 1996, "Economic Returns to Yield Increasing Research on Wheat in Western Canada", CJAE, 44, 207-218; Oxley, J. et collab. 1996, "The Economic Benefits of Public Potato Research in Canada", AAFC; Thomas, G. et collab. 2000, "An Economic Analysis of the Returns to Canadian Swine Research - 1994-1997, Working Paper WP00/01 Department of Agricultural Economics and Business, University of Guelph, January.
B3.20	Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : suivi et évaluation 2007.
B3.21	OCDE, DSTI, Indicateurs de STAN, 2004.
B3.22-B3.24	AAC, La nature et l'étendue de l'innovation dans l'industrie canadienne de la transformation des aliments.
B3.25 et B3.26	Statistique Canada, tableau CANSIM 031-0002 – Flux et stocks de capital fixe non-domiciliaire, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), données annuelles.
B3.27-B3.29	Statistique Canada, Balance des paiements internationaux, calcul spécial effectué pour AAC.
B3.30	McCain Foods Limited. (http://www.mccain.com/mc_home.htm)

Sources de données et références (suite)

Graphique	Source
Section C Les éléments du système agricole et agroalimentaire	
Section C1 : Consommateurs	
C1.1 & C1.2	Statistique Canada. -Tableau CANSIM 380-0024 - Dépenses personnelles en biens et services de consommation, données annuelles. -Calculs spéciaux effectués à partir des comptes nationaux.
C1.3	OECD, Annual National Accounts Volume II – Detailed Tables – Main Aggregates Vol. 2005 release 01, Table 11. FINAL CONSUMPTION EXPENDITURE OF HOUSEHOLDS. (http://lysander.sourceoecd.org/vl=901848/cl=11/nw=1/rpsv/home.htm)
C1.4	Statistiques Canada, tableau CANSIM 326-0021 – Indice des prix à la consommation (IPC), panier 2005, données annuelles.
C1.5	Perceptions des consommateurs canadiens en matière de salubrité et qualité des aliments, Vague 2 - suivi en 2006, AAC.
C1.6	Perceptions des consommateurs canadiens en matière de salubrité et qualité des aliments 2004, AAC. Growing Canada Benchmark Study 2005, AAC. Perceptions des consommateurs canadiens en matière de salubrité et de qualité des aliments, Vague 2 - suivi en 2006, AAC. Enquête omnibus d'AAC, 2007.
C1.7-C1.8	Centre d'agriculture biologique du Canada (CABC), « Ventes au détail de produits alimentaires certifiés biologiques au Canada », 2006.
C1.9	Centre d'agriculture biologique du Canada.
C1.10	Domestic Branding Survey, AAC, 2007.
C1.11	Euromonitor 2007.
Section C2 : Distribution alimentaires (vente au détail ou en gros et serv. alimentaires)	
C2.1 et C2.2	Statistique Canada. -Tableau CANSIM 380-0024 – Dépenses personnelles en biens et services de consommation, données annuelles. -Calculs spéciaux effectués à partir des Comptes nationaux.
C2.3	Canadian Grocer, Statistique Canada et AAC.
C2.4	Calculs d'AAC basés sur des données de Dobson Consulting (1999) et de l'USDA.
C2.5	Statistique Canada. -Tableau CANSIM 187-0001 – Les données trimestrielles du bilan et de l'état des résultats, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). -Tableau CANSIM 187-0002 – Les données trimestrielles de l'état de l'évolution de la situation financière, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), certains ratios financiers et certains composants désaisonnalisés.

Sources de données et références (suite)

Graphique	Source
	-Calculs spéciaux effectués à partir de l'Enquête trimestrielle sur les statistiques financières des entreprises.
C2.6	Statistique Canada, Enquête trimestrielle sur les marchandises vendues au détail, calcul spécial.
C2.7	A.C. Nielsen.
C2.8	Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires. (données tirées du rapport intitulé *Eating Patterns in Canada Report 2005*, NPD Group Canada Inc.).
C2.9	Statistique Canada, tableau CANSIM 203-0002 – Dépenses des ménages au titre de l'alimentation, selon les provinces et territoires, données annuelles.
C2.10	Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires, Quarterly InfoStats Q4 2005, Chart 4.2.1.
	Statistique Canada, tableau CANSIM 355-0001 – Statistiques des restaurants, traiteurs et tavernes, données annuelles.
C2.11	Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires, 2007 Foodservice Sales Forecast et calculs d'AAC. (http://www.crfa.ca/research/-sales%20(%20March%203,%202006))
C2.12	Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires. (http://www.crfa.ca/research/2005/top_50_chains_capture_over_half_market_share.asp)
C2.13	Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires, Quarterly InfoStats Q4 2005, Chart 6.2.1.
Section C3 : Transformation des aliments, des boissons et du tabac	
C3.1	Statistique Canada, modèle des entrées-sorties, 2003 et calculs d'AAC.
C3.2	Statistique Canada, tableau CANSIM 379-0017 – Produit intérieur brut (PIB) au prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), données annuelles.
C3.3	Statistique Canada, tableau CANSIM 281-0024 – Emploi (EERH), estimations non désaisonnalisés, selon le type d'employé pour une sélection d'industries selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, données annuelles.
C3.4-C3.6	Statistique Canada, tableau CAMSIM 304-0014 – Stocks, ventes, commandes et rapport des stocks sur les ventes pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), données mensuelles.
C3.7-C3.8	Statistique Canada, calculs spéciaux effectués à partir de l'Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière.
C3.9 et C3.10	Statistique Canada.
C3.11	OCDE.
C3.12-C3.13	Statistique Canada et AAC.
	-Statistique Canada, tableau CAMSIM 304-0014 – Stocks, ventes, commandes et rapport des stocks sur les ventes pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de

Sources de données et références (suite)

Graphique	Source
	l'Amérique du Nord (SCIAN), Canada, données mensuelles.
	-Calcul spécial effectué pour AAC (Base de données sur le commerce international canadien de marchandises).
C3.14-C3.16	Statistique Canada, calculs spéciaux effectués à partir de l'Enquête trimestrielle sur les statistiques financières des entreprises.
Section C4 : Agriculture primaire	
C4.1	Statistique Canada, modèle des entrées-sorties, 2003 et calculs d'AAC.
C4.2	Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006. (http://www.statcan.ca/francais/agcensus2006/index.htm)
C4.3	Statistique Canada.
	-Recensement de l'agriculture de 2006. (http://www.statcan.ca/francais/agcensus2006/index.htm)
	-Enquête sur la population active, calcul spécial effectué pour AAC.
C4.4-C4.12	Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC).
C4.13-C4.17	Statistique Canada, tableau CANSIM 002-0001 – Recettes monétaires agricoles, données annuelles.
C4.18	Statistique Canada, calcul spécial effectué pour AAC (Base de données sur le commerce international canadien de marchandises).
C4.19	Statistique Canada et AAC.
C4.20	Statistique Canada, OCDE et AAC.
C4.21 et C4.22	Statistique Canada et AAC.
	-Tableau CANSIM 002-0009 – Revenu des agriculteurs provenant de l'exploitation agricole, données annuelles.
	-Tableau CANSIM 002-0023 – Compte des mouvements de l'encaisse des entreprises agricoles, variations en pourcentage et ratios, données annuelles.
C4.23 et C4.24	Statistique Canada, tableau CANSIM 002-0004 – Compte de la valeur ajoutée agricole, données annuelles.
C4.25	Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2006 et estimations d'AAC.
C4.26, C4.33, C4.37, C4.39, C4.42, et C4.45 - C4.47	Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, 2006.
C4.27	AAC, Enquête nationale sur le renouveau, 2004.
C4.28 - C4.32, C4.34 - C4.35, C4.48 - C4.50, et C4.52, C4.53	Statistique Canada, base de données complètes sur les exploitations agricoles.
C4.36 et C4.38	Base de données CSRN/PCSRA et calculs d'AAC.
C4.40, C4.41, C4.43, et C4.44	Statistique Canada et AAC, Enquête financière sur les fermes, plusieurs années.
C4.51	CADMS (microsimulation dynamique de l'agriculture canadienne) et calculs d'AAC.

Data Sources and References (cont'd)

Graphique	Source
C4.54 - C4.56	Statistique Canada, Banque de données administratives longitudinales.
C4.57	Statistique Canada, Base de données complètes sur les exploitations agricoles et Données régionales et administratives.
Section C5 : Fournisseurs d'intrants et de services agricoles	
C5.1	Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC).
C5.2	Statistique Canada. -Tableau CANSIM 002-0022 – produits agricoles (IPPA), données annuelles. -Tableau CANSIM 328-0001 – Indice des prix des entrées dans l'agriculture, données trimestrielles *Terminé*. -Tableau CANSIM 328-0014 – Indice des prix des entrées dans l'agriculture, données annuelles.
C5.3 et C5.4	Statistique Canada, tableau CANSIM 002-0005 – Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement, données annuelles.
C5.5	Ressources naturelles Canada et Ridgetown College, Université de Guelph.
C5.6	Statistique Canada et AAC. -Tableau CANSIM 002-0005 – Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement, données annuelles. -Tableau CANSIM 328-0001 – Indice des prix des entrées dans l'agriculture, données trimestrielles *Terminé*. -Tableau CANSIM 328-0014 – Indice des prix des entrées dans l'agriculture, données annuelles.
C5.7	Secrétariat aux coopératives, AAC et Statistique Canada.
C5.8	Secrétariat aux coopératives, AAC.
Section D L'État et le système agricole et agroalimentaire	
Section D1 : Les dépenses publiques au Canada	
D1.1 - D1.6 et D1.10	Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC).
D1.7	Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : suivi et évaluation 2007.
D1.8	Statistique Canada, tableau CANSIM 031-0002 – Flux et stocks de capital fixe non domiciliaire, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), données annuelles.
D1.9	Calculs d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC).
D1.11	Cahill, Sean A. (2007). « Base de données sur le taux d'imposition des sociétés : Canada et les provinces, de 1960 à 2005 ».
Section D2 : Estimation du soutien aux producteurs (ESP) et politiques agricoles en vigueur au Canada et dans d'autres pays	
D2.1 - D2.4	Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : suivi et évaluation 2007.